QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE — N° 12146 — 4 F — MARDI 14 FÉVRIER 1984

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens

Un dossier spécial du Monde
L'URSS
APRÈS ANDROPOV
Pages 5 à 8

M. Constantin Tchernenko succède à Iouri Andropov

Le comité central du Parti communiste d'Union soviétique a élu lundi l'ancien compagnon de Brejnev au poste de secrétaire général

Une mauvaise image

Autant l'installation de Iouri Andropov dans le fauteuil de Brejnev il y a quinze mois avait été interprété — peut-être avec quelque excès — comme l'annonce de changement, de la reprise en main et d'une nouvelle vigueur de la politique soviétique, autant la nomination de Constantin Tchernenko au poste de chef du parti soviétique évoque une image de passéisme et d'immobilisme, voire de retour à un dogmatisme encore plus crispé qu'au cours des deux règnes précédents.

Cette image est probablement elle aussi exagérée : après tout, les individus que la machine politique soviétique projette de loin en loin sous les feux de la rampe apparaissent tous à l'origine comme les produits incolores et sans saveur du même appareil anonyme, comme « un robot succédant à un autre robot », comme aiment à le dire les dissidents. Ce n'est qu'après coup, parfois après plusieurs années, qu'apparaissent des traits un peu plus personnels, des inflexions pouvant avoir une signification politique, parfois de vraies surprises. Ainsi Khrouchtchev s'était révélé comme le vrai réformateur, par opposition à Malenkov, dont la réputation de « libéral » était pourtant encore plus ancrée au départ que celle qui avait été faite à Iouri Andropov.

Or si l'image de Iouri Andropov était déjà loin d'être expliquée en 1964, au moment où il supplantait ce pape de la déstalinisation, celle de M. Tchernenko est franchement mauvaise. Sans doute cette image a-t-elle été noircie à dessein par ses adversaires depuis deux ans, en particulier par les amis de Iouri Andropov, qui utilisaient pour cela les canaux efficaces du KGB. Sans doute encore l'élu d'aujourd'hui avait-il, jusqu'en 1982, la réputation d'un responsable relativement modéré, du moins selon les rares diplomates qui s'étaient plongés dans la lecture de ses abondants écrits. Il reste que, depuis novembre 1982, M. Tchernenko se présentait comme « le nouveau Souslov », le gardien rigoureux de l'orthodoxie face aux velléités réformatrices de son rival installé au pouvoir. En décembre 1982, il écrivait un article mettant en garde contre tout abandon en Afghanistan. En juin de l'année dernière, son discours devant le comité central était apparu comme un monument de conservatisme borné.

En politique étrangère, M. Tchernenko apparaît à première vue comme le moins à même, parmi les autres successeurs potentiels de Iouri Andropov, d'introduire un peu d'imagination dans une posture que la défaite des euromissiles a figée jusqu'à la crispation. Son expérience dans ce domaine est modeste. Il a certes participé à la signature de l'Acte final de la conférence paneuropéenne en 1975 à Helsinki, mais comme un simple « factotum » de Brejnev. Il a supervisé en partie ces dernières années les affaires du mouvement communiste international et participé au congrès du PCF à Paris en 1982, mais le monde « capitaliste » lui est en fait beaucoup plus étranger qu'il l'était à Andropov, patron du KGB pendant quinze ans.

Cela dit, il faut s'attendre à voir fonctionner dans les mois et peut-être même dans plusieurs des années à venir une direction collégiale, un peu sur le modèle de la troïka Brejnev-Kossyguine-Podgorny qui avait tenu la vedette après Khrouchtchev jusqu'aux environs de 1969. M. Gromyko, l'éternel ministre des affaires étrangères, tiendra sans doute un rôle important dans cette nouvelle direction. Mais cela non plus n'est pas un signe annonciateur de changement.

La revanche de l'appareil

par DANIEL VERNET

Il serait facile d'être ironique et même cruel. L'élite de la direction *soviétique n'a trouvé d'autre successeur* à un secrétaire général, qui, élu à moins de soixante-huit ans, est mort après quinze mois de pouvoir, qu'un homme de près de soixante-treize ans, son rival de 1982 dont la conjonction des représentants de l'armée, de la police et de la diplomatie avait alors empêché la désignation.

Depuis que M. Tchernenko avait été nommé le vendredi 10 février, le jour même de l'annonce officielle de la mort de Iouri Andropov, président de la commission des obsèques, son accession au pouvoir suprême ne faisait guère de doute. Elle n'en reste pas moins surprenante.

Il convient certes de se garder d'appliquer à l'Union soviétique les critères de la politique occidentale. Les hiérarques du Kremlin ne raisonnent *pas seulement en fonction* des solutions rationnelles à apporter à des problèmes politiques, économiques ou diplomatiques bien connus. Leurs décisions doivent être mesurées à l'aune de la pérennisation du pouvoir exercé par le noyau dirigeant du Parti.

Andropov aurait dû être un secrétaire général de transition entre la génération des dirigeants promus à la faveur des purges staliniennes des années 30 et la jeune génération. Mais il est mort trop tôt. MM. Gorbatchev ou Vorotnikov, et dans une moindre mesure M. Romanov, n'ont pas encore eu le temps d'asurer leur pouvoir; leur entrée au bureau politique ou leur « montée » à Moscou sont trop récentes pour qu'ils aient eu le temps de s'affirmer face à leurs pairs ou de s'être constitué une clientèle. Le processus d'un passage en douceur d'une génération à l'autre était à peine amorcé.

Dans ces conditions, le choix de M. Tchernenko apparaît comme une solution conservatoire qui ne préjuge pas l'avenir. Pour des raisons purement biologiques, son règne ne sera *sans doute pas très long, bien que* le nouveau secrétaire général paraisse en bonne forme, après quelques accidents de santé. La désignation d'un homme d'une soixantaine d'années aurait barré la route aux plus jeunes pour une période beaucoup plus grande.

Les deux « jeunes » qui apparaissaient comme les principaux concurrents de M. Tchernenko et qui, comme lui, sont en même temps membres à part entière du bureau politique et secrétaires du comité central, ne représentent pas exactement la même orientation.

Bien que les mots doivent être employés avec précaution, M. Gorbatchev apparaît plus « réformiste » et plus ouvert à la coopération avec l'Occident, alors que M. Romanov passe pour encourager une politique néostalinienne. En distinguant le vieux compagnon de Brejnev, le noyau dirigeant du bureau politique s'est refusé à choisir entre deux stratégies. La nomination de M. Tchernenko n'est pas « neutre » pour autant. *C'est un peu une victoire* posthume pour Brejnev, qui l'avait pratiquement désigné comme dauphin, mais qui n'avait pas eu la force de l'imposer face à Iouri Andropov. La dénonciation des scandales du vivant même de Brejnev orchestrée par le KGB et son ancien président visait tout autant M. Tchernenko *que les proches de* Brejnev.

(Lire la suite page 9.)

Un hommage organisé

De notre correspondant

*Moscou. — Le spectacle a quel*que chose d'irréel et de théâtral à la fois. Dans la maison des syndicats, la salle des colonnes est faiblement éclairée par d'immenses lustres voilés de gaze noire. L'atmosphère est chargée d'odeurs à cause des nombreuses couronnes d'œillets et de roses disposées contre les murs. Un orchestre qu'on aperçoit dès l'entrée joue en sourdine des airs funèbres. Le corps repose dans un cercueil ouvert selon la tradition orthodoxe — sur un catafalque qui *disparaît lui aussi sous un* amoncellement de fleurs, — le visage est émacié. Les militaires des trois armes, de la milice et du KGB montent une garde d'honneur.

Il n'est pas question de s'attarder, on avance dans cette Maison des syndicats, jadis palais réservé aux divertissements de la noblesse, à un *rythme soutenu et par rang* de trois ou quatre. La file d'attente s'étend au dehors sur la place Pouchkine et dans les rues avoisinantes. Tout le quartier est interdit à la circulation.

A quelques centaines de mètres, la place Rouge est fermée, même aux piétons. Derrière le mausolée de Lénine, au pied des murs du Kremlin, les fossoyeurs creusent une tombe à côté des grands anciens.

La photo publiée dimanche par la *Pravda représente* les principaux dignitaires du régime alignés devant la dépouille mortelle de Iouri Andropov. Trois d'entre eux se détachent : MM. Tchernenko, Tikhonov et Gromyko. Le premier symbolise le parti, le second le gouvernement, et le troisième la continuité de la politique étrangère. Le maréchal Oustinov, un peu en retrait, mais qui appartient visiblement au même groupe, représente l'armée.

Tous les autres membres du bureau politique, à l'exception de M. Chtcherbitski, premier secrétaire du parti en Ukraine — qui serait souffrant, — sont derrière ce petit groupe; plus loin encore, viennent les membres du secrétariat. Tous ces clichés ont été retouchés, et la place de M. Kounaïev, premier secrétaire du Kazakhstan, varie selon les journaux.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(Lire la suite page 9.)

AU JOUR LE JOUR — Gérontes

Les Occidentaux ont tort de se moquer de la place faite aux vieux dans la direction soviétique.

D'abord, il faut être cohérent : on ne peut pas à la fois réclamer l'insertion du troisième âge dans la société et critiquer les pays qui y sont parvenus. Ensuite, M. Reagan montre assez lui-même qu'on peut être septuagénaire et diriger avec brio une grande puissance. Enfin, dans un système où le mandat du patron est illimité — sauf accident de l'histoire, — il n'est guère prudent de promouvoir des jeunots, dont on ne sait pas comment ils vieilliront.

Et puis, quel que soit leur âge, tous ceux qui accèdent au pouvoir partagent la même illusion : celle d'avoir l'éternité devant eux. A cet égard, ils sont tous jeunes.

BRUNO FRAPPAT.

Dans « Le Monde de l'économie »

Deux ans de nationalisations :
le glissement vers un capitalisme d'Etat

Le pouvoir et la politique contractuelle :
la tentation de se substituer aux partenaires sociaux

Lire pages 19 à 22 les articles de Bruno DETHOMAS, Jean-Michel QUATREPOINT et Alain LEBAUBE.

Les fantassins de l'extrême droite

par JÉROME JAFFRÉ (*)

La renaissance d'une extrême droite influente en France constitue l'un des *événements* politiques majeurs depuis le 10 mai 1981. A quatre reprises en 1983, le Front national a dépassé ou frôlé 10 % des suffrages : dans le vingtième arrondissement de Paris aux élections municipales (11,3 %), puis aux élections partielles de Dreux (16,7 %), d'Aulnay-sous-Bois (9,3 %) et, enfin, dans la deuxième circonscription du Morbihan (12 %).

Qui sont ces électeurs qui manifestent leur sympathie pour le Front national ou le Parti des forces nouvelles ? Quel est leur profil sociologique, leur itinéraire politique ? Y-a-t-il *un électorat original*, véritablement extrémiste, ou plus simplement une composante parmi d'autres de l'électorat d'opposition proche en définitive du RPR et de l'UDF ? Pour répondre à ces questions, les sondages constituent des outils qui permettent de dépasser le stade des hypothèse et des stéréotypes. Une exploitation inédite des enquêtes récentes de la SOFRES (1) a permis d'isoler un sous-échantillon d'environ 300 électeurs exprimant leur préférence pour le Front national ou le Parti des forces nouvelles (PFN) comme parti le plus proche d'eux, en premier ou en second choix. Dès lors, il devient possible d'étudier la sociologie de ces électeurs, leur origine politique et leurs principales attitudes.

Un électorat populaire jeune et masculin

Comparé à l'électorat de l'opposition tout entière, les sympathisants du Front national et du PFN se distinguent par plusieurs éléments *(voir tableau 1, page 13)*. Leur électorat comprend tout d'abord une fraction importante d'ouvriers — 29 % contre 19 % à l'ensemble de l'opposition, ce qui lui confère indiscutablement une tonalité plus populaire. Deuxième trait : la jeunesse : 41 % de ses sympathisants ont moins de trente-cinq ans contre 30 % à l'ensemble de l'opposition. Ainsi rajeunie, l'extrême droite comprend proportionnellement peu de personnes âgées, susceptibles d'avoir connu les grandes batailles du passé : Vichy, la Libération ou même l'Algérie française. Troisième *trait : la proportion élevée d'hommes. L'électorat* d'extrême droite est en forte majorité masculin (56 %) alors que l'opposition, à l'image de la population, se partage en deux moitiés égales. Dernier élément : le critère religieux permet d'écarter l'hypothèse d'un poids décisif du catholicisme intégriste. La proportion de catholiques pratiquants *(réguliers ou occasionnels)* est beaucoup plus faible qu'au sein de l'opposition tout entière. A l'évidence, les catholiques actifs préfèrent la droite modérée.

Du point de vue géographique, il n'est pas indifférent de constater que les sympatisants du Front national et du PFN se répartissent assez harmonieusement sur l'ensemble du territoire. Seules exceptions : une faiblesse dans les agglomérations moyennes de 20 000 à 100 000 habitants et une force plus grande dans le Sud-Est et la région méditerranéenne où, déjà en 1965, M. Tixier-Vignancour obtenait ses meilleurs résultats.

(Lire la suite page 13.)

(*) Directeur des études politiques de la SOFRES. Maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris.

(1) Par fusion de dix enquêtes réalisées entre septembre 1983 et janvier 1984 auprès d'échantillons nationaux de 1 000 personnes en âge de voter ce qui permet au total de disposer d'un fichier de 10 000 interviews.

LA MORT DE L'ÉCRIVAIN JULIO CORTAZAR

Un maître du conte fantastique

L'écrivain argentin Julio Cortazar — naturalisé français en *1981* — est mort dimanche d'une leucémie à l'hôpital Saint-Lazare à Paris, où il avait été hospitalisé il y a une dizaine de jours. Il était âgé de soixante-neuf ans.

Je le revois en 1961. On venait de publier en France *les Gagnants*, mais ce roman qui passionnait Max-Pol Fouchet n'avait pas sorti de son obscurité cet homme, géant longiligne de quarante-sept ans, à la fois timide et chaleureux, au regard droit et rieur, et dont la taille contrastait avec son visage d'enfant. Durant la promenade qui nous conduisit à travers un dédale de ruelles et de passages qu'il semblait affectionner, Julio Cortazar me parla de celui qui avait bouleversé *son adolescence : Jean Cocteau*. Une révélation. Un éblouissement. Surtout *Opium* et *les Enfants terribles*. Grâce à Cocteau, il avait ensuite fréquenté Roussel, Apollinaire, Raymond Radiquet et surtout Alfred Jarry, qui lui avait appris que l'humour est le plus sûr allié de la connaissance.

Il lisait aussi Poe, Nathaniel Hawthorne et Ambroise Bierce... Quelques Latino-Américains, Horacio Quiroga et Borges, qui avait été le seul à apprécier la façon dont il interprétait les personnages *d'Ariane* et du Minotaure dans son premier « poème dramatique », *les Rois*, qu'un ami généreux, Daniel Devoto, avait fait éditer à ses frais à Buenos-Aires en 1949.

Depuis 1951, il vivait à Paris, où il avait fait, célibataire, plusieurs petits métiers... En 1953, il s'était marié avec une Argentine, Aurora Bernadez, et avait *accepté des travaux de* traducteur à l'UNESCO. En fait, ce qu'il aimait, c'était lire, voyager. Et écrire.

L'Argentine, déjà, avait découvert l'originalité de ses contes à travers *Bestiaire* (1951), *Fin d'un jeu* (1956) et *les Armes secrètes* (1958). Ce fut le choix que Roger Caillois publia sous ce titre en 1963 dans la collection « La Croix du Sud » qui le révéla en France : *l'Axolotl*, l'une des nouvelles de ce recueil, imposa à la *mémoire* de tous les lecteurs la présence de cette étrange larve rose d'un aquarium-jardin des plantes qui fascinait de ses yeux dorés sans paupières celui qui la regardait au point *d'en faire son double*. Dans un autre texte, *Delia*, une Circé moderne inventait pour empoisonner les siens d'étranges bonbons en enrobant de sucre de répugnants cancrelats. On le *sentait : un nouveau style* de contes fantastiques était créé, tiré le plus souvent des expériences oniriques de leur auteur.

« *La plupart de mes contes*, me disait alors Cortazar, *sont nés de rêves et de cauchemars, et ils ont été écrits tout de suite après, dans une sorte d'état second. Je suis hanté par l'ambiance générale du conte, sans savoir vraiment ce qui va se passer et surtout quand celà va se passer. J'écris pour me guérir d'une espèce d'obsession.* »

CLAUDE COUFFON.

(Lire la suite page 15.)

Les hommes communicants

par ANDRÉ ASTOUX (*)

EVOQUANT Galilée et parodiant Larousse, je reprendrais volontiers à l'intention des hommes la définition des vases communicants : « *Hommes qu'un tube fait communiquer et dans lequel une même expression s'élève au même niveau, quelle que soit la forme de chacun.* »

A l'origine des temps, chaque homme a dû chercher à se faire comprendre par les autres et ceux-là ont dû tendre tous leurs sens pour percevoir ce que voulaient signifier leurs vis-à-vis. Ce furent les millénaires pendant lesquels la « gestuelle » et l'« oralité » étaient les seuls instruments dont disposaient les hommes en présence. Les « tubes » n'étaient faits que de l'air qui séparait les bouches des oreilles.

Alors on inventa les moyens de s'exprimer sans parler et de recevoir sans entendre. Ce fut l'âge de l'écriture sur toutes sortes de supports matériels qui aboutirent au papier. Cette façon de faire permettait en outre la communication à distance, hors des yeux et des oreilles par le décodage de la lecture et la mise en œuvre de l'imagination. Le « tube » prit de l'importance au détriment de la pédagogie de l'expression face à l'entendement et au détriment de l'éducation à la compréhension des gestes et des paroles.

Au cours des siècles, les savants n'eurent de cesse d'améliorer les moyens de communication. Là comme ailleurs, ceux-ci n'étaient pas la fin.

Après le papier vinrent le télégraphe, le téléphone, le disque, le cinéma, la radio, la télévision, le télétexte, le vidéotex, le vidéodisque, l'holographie, transmis par des câbles, des ondes, des rayons, des fibres optiques, des faisceaux lasers, de point à point, par satellites, avec des haut-parleurs, des écrans, des banques de données. Toutes ces inventions perfectionnèrent les moyens d'émission, de diffusion, de réception de l'expression afin que celle-ci puisse aller toujours plus loin, plus vite, vers plus de monde, avec le minimum de « pertes en ligne ».

Dans cette évolution prodigieuse, « les communications » prirent le pas sur « la communication », c'est-à-dire sur la valeur de la pensée, de ses nuances, de la fidélité du sentiment, en un mot, de la compréhension la plus parfaite du message. Comprenne qui pourra ! Dans le fatras, chacun espérait qu'il serait entendu et « l'autre » croyait qu'il avait bien compris. L'amalgame s'effectuait entre le contenant et le contenu. S'il y avait eu un « style oral » *il n'y avait pas désormais de* « style audiovisuel ».

Pourtant la communication ne sera établie entre les hommes que lorsque l'expression des uns et la compréhension des autres s'élèveront « au même niveau ». Cela suppose que celui qui a quelque chose à dire acquière la pédagogie de l'expression et que celui qui l'écoute acquière la pédagogie de l'entendement. Cette condition nécessaire n'est cependant pas encore suffisante.

Lorsque ce qui émane d'un homme est reçu par un autre, sa parole et son geste deviennent à leur tour des éléments de la communication vers de nouveaux récepteurs qui se répercuteront indéfiniment dans l'espace et dans le temps selon le phénomène du « mimisme » découverte par Aristote et développé par *Marcel Jousse dans l'Anthropologie du geste* et *la Manducation de la parole.* Quelle responsabilité portent dès lors ceux qui vont enseigner leur propre connaissance par le « rejeu » de ce qu'ils ont reçu ! Pour le bien ou pour le mal. Pour une juste cause ou par démagogie. Pour donner l'espoir ou pour conduire à l'abandon.

L'âge du tube

Le moment vient de se prémunir contre l'« agression » de l'expression et d'être à même de se forger une opinion personnelle. Ceux qui reçoivent en toute attention devraient être capables d'analyser, de comparer, de soumettre les messages à leur esprit critique (Marcel Jousse aurait dit d'« intussusceptionner ») avant d'apprécier en connaissance de cause, de juger, d'agir en fonction d'eux-mêmes et de retransmettre leur vérité. Ainsi, de vérité exprimée en vérité comprise et de vérité comprise en vérité transmise, la chaîne de la plus haute fidélité doit, en toute expression, être celle de la plus haute vérité.

Pour l'instant nous sommes encore à l'âge du « tube ». Aussi fiable et puissant qu'il soit, c'est à ses deux extrémités que se situent les points essentiels de la trinité de la communication : expression - transmission - compréhension, et non pas seulement : émission - diffusion - réception. La responsabilité de ceux qui émettent et la perspicacité de ceux qui reçoivent l'expression sont les chances de l'avenir. Les techniques y concourent mais ne sauraient se substituer à l'éthique et à la plus élémentaire des déontologies entre les « hommes communicants ». Les références nécessaires pour développer le libre arbitre pourront être multipliées par les mémoires extérieures des banques de données, s'il en est fait bon usage, pour que parallèlement ne se sclérosent pas les mémoires des êtres.

Aujourd'hui, l'amour, la justice, la paix, ne sont souvent que des mots mal exprimés et incompris. La démocratie en est un autre qui voudrait faire croire qu'une proposition énoncée est forcément saisie dans tout son sens et son contexte et que la loi du nombre de voix « exprimées » correspond à la loi du nombre des compréhensions.

Il ne faut certes pas contraindre et moins encore désespérer. Est-ce un rêve d'imaginer que tous les hommes naissent libres et égaux en facultés intellectuelles et morales ? *Si la planète n'est pas détruite par* l'alliance inopinée de l'intelligence et de la démence, le temps viendra où les « roseaux pensants » pourront être des « hommes communicants ». Le principe de Galilée se vérifierait alors pour l'expression comme pour les « liquides ». Le tout est d'en prendre progressivement conscience et d'être patient. L'équilibre entre les facultés de choisir et les actes accomplis peut demander un très long temps. Trois millions d'années peut-être ?... C'est-à-dire le même temps que celui qui nous sépare de l'homme « naissant » sur la terre. Peu de chose à côté des milliards d'années passées et à venir de la vie du soleil ! De l'importance donnée aux pédagogies de responsabilité et de discernement dépendront, en définitive, la dignité et la liberté de cette espèce de mammifères que l'on dit supérieure. Cette élévation et cette libération conduiront peut-être à l'humanisme universel d'où procédera la seule solidarité acquise par la raison autant que par le sentiment.

(*) Ancien directeur général adjoint de l'ORTF, ancien directeur général du Centre national de la cinématographie, ancien délégué général de la Fédération française de l'imprimerie et des industries graphiques.

LU

« DU SENS II », d'A.-J. Greimas

La soupe au pistou, la colère et le défi

PRENEZ une recette de cuisine (la soupe au pistou), une petite passion (la colère), un acte de langage (le défi), le texte d'un savant éminent (Georges Dumézil), une brève nouvelle de Maupassant (*la Ficelle*) et de vastes questions philosophiques, comme la « valeur », la « vérité » ou les relations entre le « croire » et le « savoir »...

Les *Essais sémiotiques,* d'A.-J. Greimas, se présentent de cette manière comme un ensemble hétéroclite d'objets soumis à une analyse homogène et rigoureuse. Qu'ils soient grands ou petits, apparemment triviaux ou rejoignant les sommets de la pensée, ils ont tous pour le sémioticien une propriété à la fois évidente et difficile à cerner : ils signifient. Comment s'organise ce tronc commun du sens ? Est-il possible de proposer un modèle qui saisisse les significations humaines ? Telles sont les questions auxquelles A.-J. Greimas répond en analysant pas à pas, avec une minutie d'entomologiste, chacun de ces objets et, chemin faisant, en poursuivant l'élaboration de la théorie sémiotique générale.

Montrer comment les signes signifient

Attelé à cette tâche depuis plus de vingt ans, il enseigne que la sémiotique consiste moins à décrire les systèmes de signes qu'à montrer comment les signes signifient dans les discours de toutes sortes qui les prennent en charge.

Du sens II illustre aujourd'hui le dynamisme de cette recherche, et ses infléchissements. Parti d'une *« sémantique structurale »,* A.-J. Greimas a rencontré le problème de la cohérence des récits dont il proposa alors la description comme une syntaxe (dans *Du sens* en 1970). Au fil des recherches, il est apparu que des schèmes narratifs régissaient, pourvu qu'ils soient pensés à un niveau convenable d'abstraction, l'ordre et la « finalisation » des discours. A la croisée des acquis de la linguistique et le l'anthropologie, le modèle conceptuel était ainsi trouvé. Restait à en affiner la puissance descriptive et à en faire voir la prise *sur le réel.*

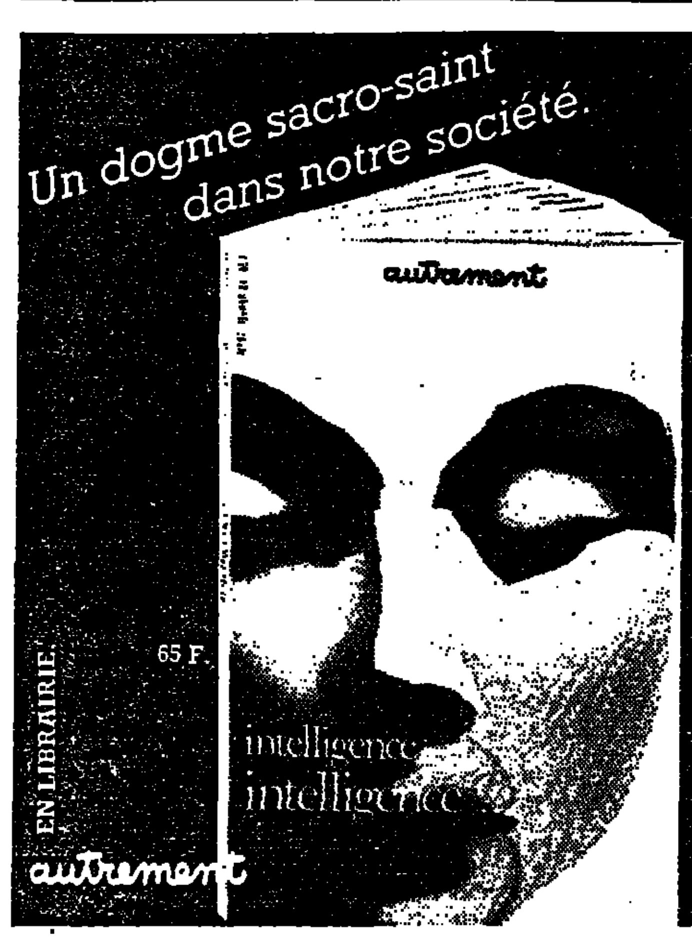
Que le moindre échange repose sur un schéma narratif, cela apparaît clairement dans les réflexions qui concernent le savoir et la croyance. L'enjeu du déplacement opéré dans ce domaine est de taille : bousculant les illusions installées par les idéologies et les institutions, A.-J. Greimas fait apparaître que le support de la communication n'est pas la connaissance « vraie » qui porte sur un objet, *mais la confiance réciproque qui* s'établit entre les interlocuteurs-protagonistes.

« La reconnaissance de la vérité n'est plus définie par son adéquation à la réalité référentielle, elle l'est maintenant par l'adéquation à notre propre univers cognitif. » C'est donc bien le fonctionnement de cet *« univers cognitif »,* mis en forme dans nos discours, qui doit être analysé, avec ses replis et ses réseaux.

Riche et stimulant, le livre d'A.-J. Greimas ne se présente pas sous la forme littéraire d'une théorie achevée. Il laisse voir tous les dessous conceptuels d'une construction en cours. D'où certainement, pour un lecteur non averti, la difficulté d'y *entrer et, pour le grand public, le* caractère obscur de cette discipline toujours naissante qu'est la sémiotique. Mais d'où, aussi, l'abondance des potentialités et des ouvertures du côté des autres disciplines – et elles sont nombreuses dans les sciences humaines – qui ont affaire avec l'hydre du sens et qui sont toujours en quête d'une méthodologie.

DENIS BERTRAND.

★ *Du sens II.* Le Seuil, 320 pages, 90 F.





LETTRES AU *Monde*

Comment sortir de la crise ?

La revue par Pierre Drouin de mon livre *Sortir de la crise* (*le Monde* du 31 janvier), que je trouve sympathique, appelle de ma part les observations suivantes :

1) Elle consacre dix-huit lignes à dire que le redressement du commerce extérieur français est négligé, ce qui *« affaiblit sérieusement la démonstration ».* Or, d'une part, c'est l'objet des pages 100-101. D'autre part, il est dit partout dans ce livre qu'une rigueur a cet effet. Mais on ajoute que les mesures appliquées en juin 1983 n'ont pas pu causer le redressement de l'été 1983 car elles mettent plus longtemps à agir. Il résulte de l'effet de prix retardé des dévaluations et de la hausse du dollar. Au total, les mesures déflationnistes de juin seules auront à peu près eu les effets des prévisions officielles dont je fais état. Mais mon argument principal est que redresser le commerce extérieur par la déflation (rigueur), si c'est bien sûr possible, est trop coûteux en chômage et pertes de revenus. Et, avec cette méthode, le déficit réapparaît dès que l'économie reprend.

2) Les Etats-Unis, certes, ont fait une « rigueur », mais pas pour la balance des paiements, puisque le dollar flotte : exclusivement pour lutter contre l'inflation intérieure. C'est une tout autre logique, dans laquelle on peut relancer quand l'inflation a assez baissé et assez restreint les anticipations d'inflation.

3) Le Brésil : c'est si différent de la France ! Sa politique lui a d'ailleurs permis d'être un des rares pays sous-développés qui a une bonne croissance.

4) De l'indexation, je montre seulement que désindexer quand l'inflation baisse freine cette baisse et oblige à plus de chômage et de pertes de revenu pour l'obtenir. Tous les économistes qui ont étudié cette question arrivent à une conclusion semblable (Giersch, Cuckierman, etc.).

5) Bien sûr, le chômage et les revenus peuvent croître ensemble, si la productivité ou la main-d'œuvre augmentent assez. Mais le chômage peut décroître avec des revenus qui augmentent encore plus.

6) Suis-je iconoclaste ? Je crois montrer que si l'on érige la logique en icône, c'est le discours politique officiel qui l'est.

SERGE-CHRISTOPHE KOLM
(Paris).

[Ce ne sont jamais sur les buts – sortir de la crise – mais sur les moyens que l'on discute. Dans son gros ouvrage, M. S.-C. Kolm dit, en effet (p. 100), que le commerce extérieur français se redressait « tout seul » en juin 1983. Cette appréciation ne nous a pas paru suffisante, ni exacte. Nous n'avons jamais écrit d'autre part que les Etats-Unis ont fait de la rigueur pour redresser leur balance extérieure, et laissons à notre auteur son appréciation sur le « cas » brésilien. – P. D.]

Transferts

Même Louis XIV dans toute sa gloire se heurtait à des difficultés pour transférer des fonds à l'étranger. Il n'y avait, à l'époque, ni Banque de France ni Paribas. Pour payer les armées françaises en Allemagne, en Italie et en Espagne et envoyer les subsides attendus en Savoie, à Berlin, à Brunswick ou à Mantoue, il fallait bien passer par les banquiers, en général genevois, auxquels se joignirent assez vite des réfugiés français.

La Suisse accueillait, en effet, des protestants « nantis », mais surtout de pauvres gens démunis qu'il fallait secourir, ce qui fut fait pendant cinquante ans sans défaillance. Il se trouva cependant parmi les réfugiés et les expulsés des gens sans aveu, qui, peu soucieux de chercher du travail, n'hésitèrent pas à abuser de l'hospitalité des cantons. En particulier après 1703 – date de la rupture entre Louis XIV et le duc de Savoie, – certains camisards arrivant tout chauds de leur maquis cévenol décidèrent de continuer la lutte. Ils s'entendirent avec des partisans sardes et des déserteurs variés pour commettre toutes sortes de méfaits en Suisse et dans le pays de Gex. En particulier, ils formèrent de véritables corps francs dans le but d'intercepter les transports de fonds.

Chaque incident suscitait les protestations de M. de Puisieulx, ambassadeur du roi à Berne, et de M. de la Closure, résident à Genève dont les informateurs étaient parfaitement au courant des agissements des religionnaires. Quant aux autorités suisses, elles avaient tendance à faire la sourde oreille, en évitant de sévir trop sévèrement.

Il y eut cependant des prises qui firent du bruit. Ainsi le 22 octobre 1705, 20 377 louis d'or destinés à la solde de l'armée d'Italie et envoyés au Piémont pour le compte de Samuel Bernard par MM. Lullin et Nicolas, banquiers à Genève, furent subtilisés par des religionnaires, auxquels s'étaient mêlés des contrebandiers savoyards. L'attaque du convoi, pourtant bien gardé, eut lieu entre Versoix et Coppet, sur la rive nord du lac, près de la frontière bernoise, mais en terre française. Leur coup fait, les assaillants se réfugièrent sur la rive savoyarde du lac de Genève.

Une autre fois, le 23 mai 1706, Roucayrol arrêta un convoi et se fit remettre 500 livres. Mais la plus importante affaire fut celle du banneret Blanchet, citoyen suisse et châtelain de Montagny, qui, poussé par plusieurs camisards, dont Flottard et Antoine Goût, dit Lasalle, accepta de jouer le rôle de recéleur et de fournir des hommes.

Cette fois, pour éviter les embuscades, le transport d'argent devait avoir lieu par le lac. Le neveu de Blanchet avait vu charger à Genève un petit brigantin, qui devait transporter des fonds expédiés par le banquier Hogguer. C'était une prise à ne pas manquer... Le 15 juillet 1706, après avoir fait relâche à Ouchy, où des précautions avaient été prises pour le protéger, le brigantin repartit vers Vevey, mais fut attaqué avant d'y arriver : 50 sacs de 272 écus furent pris, rapidement transbordés et cachés ensuite par le banneret Blanchet dans les caves du château de Montagny, où le partage eut lieu : 20 sacs pour le duc de Savoie, 3 pour le banneret, 2 pour les participants et 1 pour les bateliers. La chose s'ébruita vite.

Cette fois, les autorités suisses agirent sans attendre les interventions des représentants du roi. Lasalle fut le premier arrêté. Il s'évada, mais fut repris à Payerne. Un peu plus tard, ce fut le tour du banneret, arrêté le 13 août et amené à Berne. L'issue du procès n'était pas douteuse. Lasalle se défendit avec vigueur. Il était venu avec Cavalier, laissant femme et enfants en France, où le roi, disait-il, *« lui avait tout pris ».* De plus, il affirmait être au service du duc de Savoie. Condamné à mort, il fut décapité le 14 septembre. Blanchet, également condamné, eut la tête tranchée le 4 janvier 1707.

Cependant, l'affaire n'était pas terminée, car l'enquête avait permis de dévoiler de nombreuses complicités en haut lieu, de sorte qu'on dut destituer finalement de leurs fonctions le bailli de Lausanne, Steiger, et son assesseur, Gaudard. Quant aux camisards, ils quittèrent le pays de Vaud.

JEAN SCHLOESING
(Paris)

L'exemple de Jefferson

Les appréciations de M. Evan Galbraith, ambassadeur des Etats-Unis en France, lors du « Grand jury RTL-*le Monde* » du 29 janvier, étaient à la fois gratuites, inopportunes et dégradantes. Depuis le changement de gouvernement qui survint dans les deux pays en 1981, la France a toujours soutenu la politique Est-Ouest des Etats-Unis. Ainsi est-il parfaitement gratuit de supposer que *l'Union* soviétique exerce quelque contrôle que ce soit sur le gouvernement français du fait de la présence des ministres communistes en son sein.

Le rôle d'un ambassadeur est de garantir les intérêts politiques, économiques et culturels de la nation qu'il représente. Vous portez atteinte à ces intérêts en attaquant publiquement l'idéologie politique des ministres choisis par le président Mitterrand. Imaginez l'indignation qui résulterait d'une attaque à la radio américaine de la part de l'ambassadeur de France à Washington, contre les affiliations politiques des membres du Cabinet ! Que ne vous inspirez-vous de l'exemple de Thomas Jefferson, alors qu'il était ambassadeur en France lorsque éclata la Révolution de *1789 ! Il* prit garde de ne pas exprimer publiquement ses sentiments personnels face à des événements aussi dramatiques que le furent la prise de la Bastille et la chute de la monarchie. Si Jefferson vivait encore, il serait édifié par vos propos.

RICHARD M. HILLS
juriste américain à Paris.

Le voyage libyen

Dans un article daté de Tripoli (*le Monde* du 27 janvier), J.-P. Péroncel-Hugoz citait une lettre du 9 janvier de M. François Léotard, député de l'opposition, expliquant qu'il avait refusé de répondre à une invitation libyenne adressée à la Fédération *mondiale des villes jumelées* (FMVJ) parce que la Libye *« est ou sera dans une situation de conflit ouvert avec l'armée française ».* M. Jean-Marie Bressand, président délégué fondateur de la FMVJ, a tenu à préciser qu'il *« respecte les scrupules de M. Léotard »,* mais que celui-ci *« confond deux niveaux de travail : celui des relations humaines où se place le FMVJ, qui lui fait obligation de poursuivre le dialogue quelles que soient les conjonctures, et les affrontements des partis et des Etats ».* M. Bressand rappelle que, en 1956, son organisation *« a provoqué un scandale en jumelant Dijon avec Stalingrad, en pleine guerre froide »* et, plus tard, en jumelant des villes tunisiennes avec des cités européennes au moment de *l'« affaire du mur de l'ambassade de France à La Marsa ».*

● PRÉCISION. – Dans le courrier des lecteurs relatif à l'UNESCO et à l'espéranto paru dans *le Monde* du 7 février, une erreur de présentation a pu faire penser que l'avant-dernier paragraphe, relatif au nombre des traducteurs et à leur coût à l'UNESCO, était de la plume de M. Delavenay, ancien fonctionnaire de cette organisation, alors qu'il appartenait au commentaire de notre collaborateur J.-P. Péroncel-Hugoz.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS – Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 390 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 65 p. ; Italie, 1 500 l. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 f. ; Yougoslavie, 182 nd.

Edité par la S.A.R.L. le Monde
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS-IX°

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	685 F	859 F	1080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	685 F	979 F	1 240 F
II. – SUISSE, TUNISIE	454 F	838 F	1 197 F	1 538 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

L'ÉVOLUTION DU CONFLIT LIBANAIS

A BEYROUTH - OUEST

Les milices musulmanes entre la soif de vengeance et le désir de respectabilité politique

De notre envoyée spéciale

Beyrouth. – Une vieille femme en longue robe noire, fichu brodé blanc sur la tête, se balance au gré des incantations qu'elle hurle au ciel pour dénoncer ces *« kataebs criminels »* qui ont tout détruit, enlevé toute sa famille, et sur la tête desquels elle appelle le *« châtiment de Dieu »*. Les miliciens en armes qui l'entourent, bientôt tentent, en vain, de la calmer et approuvent ses appels à la vengeance.

Le quartier de Barbir, déjà l'objet de violents bombardements de l'aviation israélienne, durant l'été 1982, est ravagé, et les obus de l'armée libanaise ont été cette fois encore plus *« efficaces »* que les bombes israéliennes. Partout, ce ne sont qu'immeubles éventrés, fenêtres arrachées, longues rangées de voitures calcinées, dont les carcasses servent à obstruer la corniche Mazraa. Des débris de toute sorte jonchent le sol labouré par la trace de trous d'obus. L'hôpital Barbir, évacué à la hâte dès le début des combats, est grêlé de balles et devra être reconstruit pour la quatrième fois. Un char de l'armée, le canon encore tourné vers l'enfilade de la corniche, gît au milieu de la chaussée, rendue boueuse par les tonnes de terre qu'y ont déversé les combattants pour édifier des remparts de protection.

En ce dimanche 12 février, le rond-point de Barbir connaît, cependant, un regain d'agitation, puisque l'accalmie des combats et le stationnement de l'armée française sur le pont de Barbir et une partie de l'avenue Fouad-Ier, qui conduit directement au Musée, ont permis d'ouvrir un point de passage entre les secteurs Ouest et Est de Beyrouth. C'est samedi matin que les marsouins ont pris position sur le pont et dans un immeuble situé en face de la résidence des Pins, quartier général du contingent français. Ce mouvement, opéré *« en accord avec toutes les parties »*, a aussi l'avantage d'écarter un peu les combats de la résidence des Pins, jusque-là située sur la ligne de front. L'armée libanaise a, pour sa part, reculé de quelques centaines de mètres, les soldats français la séparant donc maintenant des Mourabitouns (nassériens indépendants), qui font la loi à Barbir.

Des contrôles tracassiers

Pour être ouvert, le passage entre les deux secteurs de Beyrouth n'en reste pas moins une aventure qui n'est pas exempte de dangers et la circulation est restée assez fluide, dimanche, plus de voitures passant d'ailleurs vers l'est que vers l'ouest. Les Mourabitouns, dont les drapeaux noirs et rouges voisinent avec les étendards verts de l'islam, exercent un sévère contrôle à la sortie, vers le secteur chrétien. *« Arrêtez de pleurer, nous n'avons encore égorgé personne »*, dit un combattant à une jeune femme terrorisée dont le mari vient d'être emmené par un milicien. Celui-ci a, en effet, trouvé dans sa voiture un vieux chapeau de brousse et une batterie de rechange, autant de signes suspects à ses yeux. L'odyssée se terminera bien, après une heure d'interrogatoire et beaucoup de frayeur. Deux jeunes gens chrétiens sont aussi retenus parce que l'un d'eux porte une veste qui a quelque ressemblance avec une pièce de treillis. *« J'ai un cousin qui a été pris par les « Forces libanaises, je vais vous garder en échange »*, déclare, péremptoire, un milicien barbu avant de décrire par le menu toutes les atrocités que lui ont fait subir les phalangistes et qu'il pourrait bien pratiquer à son tour. *« Je suis resté quatre heures en plein soleil, battu, torturé,* dit-il, *pourquoi n'en ferais-je pas autant ? »* Il emmène un des jeunes gens dans le quartier constater les dégâts, ramasse des étuis d'obus qu'il attribue tour à tour aux Phalanges, aux Français, aux Américains. Puis, comme soulagé par ce discours interminable, brusquement il invite les deux garçons à passer. Quelques candidats au départ, affolés par ces combattants nerveux et pointilleux, préfèrent d'ailleurs rebrousser chemin. Les Mourabitouns exigent au passage la carte d'identité qui porte mention de la religion et ne se satisfont pas du passeport que certains préfèrent d'abord leur tendre.

Cinquante mètres au-delà de leur dernière barricade, les Marsouins sont en position : *« Nous regardons simplement »*, dit l'un d'eux en jetant un coup d'œil dans la voiture, s'excusant presque de ce nouveau contrôle, très sommaire. Tout le long du mur d'enceinte de la résidence des Pins, les soldats français édifient à l'aide de pelleteuses géantes une nouvelle barricade de terre.

Le passage, ouvert pour l'instant de 7 heures à 17 heures, est soumis aux états d'âme des miliciens des deux camps, dont la discipline n'est pas toujours parfaite. Le point d'accès sur l'axe du Musée a aussi permis de faire rentrer à Beyrouth-Ouest du ravitaillement, et la Croix-Rouge a fait passer des camions de médicaments. Cette ouverture n'était pourtant pas souhaitée par tout le monde. Un membre du bureau politique du Front de la résistance musulmane libanaise (mouvement sunnite allié à Amal) nous disait samedi : *« Nous ne voulons pas ouvrir de voie entre les deux secteurs tant qu'il n'y aura pas d'accord politique et que la sécurité ne sera pas totalement assurée à Beyrouth-Ouest. Nous voulons d'abord démontrer que Beyrouth appartient à tout le monde et que les chrétiens vivent très bien à l'ouest. Il nous faut donc bien contrôler la situation. »* Cette position était exprimée aussi par le chef d'Amal, M. Berri, mais le médiateur saoudien M. Hariri, revenu samedi à Beyrouth, aurait exigé l'ouverture entre les secteurs comme une des conditions de la poursuite de sa mission. Le passage du port pourrait être rouvert dès ce lundi. Les dirigeants de Beyrouth-Ouest craignaient, avec l'ouverture des voies intersecteurs, des *« provocations »* remettant en cause l'ordre précaire qui règne chez eux.

« Contre l'ordre phalangiste »

L'accalmie a aussi permis de mettre fin au blocus de fait imposé aux habitants de Ras-el-Nabaa qui, pris entre deux feux depuis le début des combats, n'avaient pu quitter leur quartier. Ce dimanche, timidement, ils sortent sur le pas de leur porte mais peu s'aventurent dans les rues soumises au feu des francs-tireurs. Sur la ligne de front, les miliciens d'Amal renforcent leur position. Des pelleteuses d'*Oger Liban*, la grande entreprise de travaux publics qui, il y a peu encore, reconstruisait le centre ville, de nouveau au centre des combats, arrachent la terre des terrains vagues pour édifier des barricades aux carrefours jugés dangereux. Gagner le « front » dans ce secteur surpeuplé relève du jeu de piste. C'est à travers des jardinets, des couloirs de maisons, de ruines en terrains vagues, en traversant les rues en courant, que nous gagnons un poste avancé d'Amal installé dans un ancien centre de l'armée libanaise. Le responsable nous reçoit dans une petite pièce sombre, entouré de très nombreux combattants et de trois militaires ralliés. *« Nous sommes revenus,* dit-il, *à la guerre de 1975-1976. Notre combat n'est pas contre l'armée mais contre les Kataebs. Nous n'avons cependant pas l'intention d'entrer chez eux et nous ne voulons égorger personne. Nous réclamons simplement nos droits. » « En tant que combattants nous considérons que le Liban appartient à toutes les communautés,* poursuit-il. *Chrétiens et musulmans doivent vivre en frères dans cette patrie. Il y a des chrétiens dans ce quartier, et nous faisons plus spécialement encore attention à eux. Ceux qui ont voulu partir nous les avons aidés à le faire. »* L'avenir du président Gemayel ? *« Nous sommes contre Amine Gemayel car il a été élu grâce à l'armée israélienne, contre le sinistre Chafik Wazzan et contre Kamal Assad, le chiite président de la Chambre, qui est vendu à Bagdad. » « La famille Gemayel,* ajoute-t-il, *est opportuniste, n'a aucune conscience, aucune humanité.*

Un des militaires qui ont rallié lundi les milices d'Amal exhibe la photo de son frère enlevé depuis un an et demi par les « Force libanaises ». *« Je n'ai aucunes nouvelles, qu'est-il devenu ? »* Pourquoi a-t-il déserté l'armée ? *« Parce que ce n'était pas l'armée du peuple mais une armée aux ordres des Phalanges. Seuls,* dit-il sans sourciller, *ceux qui ont une vengeance à exercer ont rallié les miliciens. Les autres sont restés dans les casernes et ne se sont pas ennuyés. Ils ne bougent plus. » « Regardez,* dit-il en montrant deux inscriptions sur des portes. *La première indique :* « Si vous êtes un soldat civilisé, faites attention à la propreté des lieux. » *Signé du ministère de la santé publique. Pour qui nous prennent-ils ! La seconde :* « Donnez-nous les filles, prenez ce que vous voulez. » *Le choque. Nous devons combattre les ennemis de Dieu »*, lance-t-il en guise de conclusion.

Tous les miliciens que nous rencontrons tiennent un langage très modéré qui ne correspond pas malheureusement toujours à la réalité. Sur les murs de l'église Notre-Dame de Ray-el-Nabaa les portraits de l'imam Khomeiny voisinent avec des affiches en persan appelant à la reprise des attentats ou célébrant les bienfaits de la révolution iranienne. Devant la porte, un combattant en armes monte la garde. *« Voyez,* nous dit-il, *nous n'avons pas touché à cette église. »* Mais par terre traînent dans la boue des chasubles et étoles, et sur les marches gît, abandonné, l'aumônière de la quête. *De* la porte on peut voir les tableaux à moitié arrachés et les bancs accolés sur lesquels dorment quelques miliciens.

Accrochages
à un rythme « de croisière »

Ras-el-Nabaa en ce dimanche ensoleillé, est pratiquement désert. La moitié des habitants qui avaient de la famille ailleurs dans Beyrouth ont quitté le quartier, nous dit un commerçant affairé à déblayer les débris de verre qui jonchent sa voiture. Un vieil homme casse le muret qui séparait son jardinet de celui de son voisin. *« C'est pour nous permettre de mieux circuler en évitant les francs-tireurs »*, dit, reconnaissant, le milicien. La large avenue Bichara-el-Khoury qui limite le quartier vers l'ouest, est déserte et les rares passants qui s'y aventurent, le font en courant, courbés en deux. Des rafales partent de temps en temps. *« Les accrochages de la ligne verte atteignent leur vitesse de croisière »* comme titre dimanche en manchette *l'Orient le Jour*.

Jusqu'à quand ? C'est toute la question. Pour l'instant Beyrouth semble vivre une parenthèse et chacun a le sentiment que tout peut arriver. Les miliciens en armes n'ont pas disparu des rues de la ville, mais les forces de sécurité intérieures y patrouillent aussi et l'on entend dire que l'armée – mais sous quelle autorité ? – pourrait y faire sa réapparition dès ce lundi. Les Beyrouthins se raccrochent au mince espoir que représente la reprise de la tournée du médiateur saoudien M. Hariri. Celui-ci a eu durent le week-end des contacts avec toutes les parties en présence avant de regagner Ryad pour rendre compte de sa *« mission d'études et d'information »* au roi Fahd.

De son côté M. Marouan Hamadé, proche collaborateur de M. Walid Joumblatt, qui est rentré à Beyrouth il y a trois jours, a assuré lors d'une conférence de presse que MM. Joumblatt et Berri estimaient que *« le régime phalangiste ne peut être démantelé avec le maintien du président Amine Gemayel. C'est pourquoi tous deux ont demandé sa démission »*. Mais, a-t-il ajouté, *« la majorité du large front d'opposition qui s'est constitué estime le contraire. C'est pourquoi MM. Joumblatt et Berri se sont pliés à la volonté de la majorité »*. M. Hamadé a, d'autre part, jugé *« désolant que les ambitions des troupes françaises de la force multinationale, très nobles et très belles au départ, aient progressivement dérapé vers une confrontation* (avec l'opposition libanaise) *pour être réduites à présent au simple rôle de passeurs sur la ligne de démarcation de Beyrouth. La résurrection de cette ligne atteste,* a-t-il encore dit, *de l'échec de la force multinationale à Beyrouth »*.

Une force de l'ONU

M. Hamadé a conclu : *« Nous souhaitons qu'une force neutre de l'ONU prenne en charge la mission de sécurité à Beyrouth seulement et nous voulons avant tout que les cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU fassent partie de cette force. »*

Le remplacement de la force multinationale par des troupes de l'ONU est une revendication partagée par toutes les milices, certaines admettant d'ailleurs parfaitement le maintien du contingent français, mais sous le casque de l'ONU, comme nous l'a déclaré un responsable d'Amal : *« Si les soldats français sont là dans le cadre de la force multinationale, nous n'en voulons pas. Mais comme force de paix de l'ONU, ils peuvent rester. » « La France est un pays ami du Liban. Nous sommes donc d'accord avec sa présence ici, mais sous le drapeau des Nations unies »*, renchérit pour sa part un cadre du front de la résistance musulmane. L'idée du remplacement de la force multinationale par des « casques bleus » semble, selon des sources de l'opposition islamo-progressiste, faire son chemin. Ces mêmes sources indiquent que la Syrie aurait fait savoir à Paris qu'elle accepterait désormais la présence des « casques bleus » à Beyrouth en échange de l'abrogation de l'accord israélo-libanais du 17 mai.

FRANÇOISE CHIPAUX.

● *Une marche pour le Liban à Paris.* – Dix associations ou organisations (Comité d'action de la résistance française, Alliance libanaise, Comité d'aide aux chrétiens du Liban, Chrétienté d'Orient, Help Le banon, Union maronite mondiale, etc.) appellent à une marche silencieuse, jeudi 16 février, à 11 heures, du Trocadéro à l'Etoile, afin de *« protester contre les bombardements syriens sur les quartiers et les villages à l'est de Beyrouth »* et d'attirer l'attention *« sur l'atroce solitude dans laquelle se trouve la population chrétienne du Liban, menacée dans son existence même »*.

● *Une déclaration de M. Jacques Huntzinger*, secrétaire national aux relations internationales du PS nous a fait parvenir la déclaration suivante : M. Bercis a publié un communiqué sur M. Walid Joumblatt et le PSP (*le Monde du 12-13 février*). Afin d'éviter toute confusion, je tiens à préciser que les déclarations de Pierre Bercis n'engagent que lui-même. L'association qu'il préside *« Droits socialistes de l'homme »*, est le fruit d'une initiative autonome et n'a aucun lien institutionnel avec le PS. La position de l'ensemble des socialistes français sur le problème du Liban a été réaffirmée par un communiqué clair et sans équivoque du bureau exécutif du PS le 8 février 1984. En ces jours douloureux *que traverse le Liban*, toute déclaration intempestive ou irresponsable ne peut avoir que des effets négatifs.

APRÈS SA RENCONTRE AVEC M. MITTERRAND

Le président Moubarak laisse entendre que le plan de paix franco-égyptien ne sera pas relancé pour l'instant

La France et l'Egypte n'ont pas, pour l'instant, l'intention de relancer leur plan de paix au Proche-Orient. C'est ce qu'a laissé entendre, samedi matin 11 février, le président égyptien Hosni Moubarak, après l'entretien d'une heure quarante qu'il a eu avec M. Mitterrand à l'Elysée.

M. Moubarak considère que le plan de paix franco-égyptien constituait *« une très bonne initiative »*. Toutefois, à la question : *« Allez-vous l'appliquer ? »*, il a répondu : *« Pas maintenant »*, observant que l'on *« continuait à en discuter »*, ainsi que du plan Reagan.

« Nous avons parlé de tous les sujets », a-t-il ajouté. *« Du Liban, du Tchad, du problème palestinien et des relations bilatérales. »*

En ce qui concerne la paix au Proche-Orient, le chef d'État égyptien a réaffirmé qu'elle ne pouvait se faire *« sans une vision globale et sans commencer à résoudre la question palestinienne, car c'est là le fond du problème »*.

Après cet entretien, M. Michel Vauzelle, porte-parole de l'Elysée, a insisté sur *« la chaleur et l'amitié particulières »* de l'entrevue au cours de laquelle M. Mitterrand a réaffirmé la position française sur le Liban *« à un moment crucial pour ce pays »*. L'entretien, a-t-il ajouté, a eu lieu *« à un moment où cela était bien nécessaire et bien utile »*.

Washington pourrait accepter le remplacement de la force multinationale par des « casques bleus »

De notre correspondant

Washington. – La Maison Blanche s'est, pour la première fois, déclarée, dimanche 12 février, ouverte à l'idée d'un déploiement de troupes de l'ONU au Liban en remplacement des contingents de la Force multinationale. Cette éventualité *« vaut la peine d'être étudiée »*, a indiqué le porte-parole de M. Reagan en précisant qu'aucune décision n'avait encore été prise par Washington mais que les Etats-Unis avaient mené des *« consultations »* à ce sujet avec le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar.

Cette déclaration faisait suite à la publication, le même jour, par le *New York Times* et le *Washington Post*, de propos de dirigeants syriens exprimant une disponibilité à envisager un recours à une force de l'ONU déjà prôné par la France, l'Italie et la Grande-Bretagne, si toutefois elle était composée de contingents fournis par des pays non membres du Conseil de sécurité ; si elle dépendait du Conseil de sécurité et non du président labanais ; enfin si sa mission était limitée à une durée déterminée, et à la seule région de Beyrouth.

Faisant état, sans les commenter sur le fond, de ces indications, le porte-parole de la Maison Blanche a estimé qu'il semblait maintenant que la Syrie et l'Union soviétique *« soient plus favorables que par le passé à l'idée d'une force de maintien de la paix »*.

En tout état de cause, l'éventualité du recours à l'ONU devrait être largement débattue cette semaine au cours de plusieurs importants contacts diplomatiques. A Washington d'abord, M. Reagan devrait s'en entretenir avec le roi Hussein de Jordanie et le président égyptien Moubarak, arrivés tous deux pendant le week-end dans la capitale américaine où ils se sont rencontrés en tête à tête dimanche soir. M. Reagan devait recevoir ce lundi le souverain jordanien, et mardi matin le président égyptien qu'il gardera pour un déjeuner de travail auquel se joindra le roi Hussein.

Ces conversations porteront sur le Liban (où M. Moubarak est favorable à l'intervention de l'ONU) et surtout sur la politique générale que les Etats-Unis entendent désormais mener au Proche-Orient.

Au Caire comme à Amman, l'annonce du *« redéploiement »* des « marines » a en effet causé une inquiétude certaine dans la mesure où ces deux capitales sont engagées, depuis la visite de M. Arafat en Egypte, dans une délicate partie diplomatique visant à tenter, avec l'aval de la direction palestinienne, des négociations avec Israël sur l'avenir de la Cisjordanie. La déconfiture américaine au Liban ne peut que handicaper la Jordanie et la Syrie car elle a marqué un renforcement certain dans le monde arabe des positions de la Syrie, farouchement opposée à leur entreprise. Avant que le roi Hussein ne s'entretienne d'ici la fin du mois à Amman avec M. Arafat, l'Egypte et la Jordanie ont donc besoin de savoir à quoi s'en tenir sur les intentions futures de Washington au Liban ainsi que sur le degré de pression que M. Reagan serait disposé à exercer sur Jérusalem.

En l'état actuel des choses, il est peu probable que les réponses de Washington puissent être très précises tant la diplomatie américaine paraît dans l'impasse au Proche-Orient. Pour permettre un accord politique au Liban, qui ne soit pas un simple faux-semblant leur permettant de se retirer, les États-Unis doivent en effet obtenir d'Israël qu'il accepte que M. Gemayel – comme l'exige Damas – tienne l'accord du 17 mai pour nul et non avenu. M. Shamir a déjà fait savoir qu'il n'en était pas question *(voir l'article de J.-P. Langellier)*. Quant aux perspectives d'un règlement de paix global dans la région, elles n'apparaissent pas non plus très prometteuses.

On voit mal, dans ces conditions, comment MM. Reagan et Moubarak et le roi Hussein pourraient aller beaucoup plus loin que la définition d'une « porte de sortie » la moins humiliante possible pour le retrait des « marines ». Après la victoire politique remportée par Damas avec l'effrondrement de l'armée libanaise et l'annonce du repli des troupes américaines sur leurs navires, le problème de fond qui se pose aux États-Unis est en effet de savoir dans quelle mesure et à quelles conditions ils seront maintenant prêts à inclure la Syrie – et derrière elle l'URSS – dans la recherche d'un règlement proche-oriental. Il est significatif, à cet égard, que le roi Hussein souligne, depuis deux semaines, que Moscou doit avoir un rôle à jouer.

Echec et flottement

Les obsèques de Iouri Andropov devraient d'ailleurs être l'occasion de contacts au cours desquels sera évoqué l'éventuel recours à l'ONU, car il est très vraisemblable que Mme Thatcher aborde cette question avec les dirigeants soviétiques, et que mardi soir et mercredi enfin, à Rome et à Paris, sur la route du retour, le vice-président Bush fasse de même avec les dirigeants italiens et français, à la lumière de ce qui aura pu se dire dans la capitale soviétique.

Quels que soient leurs résultats, toutes ces conversations n'effaceront pas le fait majeur du total échec militaro-diplomatique essuyé devant la Syrie et l'URSS par les États-Unis. L'objectif de Washington, en faisant tonner les canons du *New-Jersey* ou en négociant sans succès avec M. Assad, était de favoriser la stabilisation politique d'un Liban, *gouverné par une équipe désireuse* et à même, de conclure la paix avec Israël. Que l'ONU prenne ou non la relève d'une force multinationale, où seul le contingent français a encore une présence, n'y changera rien : cette ambition n'est d'ores et déjà plus qu'un souvenir.

Plus grave encore pour la diplomatie américaine, la conduite des relations avec l'URSS paraît maintenant souffrir elle aussi de flottement. Vendredi, les dirigeants américains avaient déjà eu grand mal à se mettre d'accord sur le niveau auquel les États-Unis seraient représentés aux obsèques d'Andropov. Avant que ne soit prise la décision d'envoyer M. Bush, un vif débat avait opposé les partisans de la prudence à ceux du spectaculaire geste d'ouverture qu'aurait constituée la présence de M. Reagan à Moscou (*le Monde* daté 12-13 février).

Il faut croire que ce débat n'avait pas été vraiment tranché, car les déclarations publiques, qui ont suivi durant le week-end, étaient loin d'être parfaitement concordantes. Samedi, dans une allocution radiodiffusée, M. Reagan multiplie les phrases conciliantes et souligne l'importance qu'il attache à la visite de M. Bush. A Londres, le vice-président va, lui, jusqu'à dire que les relations Est-Ouest *« sont à un tournant »*, qu'il y a *« une chance de les améliorer »* et déclare qu'il *« pense que le président Reagan serait heureux de rencontrer le nouveau leader soviétique »*. Le communiqué commun, publié après ses entretiens avec Mme Thatcher, fait état de l'intention de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis de *« travailler à l'amélioration des relations Est-Ouest grâce à un dialogue constructif et réaliste. »*

Au même moment, à Washington, le sous-secrétaire d'Etat pour les affaires politiques, M. Eagleburger, n'admet que du bout des lèvres que M. Bush évoquera à Moscou la possibilité d'une rencontre soviéto-américaine au sommet, et affirme qu'il *« n'a pas de mandat »* pour en organiser une. Sur le fond, il n'y a pas de vraie contradiction, dans la mesure où la ligne arrêtée était de faire dire aux dirigeants soviétiques par le vice-président que M. Reagan était prêt à une rencontre afin de lancer la balle dans le camp du Kremlin.

Les différences d'accent ont cependant leur importance, et, le moins qu'on puisse dire, est qu'entre la semaine de vacances californiennes que vient d'achever M. Reagan, les soucis libanais, et peut-être aussi l'intention d'obtenir la coopération de l'URSS dans la création d'un contingent de l'ONU pour Beyrouth, Washington n'est guère parvenu à exposer clairement sa position.

BERNARD GUETTA.

PROCHE-ORIENT

L'ÉVOLUTION DU CONFLIT LIBANAIS

Israël verrait dans l'abrogation de l'accord du 17 mai un encouragement à l'intransigeance syrienne

Jérusalem. – Israël fera tout son possible pour empêcher le naufrage de l'accord qui lui tient le plus à cœur actuellement : celui de non-belligérance conclu avec le Liban le 17 mai 1983. Cette position de principe a été rappelée au cours du week-end, d'abord, par le premier ministre, M. Itzhak Shamir, ensuite par le porte-parole du gouvernement, M. Dan Meridor, à l'issue d'un conseil de cabinet long de sept heures et entièrement consacré à la crise libanaise.

Pour Israël, l'accord du 17 mai est symbolique à plus d'un titre. Sa survie, vue de Jérusalem, atteste que le Liban conserve un minimum de souveraineté vis-à-vis de la Syrie. *« Si le Liban abrogeait l'accorrod, il renoncerait à son indépendance »*, a déclaré M. Shamir samedi 11 février, lors d'une interview à la radio israélienne.

Ce qui compte, aujourd'hui, pour le gouvernement Shamir, c'est l'existence juridique de l'accord et non son application, c'est sa signification et pas son contenu. Encore vaudrait-il mieux parler de « quasi existence » puisque, faute d'avoir échangé les instruments de ratification, les autorités de Beyrouth n'ont jamais scellé juridiquement l'accord. Ce qui est vrai pour Jérusalem l'est aussi pour Damas. L'obstination syrienne à exiger de M. Gemayel l'abrogation de ce texte, souligne-t-on ici, montre à quel point celui-ci revêt, aux yeux de M. Assad, la même portée symbolique.

L'entêtement syrien renforce la volonté des Israéliens de ne pas accepter l'abrogation de l'accord

De notre correspondant

comme l'inéluctable dénouement de la crise libanaise. Ils affirment vouloir refuser le *« diktat »* de Damas, mais n'ont guère les moyens d'agir seuls. Aussi M. Shamir a-t-il clairement rappelé les Etats-Unis, cosignataires du document, à leurs responsabilités. *« Il se peut,* a-t-il dit, *qu'aux Etats-Unis, tel ou tel estime que M. Gemayel n'a pas d'autre choix que céder à l'agression syrienne. Mais en capitulant devant l'agression, on ne la désarme pas, on l'exacerbe. »*

Et M. Shamir d'ajouter, non sans malice : *« Une telle attitude serait d'ailleurs contraire à la ligne prêchée par le président américain. Ce serait une faiblesse et une faute »*, tout en précisant qu'il ne croyait pas que les Etats-Unis étaient favorables à l'annulation du texte. Une telle concession, assure-t-il, ne pourrait au contraire qu'inciter la Syrie à faire monter les enchères au Liban.

J.-P. LANGELLIER.

LA GUERRE DU GOLFE

Le bombardement d'objectifs civils prend le relais de la guerre de positions

Après s'être mutuellement menacés d'un nouveau type d'opérations pendant deux semaines, l'Iran et l'Irak sont passés aux actes : Bagdad a bombardé, samedi 11 février, la ville iranienne de Desfoul, Téhéran a riposté, dimanche, en pilonnant Bassorah, Mandali et Khanekine. Le bombardement d'objectifs civils a donc succédé à la guerre de positions.

Dimanche, en début de soirée, la radio iranienne a indiqué que quinze personnes avaient été tuées et quatre-vingt-dix autres blessées, à l'aube, dans un autre bombardement *effectué par l'artillerie irakienne* contre Abadan et Khorramchahr (Sud de l'Iran).

Cette escalade intervient après une relative accalmie, enregistrée depuis près de trois mois, sur les différents fronts de cette guerre qui dure depuis trois ans et demi. La dernière offensive iranienne remonte, en effet, à novembre dernier. Les mauvaises conditions climatiques ont, semble-t-il, incité les militaires des deux bords à ne pas entreprendre d'actions de grande envergure, les routes, dans certains secteurs, étant devenues impraticables. Récemment, les responsables politiques et militaires irakiens avaient fait état d'une offensive iranienne en préparation et multiplié leurs mises en garde.

Début janvier, Bagdad avait indiqué qu'il frapperait *« à partir du 6 février à minuit »* des *« objectifs sélectionnés »* dans onze villes iraniennes – dont Desfoul. Téhéran avait répliqué en menaçant à son tour d'attaquer trois villes irakiennes – Bassorah, Mandali, Khanekine – ainsi que *« toutes les installations industrielles de l'Irak »*, si ce pays mettait ses menaces à exécution.

Samedi, Bagdad a annoncé sans autre précision avoir bombardé, le même jour, des *« objectifs sélectionnés »* à Desfoul. En confirmant le bombardement, l'Iran a indiqué qu'il avait été effectué au moyen de *« missiles »*, et que trois personnes avaient été tuées et trente autres blessées.

L'Iran a affirmé avoir riposté, dans un premier temps, en engageant ses unités le même jour (samedi), dans la région de Darbandi khan (Kurdistan irakien, nord-est du pays). Selon la radio et la télévision iraniennes, les forces de Téhéran ont pénétré de 15 kilomètres en territoire irakien et infligé de *« lourdes pertes aux commandos ennemis »*.

L'information a aussitôt été démentie *par un porte-parole militaire* à Bagdad, qui a affirmé que la situation était *« totalement calme »* dans ce secteur. Parallèlement, Téhéran a appelé par radio la population de Bassorah, Mandali et Khanekine à évacuer ces trois villes, au-dessus desquelles des fusées éclairantes ont été tirées dans la nuit. Puis, dimanche à l'aube, l'artillerie iranienne est entrée en action. – *(AFP.)*

Soudan

Six employés d'une société française ont été enlevés dans le Sud par les rebelles d'Anyanya II

Six employés de la société française Compagnie de construction internationale (CCI), qui participe au projet d'aménagement hydraulique du canal de Jonglei, dans le Haut-Nil soudanais, ont été enlevés, vendredi 10 février, par des rebelles du mouvement séparatiste Anyanya II.

La disparition des six employés de la CCI a été annoncée, samedi, par l'Agence soudanaise de presse, qui a précisé qu'une attaque des rebelles contre un chantier de la société française, situé près de Malaki, à 600 kilomètres au sud de Khartoum, avait été repoussée avec de grosses pertes pour les assaillants. Par la suite, le ministère des affaires étrangères australien annonçait qu'un pilote australien avait été tué lors du raid. Le communiqué soudanais ne précise pas la nationalité des employés enlevés, mais on croit savoir qu'ils seraient pour la plupart français.

Il s'agit de la troisième attaque des rebelles d'Anyanya II dans cette région depuis novembre dernier. La première avait visé sept Français et deux Britanniques travaillant pour la CCI et la société pétrolière américaine Chevron, enlevés en novembre dernier par les rebelles sudistes avant d'être libérés quelques jours plus tard à la suite de négociations entre les deux parties. Au début de février, trois employés étrangers de Chevron – un Britannique, un Kényan et un Philippin – avaient été tués. Chevron avait suspendu ensuite une partie de ses activités. – *(Reuter.)*

Libye

● DÉMENTI LIBYEN. – La représentation libyenne à Paris a démenti, samedi 11 février, qu'un avion libyen ait fait, mercredi dernier, un atterrissage forcé à l'aéroport d'Alger, alors qu'il transportait vers Tindouf, dans le Sud-Ouest algérien, des armes destinées au Front Polisario (*le Monde* du 11 février). Dans un communiqué, diffusé par l'agence Jana, elle déclare que l'information, recueillie de source diplomatique occidentale à Alger, est *« dénuée de tout fondement et constitue une forme de dénigrement à l'encontre de la Jamahiriya »*.

AFRIQUE

Centrafrique

MM. GOUMBA ET MAIDOU AURAIENT ÉTÉ ARRÊTÉS

MM. Abel Goumba, ancien président du FPO-PT (Front patriotique oubanguien-Parti du travail), et Henri Maïdou, président du PRP (Parti républicain pour le progrès), ainsi que d'autres personnalités centrafricaines, auraient été arrêtés le 27 janvier dernier et « déportés », le 2 février, à Ouadda et Birao, dans le nord-est du pays, ont annoncé le comité de soutien aux prisonniers d'opinion en Centrafrique et le représentant du PRP à Paris.

M. Abel Goumba, universitaire et ancien candidat à la présidence de la République en mars 1981 (il avait recueilli 1,42 % des suffrages exprimés), avait été nommé, en janvier 1982, par le chef de l'Etat centrafricain, le général Kolingba, recteur de l'université de Bangui. Avec M. Patrice Endjimougou, secrétaire général du FPO-PT, il avait été arrêté en août 1982 et condamné, en avril 1983, à cinq ans de prison et à dix *ans de déchéance de droits civiques et* familiaux. Les deux hommes étaient accusés de vouloir créer une *« organisation révolutionnaire clandestine »*. En août dernier, le général Kolingba avait annoncé la libération de 73 personnes, dont MM. Goumba et Endjimougou.

M. Henri Maïdou, ancien premier ministre de l'empereur Bokassa, s'était rallié à M. David Dacko lorsque celui-ci avait pris le pouvoir en septembre 1979. Nommé vice-président de la République, il avait été démis de ses fonctions, en août 1980, par le président Dacko.

Maroc

Après les troubles de janvier

HUIT JEUNES SOCIALISTES CONDAMNÉS A DES PEINES DE PRISON

Rabat *(Reuter)*. – Sept militants du mouvement Ittihadi, organisation de jeunes de l'Union socialiste des forces populaires, ont été condamnés par le tribunal de Larache, dans le nord du Maroc, à deux mois de prison et à des amendes de 200 dirhams *(1 DH : 1,05 F) pour avoir* participé à des manifestations de lycéens pendant les troubles de janvier. Un huitième jeune militant a été condamné à trois mois de prison. Ils étaient accusés d'organisation de manifestation sans autorisation, de distribution de tracts et de vandalisme dans le lycée de la ville les 20 et 21 janvier.

Un porte-parole du l'USFP a précisé qu'une cinquantaine d'autres militants sont détenus à Nador, Oujda, Al-Jadida et Khourigba. Bien que le gouvernement n'ait pas révélé le nombre des personnes arrêtées, on sait que les militants de l'USFP ne représentent qu'une faible proportion parmi les manifestants qui ont été interpellés.

Sénégal

● LA CASAMANCE DIVISÉE EN DEUX RÉGIONS ADMINISTRATIVES. – Le conseil des ministres sénégalais a adopté, mercredi 8 février, un projet de loi divisant la Casamance en deux régions, celle du centre-sud-ouest (Sine Saloum) et celle du Sud (Casamance).

Nigéria

Les autorités militaires veulent renégocier l'achat de dix-huit avions Jaguar

Les autorités nigérianes ont l'intention de renégocier l'achat de dix-huit avions franco-britanniques Jaguar avec le constructeur aéronautique British Aerospace, qu'elles accusent d'avoir augmenté unilatéralement le coût prévu par le contrat d'une somme de 22 millions de livres sterling (264 millions de francs), a affirmé, dimanche 12 février, l'hebdomadaire britannique *The Observer*. British Aerospace a dû payer cette somme à des intermédiaires pour être assuré de la vente, et l'a incluse dans le contrat, qui représente au total 300 millions de livres (3,6 miliards de francs), précise *l'Observer*.

La renégociation de ce contrat, signé en février 1983, est une conséquence de la campagne de lutte contre la corruption menée par le nouveau gouvernement militaire nigérian depuis le coup d'Etat militaire du 31 décembre dernier. Au total, trente six avions Jaguar devaient être livrés à Lagos au cours de l'année 1984.

D'autre part, le chef de l'Etat nigérian, *le général Buhari, a indiqué,* dimanche 12 février, que l'ancien vice-président, M. Alex Ekwueme, est impliqué dans de nombreuses affaires de corruption. A propos de l'ancien chef de l'Etat, il a ajouté : *« De ce que nous avons trouvé jusqu'ici, on pourrait reprocher à M. Shehu Shagari de n'avoir rien fait quand il a été informé par les services de sécurité des irrégularités commises par certains de ses ministres. »* – *(AFP, Reuter)*.

Angola

L'UNITA annonce la destruction d'un Boeing transportant une centaine de soldats.

Les rebelles de l'UNITA, mouvement armé d'opposition au régime de Luanda, ont annoncé, lundi 13 février, dans un communiqué publié à Lisbonne, avoir abattu un Boeing 737 transportant une centaine de soldats gouvernementaux et cubains. L'avion, immatriculé D2PDV, aurait été touché par un missile sol-air jeudi 9 février peu après son décollage de la ville de Huambo au sud du pays. Les autorités de Luanda ont de leur côté déclaré que l'appareil s'était écrasé pour des raisons techniques et qu'aucun des 135 occupants n'avait été blessé. – *(A.P., Reuter.)*

Haute-Volta

LE CAPITAINE SANKARA DÉNONCE L'ATTITUDE DES ÉTATS-UNIS, DE LA FRANCE ET DE L'UNION SOVIÉTIQUE

Le capitaine Thomas Sankara, chef de l'Etat voltaïque, qui recevait, samedi 11 février, à Bobo-Dioulasso, le chef de l'Etat ghanéen, le capitaine Jerry Rawlings, a vivement critiqué la France, les Etats-Unis et l'Union soviétique. Après avoir dénoncé l'*« aide humiliante »* de Moscou à la Haute-Volta qui, a-t-il dit, a atteint à peine 500 tonnes de riz en six mois, le capitaine Sankara a reproché à la France de fermer les yeux sur les activités antigouvernementales des exilés voltaïques. Il a ensuite dénoncé l'attitude des Etats-Unis qui ont tenté, selon lui, de contraindre la délégation voltaïque au Conseil de sécurité de l'ONU d'adopter des positions similaires aux leurs.

D'autre part, M. Arba Diallo, ministre voltaïque des affaires étrangères, était attendu, ce lundi 13 février à Paris, où il devait être reçu par le ministre des relations extérieures, M. Claude Cheysson. M. Diallo doit se rendre ensuite à Bonn, Bruxelles, La Haye, Belgrade et Bucarest. Il sera de retour à Paris jeudi 16 février pour rencontrer M. Christian Nucci, ministre de la coopération et du développement. – *(AFP)*

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

● ARRESTATION D'ANIBAL GORDON. – La police a annoncé l'arrestation, vendredi 10 février, d'Anibal Gordon, soupçonné d'être le chef d'un groupe de tueurs de droite. Gordon et son frère Marcelo ont été appréhendés près de Cordoba, à 750 km au nord-ouest de Buenos-Aires. *(Reuter.)*

Grande-Bretagne

● REFUS DE VISA POUR SIX « PACIFISTES » D'EUROPE ORIENTALE. La Grande-Bretagne a refusé de délivrer des visas à six délégués des pays d'Europe de l'Est (trois Soviétiques, un Tchécoslovaque, un Hongrois et un Bulgare) qui devaient participer, à Glasgow, à une conférence sur la paix et le désarmement, a annoncé dimanche 12 février le ministère de l'intérieur. Ils ont été refoulés parce qu'ils avaient été identifiés comme responsables d'organisations communistes et qu'ils étaient susceptibles d'utiliser leur séjour à des fins de propagande. – *(Reuter.)*

Namibie

● ARRIVÉE A PARIS DU PRÉSIDENT DE LA SWAPO. – M. Sam Nujoma, président de la SWAPO (Organisation du peuple du sud-ouest africain) est arrivé à Paris, dimanche 12 février, pour un séjour de quarante-huit heures, au cours duquel il doit notamment rencontrer M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, ainsi que MM. Jospin et Marchais.

Pakistan

● CAPACITÉ D'ENRICHIR L'URANIUM. – Le gouvernement s'est déclaré, dimanche 12 février, très surpris par les récentes déclarations d'un scientifique pakistanais laissant entendre que le Pakistan était en mesure, si la décision politique devait en être prise, de fabriquer un engin atomique. Dans une interview publiée par le quotidien en langue ourdou, *Nawa-I-Waqt*, jeudi 9 février, M. Abdul Qadir Khan, un ingénieur, a notamment déclaré : *« Le Pakistan a maintenant rejoint les pays qui ont acquis la capacité d'enrichir l'uranium et brisé ainsi le monopole occidental dans ce domaine. »* M. Khan a été jugé l'année dernière par un tribunal d'Amsterdam pour avoir tenté de dérober des secrets sur l'enrichissement de l'uranium dans un centre de recherches néerlandais et condamné par contumace à quatre ans de prison. – *(Reuter, UPI.)*

Pologne

● ARRESTATIONS A WROCLAW. – Les services de sécurité ont procédé, vendredi 10 février, à l'arrestation d'une douzaine de personnes qui se livraient, dans une usine de Wroclaw (Sud-Ouest du pays), à des *« activités politiques illégales »*, a annoncé, dimanche soir, l'agence officielle PAP. Selon l'agence, les personnes arrêtées, qui étaient employées dans *l'usine de machines électriques* Dolmel, imprimaient des tracts et des publications illégales, et collectaient dans leur entreprise des fonds pour le syndicat dissous Solidarité. Matériel d'imprimerie et publications clandestines ont été saisis par les services de sécurité. – *(AFP.)*

Suède

● A LA RECHERCHE DE SOUS-MARINS. – La marine suédoise recherche depuis vendredi 10 février un sous-marin étranger non identifié dans l'archipel de Karlskrona, au Sud-Est du pays, a indiqué samedi à Stockholm un porte-parole du ministère de la défense. Ces recherches ont été déclenchées à la suite d'« indications » dont la nature exacte n'a toutefois pas été précisée.

C'est à Karlskrona que le sous-marin soviétique 137, porteur d'engins nucléaires, s'était échoué en octobre 1981. – *(AFP)*.

LES DOSSIERS DU Monde



L'URSS APRÈS ANDROPOV

Quelle Union soviétique va trouver le successeur de Iouri Andropov ? C'est en partie à cette question que tente de répondre le dossier que nous publions aujourd'hui. Situation militaire, situation économique, état de l'agriculture, de l'enseignement, de la recherche, problème musulman, autant de thèmes abordés. La liste, bien sûr, n'est pas exhaustive, mais ce coup de projecteur donne déjà une idée des dossiers qui attendent le nouveau maître de l'URSS.

Qui dit problème ne dit pas forcément solution. C'est une idée trop cartésienne que celle qui suppose des dirigeants n'agissant que pour l'avènement d'une société harmonieuse. Leur première préoccupation, *dans le cas de l'URSS, serait plutôt de durer*, donc de respecter et d'imposer les règles écrites et non écrites qui régissent l'exercice du pouvoir. Cette primauté du parti et son corollaire – l'existence d'une vaste Nomenklatura à plusieurs étages – ne facilitent pas, bien au contraire, la réforme de la vie économique et sociale de l'URSS. A vrai dire, de telles réformes n'ont jamais vraiment été à l'ordre du jour, sinon d'une manière vague et brouillonne, pendant les années Khrouchtchev. Et l'on sait ce qu'il en a coûté à M. « K » d'avoir voulu scier la branche sur laquelle il était assis...

Il est probable que si Andropov avait vécu, il *n'aurait pas commis les même erreurs. Jamais d'ailleurs* l'ancien chef du KGB n'a raisonné en termes de réformes. La campagne qu'il avait lancée en arrivant au pouvoir constituait plutôt un retour à la discipline et exaltait bien davantage les devoirs des Soviétiques *que leurs droits. Son but principal était d'obtenir un* accroissement de l'efficacité du système ; absolument pas de l'amender.

Ce retour à une discipline dont les multiples violations avaient été la marque principale des dernières années du « règne » précédent, ne pouvait guère faire l'affaire des plus proches collaborateurs de Brejnev. Il était aussi perçu comme une menace par bon nombre *de cadres du gouvernement et du parti qui* avaient bénéficié pendant près de vingt ans de l'avantage de l'inamovibilité même pas tempéré par celui de la mise à la retraite, tant il est vrai qu'il n'y a pas de limite d'âge en URSS pour l'exercice du pouvoir.

***Pouvait-on, pour autant,* parler d'une bataille entre « brejnéviens » et « andropoviens » ? C'est sans doute excessif. Le clan des « brejnéviens » a disparu par définition le jour de la mort de Brejnev, et celui des « andropoviens » n'existe sans doute déjà plus. *Depuis Khrouchtchev,* d'ailleurs, le temps où l'Union soviétique était soumise aux caprices d'un seul homme est révolu. Leonid Brejnev l'avait compris, qui a toujours préféré – mais avait-il le choix ? – coopter ses adversaires potentiels plutôt que de chercher à les éliminer sauf s'ils manifestaient trop ouvertement leurs ambitions. Iouri Andropov n'aura pas vécu assez longtemps pour qu'on puisse se faire *une idée précise de ses conceptions en la matière ;* tout au plus a-t-on pu constater sa volonté de rendre quelque nervosité à un système bloqué, paralysé par une planification souvent surréaliste et une bureaucratie galopante.**

Il avait aussi pris soin d'éliminer toute manifestation du culte de sa personnalité et savait ménager les vieux « faiseurs de rois » du régime, qu'ils s'appellent Andreï Gromyko ou Dimitri Oustinov, le ministre de la défense qui n'a de militaire que l'uniforme, puisque l'une de ses tâches est de veiller à ce que l'armée n'échappe pas à l'emprise du parti.

JACQUES AMALRIC.

ECONOMIE :
la restauration de l'Etat-parti

Dresser le bilan économique d'un règne aussi court que celui de Iouri Andropov pourrait ressembler fort à une analyse de conjoncture de l'année 1983. Mais la personnalité de l'éphémère secrétaire général avait provoqué, parmi les observateurs occidentaux, des spéculations aussi débridées que furent amères les déceptions à l'égard de son prétendu immobilisme, et c'est à l'aune de ces spéculations et déceptions qu'il faut mesurer le chemin parcouru. Car il y a bien eu une politique andropovienne spécifique, en matière économique comme ailleurs, mais une politique inscrite dans la logique stricte du système soviétique, et donc étrangère aux attentes occidentales.

Nous imaginons trop facilement les quelques remèdes simples qu'un homme supposé fort pourrait administrer à l'économie soviétique : Andropov connaissait suffisamment bien la *Hongrie* pour savoir conjuguer efficacité économique et socialisme. Mais une telle vision oublie deux caractéristiques essentielles du régime soviétique :

Le poids de la défense d'abord, qui marque profondément l'organisation du pays. La priorité militaire, dans l'affectation des ressources matérielles et humaines – reflet de l'absence de règles du jeu librement admises entre l'Etat, les entreprises et les citoyens – rend impossible une décentralisation économique réelle.

La structure du pouvoir soviétique ensuite : une modification radicale des structures de décision écononomique, en faisant émerger des couches sociales ayant des finalités étrangères à celles du parti, bouleverserait les équilibres politiques fondamentaux ; le contôle local de la population par les « préfets » du parti, la direction collégiale au sommet ne peuvent être remis en cause sans compromettre les intérêts généraux du système.

Il n'était question pour Andropov de s'attaquer ni à l'une ni à l'autre de ces caractéristiques, mais, au contraire, de les renforcer. Les mutations de personnel, les nominations et les limogeages, qui ont ponctué 1983, ne doivent pas être uniquement conçus dans l'optique d'une lutte entre fractions rivales. La latitude des options politiques étant très réduite dans le système soviétique, le mérite d'Andropov est d'autant plus grand d'avoir changé quelque chose. Ce changement a eu pour objectif la restauration de l'Etat-parti et pour modalité un important mouvement de personnel au sommet.

Une crise idéologique et politique

Brejnev laisse à la fin de son interminable règne une situation décadente, marquée par *le* développement de la corruption, la prolifération de l'incompétence et de l'incapacité à tous les niveaux. Cette lente désagrégation met en péril le *système lui-même, et* c'est à son propos que l'on peut légitimement parler de crise du socialisme. Car la crise de l'URSS n'est pas économique, elle est, conformément à l'esprit du système, idéologique et politique. L'inflation, cette drogue douce des sociétés libérales, prend en URSS la forme de la corruption et de l'érosion de l'Etat-parti. Le cancer menace les organes fédéraux (par exemple, le ministère de l'intérieur).

Commode et stimulante à court terme, la corruption est mortelle à long terme pour le système dans son *ensemble, car elle dissout le contrôle* social du parti et supprime sa légitimation. La fin du règne de Brejnev vit s'amorcer les conséquences économiques de cette crise politique : *développement* de *l'économie parallèle* au niveau des administrations, des entreprises et des ménages, affaiblissement de l'efficacité économique, multiplication des réformes sans incidence réelle.

Par contraste, l'arrivée au pouvoir d'un nouveau secrétaire général provoque, dans la population mais aussi parmi les cadres, un réflexe de peur *et de respect.* L' *« effet-Andropov »* se concrétise par un large mouvement de destitutions et de nominations. L'acte le plus important est, dès le mois de décembre 1982, le limogeage du ministre de l'intérieur Cholokov, l'épuration de tout l'appareil du ministère, et en particulier de la police économique, l'OBKHSS. Puis, c'est le tour du ministre du commerce. Sur fond de scandale des magasins Eliseev, de dénonciation de pots de vin et de népotisme, c'est un véritable réflexe conservatoire du système qui s'annonce, une forme de « révolution culturelle » courte et sans mouvement de masse, ou, si l'on veut, une purge rationnelle et sans excès. Assurera-t-elle pour longtamps la pérennité du pouvoir ? En tout cas, c'est le successeur d'Andropov, quel qu'il soit, qui en récoltera les fruits.

Dans le domaine économique, « l'andropovisme » prend également la forme de nominations-limogeages plutôt qe celle de réformes spectaculaires. La même pratique se répète tout au long de l'année : constat d'une carence et annonce d'un programme, décret technique sans modifications profondes, mouvement de personnel.

GÉRARD DUCHÊNE.

(Lire la suite page 6.)



CAGNAT.

DÉFENSE :
le maître de la terre

Le « maître de la terre », avec ses cent quatre-vingt-dix divisions et ses sept mille quatre cents avions de combat, dit-on souvent de l'Union soviétique en faisant référence à sa puissance militaire qui domine le continent européen. L'idée de cette supériorité des forces aéroterrestres soviétiques est communément admise, et elle peut être démontrée. Mais le *« maître de la terre »* a lancé, depuis quelques années, un défi aux puissances occidentales en développant une marine et des forces d'intervention qui, aujourd'hui, lui permettent de rivaliser avec le *« maître de la mer »*, les *États-Unis. Avec, en particulier*, ses deux cent six sous-marins d'attaque, l'Union soviétique est en mesure de couper les communications de ravitaillement maritime de l'Alliance *atlantique*.

Par le poids de sa puissance militaire, l'Union soviétique joue, sur la scène internationale, un rôle que ne peut pas lui procurer son pouvoir économique, du fait de la paralusie ou de l'inefficacité de son système industriel. L'armée rouge n'est pas seulement le bras séculier d'une diplomatie tous azimuts. Elle est deve*nue le fondement même d'un régime* qui n'a pas renoncé à exporter son idéologie, et elle s'est organisée en une « machine » de guerre, dont la doctrine, telle qu'elle est exposée *dans les manuels militaires, reste* l'offensive et l'écrasement décisif et total de l'adversaire.

La dissuasion contournée

Au début des années 60, l'Union soviétique a mis sur pied un programme massif de développement de ses forces nucléaires. On en mesure concrètement les résultats en 1984: quelque six mille têtes nucléaires sur ses missiles intercontinentaux basés à terre, quelque mille *six cents ogives à bord de ses sous*-marins stratégiques, sans oublier les trois cent cinquante bombardiers à long rayon d'action en service dans l'armée de l'air et l'aéronautique so*viétiques. A cet arsenal, il convient* d'ajouter les mille trois cents à mille quatre cents charges nucléaires des forces tactiques, dites du théâtre des opérations, parmi lesquelles les fameux SS-20.

Instruits par l'histoire, les Soviétiques se sont entretenus dans la conviction qu'ils étaient assiégés, au point que de nombreux Européens *évoquent encore ce « complexe » de* l'encerclement, cette obsession obsidionale dont aurait souffert l'Union soviétique bien avant la seconde guerre mondiale.

Cette mentalité de l'assiégé, constamment sur le qui-vive et méfiant, s'accommode assez bien de la dissuasion nucléaire. Tenant en respect l'adversaire, mais contribuant *aussi à l'asservir par la crainte,* dans l'éventualité d'un conflit qui éclaterait inopinément, l'arme nucléaire relève, à la fois, d'un art de la dissuasion et de la tactique « opératoire » du combat: les manuels soviétiques n'accordent, en effet, aucun caractère absolu à l'arme nucléaire, et ils en envisagent l'emploi sur le terrain, au même titre que d'autres forces.

La dissuasion représente, de l'avis des états-majors soviétiques, l'instrument le mieux adapté à la protection du « donjon » national ainsi sanctuarisé, selon une expression chère aux stratèges gaullistes. A l'abri de ce donjon national et fort de sa capacité à mener, le cas échéant, des opérations d'interdiction sur le terrain, au besoin avec l'emploi de munitions atomiques, l'état-major soviétique s'est donné les moyens militaires de contourner la dissuasion des autres en organisant d'autres lignes d'attaque dans le monde.

Retranchés derrière leurs murailles nucléaires et persuadés que les Américains n'entreprendront rien d'inquiétant tant qu'ils auront le sentiment d'être défiés par une dissuasion constamment mise à jour, les Soviétiques tentent d'élargir leurs zones d'influence. Tout concourt à cet objectif : gains territoriaux, pressions sur les pays détenteurs de richesses indispensables à l'Occident, soutien actif aux mouvements insurrectionnels et aide logistique à la subversion.

L'Union soviétique ne s'est pas contentée de devenir – par la diversité de sa panoplie – l'une des deux grandes puissances nucléaires, à parité désormais avec les Etats-Unis, qu'elle dépasse parfois pour certains types de matériels. Elle est aussi en situation, par le poids de ses armes classiques, d'avancer une diplomatie de « stratégie indirecte » dans ces zones aux contours géostratégiques mal définis, très disputées parce qu'elles ne sont pas couvertes par les règles de la dissuasion.

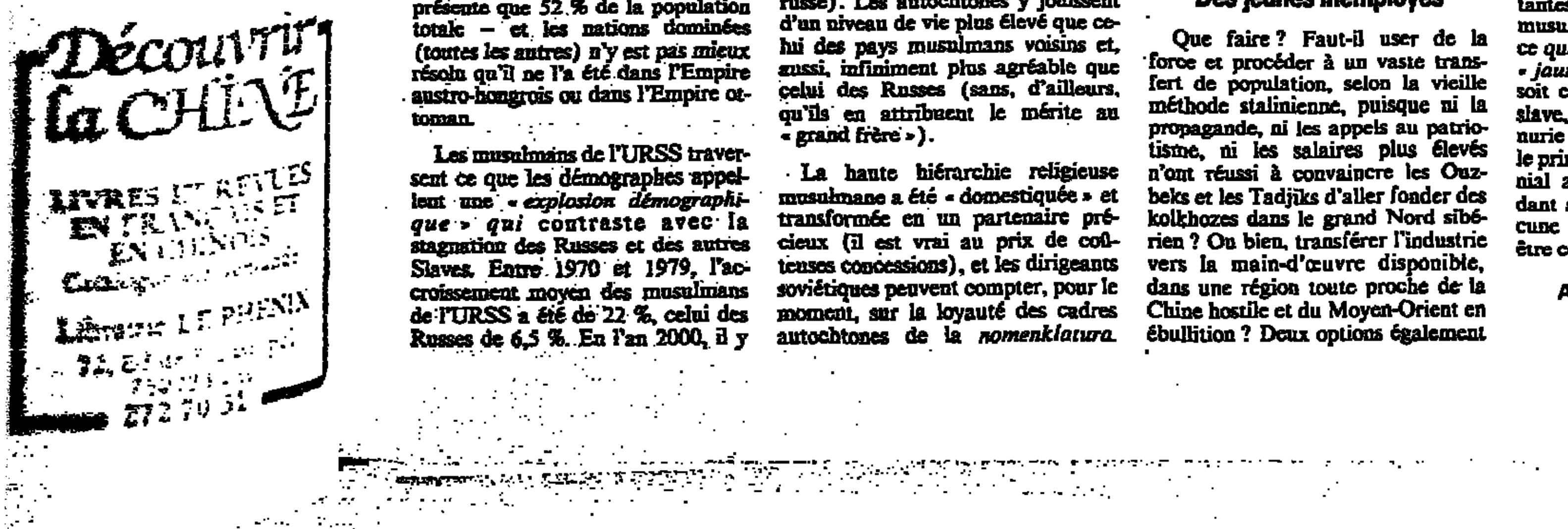
Au-delà des énumérations statistiques sur les cent quatre-vingt-dix divisions, avec leurs cinquante mille chars de combat, leurs vingt-quatre mille tubes d'artillerie et leurs huit cents hélicoptères d'attaque déployés face à l'Otan il importe surtout de constater la volonté de l'état-major soviétique de mettre au point un outil militaire privilégiant la surprise, l'initiative, la progression à grande vitesse, le raid dans la profondeur des positions adverses de façon à provoquer un effondrement politique rapide dans le pays ennemi.

Conservatisme étroit

Ces forces classiques ont été entraînées à conduire des raids aéroportés en force, à *détruire des objectifs* sur les arrières de l'adversaire, à contourner les villes qui seraient autant d'obstacles en Europe, à manœuvrer sous le couvert de leurs *armes chimiques*, à *mener des opérations* prolongées en mer. D'où, aussi, ce choix des Soviétiques d'équiper leurs forces classiques – à la différence des Occidentaux qui optent pour des matériels perfectionnés mais moins nombreux – en armements moins compliqués, moins chers, peut-être plus robustes, mais, à coup sûr, produits en très grande série.

JACQUES ISNARD.

(Lire la suite page 8.)



L'ISLAM SOVIÉTIQUE :
un ordre menacé

Parmi tant de questions restées sans réponse, le successeur d'Andropov héritera d'un problème que les dirigeants soviétiques n'évoquent jamais, ou presque, mais dont tout le monde, en URSS, connaît la gravité : celui posé par l'existence de quarante-sept millions de musulmans, 18 % environ de la population de l'Union soviétique. On oublie, en effet, que l'URSS est une grande puissance islamique – la cinquième ou la sixième du monde – et qu'il y a plus de musulmans en Union soviétique qu'en Egypte et plus de Turcs en Asie centrale qu'en Turquie. Elle est aussi le dernier des grands empires multinationaux, et l'éternel problème des relations entre l'ethnie dominante (les Slaves) – qui ne représente que 52 % de la population totale – et les nations dominées (*toutes les autres*) n'y est pas *mieux* résolu qu'il ne l'a été dans l'Empire austro-hongrois ou dans l'Empire ottoman.

Les musulmans de l'URSS traversent ce que les démographes appellent une *« explosion démographique » qui* contraste avec la stagnation des Russes et des autres Slaves. Entre 1970 et 1979, l'accroissement moyen des musulmans de l'URSS a été de 22 %, celui des Russes de 6,5 %. En l'an 2000, il y aura en URSS soixante-six à soixante-quinze millions de musulmans, soit 22 à 24 % de la population totale ; masse dynamique, jeune et inassimilable, groupée dans la zone bordant les frontières méridionales – le *« ventre mou »* – de l'URSS, où les Russes et les autres « Européens » seront réduits au rang d'une insignifiante minorité.

Certes, la croissance inégale des *Russes et des musulmans* ne menace pas en soi la stabilité de l'Empire, dont aucun signe ne laisse prévoir l'éclatement prochain. L'Asie centrale reste à ce jour un des rares ter*ritoires* du monde islamique où règne l'ordre (maintenu, il est vrai, par la force militaire et policière russe). Les autochtones y jouissent d'un niveau de vie plus élevé que celui des pays musulmans voisins et, aussi, infiniment plus agréable que celui des Russes (sans, d'ailleurs, qu'ils en attribuent le mérite au « grand frère »).

La haute hiérarchie religieuse musulmane a *été « domestiquée »* et transformée en un partenaire précieux (il est vrai au prix de coûteuses concessions), et les dirigeants soviétiques peuvent compter, pour le moment, sur la loyauté des cadres autochtones de la *nomenklatura*.

Cependant, dans quatre domaines, *le « problème musulman » se relève,* à court terme, potentiellement inquiétant.

C'est un fait bien connu que les zones industrielles de la Russie *d'Europe et de la Sibérie commen*cent à éprouver une sérieuse pénurie de main-d'œuvre, tandis qu'on trouve en Asie centrale des centaines de milliers de jeunes inemployés vivant plus ou moins en marge de la légalité soviétique, qui, à ce jour, refusent obstinément, malgré les abjura[illegible] pressantes des autorités d'abandonner leur patrie ensoleillée, et où « on s'arrange toujours » pour la Sibérie.

Des jeunes inemployés

Que faire ? Faut-il user de la force et procéder à un vaste transfert de population, selon la vieille méthode stalinienne, puisque ni la propagande, ni les appels au patriotisme, ni les salaires plus élevés n'ont réussi à convaincre les Ouzbeks et les Tadjiks d'aller fonder des kolkhozes dans le grand Nord sibérien ? Ou bien, transférer l'industrie vers la main-d'œuvre disponible, dans une région toute proche de la Chine hostile et du Moyen-Orient en ébullition ? Deux options également dangereuses, devant lesquelles les *dirigeants soviétiques hésitent.*

Le recrutement de l'armée pose un autre problème difficile à résoudre. Les musulmans représentent environ 25 % des jeunes recrues (30 % *à la fin du siècle*). *Or, jusqu'à présent*, et sauf de rares exceptions, soit qu'on les juge peu sûrs, soit à cause de leur faible connaissance du russe, ils servent non dans les unités combattantes, mais dans les bataillons de travail (ou dans les unités du MVD – ministère de l'intérieur – destinées à la répression des troubles en Europe orientale ou en Russie).

Les dirigeants devront rapidement se résoudre soit à ouvrir largement l'accès des unités combattantes aux soldats et aux officiers musulmans, au risque de provoquer ce *que l'on appelle déjà en URSS le « jaunissement de l'armée rouge »*, soit conserver une armée purement slave, mais fortement réduite par pénurie de recrues, soit enfin accepter le principe d'une armée de type colonial avec officiers slaves commandant aux soldats « asiatiques ». Aucune des trois solutions ne saurait être considérée comme satisfaisante.

ALEXANDRE BENNIGSON.

(Lire la suite page 7.)

AGRICULTURE : *la stagnation*

Le développement de la production agro-alimentaire reste une préoccupation constante des dirigeants soviétiques. Andropov n'avait pas manqué au rite en accordant à ce secteur une place importante dans son discours du 22 novembre 1982, où il confirmait la mise en vigueur du programme alimentaire lancé par son prédécesseur en mai 1982 : le temps n'a pas permis de savoir si cet engagement de Iouri Andropov aurait dépassé le niveau des rites incantatoires.

A la fois parce que ses résultats sont généralement inférieurs aux prévisions du plan, et parce que ce secteur est d'une importance vitale pour l'URSS, il est usuel de parler d'« échec » pour l'agriculture soviétique. Les insuffisances et les erreurs, dénoncées par les dirigeants soviétiques eux-mêmes, ont toutefois peu de chances d'être corrigées à la faveur du changement d'un dirigeant — fût-il le numéro un — à la tête du pays. Un changement de personne, en effet, ne saurait être prétexte à réforme lorsqu'il va de soi, à Moscou, que les améliorations reposent sur des arguments scientifiques indiscutables.

Il convient cependant de faire la part entre les responsabilités et les contraintes naturelles dans l'« échec » de l'agriculture en Union soviétique. Ainsi pendant quatre années, de 1979 à 1982, des conditions climatiques sévères ont-elles pesé lourdement sur les rendements. En 1983, au contraire, la campagne céréalière fut plutôt bonne : de 197 millions à 200 millions de tonnes produites, soit la quatrième meilleure récolte depuis 1970. Iouri Andropov, lui-même, avait cependant stigmatisé l'attitude de ceux qui, pour tenter de justifier des insuffisances graves dans la conduite de l'économie agricole, invoquaient la météorologie, tandis que d'autres, au contraire, *« cherchaient et trouvaient les moyens de surmonter ces difficultés »*.

Trois types de mesures ont été mises en place en URSS pour accompagner le programme alimentaire.

La première a trait à la réorganisation du secteur agro-industriel, avec la création de groupements aux échelons du district, du territoire et de la République autonome. Il s'agit d'améliorer l'efficacité de la planification en décentralisant et en favorisant une coordination régionale.

La seconde porte sur une réorganisation des équipes de travail, avec une généralisation — en cours — des brigades « autogérées ». Il s'agit de rémunérer les travailleurs un peu plus en fonction des résultats obtenus et non plus seulement par rapport au travail fourni, la brigade organisant elle-même son travail, par contrat annuel avec la direction du kolkhoze (ferme coopérative). Selon des statistiques officielles, la production de ces équipes autogérées se serait élevée de 20 % à 30 %, et leur productivité, de 15 % à 20 %

Toutefois, M. Mikhaïl Gorbatchev, membre du bureau politique et spécialiste des questions agricoles, reconnaissait que de nombreux obstacles freinaient l'application et l'extension de cette réforme, à savoir le conservatisme des autorités locales, le laxisme de certains travailleurs, l'incompétence de certains cadres et la pénurie de spécialistes. En fait, il semble surtout que cette forme d'organisation du travail se conçoive difficilement sans une refonte d'ensemble de la planification : si la brigade est en mesure d'atteindre ses objectifs, encore faut-il qu'elle puisse disposer à temps des moyens de production nécessaires.

Quant à l'encouragement de la production privée : les lopins individuels représentent 3 % des surfaces et 25 % de la production, la question est souvent débattue, mais n'a pas, en fait, été tranchée. En avril 1983, Iouri Andropov avait cependant recommandé de mieux les utiliser. *« On ne peut admettre,* avait-il déclaré, *que de nombreuses familles résidant dans les campagnes n'aient plus de bétail pour leur usage personnel. »*

Comment mesurer la stagnation de l'agriculture soviétique ? Selon un rapport de la CIA (décembre 1982), la baisse est patente depuis les années 70 pour les céréales (— 0,3 % par an entre 1971 et 1979), et pour les pommes de terre (— 0,5 %). Toutefois, les autres productions étaient en progression. Au total, l'accroissement annuel moyen fut, selon ce rapport, de 4,3 % entre 1951 et 1960, de 3,7 % entre 1961 et 1970, et de 0,9 % entre 1971 et 1979.

Importations

Les importations de céréales peuvent être également un indice des besoins non couverts par l'URSS. Elles ont atteint leur maximum pour la campagne 1981-1982, avec 45 millions de tonnes (dont 15,3 millions en provenance des Etats-Unis). Les achats soviétiques pour la campagne suivante furent plus faibles (33,5 millions de tonnes) et sont estimés à 28,5 millions de tonnes pour 1983-1984. Ces *importations sont destinées en* priorité à la consommation humaine et remplacent les céréales locales, de moindre qualité, de plus en plus utilisées pour l'alimentation animale, qui, elle, semble progresser.

Les causes de la stagnation sont connues : épuisement des sols, irrigation mal maîtrisée, insuffisance des équipements, des moyens de transport, de stockage (ce seul poste serait responsable de la perte du cinquième de la récolte) et des approvisionnements, par l'industrie, des engrais et des produits de traitement. Il est probable aussi que la recherche agronomique a encore de grands progrès à faire. Ainsi la *Pravda*, il y a quelques semaines, parlait-elle de la mauvaise qualité des semences dans plusieurs régions céréalières.

Il n'en reste pas moins que, en valeur absolue, l'agriculture soviétique est puissante et à la mesure de l'immensité du pays : L'URSS est le premier producteur de blé (devant les Etats-Unis et l'Europe), de bovins, avec un troupeau de cent seize millions de têtes (à égalité avec les Etats-Unis), de porcs (devant les Etats-Unis), et de moutons (devant l'Australie), le deuxième producteur de lait derrière la CEE, le deuxième producteur de coton (à égalité avec la Chine, derrière les Etats-Unis), ou encore le quatrième producteur de vin, derrière l'Italie, la France et l'Espagne. Pour la pêche, en prises mondiales, elle arrive seconde, derrière le Japon.

Paradoxalement, les faiblesses de l'agriculture soviétique lui sont un atout sur la scène mondiale. On l'a vu avec l'embargo partiel décrété par l'ancien président Carter, après l'invasion de l'Afghanistan par l'armée soviétique. Les représailles économiques ont fait long feu. L'URSS a réussi à diversifier ses sources d'approvisionnement, auprès de l'Argentine surtout, du Canada, de l'Australie et, dans une moindre mesure, de la Communauté européenne. Dans une moindre mesure, car l'Europe, sous les pressions de Londres et de Bonn, rechigne à nourrir l'armée rouge, tandis que la Commission de Bruxelles marque, elle, une hostilité permanente à toute idée d'accord à long terme, nécessaire pour sécuriser acheteurs et vendeurs.

En dépit de ses propres réticences et de ses convictions idéologiques, le président Reagan n'a pas eu cette pudeur. Il a levé l'embargo et fait en sorte que les grains américains retrouvent le chemin des ports de l'URSS. C'est que le poids de la demande soviétique (16 % du blé, 22 % des autres céréales), au sein des exportations mondiales est tel que les États-Unis, qui disposent de la moitié du blé et des deux tiers des autres céréales exportables, peuvent difficilement se priver d'un tel débouché. Et d'autant plus que, dans un marché en récession, il présente l'avantage rare d'être solvable.

Le fait que depuis 1979, année catastrophique pour la récolte céréalière, l'URSS ne publie plus de statistiques officielles de production s'explique, certes, par le souci de cacher l'ampleur des échecs, mais aussi et surtout par le désir de ne pas dérégler le marché à son désavantage par des annonces qui pourraient laisser prévoir le volume de ses futurs achats.

En août 1983, les États-Unis et l'Union soviétique ont signé un nouvel accord céréalier valable pour cinq ans. Le minimum que l'Union soviétique peut acheter sans autorisation particulière du gouvernement américain a été porté de 6 à 9 millions de tonnes (entre octobre 1983, date de l'entrée en vigueur de l'accord, et janvier 1984, l'URSS a déjà acheté aux États-Unis 6 millions de tonnes de blé et de maïs). Mais, surtout, l'URSS a obtenu des négociateurs de Washington qu'il n'y ait, dans cet accord, aucune clause de suspension ou de réduction pour quelque motif que ce soit : il en allait de la crédibilité du négoce américain. Une autre version de l'adage cher au commerce : ici, le client est roi.

JACQUES GRALL.

COMMERCE EXTÉRIEUR : *au service de la politique*

Le commerce extérieur est un élément important de la stratégie de l'URSS. Il apparaît d'ailleurs plus comme un moyen au service d'une politique que comme une nécessité organique. Par sa dimension, ses ressources naturelles, l'Union soviétique est moins liée que d'autres pays aux échanges internationaux. Au fur et à mesure des années, toutefois, des liens se sont tissés si bien que Moscou cherche actuellement à diminuer une certaine dépendance économique par rapport à l'Occident, en développant notamment sa propre technologie. Cette recherche s'accompagne d'un renforcement de la domination sur les autres pays du Conseil d'aide économique mutuelle (CAEM ou COMECON) que le jeu même des échanges avait d'ailleurs accentuée.

Globalement, le commerce extérieur représente environ 7 % du produit intérieur brut de l'URSS, ce qui est relativement faible et correspond à environ la moitié du pourcentage américain. En l'état des statistiques disponibles, les exportations soviétiques auraient, en 1982, représenté 86,5 milliards de dollars et les importations 77,3 milliards, soit un excédent de 9,2 milliards (6,2 milliards en 1981). Plus de la moitié de ce commerce se fait avec les pays socialistes, qui ont représenté 54 % des exportations et 55 % des importations de l'URSS. La part des pays capitalistes a été recpectivement de 30 % et de 33 %, le reste étant assuré par les pays en voie de développement.

L'échange inégal

Avec les pays socialistes, l'URSS a, en 1982, enregistré un excédent de 4,5 milliards de dollars. Le commerce a été pratiquement équilibré avec les pays capitalistes, grâce à l'accroissement des livraisons de pétrole, de gaz et autres produits pétroliers. Enfin, l'Union soviétique a dégagé un surplus de 4,8 milliards de dollars avec les pays en voie de développement.

Dans ses relations avec les autres pays du CAEM, l'URSS leur fait subir la loi de l'échange inégal qu'elle reproche aux Etats capitalistes de pratiquer à l'égard du tiers-monde. L'originalité tient au fait que, cette fois, c'est le pays fournisseur de produits de base (matières premières et combustibles) qui impose sa règle du jeu. Les termes de l'échange se sont surtout dégradés depuis la crise pétrolière. Aussi bien l'idée d'un sommet des pays socialistes consacré aux problèmes économiques a-t-elle été lancée en février 1981 par Leonid Brejnev — sans pour autant s'être réalisée depuis.

Faisant payer le brut qu'elle livre à un prix qui suit, avec un certain décalage, les cours mondiaux, l'URSS achète à ses voisins les machines, équipements ou produits manufacturés à des niveaux qui ne sont pas revalorisés dans les mêmes proportions. Ainsi, le déséquilibre qui existait déjà du fait de la division socialiste du travail — imposée par Moscou sans souci excessif des besoins du reste du CAEM — s'est accentué.

La situation n'est d'ailleurs pas satisfaisante pour les responsables soviétiques qui ont, de 1974 à 1982, accumulé des « *créances stériles* » : 15 milliards de dollars pour le commerce avec l'Europe de l'Est (25 milliards environ avec l'ensemble du CAEM). Il n'en reste pas moins que « *par le seul jeu des prix, l'URSS paraît gagnante* ». En 1982, le prix moyen des exportations soviétiques vers le CAEM a progressé de 13,5 % alors que celui des importations n'a augmenté que de 2 %. En 1983, le prix du pétrole s'est accru de 16 % (23 % en 1982, 25 % en 1981), la tonne de brut atteignant environ 117 roubles « transférables ».

L'évolution des termes de l'échange — dans la mesure où les pays est-européens ne peuvent accroître leurs propres exportations afin de rembourser leurs dettes — a entraîné un accroissement de la dépendance de ces pays à l'égard de l'URSS. De là les préoccupations que ressentent même les plus fidèles soutiens de Moscou que sont les Bulgares ou les Tchécoslovaques. De leur côté, les autorités de Varsovie, pourtant acquises à l'idée d'une intégration poussée de l'économie nationale au sein du COMECON, constatent les limites de la « *solidarité internationaliste* » des autres membres du COMECON, dont celle de l'URSS.

La Russie, pour sa part, a toujours fait apppel à la technologie occidentale et déjà bien avant la révolution de 1917. Au cours des années 20, les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Italie et la France ont fourni l'essentiel des importations soviétiques en machines et en matériel. Même pendant la relative autarcie des années 30, les transferts de techronologies continuaient à s'effectuer.

Embargos poreux

Ces transferts se sont réduits avec la guerre froide. En janvier 1949, le CAEM était créé et, en novembre de la même année, le COCOM (Comité de coordination pour le contrôle multilatéral des exportations) était chargé de surveiller les ventes occidentales de matériels « sensibles ». Avec la détente, les échanges ont repris : en vingt ans, de 1955 à 1975, les importations d'équipements ont été multipliées par vingt. L'URSS avait besoin de se moderniser, les pays occidentaux de vendre.

A partir de 1975, le ralentissement des échanges a surtout touché les machines au profit des produits alimentaires. Les importations soviétiques d'équipements occidentaux ne représentaient plus que 31 % du total des achats en 1979, contre 41 % en 1975. En outre, les événements d'Afghanistan et de Pologne amenèrent les pays de l'Ouest à resserrer le contôle des transferts, voire à instaurer un embargo — plus ou moins respecté — d'abord sur les céréales, puis sur les matériels destinés au gazoduc sibérien.

En fait, l'URSS apparaît relativement peu vulnérable à de telles mesures poreuses, dans la mesure où le front des Etats-Unis et de leurs alliés n'est pas d'une solidité à toute épreuve — le contrat gazier en est un exemple — et où il existe des moyens illégaux d'acquisition. Pour leur part, les Soviétiques font valoir le nombre d'emplois — deux millions, selon le comité d'Etat pour la science et la technologie — que représenteraient leurs achats à l'Ouest. Cette justification est d'ailleurs également évoquée dans les pays occidentaux en même temps que l'argument du commerce facteur de paix.

Politique et morale se télescopent. L'URSS a certes besoin de technologies — même si ses achats, dans ce domaine inhibent et peut-être sa capacité d'innovation, — ce qui lui permet notamment de renforcer son potentiel militaire. Les importations de machines et d'équipements représenteraient ainsi au moins un huitième de l'investissement productif neuf. Mais elle pourrait s'en passer — davantage peut-être que de céréales, — au prix, évidemment, d'une perte de temps.

« Pourquoi créer de ses propres mains un rival encore plus redoutable ? », se demandait, à propos de la fourniture de capitaux par les Etats étrangers, le ministre des finances de Nicolas II, S. Witte (cité par Georges Sokoloff dans l'*Economie de la détente*). L'interrogation demeure; mais, sauf en période de conflit armé, il ne peut guère y avoir de réponse : le blocus n'est pas à l'ordre du jour.

MICHEL BOYER.

(1) « Une évaluation des gains et des pertes dans le commerce intra CAEM », Anita Tiraspolski. *Le Courrier des pays de l'Est*. Décembre 1983, numéro 279.

La restauration de l'Etat-parti

(Suite de la page 5.)

L'essentiel du programme économique de Iouri Andropov tient en quelques phrases prononcées au plénum du 12 novembre (1982), juste après le décès de Brejnev, ainsi que dans la péroraison de son discours devant les ouvriers de l'usine Ordjonikidze, en février 1983. Au plénum, il souligne la nécessité de « *mettre de l'ordre* » dans certains secteurs critiques de l'économie : agro-alimentaire, transports, énergie, construction ; de résoudre les problèmes d'approvisionnement de la population ; d'élargir l'autonomie des entreprises ; de « *donner tout le nécessaire à l'armée et à la marine, en particulier dans la conjoncture internationale actuelle* » (1). Aux ouvriers de l'usine Ordjonikidze, il déclare que seul, leur travail pourra garnir les rayons des magasins : « *On peut bien sûr augmenter les prix, mais un tel choix ne nous convient pas, même si certains prix présentent des anomalies qu'il faudrait éliminer (2). Que faire ? Elever la productivité du travail par une amélioration de la discipline. Selon la Direction centrale de la statistique, l'absentéisme, les pauses, etc. nous font perdre des millions d'heures de travail. Si tout ne se ramène pas à la discipline, tout commence par la discipline.* »

Programme simple et pas nouveau, mais qui aura le mérite d'être appliqué. La remise en ordre des secteurs critiques commence par celui des transports : un décret sur « *l'amélioration de la planification (...) et le renforcement des mécanismes économiques pour accroître le rendement des entreprises et organismes de transport* » est publié en février. Un texte sans grandes innovations mais précédé, fin novembre 1982, par la véritable réforme : le remplacement du ministre des transports. Résultat : le trafic de marchandises par voie ferrée augmente de 4 % en 1983 (contre une baisse de 0,1 % en 1982 et de 1,8 % en 1981).

Priorité aux investissements

Le domaine de l'énergie est marqué par l'affaire de l'Atommach (usine de réacteurs nucléaires dépendant du Gosstroï et ayant donné lieu à de « *grossières violations de la discipline d'Etat* » — plusieurs centrales ont été victimes d'accidents). Là encore, à côté de l'élaboration d'un programme énergétique à long terme par le bureau politique et de la création d'un comité d'Etat pour la sécurité, dans le domaine de l'énergie nucléaire, il faut noter l'élimination de M. Novikov, président du Gosstroï, ainsi que du ministre des constructions mécaniques énergétiques. Les mêmes procédés sont appliqués au secteur agro-industriel, aux services, etc.

Le programme d'Andropov se reflète également dans une réorientation des objectifs du plan 1981-1985, mal commencé sous le régime de Brejnev : les objectifs fixés en 1981 sacrifiaient délibérément l'investissement (croissance de 1,6 % l'an) à la consommation, sans pour autant empêcher cette dernière de stagner pendant l'année 1982, face à une hausse imprévue des revenus monétaires. Les objectifs modifiés (décembre 1982) annoncent une reprise de l'investissement, tout en maintenant les objectifs initiaux de la consommation, et en insistant sur l'adéquation de la demande monétaire aux ventes du commerce. Les résultats publiés récemment montrent que le pari a été tenu, grâce à la réduction des chantiers en cours de construction d'un côté et à la stricte limitation des hausses de salaires de l'autre. La « discipline d'Etat », mieux respectée, a donc porté des fruits.

Même l'ébauche de réforme économique (décret de juillet 1983), sous forme d'une expérience d'autonomie des entreprises limitée à cinq ministères spécialisés, est précédée, dans le plus important d'entre eux, de la nomination (au poste de ministre des constructions mécaniques lourdes et de transport) d'un vieux routier ayant fait ses preuves dans le complexe militaro-industriel : M. Afanasiev, ancien ministre des constructions mécaniques générales (missiles et véhicules spatiaux). C'est dire que l'on accorde de l'importance aux hommes dans le bon fonctionnement de l'économie, mais aussi que l'on compte davantage sur des méthodes de gestions efficaces que sur la stimulation par le profit.

Le complément indispensable est l'amélioration de l'appareil législatif d'encadrement des citoyens et de renforcement de l'idéologie. Et dans ce domaine, les activités de Iouri Andropov et de son « rival » M. Tcherniienko ont été très complémentaires. Dès le mois de janvier, un décret concernant la République de Russie alourdit la lutte contre le « parasitisme ». Au mois d'août, deux décrets renforcent la discipline du travail, en pénalisant à la fois les cadres d'entreprise et le personnel dans son ensemble, par des réductions de salaires et de congés (ainsi que par une interdiction de changer d'emploi) en cas d'absentéisme, d'alcoolisme, de manque de discipline ou de dommage occasionné au matériel.

En avril, un décret s'attaque aux relations entre entreprises : la « *discipline des contrats* » doit être respectée dans les livraisons (délais, qualité, etc.); et elle engage la responsabilité personnelle de leurs dirigeants. En juillet, un décret analogue s'applique aux relations agro-industrielles.

Simultanément, le pouvoir tente d'accroître la participation des travailleurs à la gestion. Par trois moyens. Les « collectifs de travailleurs » voient leurs prérogatives s'étendre dans leur entreprise ; le terme d'autogestion socialiste est lancé (loi de juin 1983). On est difficilement convaincu par cette mesure, compte tenu de l'absence d'autonomie des entreprises elles-mêmes, ainsi que de l'existence de syndicats officiels qui remplissent déjà les fonctions attribuées aux « collectifs de travailleurs ».

La même remarque peut être faite concernant le décret sur les « brigades » de travailleurs (décembre 1983) : toutes ces règles ont donc davantage une finalité idéologique (et, éventuellement, d'encadrement) que strictement économique. Par contre, les mesures en préparation, sur la modification des grilles de salaires et leur liaison avec la productivité, liées au double remaniement du comité d'Etat aux affaires sociales et de la direction des syndicats, semblent plus significatives. Il est encore trop tôt pour en apprécier l'ampleur, car ces mesures s'inscrivent dans le cadre de la préparation du prochain plan quinquennal.

L'année Andropov a donc bien été remplie. Les leçons que l'on doit en tirer concernent l'étroite marge de manœuvre de la direction en matière économique comme ailleurs ; la spécificité des objectifs du « socialisme réel » par rapport à nos sociétés et donc de sa « crise » ; la capacité du système de l'Etat-parti à lutter, dans une certaine mesure, contre les maux qui le menacent de l'intérieur.

GÉRARD DUCHÊNE.

(1) La nomination immédiate de N.I. Ryjkov, cinquante-quatre ans, au secrétariat du Comité central, en remplacement du vénérable mais peu efficace, Kirilenko, comme responsable de la politique économique, permettra de mettre en œuvre un programme.

(2) Au même moment, les prix des matériaux de construction destinés à la population subissent une forte augmentation, non annoncée officiellement.

SCIENCES : des

« Les soviets plus l'électricité. » Le célèbre aphorisme indique bien la priorité que voulait accorder le régime créé par Lénine à la science et à la technique. Le socialisme ne se prétendait-il pas scientifique ? L'impulsion alors donnée à l'éducation scientifique, à la recherche, est incontestable. Mais, comme en bien d'autres domaines, un certain enlisement guettait.

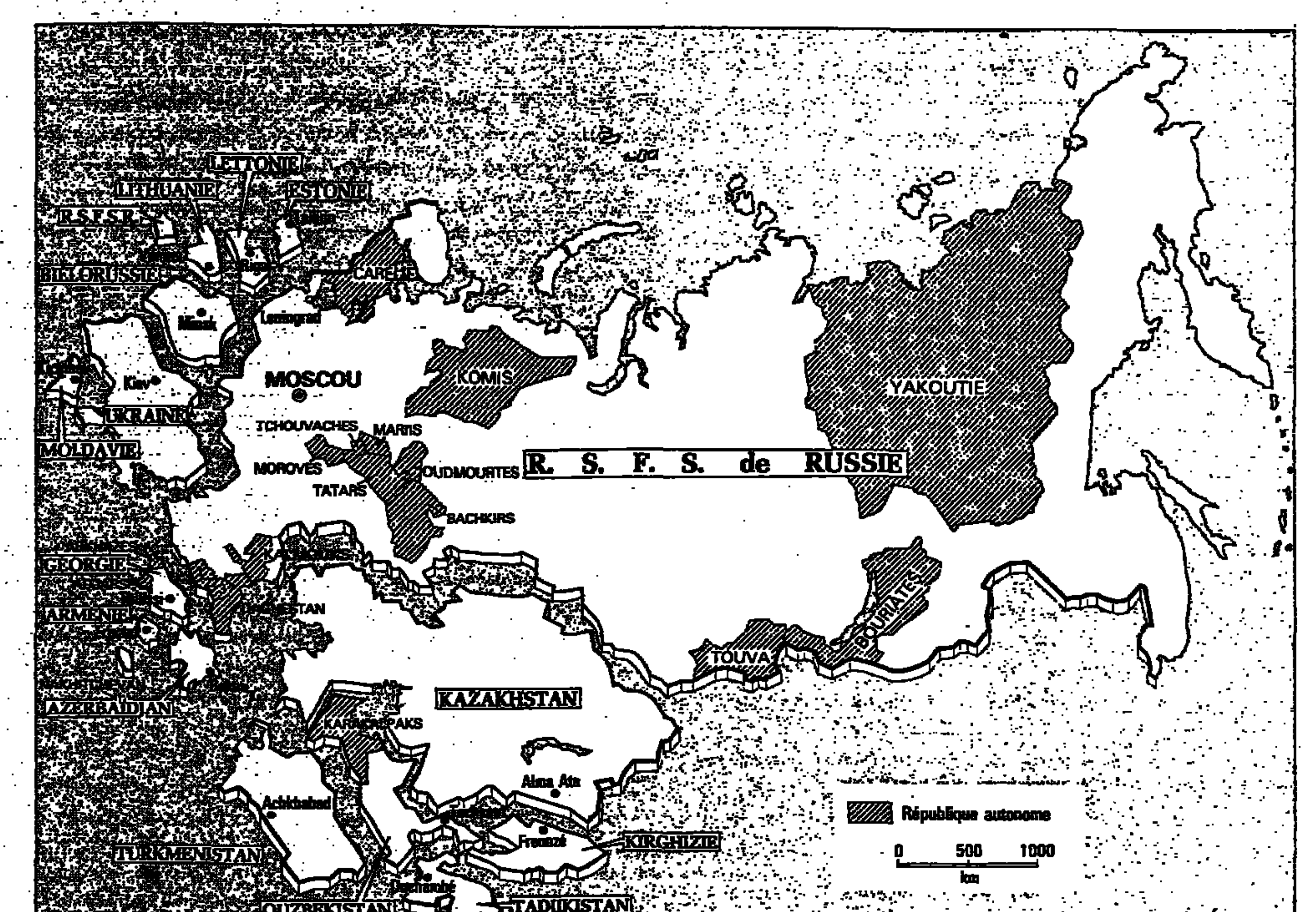
La réussite spectaculaire de la science soviétique reste l'espace. Si les manuels d'enseignement supérieur, au demeurant d'une bonne qualité d'ensemble, font souvent sourire, avec leurs innombrables « Popov » qui ont inventé ce que l'Occident croyait depuis longtemps connaître, on ne peut contester que Iouri Gagarine, premier homme à avoir vaincu la pesanteur, restera parmi les grands noms du siècle.

Vaincus ensuite dans la course à la Lune, dépassés techniquement par les Etats-Unis, dont la navette spatiale ouvre un âge nouveau, les Soviétiques ont au moins su garder leurs atouts. Ils disposent depuis l'origine d'un lanceur puissant et très fiable (les explosions de fusées, comme celle qui s'est produite l'an dernier, sont rarissimes) ; ils fabriquent en grande série de robustes containers qui, sous le nom de Soyouz, Progress ou Cosmos, leur permettent d'assurer, bon an mal an, une centaine de lancements de satellites : ils ont lentement mis au point des stations spatiales évolutives, adaptables à des missions variées, où des hommes séjournent sans problèmes majeurs, où il peuvent se permettre d'inviter de temps à autre un cosmonaute étranger — le Français Jean-Loup Chrétien en 1982, un ressortissant de l'Inde sous peu. Les progrès, qui s'étaient notablement ralentis à la fin des années 60, après deux accidents qui coutèrent la vie à quatre cosmonautes, ont repris dix ans plus tard avec le lancement des stations Saliout-6 et Saliout-7. Tout n'est pas parfait dans l'espace soviétique, mais bien des pays se contenteraient d'en être au niveau de l'URSS.

Pour une autre grande technologie, le nucléaire et plus généralement la production d'énergie, la situation actuelle de l'Union soviétique est difficile à juger. Malgré tous les plans, l'énergie nucléaire ne contribue que pour moins de 10 % à la production d'électricité. Le nombre important de centrales en construction — il y en avait dix-huit en 1982 — traduit à la fois une politique volontariste et des difficultés qui ont allongé les délais. Malgré un accident spectaculaire, les ingénieurs soviétiques ont fait fonctionner des réacteurs surgénérateurs et ils attachent beaucoup de prix au développement de cette filière.

Un domaine connexe est la fusion thermonucléaire, où les recherches soviétiques sont de qualité — le « tokamak », le type de réacteur qui paraît actuellement le plus prometteur, est une invention soviétique, et de même sont soviétiques les premières grandes recherches en fusion par laser. Mais les progrès semblent s'être ralentis. Quant aux travaux importants sur la magnétohydrodynamique, ils ne paraissent guère avoir donné de résultats.

En science fondamentale, les mathématiques sont au tableau d'honneur. Parmi les récents titulaires de la médaille Fields, équivalent dans cette discipline du prix Nobel, on compte plusieurs Soviétiques. Et ces lauréats sont suivis par une impressionnante cohorte de mathématiciens talentueux. La mathématique soviétique est bien vivace ; elle se porterait encore mieux si les autorités n'avaient la fâcheuse tendance d'expédier quelques sujets parmi les plus doués dans des camps de travail à régime sévère. Les protestations de leurs collègues du monde entier ont permis parfois, comme dans le cas de Leonid Pliouchtch, de transformer cette



D'une superficie de 22,4 millions de kilomètres carrés (5,6 millions en Europe et 16,8 millions en Asie) – soit un sixième des terres habitées, – l'URSS, fédération de quinze républiques, s'étend sur 9 000 km d'ouest en est et 4 500 km du nord au sud. Ayant plus de 60 000 km de frontières, elle compte 270 millions d'habitants – dont 63 % vivent dans les villes, – soit une densité moyenne de 12 habitants au kilomètre carré. Deuxième puissance économique du monde, l'Union soviétique disposerait d'un produit national d'environ 1 300 milliards de dollars, soit 4 800 dollars par habitant.

L'islam soviétique : un ordre menacé

(Suite de la page 5.)

La renaissance de l'islam, religion et mode de vie, favorisée par la politique pro-musulmane de Brejnev, phénomène dangereux à cause de la confusion classique, dans tous les pays musulmans, entre le spirituel et le national, et qui constitue, selon les dirigeants, l'obstacle majeur au brassage ethnique (les mariages mixtes entre Russes et musulmans étant aussi rares aujourd'hui qu'au lendemain de la révolution), l'assimilation culturelle des autochtones par les Russes et à l'avènement du mythique « *homo sovieticus* ». Pour l'immense majorité des musulmans, y compris les membres du parti, le Russe *n'est pas seulement le descendant* des conquérants, il est aussi le *Kafir*, l'infidèle impur.

Enfin, il y a la montée au pouvoir de la nouvelle génération de cadres musulmans, âgés de trente à quarante ans, formés après 1953 et non traumatisés par les répressions staliniennes, pour qui le communisme n'est ni une philosophie ni un système socio-économique, mais une technique du pouvoir (comment atteindre le niveau de la *nomenklatura* et, éventuellement, en chasser les camarades russes). Cette nouvelle élite est nationaliste, fière et passionnément intéressée à son passé islamique, et attentive à tout ce qui se passe au-delà des frontières. Elle est lasse de la désespérante grisaille de l'officiel marxisme-léninisme et impatiente d'assumer la réalité (et non plus seulement l'illusion) du pouvoir. Aucun artifice de l'agit-prop ne saurait lui cacher cette vérité que le Yémen du Sud ou la Somalie sont indépendants et souverains, alors que la glorieuse Boukhara, héritière de l'Empire timouride, ne l'est pas.

C'est seulement tout récemment que des Soviétiques ont commencé à se rendre compte des dangers potentiels que l'islam pouvait faire courir à l'URSS. La sonnette d'alarme fut tirée en 1978 et 1979 lorsque furent publiées les premières études de sociologie religieuse en Asie centrale et au Caucase, qui révélèrent une situation aussi alarmante qu'inattendue.

Après soixante années d'effort anti-religieux, 80 % de la population autochtone d'Asie centrale et du Caucase se déclare encore « musulmane », dont 10 à 15 % de croyants « fanatiques » et moins de 20 % d'athées (1). Les rites et les coutumes d'origine religieuse – circoncision, mariage et enterrement religieux – sont pratiqués par la quasi-totalité de la population, y compris par ceux qui se disent athées mais ne veulent pas se voir exclus de la communauté nationale. Enfin, elles révélèrent l'existence, aux côtés de la hiérarchie officielle musulmane, d'un puissant « islam parallèle », fortement structuré, fondamentaliste, intransigeant et xénophobe, indépendant mais comparable aux Frères musulmans des pays arabes et à la révolution islamique iranienne. En 1983, pour la première fois, la presse soviétique faisait état de l'apparition d'un samizdat fondamentaliste musulman.

Ces révélations déplaisantes furent suivies par d'autres également imprévues : les maquisards afghans tenaient tête à l'armée soviétique qu'on croyait invincible, et les réservistes musulmans envoyés en décembre 1979 à Kaboul s'avéraient si peu sûrs qu'il fallut les rapatrier dès mars 1980. En Iran, les ayatollahs liquidaient sans trop de difficulté le Parti toudeh, le plus ancien des partis communistes du Proche-Orient. Enfin, à partir de 1980, des voix autorisées (général Ziya Yusif Zade, chef du KGB d'Azerbaïdjan, Mohammed-Nazar Gapurov, premier secrétaire du comité central du Parti communiste du Turkménistan, et d'autres...) s'élèvent pour dénoncer la subversion extérieure : décidément l'islam fondamentaliste apparaissait plus redoutable qu'on ne l'avait cru, et le bilan de la stratégie philo-islamique de Brejnev s'avérait négatif.

La marque d'Andropov

L'année 1983 fut marquée par un net durcissement de la politique islamique. Faut-il y voir la marque personnelle d'Andropov ou le résultat d'une décision prise dès décembre 1980 ? Quoiqu'il en soit, des mesures *furent arrêtées pour accélérer* la transplantation (bien peu populaire) des kolkhoziens d'Asie du centre en Sibérie et en Russie du Nord. Il est encore trop tôt pour juger la portée de ces mesures – insuffisantes, d'ailleurs – pour alléger le problème de la main-d'œuvre (on peut estimer de quinze à vingt mille le nombre total de musulmans ainsi transplantés).

L'ère andropovienne fut aussi marquée par l'abandon complet de la coopération avec la haute hiérarchie musulmane et surtout par la reprise brutale de la propagande antireligieuse. En 1983, quarante-neuf ouvrages anti-musulmans parurent en URSS, en plus d'un demi-million d'exemplaires, contre trente-sept en 1982 et une vingtaine seulement en 1981, et la violence du ton de ces publications dites « *scientifiques* » rappelle celle des meilleures années de l'époque stalinienne.

Est-ce un tournant dans la politique musulmane de l'URSS, ou seulement une « reprise en main » temporaire ? Le règne d'Andropov fut trop bref, et il faudra attendre quelques mois pour juger de l'orientation de la stratégie de son successeur. Il est cependant certain qu'aux quatre problèmes cités plus haut, viendra s'ajouter un autre, plus redoutable encore, à savoir l'influence grandissante du fondamentalisme islamique.

Celui-ci pénètre déjà en Asie centrale et au Caucase par mille canaux : *émissions radio des stations* iraniennes et arabes du Golfe, aussitôt enregistrées sur cassettes, publications « *subversives* » (de caractère religieux surtout) des moudjahidin afghans (traduites en russe et en ouzbek), passage des frontières (turkmène et tadjike surtout) par des prédicateurs-agitateurs afghans (fait confirmé en 1983 par la presse locale soviétique) et enfin, et surtout, contacts échappant à tout contrôle entre musulmans soviétiques et des dizaines de milliers de visiteurs et résidents musulmans étrangers (étudiants, ingénieurs, officiers...), dont tous ne sont ni des communistes convaincus ni des admirateurs de l'Union soviétique.

Le message apporté par tous ces canaux peut se résumer ainsi : l'islam rénové est plus dynamique et *mieux organisé* que le communisme ; il est capable de mobiliser les masses, tandis que le Parti communiste en Orient ne peut recruter que quelques intellectuels d'origine bourgeoise ou aristocratique ; si l'Iran de Khomeiny a réussi à humilier le « *Grand Démon* » *(Chaytan-é bozorg)* américain, alors, nous aussi, nous pouvons espérer un jour humilier et même nous débarrasser du « *Second Démon* » *(Chaytan-é devvom)* russe.

En matière de stratégie islamique, le successeur d'Andropov sera placé devant le dilemme : continuer la politique offensive de Brejnev, au risque d'en subir les contrecoups en Asie centrale, déstabilisée par l'exemple contagieux du Proche-Orient ; ou revenir à la politique d'isolement qui fut celle de Staline, baisser le rideau de fer et protéger les républiques musulmanes de tout contact avec le monde extérieur. Mais un rideau de fer peut-il encore remplir son rôle à notre époque de cassettes, et la gérontocratie soviétique est-elle encore capable de prendre des mesures draconiennes ? Ne cherchera-t-elle pas plutôt à faire ce que les soviétologues américains appellent « *patauger à travers le marécage* », en se contentant de demi-mesures qui n'arrangent rien et qui ne font que retarder le moment du règlement de compte final ?

ALEXANDRE BENNIGSON

(1) Soixante-cinq ans après la victoire de la révolution, dans les langues turques d'Asie centrale, les expressions *imansiz* (sans religion) et *khudasiz* (athée) restent synonymes d' « escroc » et d' « imbécile ».

résultats contrastés

sanction en un exil définitif ; mais d'autres chercheurs – pas seulement des mathématiciens – sont encore emprisonnés.

La physique théorique est, elle aussi, un point fort de la science soviétique. Au plan expérimental, la situation est plus contrastée. L'Union soviétique a construit de grands appareils, parfois les premiers au monde dans leur catégorie, comme l'accélérateur de Serpukhov ou le grand télescope du Caucase. Mais ils n'ont pas donné tous les résultats qu'on en pouvait attendre. Faute d'intendance, et plus précisément d'électronique.

Retards en électronique et en informatique

L'électronique moderne est à base de matériaux extrêmement purifiés, de miniaturisation, d'intégration d'un grand nombre de composants élémentaires sur une seule « puce ». Dans ce domaine, l'Union soviétique est très en retard. Sans doute moins au niveau du laboratoire, où les principales techniques sont maîtrisées, que de l'industrialisation. Mais la physique du solide et l'électronique sont des domaines où les progrès fondamentaux s'appuient sur des expériences très fines, elles-mêmes conditionnées par le niveau technologique. Le retard industriel entraîne à la longue un retard scientifique.

Il en est de même en informatique. Lorsque la Suède bloque un lot d'ordinateurs qui partaient vers l'Est, il *ne faut évidemment* pas croire les déclarations américaines qui annoncent que ces ordinateurs, au demeurant de taille moyenne, auraient permis aux militaires soviétiques de mettre au point des armes nouvelles.

Ces militaires disposent de toute la puissance de calcul qui leur est nécessaire : sans ordinateurs puissants, il serait inconcevable que les sondes spatiales, après plusieurs mois de voyage, aillent se poser sur Vénus. On peut aussi rappeler que c'est un ordinateur soviétique qui gagna, il y a une dizaine d'années, le premier championnat mondial d'échecs sur ordinateur, domaine où l'ingéniosité des programmeurs compte moins que la puissance de calcul. Celle-ci est donc présente. Mais que l'Union soviétique importe en fraude des machines que ses chercheurs et ingénieurs seraient techniquement capables de concevoir montre que l'industrie ne suit pas la recherche et que l'équipement informatique reste lacunaire.

Si la situation paraît satisfaisante dans les sciences de la nature, il n'en est pas de même dans celles de la vie. Complètement déconsidéré avant même que son protecteur Khrouchtchev ne quitte le pouvoir, Trofim Lyssenko est mort en 1976, mais les ravages que son refus de la génétique mendélienne a infligés à la biologie soviétique laisseront encore longtemps des traces. La médiocrité de la médecine soviétique ne favorise pas l'émergence d'une brillante recherche biologique. Et pour ce qui est des sciences de la Terre, on pourrait parler de lyssenkisme sans Lyssenko. Les manuels soviétiques récents ignorent la tectonique des plaques.

Diverses estimations indiquent qu'il y a autant de chercheurs scientifiques en URSS qu'aux États-Unis. Si on élimine les sciences sociales et humaines, où la recherche soviétique est peu développée, il y a quatre chercheurs soviétiques pour trois américains. Les dépenses de *recherche-développement* auraient atteint 21 milliards de roubles en 1980, soit environ 4 % du PNB – les États-Unis étaient alors à 2,47 % et la France à 1,85 %. Pourtant les résultats, malgré d'indéniables percées, ne paraissent pas à la mesure de l'effort fourni. Question de régime politique, peut-être ?

MAURICE ARVONNY.

ENSEIGNEMENT : *« entrez dans la classe ouvrière »*

Le projet de réforme de l'enseignement secondaire soviétique, présenté le 4 janvier sous le label du comité central, aura été l'épilogue d'un règne. Pendant plus d'un mois, il en a été abondamment discuté dans la presse, procédure réservée aux décisions dont l'Etat soviétique veut souligner le prix qu'il y attache. Comme de règle, ce débat a témoigné d'un consensus général. Articles et courrier des lecteurs (la *Pravda* assure avoir reçu deux mille lettres en trois semaines) n'en ont pas moins aidé à démêler un texte dont le décousu masque, de prime abord, l'intérêt.

Réduite à son ossature, la réforme – *elle doit, ou devrait*, entrer en vigueur à la rentrée de 1985 – comporte trois dispositions fondamentales : allonger la scolarité (onze classes au lieu de six) ; abaisser l'âge scolaire (six ans au lieu de sept) ; et réorganiser les filières ouvertes au bout des neuf années d'enseignement obligatoire. A savoir : poursuite des études dans les deux dernières classes ; passage dans un établissement dit d' « enseignement secondaire spécialisé », chargé de former les techniciens ; ou affectation à un PTU (sigle d' « établissement technico-professionnel »), c'est-à-dire à une école d'apprentissage.

Le mode de sélection n'est pas précisé, mais les affectations d'office ne sont pas mises en doute. Des parents s'inquiètent que l'accès aux classes terminales ne devienne pratiquement un concours élitiste. Dans la *Pravda*, au contraire, un académicien préconise la répartition en filières dès la huitième année d'études, sinon plus tôt, afin de permettre aux seuls bons élèves de bénéficier d'un cycle long. Plusieurs lettres insistent sur la *nécessité de revaloriser l'image* des PTU, trop souvent considérées comme refuge à cancres. Un « héros du travail » (la plus haute décoration civile) souligne l'intérêt pour la société que les enfants doués soient envoyés aussi dans ces écoles d'apprentissage. Un autre reproche à certains professeurs d'entretenir le mépris de la condition ouvrière.

C'est, en effet, sur l'« ouvriérisation » de l'enseignement que le projet met l'accent. Les PTU, y est-il précisé, constituent « *la source principale pour la préparation planifiée d'ouvriers qualifiés* ». Or « *l'état actuel de l'éducation et de l'instruction ne correspond pas à cette mission* ». Le nombre des admis – un peu plus de quatre millions aujourd'hui – doit donc doubler, « *conformément aux besoins de l'économie nationale* ». En d'autres termes, la réforme s'assigne pour but premier de former une main-d'œuvre de qualité. La *Literatournaïa Gazeta* le résume dans un titre-choc : « Invitation à entrer dans la classe ouvrière ».

Toutes les mesures énumérées tendent à cette fin. Ainsi, l'abaissement de l'âge d'embauche, « *conformément aux vœux de la jeunesse, à l'avis des parents et à l'opinion des collectifs ouvriers* ». Ainsi la « *maîtrise* » du russe en tant que « *moyen de communication entre les nationalités de l'URSS* », c'est-à-dire en *vue de faciliter la promotion et le* déplacement de la main-d'œuvre allogène. Les préceptes éducatifs fournissent toutefois la matière des développements les plus copieux.

Des petites classes aux terminales, « *le travail socialement utile (...), un travail véritable, qui serve à la collectivité* », sera associé à l'enseignement. A l'école, les élèves auront à nettoyer les salles, les cours de récréation, et leurs vacances d'été seront raccourcies pour qu'ils aillent s'initier aux travaux agricoles.

En famille, ils devront participer aux besognes ménagères, économiser l'électricité, prendre soin de leurs vêtements, veiller au bon état de leurs livres et cahiers, apprendre à ne pas gaspiller le pain *(sic)*. A cet égard, « *il y aura lieu d'élaborer des mesures en vue d'une plus stricte responsabilité des parents* ». Car, si leur progéniture est engagée à les respecter, c'est à eux qu'il incombe de lui enseigner, outre l'amour du travail, le respect de l'école et des professeurs.

La formation « idéo-militaire »

Cette pédagogie aux relents de civilité puérile et honnête doit être complétée par une bonne éducation idéologique. Une étude plus poussée du marxisme-léninisme fera mieux comprendre « *la supériorité historique du socialisme sur le capitalisme, d'essence réactionnaire et antipopulaire* ». Elle permettra aussi d'« *inculquer des conceptions athées* ».

De même, « *dans les conditions d'une aggravation aiguë de la situation internationale* », importe-t-il de « *développer le patriotisme soviétique* ». A cette fin, il est recommandé d'« *utiliser les symboles de l'Etat : hymne national, drapeau et armoiries, tant de l'URSS que des Républiques fédérées* », ainsi que d'organiser « *des excursions régulières sur les lieux de la gloire révolutionnaire, militaire et ouvrière* ». De la sorte, les jeunes, entraînés à la « *vigilance* », pourront être délivrés des illusions dues à leur « *naïveté* ».

Quant à la protection du bon goût, inséparable du bien-penser aux yeux des officiels, il est prévu de « *dresser une barrière sûre contre (...) la désidéologie, la vulgarité et la médiocrité dans les productions de l'esprit* » *(1)*.

On peut sourire ou s'inquiéter devant ce cocktail d'ubuesque et de jdanovisme. Menaces pour la culture tout autant qu'enfantillages (par exemple, l'institution d'une « *journée du savoir* » destinée à rehausser le prestige de l'enseignement) n'en visent pas moins à un but évident : se doter d'une main-d'œuvre professionnellement efficace et politiquement inoffensive.

L'idée n'est pas neuve : la « polytechnisation » prévue dans la feue réforme scolaire de Khrouchtchev allait dans le même sens. Et il y a là une préoccupation permanente, face à une jeunesse qui, depuis la mort de Staline, croit de moins en moins à la sacro-sainteté de « *Travail, Famille, Patrie* ». Reste ce paradoxe : alors que les pays développés ne savent comment vaincre le chômage et recourent à la préretraite pour pallier ce fléau, l'URSS manque d'ouvriers (les *Izvestia* viennent d'attester la présence de Vietnamiens à l'usine d'automobiles de Togliatti), tire des plans pour recruter dans l'immédiat et envisage qu' « *au terme d'un ou deux quinquennats, l'enseignement secondaire général sera complété par l'enseignement professionnel général* ».

Il est loisible de l'expliquer par la faible productivité de l'actuelle main-d'œuvre ou la gabegie économique, celle-ci comme celle-là perpétuellement dénoncées par les dirigeants soviétiques, sous Andropov surtout. Certains passages des textes publiés incitent pourtant à chercher aussi dans une autre direction. La dernière phrase du projet assure que la réforme ne contribuera pas seulement à « *renforcer le potentiel idéo-politique* », mais également « *militaire* » du pays. Plus haut, on lit cette directive : « *Mettre à la base de l'éducation patriotico-militaire des élèves leur préparation au service dans les forces armées, leur enseigner l'amour de l'armée, les former dans le noble sentiment d'appartenir à la patrie socialiste et d'être prêts à la défendre* ».

Trois académiciens soulignent l'opportunité de se préoccuper, outre l'économie et la production industrielle, de la « *défense nationale* ». Un confrère réclame pour les *PTU* un programme de physique et de mathématiques plus chargé, ces connaissances étant « *aussi nécessaires à l'ouvrier qu'au soldat afin de maîtriser la technologie moderne* »...

Derrière les formules rhétoriques comme « *affirmer la civilisation socialiste* » ou « *perfectionner le socialisme développé* », n'y aurait-il pas un bout d'oreille qui pointe ? Après tout, les « bons soldats » ne se fabriquent pas avec des OS.

JEAN CATHALA.

(1) Ce passage rappelle fort le discours de M. Tchernenko au plénum du comité central en juin 1983.

LES EUROPÉENS ET L'UNION SOVIÉTIQUE :
organiser l'antagonisme

Le progrès est sensible. Deux types de réactions ont pratiquement disparu. *« Il n'était pas bon. Mais avec lui, on savait qui on avait. Le successeur nous fait peur ».* C'était le thème central au lendemain de la mort de Staline. *« Après tant d'immobilisme, le successeur choisira le mouvement. Et puisqu'il vient du KGB, il pourra se permettre d'être libéral. »* On a eu un Antropov intransigeant, accentuant la guerre en Afghanistan, et donnant *aux directeurs des camps* le droit de prononcer, à leur gré, les détentions meurtrières.

Pourtant, deux illusions opposées ne se trouvent pas écartées. Ni celle de la compréhension créatrice, fondée *sur l'idée de la faiblesse* de l'URSS, ni celle de l'intransigeance appelant à l'immobilité au nom d'une vision dramatisée de sa puissance. Simplement, les langages anciens sont tenus en des lieux nouveaux. Bien des aigles allemands sont devenus colombes. Bien des coqs français sont devenus faucons. Les uns et les autres souvent dans le même champs politique, celui de la gauche non communiste.

∴

« Il s'agit que la Russie évolue de telle façon qu'elle voie son avenir non plus dans la contrainte totalitaire, imposée chez elle et chez les autres, mais dans le progrès accompli en commun par des hommes et des peuples libres »... « Il s'agit de mettre en œuvre successivement la détente, l'entente et la coopération dans notre Europe toute entière », ainsi parlait le général de Gaulle, en 1965 et en 1966. Il oubliait alors quelque peu l'intransigeance qu'il avait lui-même montrée ou soutenue lors des crises de Berlin et de Cuba.

C'est que l'idée d'une Union soviétique à la fois ouverte et nullement surpuissante lui permettait de prendre appui sur elle pour affronter les États-Unis. Et même si elle demeurait l'un des deux seuls vrais *grands, il convenait de mettre* ceux-ci sur le même plan, au nom d'une France et d'une Europe que leur rivalité complice détruirait : il fallait que la France cessât d'être *« l'humble auxiliaire de l'un deux »,* et se ménageât *« la chance de devenir autre chose qu'un champ de bataille pour leurs corps expéditionnaire et une cible pour leurs bombes alternées. »*

Ce que de Gaulle disait ainsi en 1967, on le retrouve depuis quelques années au cœur de bien des attitudes allemandes. Il faut se dégager de l'emprise américaine pour ne pas être entraîné dans un conflit qui détruirait l'Allemagne. Les dirigeants soviétiques sont raisonnables, alors que Ronald Reagan effraie. L'agressivité apparente de l'URSS est essentiellement *une* réaction de peur. Une peur compréhensible puisque les États-Unis, eux, sont disposés à utiliser l'arme atomique. D'ailleurs, ils l'ont déjà fait : voyez Hiroshima, cet équivalent *d'Auschwitz !* Cette assimilation-là n'est, cependant, faite que par quelques intellectuels, dont Günter Grass, tandis que d'autres, notamment Heinrich Böll, appellent à ne pas oublietr la nature du *régime* soviétique.

En France, plusieurs facteurs se sont conjugués pour faire naître une étonnante consonance dans l'anathème. La victoire de M. François Mitterrand est au cœur d'une double évolution.

A droite, il est devenu impossible de s'en tenir à l'attitude du président Giscard d'Estaing plaidant sans cesse la compréhension pour l'URSS, *à la fois par conviction* (vive Samuel Pisar et l'inévitable convergence créée par les liens économiques !) et par une habileté tactique déjà pratiquée par de Gaulle au lendemain de la Libération : *être en bons termes avec* Moscou désamorce l'opposition du P.C. ; jusqu'en mai 1981, cela signifiait que les communistes aideraient à prévenir une victoire de la gauche. Aujourd'hui, au contraire, il convient d'être d'autant plus violent contre l'URSS que l'alliance PS-PC permet d'affirmer que le président est sinon l'allié implicite, du moins la dupe du totalitarisme et de l'agressivité soviétiques.

A gauche, la fermeté face à Moscou est indispensable au président, s'il ne veut pas être accusé, au-dehors et au-dedans, d'être sous l'influence de ses ministres communistes. Et elle permet à la gauche intellectuelle de conforter son rejet d'un PC doctrinaire et immobile, d'autant plus que le parti a adopté, *depuis 1980,* une ligne prosoviétique suicidaire, qu'il s'agisse de politique internationale ou de la situation interne de l'URSS : il n'est que de lire le message du Comité central aux camarades *soviétiques à l'occasion* de la mort de Iouri Andropov.

Il est peut-être bon qu'en France Yves Montand soit acclamé, parce qu'il rappelle des vérités hier méconnues, et qu'en Allemagne, où *l'anticommunisme a servi* trop longtemps de prétexte au conservatisme politique et social, le *Vorwärts,* hebdomadaire contrôlé par le SPD, pourfende le chanteur comme traître à la gauche et reaganien. Mais ne vaudrait-il pas mieux regarder sereinement une réalité nullement contradictoire, simplement difficile ?

∴

L'intransigeance, fondée sur l'idée qu'on ne peut rien attendre de positif de la part de l'URSS, condamne à l'immobilité. Elle présuppose un pessimisme absolu : aucun progrès n'est envisageable. Or, l'ouverture à l'Est a abouti à *des résultats substantiels : ainsi la* présence occidentale en Allemagne de l'Est, grâce aux visites, aux lignes téléphoniques multipliées, à l'audience de la télévision ouest-allemande. Mais l'ouverture n'a été *possible qu'à cause de la fermeté* pratiquée dans les situations de crise, chaque fois qu'un nouveau coin de liberté se trouvait menacé, notamment à Berlin, chaque fois que s'exerçait une pression de l'URSS pour empêcher qu'on s'organisât contre sa visée dominatrice. La détente, en 1955, a été due au refus de céder sur l'entrée de la République fédérale dans l'OTAN. Pour demain, le relâchement de la tension est devenu possible parce que la pression soviétique tendant à interdire les *Pershing, avec maintien de SS-20,* n'a pas abouti.

A supposer qu'il y avait des colombes et des faucons au Kremlin – ou du moins des hommes et des clans plutôt colombes et d'autres plutôt faucons, – ce serait rendre un mauvais service aux colombes que de céder aux faucons. Mais c'est aussi assurer le succès final de ceux-ci que de demeurer faucon soi-même une fois leur offensive repoussée. *L'intransigeance* immuable n'est pas plus créatrice que le renoncement complaisant.

Non, *l'Union soviétique n'a pas* changé de nature et n'est pas près de se transformer. Son système nie les valeurs qui fondent le credo politique commun (communistes en principe compris) de nos société pluralistes. Mais il faut vivre avec elle, échanger avec elle, négocier avec elle ; ne serait-ce que parce que, sans elle, la paix ne peut s'installer durablement nulle part, en particulier au Proche-Orient. L'antagonisme existe. Il peut être canalisé, organisé. La bonne volonté naïve peut être abdication, mais la véhémence ne constitue pas une politique.

Oui, il est plus difficile de concilier fermeté et raison que de crier pour exciter les siens, ou de sourire en croyant amadouer ceux d'en face. Mais c'est la seule voie constructive. Les États-Unis semblent l'avoir compris, puisque, à la veille de la campagne électorale, M. Reagan affirme vouloir s'y engager. Pour les Européens, le comprendre ce serait une chance supplémentaire d'aller vers leur unité aujourd'hui compromise, précisément, par le conflit sur l'attitude à adopter envers l'Union soviétique.

ALFRED GROSSER.

PROCHE-ORIENT :
trois points chauds

Nombre d'Etats arabes craignent un relâchement de la diplomatie soviétique après la disparition de Iouri Andropov. Des gouvernements « progressistes » et parfois même « conservateurs » s'accordent pour estimer que le rôle de l'URSS permet d'atténuer les aspects qu'ils jugent négatifs de la politique américaine au Proche-Orient.

De l'avis de tous les responsables arabes qui ont eu l'occasion de traiter avec Iouri Andropov, celui-ci était – après Khrouchtchev – le plus compréhensif et surtout le plus efficace des partenaires qu'ils aient jamais eus. Le jugement porté sur l'ancien chef du KGB est quasi unanime : *« Il connaissait parfaitement les dossiers, jusqu'aux détails apparemment anodins, posait des questions toujours d'une pertinence étonnante, tirait des conclusions précises et rapides à l'instar d'un ordinateur et mettait en œuvre les décisions qu'il prenait avec une célérité à laquelle les Russes ne nous ont guère habitués »,* nous disait, par exemple, une haute personnalité syrienne, avant d'ajouter : *« Y aurait-il parmi ses successeurs possibles un homme de son envergure et de sa détermination ? »*

Quoi qu'il en soit, l'URSS considère le Proche-Orient comme une région cruciale pour sa sécurité, en raison notamment de sa proximité géographique, et virtuellement la seule dans les circonstances actuelles où une confrontation directe Est-Ouest pourrait se produire. D'où la vigilance et la prudence qui caractérisent la diplomatie du Kremlin *dans cette partie du monde.*

Si l'URSS se préoccupe au premier chef des Etats qui longent ses frontières – Turquie, Iran et Afghanistan – elle s'intéresse sans doute autant aux pays du voisinage immédiat. Ses déboires successifs au Proche-Orient – dont l'expulsion de ses conseillers militaires d'Egypte en 1972 n'est qu'une illustration spectaculaire – ont, semble-t-il, réduit ses ambitions. Igor Belyaev, l'un des meilleurs experts des affaires arabes, affirmait récemment dans la *Litteraturnaya Gazeta* que l'URSS ne cherchait ni à susciter des révolutions ni des amitiés exclusives dans le monde arabe, mais seulement des partenaires fiables, l'Inde étant un modèle du genre.

Au Proche-Orient, le successeur de Iouri Andropov hérite de trois dossiers complexes de conflits locaux mais particulièrement dangereux puisqu'ils peuvent faire tache d'huile ou provoquer des bouleversements incontrôlables à l'occasion d'un faux calcul, d'une manœuvre maladroite ou d'un événement non *maîtrisé. Les trois dossiers sont d'ail*leurs intimement imbriqués.

● LA GUERRE CIVILE LIBANAISE est, pour le Kremlin comme pour la Maison Blanche, un enjeu aux dimensions régionales. De l'issue de l'épreuve de force dépendent, partiellement, le poids et le rôle des deux superpuissances au Proche-Orient. Si les phalangistes devaient l'emporter dans l'ensemble du pays du Cèdre, Israël et les Etats-Unis auraient les moyens de poursuivre la politique dite de Camp David. En effet, la Syrie ayant été isolée ou éventuellement contrainte à composer, la Jordanie et l'Egypte, soutenues par les Etats « modérés » du Golfe,se chargeraient d'étendre la *Pax americana* ébauchée par M. Henry Kissinger en 1973. Par ailleurs, la neutralisation de la Syrie baasiste renforcerait, par ricochet, la *République rivale d'Irak* au détriment de l'Iran dont les moudjahids auraient été vaincus et chassés du Liban.

Dans la foulée, l'URSS risquerait de perdre deux de ses trois alliés dans la région, la Syrie et l'Irak, pour ne conserver – maigre consolation – que la position privilégiée qui est la sienne dans la République démocratique du Yémen (du Sud).

Tout indique dès lors que le successeur de Iouri Andropov n'aura d'autre choix que de poursuivre une politique consistant à défendre coûte que coûte la Syrie aussi longtemps que cette dernière résistera aux « projets hégémoniques » américains, notamment en fournissant une aide multiforme au Front de l'opposition libanais.

La difficulté majeure pour le Kremlin sera de déterminer jusqu'où il serait périlleux de s'aventurer. *Dans l'absolu, la conjoncture lui est* favorable pour contraindre les Américains à se retirer du Liban ou, au contraire, faire en sorte que les « marines » s'y enlisent. Dans les deux cas, les Etats-Unis perdraient *leur crédibilité dans* la *région, voire* au-delà.

Or rien ne dit que l'actuel chef de la Maison Blanche se résignera au sort que l'imam Khomeiny avait infligé à son prédécesseur, M. Jimmy Carter, lors de l'affaire des otages américains à Téhéran. Ne serait-il pas alors tenté de jeter dans la balance la puissance de feu de sa marine de guerre ? Il faudra bien que le successeur de Iouri Andropov ait une réponse à cette question avant de pousser ses pions plus loin.

● LE PROBLÈME PALESTINIEN, rejeté au second plan depuis la défaite des fedayins à Beyrouth et *surtout* à *Tripoli, pourrait redevenir* de brûlante actualité, précisément en raison des déboires américains au Liban. Si M. Reagan a salué publiquement la visite de M. Yasser Arafat au Caire, si les contacts secrets *se sont depuis multipliés entre* Washington et des intermédiaires proches du président de l'OLP, au risque d'irriter l'allié israélien et la communauté juive américaine, c'est que le chef de la Maison Blanche espère, apparemment, s'assurer un succès diplomatique qui éclipserait le revers de Beyrouth.

Toute la question est de savoir si M. Yasser Arafat est disposé à donner une nouvelle chance au plan Reagan, à coopérer étroitement pour cela avec l'Egypte et la Jordanie, et à quelles conditions. La brume qui entoure les intentions du chef palestinien avait empêché Iouri Andropov de condamner la visite du Caire. Une telle prise de position aurait d'ailleurs envenimé les rapports entre l'aile «réaliste» de la centrale des fedayins et l'URSS déjà passablement refroidie par le refus du Kremlin de prendre parti dans le conflit qui oppose le Fath à la Syrie.

Le successeur de Iouri Andropov ne pourra pas observer indéfiniment la «neutralité» de ce dernier, et sa tâche ne sera pas aisée. Moscou tient en effet à conserver de bons rapports tout à la fois avec le président Assad et M. Arafat, à ménager aussi bien ce dernier que ses adversaires qui se présentent tous comme des amis de l'URSS. Comment le Kremlin pourrait-il sauver ce superficiel équilibre ? Jusqu'où le président de *l'OLP* s'engagerait-il sur une voie que réprouveraient certaines organisations de fedayins et Damas ?

La proposition de la France de remplacer la Force multinationale au Liban par des « casques bleus » de l'ONU pourrait offrir une issue aux dilemmes qu'affrontent tant Moscou que Washington sur des registres différents mais entremêlés. Les «marines» quitteraient Beyrouth dans des conditions convenables; en soutenant cette mesure par un vote favorable au Conseil de sécurité, l'URSS affirmerait que son concours est indispensable dans la solution du problème palestinien par le truchement des Nations unies, *comme elle l'a toujours prétendu.*

● LA GUERRE IRAKO-IRANIENNE est d'autant plus préoccupante pour le Kremlin que celui-ci n'a que peu de prise sur le cours des *événements. Si les relations* irako-soviétiques sont au beau fixe, malgré l'intensification des échanges entre Bagdad et Washington, les rapports entre l'URSS et la République islamique se sont gravement détériorés sous le règne de Iouri Andropov.

L'expulsion, en mai dernier, de dix-huit diplomates soviétiques a suivi de peu les arrestations massives opérées dans les rangs du parti communiste iranien (le Toudeh). L'URSS se trouve ainsi rejetée dans le camp irakien alors qu'elle avait toujours marqué sa préférence pour la Perse qui borde ses frontières.

Autre dilemme pour le successeur de Iouri Andropov qui n'a apparemment aucun moyen d'amadouer les dirigeants de Téhéran qui jugent aujourd'hui que, des deux grands Satans, américain et soviétique, le dernier est le *plus détestable.*

ERIC ROULEAU.

PARTIS FRERES :
à l'Est, rien de nouveau

Plus que d'autres, Iouri Andropov paraissait à même de s'occuper des relations entre l'URSS et les autres partis communistes. N'avait-il pas été, avant de prendre la tête de la police, le responsable du département du comité central chargé des pays frères ?

La maladie ne lui a pas permis de s'acquitter de cette tâche. En quinze mois de pouvoir, il a certainement rencontré moins de camarades étrangers que ne le faisait dans le même laps de temps un Brejnev, même au terme de sa vie. En ce qui concerne l'Europe centrale et orientale, la dernière période se caractérise par un *statu quo,* au moins apparent. Elle n'a été marquée en tout cas par aucune réunion importante des instances alliées. Restent donc en l'état où ils se trouvaient *il y a un an* les problèmes épineux que pose l'intégration souhaitée par les Soviétiques et refusée par les Roumains. Cela ne signifie pas que la situation n'ait en rien évolué.

Certes, il n'y a absolument rien de nouveau en ce qui concerne les deux transfuges européens du camp socialiste : l'Albanie et la Yougoslavie. Moscou s'en tient au *modus vivendi* établi avec Tito et ses héritiers. *L'URSS n'a pas cherché,* comme on aurait pu parfois le redouter, à aggraver les difficultés de Belgrade dans l'espoir de liquider l'hérésie. Des appels à la conciliation ont été, cette année encore, adressés à l'Albanie. *En vain, puisque M. Enver* Hodja se refuse à les écouter. On a perçu d'autre part une sorte d'inquiétude des gouvernants décidés à rester des alliés inconditionnels de l'URSS, mais peu décidés de trop s'exposer. Ce fut le cas de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie. L'Union soviétique a entendu répliquer à l'installation de missiles de l'OTAN en Europe occidentale en implantant des fusées sur le territoire de ses alliés. Les intéressés n'ont pas refusé ouvertement de jouer le rôle qui leur était assigné. Mais ils ont montré qu'ils ne se lançaient pas de gaîté de cœur dans une telle aventure...

L'allié exemplaire

En revanche, la Roumanie s'est efforcée de banaliser une rébellion qu'elle avait marquée avec éclat *dans les années 60 et 70. En ce* temps-là, elle se distinguait de l'URSS sur les questions brûlantes de la politique internationale. Au moment de l'invasion de l'Afghanistan, ou encore de l'avance du Viet*nam au Cambodge, elle faisait* bande à part. Dans les grandes querelles Est-Ouest ou dans le conflit israélo-arabe, elle restait en marge du camp socialiste. Or, dans l'affaire des euromissiles, elle a pratiquement rejoint ce camp. Comment expliquer ce ralliement ? Ceausescu croit-il que les armes soviétiques déjà installées ne font qu'orner le paysage alors que les futures fusées américaines mettraient le continent à feu et à sang ? Sans doute pas. Mais peut-être, victime de ses foucades à l'intérieur, n'est-il plus en mesure de tenir tête au grand voisin de l'est.

Plus obscures *étaient* les relations de Iouri Andropov avec le pays qui passe pour l'allié exemplaire : la Bulgarie. Divers incidents, et même des drames, ont donné à penser que M. Jivkov n'avait peut-être pas joué la carte du chef du *KGB,* lorsque, du vivant même de Brejnev, la crise de succession était *ouverte* à Moscou et qu'il s'était ainsi trouvé dans une situation inconfortable. Au point même, affirmaient certains, *que pour se tirer d'affaire il n'aurait* pas découragé ceux qui répandaient des bruits sur une filière bulgare dans l'attentat contre Jean-Paul II.

Ce pourrait être en effet une manière d'affaiblir des services bulgares qui auraient échappé au contrôle du premier secrétaire. Cette hypothèse pourtant n'emporte guère la conviction. Même pour restaurer son pouvoir, voire pour venger sa fille morte pendant la bataille, *le premier secrétaire* pourrait-il participer peu ou prou à une campagne de rumeurs qui avait d'abord pour effet de déconsidérer son pays ?

Reste le cas polonais. La direction *soviétique* a fait comme si elle était parfaitement satisfaite de la solution Jaruzelski. Elle n'avait guère le choix. Le général maintient le régime communiste ou l'apparence de régime communiste. C'est le seul Polonais qui, *dans les circonstances* actuelles, peut se charger d'une besogne qui autrement incomberait aux troupes soviétiques avec le risque supplémentaire de dresser la société contre l'envahisseur.

Une telle solution n'est sans doute pas l'idéal pour les gens d'appareil. L'armée a acquis une puissance considérable, certes. Ses cadres, tout de même, n'accaparent pas le devant de la scène politique. Le maréchal le plus élevé dans la hiérarchie, Oustinov, a eu ses galons après avoir été placé de plus en plus haut dans l'appareil du parti ou de l'État. Jaruzelski, lui, a conquis les plus hautes fonctions du parti et l'État parce qu'il était général et ministre de la défense.

Dans l'autre partie de l'Europe, l'URSS a soutenu ouvertement des communistes en rébellion contre leurs dirigeants officiels. Depuis longtemps, elle avait déjà encouragé, mais sans trop se mettre en avant, les militants étrangers qui contestaient l'orientation révisionniste ou eurocommuniste de leur PC. Le dernier mois du règne d'Andropov a été marqué par une première : l'URSS a salué la création, en Espagne, d'un parti communiste dissident. Le Kremlin s'arroge ainsi le droit de décider qui, dans tel ou tel pays, constitue une faction, péché mortel pour les léninistes, et qui, en revanche, est digne de reprendre le flambeau de l'internationalisme prolétarien.

FRANÇOIS BRÉVENT.

DÉFENSE :
le maître de la terre

(Suite de la page 5.)

L'armée rouge étonne toujours l'observateur par son goût à laisser cohabiter, dans les unités, les matériels neufs, qu'elle acquiert à un rythme soutenu, avec ses armes les plus anciennes, qu'elle conserve au-delà du rentable. Ce qui lui pose de sérieux problèmes de standardisa*tion de sa logistique.*

Une telle «machine» de guerre n'est pas à l'abri de déficiences ou de défaillances. Il suffit de lire la presse militaire, qui les dénonce souvent, pour avoir une plus juste appréciation de la puissance militaire soviétique. Ou encore, il suffit de constater les nombreux déboires techniques et opérationnels de cette armée rouge en Afghanistan : elle y apparaît moins mobile et plus lourde qu'elle ne l'aurait souhaité. La double hiérarchie – militaire et politique – qui continue de prévaloir dans le haut commandement, et le conservatisme étroit des états-majors sont en contradiction avec une doctrine qui privilégie l'initiative sur le terrain en vue de tirer parti des erreurs de l'adversaire ou des opportunités locales.

Certaines armes, comme la défense aérienne, manquent de cadres qualifiés et, dans d'autres, au contraire, qui font appel au progrès technologique, comme les transmissions, apparaît une nouvelle génération d'officiers, plus jeunes et, surtout, moins imprégnés des enseignements du passé sur le plan professionnel. L'avancement des non-Russes est freiné. Enfin, la discipline, dans une armée fondée sur *la conscription* de *longue* durée, n'est pas aussi assurée qu'on pourrait l'imaginer. Si l'obéissance, à toute épreuve, du pilote qui a abattu le Boeing sud-coréen semble prouver le contraire, certaines péripéties observées récemment dans la *marine* ou en Afghanistan témoignent, en revanche, de la réalité de ces problèmes humains dans une armée rouge moins soudée qu'il n'y paraît.

JACQUES ISNARD.

LA SUCCESSION DE IOURI ANDROPOV

Le vice-premier ministre M. Wan Li dirige la délégation chinoise aux obsèques

C'est M. Wan Li, vice-premier ministre, qui conduira la délégation chinoise aux obsèques de Iouri Andropov à Moscou. Sa désignation attire l'attention car M. Wan Li – qui est également membre à la fois du bureau politique et du secrétariat du comité central du PC chinois – est la plus haute personnalité de la République populaire à se rendre en Union soviétique depuis vingt ans.

Les chefs d'Etat et de parti de plusieurs pays socialistes ont fait savoir dès dimanche qu'ils se rendraient eux aussi à Moscou. C'est le cas notamment de MM. Ceausescu (Roumanie), Husa (Hongrie), Spiljak et Markovic (Yougoslavie). Radio-Kaboul a annoncé que trois jours de deuil seraient observés en Afghanistan. A Tirana, le journal du PC albanais a annoncé la mort de Iouri Andropov en quelques lignes au bas de sa dernière page.

Dans les pays occidentaux, outre le chancelier Kohl, le premier ministre canadien, M. Trudeau, et le premier ministre britannique, Mme Thatcher, plusieurs chefs de gouvernement ont annoncé qu'ils assisteraient aux obsèques du numéro un soviétique, notamment MM. Papandreou (Grèce), Schlüter (Danemark), Milloch (Norvège), Palme (Suède), Soaras (Portugal). La délégation italienne sera conduite par le président Pertini, celle de l'Autriche par le chancelier Sinowatz et celle de la Finlande par le président Koivisto.

Le premier ministre espagnol ne se rendra pas à Moscou et sera représenté par un vice-président de son gouvernement, M. Guerra.

A Paris, le président Mitterrand s'est rendu samedi 11 février, à l'ambassade d'URSS pour y signer un registre de condoléances ouvert après le mort du chef de l'Etat soviétique. Il a d'autre part adressé au Kremlin un message de condoléances déclarant notamment : *« Iouri Andropov présidait aux destinées d'un pays qui joue un rôle majeur dans les affaires du monde, et qui est uni à la France par d'anciennes et fortes relations communes. La disparition de cet homme d'Etat éminent sera ressentie profondément par la communauté internationale. »* La délégation française aux funérailles sera conduite par le premier ministre, M. Pierre Mauroy. Il sera accompagné par MM. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, et Claude Estier, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. M. Georges Marchais conduira la délégation du PCF

Le vice-président Bush dirige la délégation américaine et a fait escale successsivement à Londres et à Luxembourg avant de gagner Moscou. L'absence de M. Reagan aux funérailles du président soviétique est regrettée à Rome par le journal du Vatican *L'Osservatore Romano*.

Le pape Jean-Paul II, pour sa part, a adressé au Kremlin un message exprimant ses condoléances *« et l'assurance d'une pensée particulière pour l'illustre disparu »*.

A Damas, on annonce que la délégation syrienne à Moscou sera composé de trois des plus hautes personnalités du régime, MM. Abdallah Al-Ahmar, secrétaire générale adjoint du parti Baas, Abdel-Raouf Al-Kassm, premier ministre, et Moustapha Tlass, ministre de la défense. Celle de l'Egypte sera conduite par M. Mamdouh Salem, assistant du président Moubarak, et celle de l'Algérie par M. Mohamed cherif Messaadia, numéro deux du FLN. M. Arafat représentera l'OLP.

L'enfance d'un chef

Dans la préface de ses œuvres choisies, qui doivent être publiées en anglais le 5 mars prochain par Pergamon Press, M. Constantin Tchernenko se prononce pour un dialogue avec l'Occident, mais ne manque pas de préciser que la question de savoir si les prochaines années seront celles de la coopération ou celles de la confrontation entre les deux grandes puissances dépend actuellement des Etats-Unis. Dans ce texte, qui a été publié le dimanche 12 février par le *Sunday Times* de Londres, M. Tchernenko apporte aussi quelques précisions sur une enfance mal connue :

« Je suis né dans une grande et pauvre famille de paysans dans la région de Krasnoïarsk, en Sibérie, en 1911. J'ai quitté ma mère quand j'étais un jeune garçon. A douze ans, j'ai travaillé chez un maître fortuné pour gagner ma vie. Le nouveau mode de vie soviétique venait juste de s'établir et je sentais sa brise rafraîchissante quand je rejoignis la Ligue des jeunesses communistes. C'était en 1926. Nous étudiions et travaillions en même temps. Nous étions mal nourris et pauvrement habillés, mais le rêve d'un avenir radieux pour tous nous fascinait et nous rendait heureux (...). »

« Face à la menace impérialiste, je me portais volontaire pour le corps des gardes frontières, poursuit M. Tchernenko. *Après quelque temps, ma demande fut acceptée ; je rejoignis le Parti communiste en 1931 pendant mon service dans les gardes frontières et j'étais bientôt élu secrétaire du parti. L'attaque de l'Allemagne nazie contre mon pays me surprit alors que j'étais secrétaire du comité du parti à Krasnoïarsk. Je me portais immédiatement volontaire pour le front, mais toutes mes requêtes furent refusées. »*

Après Stalingrad, les autorités pensent déjà à la reconstruction du pays. *« Je fus envoyé à des cours de formation pour fonctionnaires du parti sous la direction du comité central,* écrit M. Tchernenko. *Plus tard, je fus secrétaire du comité régional du parti de Penza (fédération de Russie) puis chef du secteur de la propagande auprès du comité central du parti communiste de Moldavie. »* C'est là que M. Tchernenko devait rencontrer Brejnev. La suite est mieux connue.

M. ALAIN TOURAINE : « Le pouvoir en URSS n'est pas celui d'un homme mais celui d'une machine complexe »

M. Alain Touraine, sociologue, qui était, le dimanche 12 février, l'invité du Grand jury RTL-*le Monde* a analysé de la façon suivante la situation en URSS après la mort de Iouri Andropov :

« Il y a une logique propre du pouvoir, et c'est cela que nous montrent les conditions sociales et historiques de la mort d'un personnage de l'importance d'Andropov. On n'a pas affaire au guide, à l'homme qui tient le gouvernail, au chef de guerre ou au chef de la société, mais à l'homme qui symbolise, dans son existence physique, un type de régime, où la logique du pouvoir s'impose absolument aux logiques internes de la vie sociale.

» Quelle que soit l'importance considérable de ce personnage, nous sentons confusément que le pouvoir n'est pas celui d'un homme, mais celui d'une machine complexe qui a des ratés, à l'intérieur de laquelle cet élixir qu'on appelle le pouvoir est répandu on ne sait trop comment.

» Quand une société est mue essentiellement par ses forces économiques et sociales, le pouvoir est relativement bien localisé puisqu'il s'agit d'arbitrer, et d'orienter entre différents intérêts et clans. Dans le cas de l'Union soviétique – cette impersonnalité du pouvoir – ce pouvoir d'appareil est lié à la domination d'une logique politique et militaire sur une logique économique et sociale. »

● *Un message de M. Krasucki.* – M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, a adressé, le vendredi 10 février, ses condoléances au président du Conseil central des syndicats soviétiques, après la mort de Iouri Andropov. *« Les relations entre nos organisations,* écrit M. Krasucki, *nous ont donné l'occasion de voir grandir l'activité des syndicats soviétiques, leur rôle, les initiatives nouvelles renforçant les droits et les responsabilités des travailleurs dans la vie des entreprises, dans l'économie et toute la vie sociale soviétique.*

EN SE RENDANT A MOSCOU

Mme Thatcher accentue l'orientation nouvelle de sa politique envers l'Est

De notre correspondant

Londres. – *« Si je suis connue comme la Dame de fer, j'ai aussi une volonté de fer pour réduire la tension (Est-Ouest). »* Avec cette formule à l'emporte pièce, prononcée à *la fin de sa récente visite en Hongrie*, Mme Tatcher avait souligné son intention toute nouvelle d'améliorer les relations de la Grande-Bretagne avec le monde communiste. Elle vient de la confirmer en annonçant sa décision d'aller à Moscou pour assister aux obsèques de Youri Andropov, alors qu'elle s'était abstenue de faire le voyage après la mort de Leonid Brejnev.

En quelques mois, le premier ministre a opéré un rapide et remarquable changement d'attitude. Tandis que ces dernières années Mme Tatcher n'avait cessé de donner libre cours à un anti-communiste virulent comparable à celui du président Reagan, elle avait commencé, à la fin de l'été 1983, à manifester les signes d'une évolution, bien qu'avant que le chef de la Maison Blanche ne fasse de même.

En novembre, une fois assurée du déploiement des nouveaux euromissiles qui symbolisaient la fermeté qu'elle prônait vis-à-vis de Moscou, elle indiquait qu'elle était prête *« à poursuivre, dans des circonstances appropriées, un dialogue raisonnable avec l'Union soviétique et les pays d'Europe de l'Est. »* Mieux encore, elle indiquait en même temps qu'elle allait se rendre à Budapest.

C'était la première fois que Mme Thatcher effectuait une visite officielle dans un pays de l'Est depuis son arrivée au pouvoir en 1979 (en se rendant au Japon, elle avait fait, cette même année, une brève escale à Moscou mais pour ne rencontrer que le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Andreï Gromyko). Tout au long de son séjour à Budapest, qualifié avec une évidente insistance de « succès » par son entourage, le premier ministre a mis l'accent sur la nécessité de maintenir et développer, malgré les divergences, les contacts entre l'Est et l'Ouest.

Le changement était tel que ces derniers jours, avant le décès de Iouri Andropov, la presse britannique spéculait sur l'éventualité d'un prochain sommet entre ce dernier et Mme Thatcher et laissait entendre que le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffroy Howe, irait bientôt à Moscou pour préparer cette entrevue – qui aurait déjà été évoquée lors d'un entretien assez long entre le chef de la diplomatie britannique et M. Gromyko durant la conférence de Stockholm, en janvier. Sir Geoffroy a démenti, en faisant savoir que c'était aller un peu trop vite en besogne mais il s'est gardé d'écarter l'hypothèse. Pour l'ensemble de la presse et la plupart des dirigeants politiques britanniques, la mort de Iouri Andropov et la désignation de son successeur ne devrait pas se traduire, tout au moins dans l'immédiat, par des modifications importantes de la diplomatie soviétique dont on souligne la continuité. Tous les commentaires font cependant observer que les dirigeants occidentaux ne doivent pas manquer l' *« occasion »* de manifester leur bonne volonté pour tenter d'enrayer une reprise de la guerre froide.

Avec une remarquable unanimité, les principales personnalités de l'opposition, MM. Denis Healay, porte-parole du Parti travailliste pour les affaires étrangères, David Steel (libéral, qui revient d'un voyage en Union soviétique) et David Owen, président du Parti social-démocrate (qui fut, en 1977, le dernier secrétaire au Foreign Office à se rendre à Moscou) on vivement incité Mme Thatcher à assister aux obsèques, avant que celle-ci n'en prenne la décision. Formant une imposante délégation, MM. Healey, Steel et Owen se joindront d'ailleurs au secrétaire au Foreign Office pour accompagner Mme Thatcher (M. Neil Kinnock, leader du Parti travailliste, est actuellement en voyage aux Etats-Unis).

Dans ce concert d'approbation à la nouvelle Ostpolitik de la « Dame de fer », il y a eu toutefois deux exceptions notables. Dans son éditorial du 12 février, l'hebdomadaire *Observer* considère qu'il est *« assez indécent »* de voir Mme Thatcher *« s'empresser d'enterrer l'homme qu'elle a si souvent fustigé »*. Il estime que le premier ministre prend le risque de n'être pas bien accueillie au Kremlin après sa *« soudaine conversion »*. Ancien premier ministre conservateur, M. Edward Heath a, pour sa part, manifesté son septicisme quant au résultat du geste de Mme Thatcher ou des signes de bonne volonté donnés maintenant par le gouvernement américain.

M. Heath, qui a souvent fait connaître ses critiques à l'égard de Mme Thatcher ces dernières semaines, a déclaré qu'il faudrait longtemps pour fair oublier aux dirigeants soviétiques ce qu'il appelle *« la diplomatie du mégaphone »*, c'est-à-dire les attaques lancées les années précédentes depuis Washington et Londres en direction de Moscou.

FRANCIS CORNU.

La revanche de l'appareil

(Suite de la première page.)

Assistera-t-on aux mêmes réglements de comptes dont les « andropoviens » seraient cette fois les victimes ? Mais c'est aussi et surtout une revanche de l'appareil du parti, qui avait connu pendant les dix-huit années de pouvoir de Brejnev une « stabilité de l'emploi » tranchant singulièrement avec la « réformite » khrouchtchévienne. Cette stabilité avait atteint un tel degré d'immobilisme que les technocrates et même l'armée aspiraient à un changement.

Iouri Andropov incarnait dans une large mesure ce besoin de remise en question de situations acquises, dont les intéressés profitaient abondamment pour leur propre compte et de remise en ordre d'une économie déclinante. Le défunt secrétaire géneral avait commencé à renouveler les organisations régionales du parti et la direction des grands ministères.

En avait-il fait tant que la nomenklatura regrette déjà l'immobilisme brejnévien et aspire à une nouvelle période de calme ? M. Tchernenko est un personnage plutôt rassurant pour les apparatchiks. Il est sans conteste l'un des *leurs* ; il est l'héritier de la tradition brejnévienne ; il est assez âgé pour ne pas souhaiter des soubressauts et ses conceptions fondamentales ne le portent pas vers les réformes.

Le renouvellement des cadres tentés par Andropov n'a pas encore eu de conséquences sur la composition du comité central, dont les membres ne peuvent être élus que par un congrès du Parti. Dans le comité central actuel formé sous Brejnev, M. Tchernenko pouvait compter sans difficulté sur une majorité substentielle si tant est que le bureau politique lui ait laissé le choix.

Le nouveau secrétaire général est apparu jusqu'à maintenant comme un personnage falot. Exerce-t-il la réalité du pouvoir ou devra-t-il partager avec les membres du noyau dirigeant (MM. Tikhonov, Oustinov, Gromyko, Grichine) ? Sa désignation pourrait être l'occasion de revenir à une véritable direction collective, telle qu'elle semblait exister dans les permières années qui ont suivi la chute de Khrouchtchev.

Comme Brejnev après 1977, Andropov cumulait depuis juin 1983 les fonctions de chef du Parti et de chef de l'Etat en tant que président du présidium du Soviêt suprême. Ce cumul n'étant pas prévu par la Constitution, n'est-ce pas l'occasion de revenir à un partage des tâches qui permettrait par exemple à un diplomate chevronné comme M. Gromyko d'assurer la représentation extérieure de l'URSS ? Le chef du gouvernement, M. Tikhonov qui est âgé de soixante-dix huit ans pourrait bientôt céder la place. Un des « jeunes » postulants au poste de secrétaire général ne pourrait-il pas, à la présidence du conseil, se préparer à de plus hautes fonctions ?

Ce serait certainement la solution de la sagesse. Il est peu probable qu'elle soit retenue.

DANIEL VERNET.

Un hommage organisé

(Suite de la première page.)

Le fait que ce fidèle de Brejnev ait été rapproché des dignitaires les plus importants, montrait déjà que les « brejnéviens » avaient retrouvé quelque pouvoir.

La direction soviétique pouvait-elle cependant se payer le luxe de ne pas avoir de secrétaire général alors que les délégations étrangères commençaient à arriver à Moscou pour les obsèques ? Un des premiers gestes de Iouri Andropov avait été de recevoir des dirigeants étrangers venus à l'enterrement de Brejnev et notamment M. Bush, le vice-président américain, qui va à nouveau représenter son pays. L'événement cette fois-ci pourrait être créé par le vice-premier ministre chinois, M. Wan Li, le plus haut responsable de Pékin à se rendre à Moscou depuis près de vingt ans. M. Wan Li occupe une place nettement plus élevée dans la hiérarchie que M. Huang Hua, qui était ministre des affaires étrangères et avait assisté aux obsèques de Brejnev. Tass a d'ailleurs accordé une place à part au télégrame de condoléances des autorités chinoises, dans lequel celles-ci affirment souhaiter une « normalisation » des relations entre les deux pays.

L'agence soviétique a publié au cours du week-end, dans un ordre très étudié, les divers messages de condoléances parvenus à Moscou. Celui de M. Reagan est cité sans aucun commentaire. C'est la première fois depuis de longs mois que l'expression d'un désir de paix de la part du président américain n'est pas l'occasion de réflexions sur son « hypocrisie ». *Le télégramme de* M. Mitterrand vient immédiatement après, puis celui du chancelier Kohl. La France est bien traitée, encore qu'on perçoive un regret qu'elle ne soit pas représentée par M. Mitterrand, puisque le président français a été montré lors du journal télévisé dimanche soir signant le registre de deuil ouvert à l'ambassade d'URSS à Paris. M. Marchais a eu droit à une séquence plus longue et à quelques mots.

Les pays socialistes sont groupés à part. On notera que l'Afghanistan est classé géographiquement – avec l'Inde et le Bangladesh, – et non pas politiquement.

Les journaux publient également les innombrables témoignages de tristesse et d'émotion émanant des « collectifs de travailleurs », de l'armée, du KGB, des diverses Républiques de l'URSS, etc. Le sermon prononcé dimanche en la cathédrale Bogoyavlensky par le patriarche Pimène est par ailleurs un modèle. Le chef de l'Eglise orthodoxe russe, lors d'un service à la mémoire de Iouri Andropov, parle d'une *« perte terrible non seulement pour notre peuple mais aussi pour toutes les forces de paix sur la terre »* et témoigne sa *« gratitude éternelle »* pour l'*« attitude bienveillante »* du disparu envers *« les besoins de notre Eglise »*.

DOMINIQUE DHOMBRES.

DIPLOMATIE

A L'ÉMISSION « SEPT SUR SEPT »

M. Mitterrand : je n'exposerai pas au-delà de la nécessité la vie de nos soldats au Liban

Voici les principaux points de la partie consacrée à l'étranger de l'intervention de M. Mitterrand à l'émission « Sept sur sept », diffusée dimanche soir 12 février par TF 1 (lire page 11 les propos du président *de la République sur l'actualité* politique, économique et sociale).

● EUROMISSILES

« Les manœuvres qui viennent d'avoir lieu en Tchécoslovaquie méritent attention, mais elles ne peuvent pas signifier une véritable rupture stratégique. L'Union soviétique dispose déjà d'un nombre très large de SS-20 — 250 en Europe à trois têtes, 750 charges nucléaires, — d'euromissiles qui ne peuvent aller qu'en Europe, qui ne peuvent pas traverser l'Atlantique, et, à côté de cela, quelque 9 000 charges nucléaires qui, elles, sont stratégiques et qui peuvent donc traverser l'Atlantique et atteindre directement l'adversaire éventuel.

» S'il y a installation d'euromissiles dans des pays comme la Tchécoslovaquie, cela ne change pas les données, et même cela risque de provoquer, pour l'Union soviétique, des difficultés du type de celles que les Américains ont rencontrées quand ils ont voulu installer des euromissiles — missiles de croisière et fusées — dans divers pays d'Europe occidentale. Il y a là une donnée diplomatique intéressante, mais je ne *considère pas qu'il y ait une donnée* militaire nouvelle. »

● TCHAD

« L'objectif a été atteint, et, s'il a été très malheureux qu'un avion Jaguar fût abattu au Tchad, il n'empêche que nos troupes, là-bas, occupent une position forte. Depuis le mois d'août dernier, elles ont pu tenir ces positions sans un seul incident — c'était le premier. Aussi peut-on dire que, d'une façon générale, notre dispositif était sérieux.

» Claude Cheysson était chargé d'aller d'abord à N'Djamena et de rencontrer Hissène Habré, puis à Djibouti, où il a rencontré le président Menguistu (...). Enfin, avant de revenir en France, il s'est arrêté à Tripoli, ce qui me paraît tout à fait normal puisque c'est l'armée libyenne qui occupe le nord du Tchad, et que c'est la Libye qui a pris l'initiative de cette occupation, qui a nécessité et justifié l'intervention française.

» Je ne veux pas débattre de ce qu'on appellerait la fiabilité du colonel Kadhafi : il est, en vérité, responsable de la politique de son pays, et il est bien normal que la France discute avec lui (...).

» Occuper tout le Tchad, c'était provoquer la déstabilisation de toute une région de l'Afrique. A l'est, c'étaient essentiellement l'Egypte et le Soudan qui se trouvaient, le cas échéant, visés, et au sud et à l'ouest, c'étaient les pays d'Afrique noire. Or, dans les pays d'Afrique noire, la France dispose, je le crois, d'un grand prestige, en tout cas d'une grande confiance. La plupart des pays d'Afrique noire ont des accords avec la France, certains même des accords militaires, et aucun d'entre eux ne désirait avoir pour voisin direct l'armée libyenne (...). Je me suis donc trouvé devant une demande absolument générale de l'Afrique noire, *surtout* francophone, disant à la France : alors, qu'est-ce que vous faites ? (...). Comment ignorer cet appel qui était fait ? »

● LIBAN

« S'il est exact que pendant quelques jours, et même davantage — plus d'une semaine, — les troupes françaises ont été obligées de se protéger elles-mêmes contre un bombardement intensif, qui a fait d'ailleurs plusieurs victimes chez elles, aujourd'hui on sent qu'elles sont en mesure d'agir pour remplir les missions qui leur sont assignées.

» Nous sommes en mesure aujourd'hui — nous avons pris naturellement des mesures pour cela — d'intervenir à tout moment pour assurer la sécurité des ressortissants français. Ils peuvent rentrer en France s'ils le désirent (...). Mais je dois dire que, jusqu'à présent, il n'y a eu, à ma connaissance, que deux demandes de rapatriement (...) sur un total, difficile à estimer, d'environ 3 000 Français de souche, et puis d'un certain nombre de milliers de Français — 2 000, peut-être 3 000 — qui sont franco-libanais.

» Que faisons-nous là-bas ? Pourquoi y sommes-nous allés ? Parce que cela nous était demandé. On était force d'interposition — c'est un terme qui n'est pas facile à comprendre — *pour séparer l'armée israélienne* et l'armée palestinienne. Rappelez-vous ! On a un peu oublié cela. Il s'est passé tellement de choses depuis lors ; mais c'était dramatique ! Nous avons sauvé 4 000 Palestiniens environ, que nous avons rapatriés du côté de la Tunisie. Ensuite, pourquoi y sommes-nous retournés ? Parce que le malheur a voulu que, quelques jours après notre retrait — nous n'avions pas de raison de rester, c'était le même cas qu'aujourd'hui, — il y ait eu Sabra et Chatila, le massacre de 1 500 femmes, enfants, vieillards musulmans (...). On a demandé à la France de revenir.

» Nous avons d'abord à assurer la sécurité de nos ressortissants (...). Il faut les protéger. Et ils n'ont pas l'intention de s'en aller (...).

» D'autre part, nous nous sommes adressés au Conseil de sécurité des Nations unies et pas depuis huit jours, contrairement à ce qui est répété. C'est une constante de la politique française : nous estimons que le relais par les forces internationales des Nations unies est une nécessité, si l'on veut éviter qu'au Liban *reprennent des massacres* (...).

» Je dois dire que ceux qui ont gagné la bataille de Beyrouth-Ouest, autour des forces d'Amal et de Berri, se comportent avec un très grand sens des responsabilités et sont en relation avec le commandement français. Il existe à l'heure actuelle une relation de caractère cordial. Je suis moi-même resté *constamment en relation épistolaire* et parfois téléphonique avec tous les chefs de tendances. J'étais en correspondance avec Walid Joumblatt, que j'avais convié à venir à Paris récemment, ainsi qu'avec les dirigeants chiites. Tout en étant tout à fait loyaux avec le président légitime Amine Gemayel, dont la situation est naturellement très compromise — mais on ne sait pas ce qui va se passer, — nous avons toujours voulu que l'on sache, au Liban, que nous n'y avions pas d'ennemis (...).

» Déjà, les trois autres contingents ont reçu l'ordre de partir. Je n'ai pas donné cet ordre au contingent français, mais je me tiens prêt.

» Naturellement, je n'exposerai pas la vie de nos soldats, qui méritent, eux aussi, d'être aidés, au-delà de la nécessité. »

● COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

« Le Marché commun agricole est une *chose considérable pour tous* les agriculteurs de l'Europe, en particulier pour les agriculteurs français ; et, cependant, ils commencent à douter. On voit partout se dresser *des révoltes. On finit par oublier* que cela a apporté d'immenses bienfaits à l'agriculture française, qui représente 120 milliards pour l'exportation, dont 60 % rien que pour la Communauté.

» Il faut donc que j'essaye de convaincre les neuf autres. Les contentieux sont nombreux. Il y a celui sur le budget, entre ceux qui trouvent qu'on dépense trop d'argent et ceux qui trouvent qu'on n'en dépense pas assez pour lancer des opérations. Il y a le problème de la contribution britannique. Mme Thatcher trouve qu'elle paye trop ; c'est vrai qu'elle paye beaucoup. (...) Il y a aussi des excédents laitiers. On produit de 103 à 104 millions de tonnes par an, et au-delà de 97 millions de tonnes, on est en excédent. Alors, on achète et on stoke. C'est très coûteux. Que faire ?

» Il y a aussi ce qu'on appelle les produits de substitution, c'est-à-dire les produits agro-alimentaires américains, comme le soja et d'autres encore, les tourteaux qui entrent massivement en Europe, sans taxes. L'Europe a laissé faire, et l'on nourrit tous les animaux avec cela, ce qui permet à des usines, en Hollande, en *Angleterre, au Danemark, de nourrir* à bas prix leurs animaux, de les vendre commodément, naturellement, sur le reste du marché, et de vendre le lait en faussant toutes *concurrences, et en bénéficiant en* plus de ce qu'on appelle les montants compensatoires monétaires (...).

» Nous demandons la suppression de ces montants compensatoires, en particulier sur le porc, qui n'ont aucune raison d'être. Et puis, il y a le fait d'augmenter les ressources : il faut le faire si l'on veut engager des politiques nouvelles, sociale, technologique, industrielle, spatiale. Et puis, si l'on veut élargir le Marché commun de dix à douze avec un pays pauvre comme le Portugal et un pays en difficulté comme l'Espagne, il faut prévoir des dépenses nouvelles.

» *J'assiste* à la colère des agriculteurs bretons, et spécialement des producteurs de porcs, et je voudrais leur dire : si vous souffrez de cette situation, c'est parce qu'en 1969 on a créé, à la demande du gouvernement français, les montants compensatoires, et c'est parce qu'en 1971 on a décidé que ces montants compensatoires, au lieu d'être payés par chacun des pays, seraient payés par la Communauté qui, aujourd'hui, paie avec notre argent les avantages des producteurs Allemands, ce qui punit les agriculteurs ou les producteurs bretons (...).

» Il n'y a aucune raison pour que ces agriculteurs, ces jeunes agriculteurs qu'il faut aider, qu'il faut comprendre, se dressent contre le gouvernement et le pouvoir, dont l'action simplement, est hypothéquée par des décisions nationales ou communautaires déjà très anciennes. Et moi, qu'est-ce que je fais ? Je demande qu'on nous débarrasse de toutes ces mesures qui désavantagent nos producteurs. Je voudrais qu'ils nous comprennent dans ce combat et qu'ils soient à nos côtés, au lieu de casser les meubles dans les sous-préfectures. »

● LA MORT DE M. ANDROPOV

« Je ne connaissais pas Iouri Andropov. J'en avais donc simplement un sentiment tout à fait extérieur : *une forte personnalité*, avec beaucoup de force intellectuelle et la continuité — essentiellement la continuité — de la politique extérieure soviétique. C'est, après tout, ce qui m'importe le plus dans la situation présente, bien que je m'intéresse beaucoup à la situation intérieure de ce pays, mais c'est une autre affaire.

» Pourquoi est-ce que cela changerait ? De toute façon, il faudra aller vers le dialogue. La France y prendra sa part, et elle le facilitera autant qu'il sera possible. Je compte donc entretenir avec l'Union soviétique, avec le successeur de M. Andropov, ce qui était déjà amorcé du temps de son vivant. »

La France et les droits de l'homme

Avec les compliments du Département d'Etat...

Washington *(AFP)*. — *« Les droits de l'homme sont peut-être le dogme le plus solide du gouvernement Mitterrand »*, affirme le rapport annuel du Département d'Etat sur les droits de l'homme, publié le vendredi 10 février. Ce rapport, qui se félicite de la situation des Français dans ce domaine, rappelle que, *lors de sa réunion de juillet* 1983 à Genève, la commission des Nations unies sur les droits de l'homme a *« exprimé son admiration pour les récentes réformes du système judiciaire français »*. Il ajoute que d'autres réformes ont été proposées par le gouvernement au mois d'août suivant, pour développer les libertés individuelles, les droits des victimes et l'indépendance du pouvoir judiciaire.

La France, au total, jouit, selon ce rapport, d'une situation *extrêmement saine dans* ce domaine : pas de disparitions, pas de tortures, pas d'arrestations arbitraires, des procès équitables, pas de détenus purement politiques, *« quoi qu'en disent les Arméniens »*. Au contraire : *« Le gouvernement a été accusé d'un certain laxisme dans l'application des lois lorsque des criminels de droit commun, amnistiés en 1981, eurent commis des crimes violents. »*

Enfin, la liberté de religion, de mouvement, d'association, est tout à fait respectée, ainsi que la liberté de la presse : *« L'influence du gouvernement sur la presse audiovisuelle n'est pas assez significative pour représenter une limitation des libertés dont jouissent les Français. »*

Selon un hebdomadaire de Hambourg

VINGT ALLEMANDS DE L'EST AURAIENT ÉTÉ REFOULÉS DE LA REPRÉSENTATION DE LA RFA A BERLIN-EST

Bonn *(AFP)*. — Vingt Allemands de l'Est ont été refoulés, au cours des deux dernières semaines, des locaux diplomatiques de la RFA à Berlin-Est, où ils s'étaient réfugiés pour obtenir l'autorisation de passer à l'Ouest, comme douze de leurs compatriotes, le 24 janvier dernier, a affirmé l'hebdomadaire de Hambourg *Bild am Sonntag*, le dimanche 12 février, citant des sources dignes de foi à Bonn. La représentation permanente de la RFA à Berlin-Est, qui fait office d'ambassade de l'Allemagne de l'Ouest, et le minis*tre ouest-allemand des affaires inter*allemandes, se sont refusés à démentir ou à confirmer ces informations.

Les vingt Allemands de l'Est se sont présentés en groupes séparés *dans les quinze derniers jours, mais* n'ont pu gagner l'Ouest , et le *Bild am Sonntag* ignore ce qu'ils sont devenus après avoir dû quitter les locaux diplomatiques. Douze Allemands de l'Est avaient pu gagner Berlin-Ouest en janvier dernier, à la suite de négociations entre diplomates ouest-allemands et autorités est-allemandes. Six autres avaient été autorisés à se rendre à Berlin-Ouest, après s'être réfugiés à l'ambassade des Etats-Unis quelques jours auparavant.

Toujours selon *Bild am Sonntag, de nombreux Allemands de l'Est ont* récemment été refoulés d'autres ambassades occidentales où ils s'étaient réfugiés dans l'espoir de passer à l'Ouest après deux heureux précédents. *Les Occidentaux* ont voulu, semble-t-il, mettre un terme à une éventuelle vague d'émigration qui les aurait placés dans l'embarras vis-à-vis des autorités de Berlin-Est.

Les engagements de la France

M. Mitterrand a cherché surtout, dimanche soir, au cours de l'émission télévisée « Sept sur sept », sur TF 1, à expliquer sa politique étrangère et à rassurer les Français à propos de l'engagement des troupes françaises au Liban et au Tchad.

C'est à propos du Liban que le président de la République a été le plus explicite. En annonçant qu'il « n'exposerait pas la vie de nos soldats « au-delà de la nécessité », M. *Mitterrand a clairement indiqué* que si le contingent français faisait l'objet d'attaques en règle il serait rapidement retiré, que le recours aux Nations unies ait été couronné de succès ou non. *Bien qu'il n'ait* pas cité son nom, le chef de l'État a aussi eu des paroles extrêmement conciliantes pour le nouvel homme fort de Beyrouth-Ouest, M. Nabih Berri, le *chef* modéré des *milices* chiites. Le comportement des vainqueurs de Beyrouth-Ouest manifeste, selon M. Mitterrand, « un très grand sens des responsabilités » et la France entretient avec eux « une relation de caractère cordial ». On peut penser *a contrario* que si cette relation se dégradait Paris n'insisterait pas pour maintenir sa présence, une fois assurée la sécurité de ses ressortissants. Cet hommage rendu aux adversaires de M. Gemayel confirme la volonté de M. Mitterrand de prendre ses distances avec un président libanais « dont la situation est très compromise » et, par là même, avec les États-*Unis*.

M. Mitterrand, qui a une fois de plus souligné les liens historiques entre la France et le Liban, paraît donc vouloir se « positionner » en fonction de l'après-Gemayel. Il ne suffit cependant pas d'affirmer que « nous n'avons pas d'ennemi » au Liban pour qu'il en soit ainsi, surtout lorsque plusieurs pays étrangers — qu'il s'agisse de la Syrie ou de la Libye — ont les moyens de rendre toute présence française intenable. C'est bien pourquoi d'ailleurs le président a évoqué en termes très réalistes le départ éventuel du contingent de la force multinationale.

M. Mitterrand a été tout aussi réaliste à propos de l'engagement français au Tchad aux côtés du gouvernement de M. Hissène Habré. Manifestement, le président de la République ne se fait pas de grandes illusions sur les chances de parvenir à une solution avec le colonel Kadhafi. Il n'en a pas moins attribué aux ambitions du dirigeant de Tripoli la grande responsabilité de la nouvelle guerre du Tchad. Et, là encore, il a justifié par l'histoire la présence des troupes françaises, expliquant que l'affaire dépasse *largement* les frontières du Tchad et qu'il y va de la stabilité de toute la région et de la crédibilité de la France.

Comme au Liban, la situation comporte cependant un grand nombre de facteurs inconnus. Si l'on voit mieux aujourd'hui les possibles positions de repli au Liban, on voit mal comment la France pourrait se désengager du Tchad, où ses troupes peuvent pourtant faire l'objet à tout instant de coups de main meurtriers. Or Paris n'aurait sans doute ni les moyens ni la volonté de se lancer dans un affrontement en règle avec la Libye. Reste, bien sûr, la solution d'une entente entre Tchadiens, mais force est de reconnaître que pour l'instant il s'agit davantage de vœux pieux que de réalités. On comprenait bien, en écoutant le chef de l'État, que lui-même n'y croit guère.

J. A.

LE « SEMINAIRE » FRANCO-ESPAGNOL DE RAMBOUILLET

Un calendrier précis a été proposé à Madrid pour son adhésion à la CEE

Le troisième « séminaire » franco-espagnol s'est réuni les samedi 11 et dimanche 12 février à Rambouillet. Cinq ministres de chacun des deux pays y ont participé. Du côté français, il s'agissait de MM. Cheysson (relations extérieures), Dumas (affaires européennes), Delors (économie et finances), Rocard (agriculture) et Fabius (industrie et recherche).

Du côté espagnol, ont pris part aux travaux MM. Moran (affaires étrangères), Boyer (économie et commerce), Solchaga (industrie et énergie), Romero (agriculture) *et Marin (secrétaire d'Etat chargé des* relations avec la Communauté européenne). Cette rencontre faisait suite à celles de La Celle-Saint-Cloud et de La Granja, organisées respectivement en janvier et en juillet 1983. Elle a été conclue par une conférence de presse commune de MM. Cheysson et Moran.

La fréquence de ces séminaires, désormais semestriels, illustre l'intensification des relations diplomatiques et économiques entre Paris et Madrid, *même s'il* ne s'agit pas (encore ?) de sommets au sens franco-allemand ou franco-britannique du terme. Et si la tonalité politique de cette coopération pâtit parfois des événements du Pays basque...

Il est vrai qu'il n'en a guère été question à Rambouillet, où le problème n'a été que rapidement abordé par MM. Cheysson et Moran. Au demeurant, les ministres de l'intérieur ou de la justice ne participaient pas à la rencontre. Et Madrid, de toute façon, a vu d'un très bon œil les autorités françaises adopter une *« nouvelle attitude »* à l'égard des activistes de l'ETA réfugiés au nord des Pyrénées (*le Monde* du 11 février). Il est vrai que, à l'inverse, Paris aurait des motifs de s'irriter devant l'apparente facilité avec laquelle des commandos antibasques peuvent venir régler leurs comptes en territoire français, avec, au minimum, certaines complicités dans les rangs de la police et de l'armée espagnoles.

Malgré ces quelques passages nuageux, le ciel des relations franco-espagnol est actuellement au beau *fixe, et le séminaire de Rambouillet* en a administré la preuve. On apprécie en particulier, à Madrid, que la France se fournisse massivement en Espagne, dont elle est le premier client *(et seulement le quatrième* fournisseur), avec environ 27 milliards de francs d'achats en 1983. Et aussi qu'elle ne paraisse pas faire du rétablissement de l'équilibre des échanges — ceux-ci présentent un déficit constant de quelque 4,9 milliards de francs au détriment de Paris — une priorité aussi obsessionnelle de son action commerciale extérieure que pour d'autres pays européens. Elle reste par ailleurs le quatrième investisseur étranger en Espagne.

Mais c'est surtout dans le do*maine de l'élargissement de* la Communauté que l'on se réjouit, du côté espagnol, du changement de ton que l'on a cru déceler chez les Français. Le discours prononcé mardi à La Haye par M. Mitterrand, et dans lequel le chef de l'Etat avait notamment souhaité que *l'« Europe accueille l'Espagne et le Portugal, et qu'elle le leur dise sans tarder »*, a été très favorablement reçu à Madrid, alors que l'on s'y irritait jusqu'à présent des atermoiements de Paris devant la candidature espagnole à la CEE.

Il en a été abondamment question à Rambouillet, comme lors de la récente visite à Madrid de M. Dumas. On ne s'attend pourtant pas, du côté espagnol, que les négociations techniques soient faciles. Non pas tant, d'ailleurs, en ce qui concerne les fruits et légumes ou le vin — ce sont des dossiers qui intéressent, au moins autant, l'Italie, — mais au sujet de la pêche, et aussi à propos des relations avec les pays tiers.

M. Cheysson a proposé à ses interlocuteurs un calendrier dont la relative précision leur a semblé constituer un encouragement de bon aloi. *Le 21 février prochain*, la position du conseil des ministres des Dix sur les différents problèmes encore en suspens serait officiellement présentée à l'Espagne. Puis la négociation *devrait s'achever le 30 septembre* suivant, et l'adhésion effective de l'Espagne à la CEE prendre effet au 1er janvier 1986. Ce délai étant justifié à la fois par les nombreux aména*gements techniques nécessaires*, une fois la *décision* adoptée, et par le temps dont pourront avoir besoin les différents Parlements pour ratifier l'adhésion.

En outre, les Espagnols souhaiteraient développer leur coopération proprement politique avec la France. M. Moran en a parlé à M. Cheysson, s'agissant notamment d'un projet qui *lui tient à cœur* : celui qui consisterait, pour Paris, Madrid et Rome, à entamer ensemble un dialogue diplomatique et commercial avec l'Afrique du Nord.

BERNARD BRIGOULEIX.

AMÉRIQUES

El Salvador

Les dirigeants de la guérilla promettent de ne pas saboter les élections du 25 mars

Les instances dirigeantes de la guérilla salvadorienne, sous la présidence de M. Guillermo Ungo, ont réitéré, le 9 février à Mexico, leur proposition de constitution d'un « gouvernement provisoire de participation élargie », dans lequel les révolutionnaires entendent avoir leur place. C'est la réplique précise du FDR-FMLN au projet du gouvernement salvadorien, soutenu par les Etats-Unis, d'organiser, le 25 mars, des élections générales, nous indique notre envoyé spécial J.-C. Buhrer.

Réaffirmant son refus de participer au scrutin, le FDR-FMLN déclare que *« la guerre continue et continuera avant comme après les élections tant que des négociations n'auront pas été engagées »*. Élé*ment nouveau, pourtant*, l'opposition armée au gouvernement de M. Magana ne tentera pas de sabotage, et le scrutin *« ne sera pas une cible militaire directe ». « Le vote est obligatoire*, a rappelé M. Ungo, *et nous n'avons pas intérêt à exposer les Salvadoriens à des représailles de la part du régime. »* La tactique du FDR-FMLN est donc différente de celle de 1982 : à l'époque, sa tentative de perturber les élections à la Constituante n'avait pas empêché une large majorité de Salvadoriens de se rendre aux urnes.

Les révolutionnaires entendent négocier leurs propositions avec les autorités salvadoriennes et avec Washington. Les étapes du processus seraient : la négociation d'un cessez-le-feu, l'organisation d'une armée nationale unique formée de forces du Front Farabundo Marti et d'éléments gouvernementaux épurés, la constitution d'un gouvernement provisoire qui soit l'expression de forces *« disposées à éliminer le régime oligarchique »* ; enfin, l'organisation d'élections générales, une fois *« détruit l'appareil de répression et posé le fondement d'une véritable démocratie »*. L'élimination de l'extrême droite est considérée, dans ce processus, comme un préalable.

Cette démarche, en totale opposition avec la position de Washington, principal soutien du gouvernement salvadorien, s'explique en partie par la certitude des insurgés d'avoir marqué des points au plan militaire, et en partie par leur conviction qu'une négociation entre les forces en présence sur le terrain a des partisans aux Etats-Unis.

Brésil

NOUVEAUX PILLAGES DANS LE NORD-EST

Fortaleza *(Reuter, AFP)*. — Des *milliers de paysans affamés* ont envahi, le vendredi 10 février, six localités de l'État de Ceara, dans le nord-est du Brésil, où la sécheresse sévit depuis bientôt six ans. Dans *quatre de ces localités*, la police a réussi à empêcher les paysans de s'approcher des entrepôts d'aliments. Mais à Varzea-Grande, un millier d'entre eux ont pénétré dans *les locaux* d'une coopérative où ils se sont emparés de 2 tonnes de haricots et de riz.

Ailleurs, c'est 15 tonnes de denrées alimentaires qui ont été volées dans un entrepôt du comité de défense civile. Ces pillages sont les plus importants enregistrés ces dernières années, selon un fonctionnaire brésilien.

Le Monde

culture

TROIS DISPARITIONS

Julio Cortazar : un maître du conte fantastique

(Suite de la première page.)

« A certains moments, avouait-il encore, *je me sens névrosé. Chez moi, l'idée d'un conte répond toujours à une phobie, à un fantasme, à une hallucination. J'écris et ceux-ci disparaissent. »*

Invité à Cuba en 1963, au moment du succès de *Marelle* pour participer au jury du prix « Casa de las Americas », Julio Cortazar allait surprendre ses hôtes en déclarant qu'un écrivain révolutionnaire ne devait pas *« confondre littérature et pédagogie et endoctrinement idéologique »* mais agir dans la vie en révolutionnaire et créer en artiste, sans s'occuper d'être ou non dans ce dernier cas, accessible à tous.

Pourtant, bientôt, au fur et à mesure qu'il approfondissait la révolution cubaine, y adhérait sans réserve et la défendrait avec loyauté, Cortazar renonçait dans son œuvre au subjectivisme absolu pour aborder avec passion les problèmes d'un continent en lutte armée et affrontements idéologiques. En 1973 *le Livre de Manuel* relatait les déchirements d'Andres, un homme écartelé entre son goût effréné pour les livres, la musique expérimentale, la sensualité et l'attrait de; la conscience collective qui le poussait à l'action. Le petit Manuel, lui, l'enfant latino-américain de Paris, avait pour livre de lecture un cahier dans lequel ses parents avaient collé les coupures de presse les plus sinistres : exactions, tortures, crimes et assassinats politiques.

Le conte lui-même changera *d'orientation. Une anecdote triviale* et quotidienne mais collective, pouvait en constituer le thème, le fantastique se développant à partir d'une situtiion poussée à l'extrême. Le chef-d'œuvre de cette nouvelle manière fut sans doute *« l'autoroute du Sud »* longue et cocasse fiction de *tous les feux, le feu.* Au retour de Fontainebleau, les automobilistes migrateurs du dimanche se trouvent brusquement aux prises avec un monstrueux embouteillage. Les jours, les mois, les saisons passent, transformant chacun en passager burlesque de l'enfer. Jamais l'aliénation par l'automobile n'avait été fustigée avec autant de brio et de poétiques trouvailles.



CAGNAT.

Mais la plus brillante réussite de Julio Cortazar, ces dernières années, aura sans doute été d'avoir élevé le conte politique au plus haut niveau du conte fantastique. Qu'on lise ou qu'on relise à ce sujet, l'admirable *façon de perdre.* Qu'il s'agisse du texte où Cortazar décrit le mécanisme d'une administration argentine chargée d'alimenter les charniers en « disparus », de celui où il évoque l'apocalypse d'une communauté indienne du lac Nicaragua sous la distature de Somoza, ou encore les manœuvres d'agents secrets américains à Cuba, la violence fanatique atteint des dimensions hallucinantes.

CLAUDE COUFFON.

∴

[Julio Cortazar était né le 26 août 1914 à Bruxelles de parents argentins. Sa famille devra attendre la fin de la guerre pour regagner l'Argentine, où il devient professeur après des études de lettres à Buenos-Aires. Il se spécialise en littérature française. Son premier livre, une plaquette de sonnets d'inspiration mallarméenne, paraît en 1941 sous un pseudonyme, mais il préfère les oublier; il publie ensuite un poème dramatique *les Rois (los Reyes)* (1949), puis un recueil de nouvelles fantastiques dans la tradition de Borgès, *Bestiaire (Bestiario,* 1951).

Par opposition au régime de Péron, il s'exile en France en 1951, où il vit de traduction : Poe, Chesterton et aussi Gide, Giono, Yourcenar. Il fera paraître deux autres recueils de nouvelles au Mexique *(Final del juego,* 1956 et *las Armas secretas,* 1959), avant de passer au roman : *les Gagnants (los Vencedores,* 1960), son premier livre traduit en français, chez Fayard, puis *Marelle (Rayuela, 1963), considéré comme un des plus grands romans contemporains en langue espagnole, qui a été réédité plus de vingt fois en Amérique latine. Paraîtront ensuite d'autres volumes : Cronope et Famas,* 1962; *le Tour du monde en quatre-vingts mondes,* 1967; *62 Maquette à monter (Modelo para armar, 1968), Tous les feux, le feu.*

Les années 70 amèneront une orientation beaucoup plus politique dans son œuvre, ainsi qu'en témoigne *le Livre de Manuel* (1973), qui lui vaut le Prix Médicis étranger 1974. Il en versera le montant à la résistance chilienne, considérant que son livre est *« un acte de résistance contre toutes les oppressions ».* Viennent ensuite : *Façons de perdre* (1977) et, tout récemment, son dernier livre, *les Autonautes de la cosmoroute,* écrit en collaboration avec Carol Dunlop, sa compagne, qui devait mourir en 1983 à l'âge de trente-sept ans.

Défenseur des droits de l'homme, Cortazar était un militant actif : il avait participé fidèlement aux manifestations organisées tous les jeudis devant l'ambassade d'Argentine à Paris pour les disparus, il avait pris parti pour la révolution cubaine, la guérilla salvadorienne, le régime sandiniste du Nicaragua, qui l'an dernier, l'avait décoré de l'ordre de Ruben Dario.

En 1981, l'écrivain – qui résidait depuis trente ans à Paris – avait obtenu la nationalité française.

Toutes ses œuvres, traduites en français par Laure Guille-Bataillon (soit treize titres), sont publiées chez Gallimard.]

TOM KEATING : un faussaire confessé

Tom Keating, peintre faussaire qui s'est confessé publiquement en 1976, est mort à Colchester d'une crise cardiaque. Il était âgé de soixante-sept ans.

Une courte barbe blanche à la Hemmingway, l'accent cokcney des faubourgs de Londres, Tom Keating admirait les grands maîtres, ses frères dont il a tenté de percer les secrets pour finalement les imiter.

C'est un faussaire comme les autres, c'est-à-dire un peintre qui n'a qu'un désir : que cela se sache. Il est mort tranquillisé. Récemment cent trente tableaux de Tom Keating dispersés chez Christie's à Londres ont atteint une belle somme, que le marché ne réserve qu'aux valeurs sûres. Keating était presque fier que l'Angleterre, ayant donné peu de peintres, ait vu naître un faussaire universellement reconnu.

Il a tout copié sans jamais être soupçonné : les quatorzième et quinzième siècles, le dix-septième hollandais avec Rembrandt et Potter, le dix-huitième français avec Boucher et Fragonard, les impressionnistes français avec Degas, Monet, Renoir. Avant de se spécialiser sur les grands peintres anglais en faveur, Turner, Constable, Gainsborough, Palmer... Tom Keating a une satisfaction secrète lorsqu'en 1964 un paysage de Palmer, authentifié par expert, est vendu 2 500 livres. Naturellement c'est un Keating. C'est par Palmer que le scandale éclatera plus tard. A la suite d'une confession du faussaire à une journaliste du Times *de Londres.*

Tom Keating est l'un des sept enfants d'une famille pauvre. Son père était peintre en bâtiment. Il devient apprenti coiffeur à quatorze ans – comme Turner dont le père était barbier – et pratique cent petits métiers avant d'étudier les beaux-arts au Goldsmith College après la guerre. Mais ayant raté son diplôme, il se tourne vers la restauration et son besoin de création s'en trouve frustré. C'est en 1976 qu'il se confesse publiquement. Le Palmer à 2 500 livres, c'est lui. Deux cents autres sont de lui. Il jette la suspicion sur les vrais Palmer du marché.

Alors ce marché, qui jusque là était discret, est bien contraint de traîner le faussaire devant les tribunaux. Le procès tourne à la dénonciation du milieu des marchands qui font du capital avec de fausses valeurs. En vingt-cinq ans, Keating, qui a publié un catalogue, a peint deux mille tableaux non identifiés. Les plaignants ont finalement retiré leur plainte parce que Keating était un grand malade cardiaque.

« Un vrai faussaire, *disait notre peintre frustré,* ne se laisse jamais prendre. Il peut travailler tranquillement et vivre en millionnaire toute sa vie. » *Récemment, Tom Keating avait, au cours d'une série d'émissions télévisées qui remporta un prix, apporté des lumières sur la manière des grands maîtres qu'il avait imités, moins pour tromper son monde que pour faire éclater la vérité : Tom Keating, l'égal des plus grands.*

JACQUES MICHEL.

GEORGES WAKHEVITCH : Un réaliste magique

Le décorateur de théâtre et de cinéma Georges Wakhevitch est mort à Paris, le 11 février, d'une crise cardiaque. Il était âgé de soixante-seize ans. Avec lui disparaît un des principaux témoins et complices de tout ce qui s'est fait en France dans le domaine du spectacle depuis les années 30. C'est en effet par centaines qu'il faut compter ses réalisations, décors, maquettes, costumes, pour le cinéma, le théâtre, l'opéra.

Georges Wakhevitch était né à Odessa en 1907. Arrivé en France en 1921, il avait fait ses études à Paris, au lycée Buffon où il forgea ses premières armes avec la petite troupe formée par les élèves, puis il entre aux arts décoratifs. Il commença dans le domaine du cinéma au studio de la Victoire, puis comme assistant de Lazare Meersonorine. Avec lui, il collabora au décor de Sous les toit de Paris, *de René Clair (1930) et de* la Kermesse héroïque, *de Jacques Feyder (1935), avant de devenir décorateur à part entière, travaillant pour Carné* (les Visiteurs du soir *1942), Cocteau* (l'Eternel Retour, *Delannoy, 1943,* l'Aigle à deux têtes, *1947), Yves Allegret* (Dédée d'Anvers, *1947, où n'ayant pas reçu l'autorisation de filmer sur place, il reconstitua en studio le port d'Anvers), Christian Jacques* (Barbe-Bleu, *1950), Jacques Beker* (Ali Baba, *1954), Julien Duvivier* (la Femme et le Pantin, *1958); et, plus récemment encore, pour René Clair,* (les Fêtes galantes, *1965), et Gérard Oury* (la Folie des grandeurs, *1971).*

Au théâtre, où il était entré par la petite porte, comme figurant, Wakhevitch était devenu dès 1934 le collaborateur de Louis Ducreux, fondateur de la troupe Le Rideau gris (le Paquebot Tenacity, Macbeth). *C'est à cette période qu'il avait fait la connaissance d'André Roussin pour lequel il créa les décors de ses pièces les plus célèbres :* la Petite Hutte, Lorsque l'enfant paraît, Une grande fille toute simple...

Puis ce fut l'opéra, Vienne, Paris, Milan, Berlin, Londres, les grands festivals, Salsbourg, Aix-en-Provence, Vérone... les décors et les costumes pour les ballets du Marquis de Cuevas, de Roland Petit, de Jean Babilée.

Peter Brook, pour lequel il travailla sur le Roi Lear, Boris Godounov, *parle (1) de son monde :* « Essentiellement tragique, c'est un univers dépeuplé : des paysages nus où se dressent, solitaires, de vastes architectures – un univers qui relève sans doute d'une certaine tradition surréaliste, mais qui n'a cessé de lui appartenir en propre. » *Ni folklore ni trompe-l'œil sur toile poussiéreuse, mais des décors en dur, qui nécessitaient parfois des mois de construction, des décors à la fois réalistes et dérapant dans l'imaginaire, mélange d'épique et de sordide Wakhevitch s'est souvenu à la fois de Meyerhold et de Diaghilev, et fut marqué par ce courant de l'entre-deux-guerres, qu'on a appelé, en peinture, « le réalisme magique »*

G. B.

(1) Georges Wakhevitch, *l'Envers des décors.* Robert Laffont, 1977.

THÉATRE

« LA MOUETTE », de Tchekhov à Chaillot

Les ombres si longues du soir

La Mouette de Tchekhov, c'est une illusion, comme tout théâtre. Des grandes personnes raisonnables, responsables, assises ensemble, écoutent et regardent, sages comme des images, comme des enfants, une tromperie, un mensonge : d'autres grandes personnes qui font semblant.

Et cela alors que ces grandes personnes, dans la salle et sur la scène, savent clairement qu'à cette même heure, au Liban, ou au Brésil, ou à Paris, des armes par exemple ne font pas semblant.

C'est le théâtre. Plutôt un retournement, une provocation, une « épreuve », qu'une parenthèse ou qu'un repos. La certitude d'une illusion. L'usage de la désillusion. Ces lieux communs reviennent en tête, lorsque des acteurs jouent *la Mouette,* de Tchekhov, parce que *la Mouette,* peut-être ne saura-t-on jamais tout à fait pourquoi, est l'illusion des illusions.

La pièce la plus proche, la plus parente, la plus simple, la plus quelconque, la plus commune : ce qu'elle est devenue. L'air que tout un chacun respire, dans le théâtre.

Exercice pratique : imaginer Anton Tchekhov, dépeigné, lorgnons, veste de lin blanche, espadrilles, *assis devant une petite table,* papier blanc, encre, porte-plume : il va écrire, il écrit, une pièce de théâtre. *La Mouette.* Il a deux métiers : médecin, et auteur de nouvelles plutôt courtes, des « choses vues » surtout, qui passent dans les journaux.

Sur le papier, il met un écrivain, dépeigné, lorgnons, etc., une table, du papier, un médecin, l'heure qui passe, les arbres à travers la fenêtre, une pièce de théâtre, les parents qui vont venir voir, et ça continue comme ça, « de fil en aiguille », et il y aura, réunies à l'occasion de ces riens, de ces paroles telles quelles, il y aura les grandes personnes assises, l'illusion.

Et l'illusion, d'abord, c'est le trompe-l'œil tout bête : devant les spectateurs, le faux-semblant du monde, dans une grande boîte. Le décor de théâtre, à l'état pur : trois choses – la toile peinte, la perspective, et la lumière.

C'est là qu'Antoine Vitez ne s'est pas trompé : les lourdes branches des arbres du parc, la grande pelouse brûlée l'été, la maison de bois, la famille assise sur les chaises de jardin, et surtout, surtout, l'imitation magique des rayons mordorés poudreux obliques du soleil de 7 heures du soir, les visages caressés de côté par ces rayons, et les ombres fines géantes par terre : le voilà le théâtre, *la Mouette,* l'illusion des illusions, la magie, et ce silence, ce repos, ces secondes calmes qui passent, ces parents qui s'entendent sans dire.

Et comme une écharde dans l'œil, Tchekhov presque d'entrée de jeu met les pieds dans le plat, ou plutôt c'est comme si, commençant à écrire *la Mouette,* il se pinçait jusqu'au sang le bras pour essayer de voir ce qu'est le théâtre, qu'est-ce que ça veut dire, où ça mène – et voilà, c'est le jeune futur écrivain, très nerveux, anxieux, c'est ce Treplev, qui a écrit une petite pièce, alors là carrément le vol plané dans les étoiles, la poésie des sphères, et il a voulu la faire jouer par Nina, la jeune fille qu'il aime.

Et là non plus Vitez ne s'est pas trompé, ce sera la première fois pour de nombreux spectateurs que cette scène de Nina disant la pièce de Treplev est représentée avec intelligence : pour dire ce poème tellurique, Nina *invente entièrement une* prononciation, un chant modulé, une danse spectrale (alors que d'habitude, parce que les metteurs en scène manquent d'idées et font les choses à moitié, cette scène est maladroite, ratée). Là, dans la danse-incantation de Nina réglée par Vitez, exécutée parfaitement par l'actrice Dominique Reymond, sur le poème de Treplev-Tchekhov, on ne peut mieux traduit par (encore) Vitez, dans le très beau trompe-l'œil de parc si « Russie blanche » de Yannis Kokkos, et dans les rayons de soleil couchant puis dans la lumière froide de la nuit, de toute beauté, de Patrice Trottier, oui là le public de Chaillot a la chance d'écouter et de voir ce qu'est le mystère du théâtre, à l'état pur et dans tous ses états. Ce ressaisissement du flux de la conscience, cette reprise en main de nos sensations, ce sentiment de dessiller nos yeux, de désabuser nos sens, d'atteindre un site, un point de vue – alors que nous savons que tout ici ce soir est joué, menti. Exercice spirituel.

Antoine Vitez est un homme de théâtre imprévisible, « plusieurs » comme l'on dit aujourd'hui. D'une préhension entière, souple, pénétrante, dialectique, affectueuse, du premier acte de *la Mouette,* il va passer à une présentation des derniers actes qui est d'une tout autre nature.

C'est, bien sûr, que Vitez a perçu, dans l'œuvre de Tchekhov même, un tournant : les circonstances après le repos, les traverses après les imaginations. Alors, d'un décor de magie, d'ombres portées effleurées d'âmes, et d'un jeu d'acteurs ou bien hasardé, aventureux, prodigieux d'invention, ou bien naturel, détendu, la mise en scène de Vitez évolue vers un espace barré, des lampes dures, une discontinuité du temps qui éclate en épisodes circonscrits : et c'est une succession d'exercices d'acteurs, qui détaillent scène par scène la carcasse de *la Mouette,* comme une dissection, chaque geste et chaque intonation reprenant, expliquant, la substance des paroles prononcées – tout cela à froid, à sec. Sans cœur.

Victor Hugo, de son style c'est vrai un peu beaucoup emphatique, a dit : *« Le théâtre n'est pas le pays du réel : il y a des arbres de carton, des palais de toile, un ciel de haillons, des diamants de verre, de l'or clinquant, du fard sur la pêche, du rouge sur la joue, un soleil qui sort de dessous terre.*

» Le théâtre est le pays du vrai : il y a des cœurs humains sur la scène, des cœurs humains dans la coulisse, des cœurs humains dans la salle. »

Il y a des moments (des moments seulement) où les mises en scène d'Antoine Vitez, par une volonté de pousser à bout la machine du jeu, tuent la seconde proposition d'Hugo.

Reconnaissons néanmoins que la tenue de cette *Mouette* est, jusqu'à la fin, d'une qualité rare, et que l'acteur Jean-Yves Dubois propose l'interprétation la plus forte, et sans doute la plus juste, du rôle le plus difficile, celui du jeune écrivain, Treplev, évoluant d'une fièvre, d'un espoir inquiet, vers et jusqu'à une mélancolie courtoise sociable, affreuse – annonces du suicide. Très beau.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre de Chaillot, 20 h 30.

NOTES

Cinéma

«LE SPECTRE DE LA DANCE»
DE DOMIQUE DELOUCHE

Matière vivante

Dominique Delouche, cinéaste, metteur en scène de théâtre et d'opéra, est aussi pianiste et pardessus tout amoureux de la danse. Les six courts-métrages qui composent son film n'ont pas pour propos un ballet ou une étoile, mais plutôt de traquer la création et les rapports mystérieux qui s'instaurent entre chorégraphes et danseurs.

La première séquence, consacrée à Nina Vyroubova, date de 1961; elle est bien dans le ton de l'époque, avec effets de mise en scène, recherche de gros plans, d'angles spéciaux. *Adage* (1964) est encore plus élaboré. C'est une exaltation du pas de deux avec des prises de vues sophistiquées, des ralentis, des arrêts en vues fixes, des projections de film dans le film et des textes poétiques en voix *off.* Dominique Delouche nous livre ses visions intérieures et ses dérives imaginaires.

Changement de ton avec des séquences tournées récemment. Plus directes, plus simples – en couleurs, – elles sont consacrées à la transmission de rôles, élément essentiel dans un art de tradition orale. Pierre Lacotte fait répéter la *Sylphide,* qu'il a reconstitué, d'après documents et en analyse l'esprit; Rosella Hightower initie Elisabeth Platel à la variation d'Aurore, Yvette Chauviré revit *la Mort du cygne* à l'intention de Dominique Khalfouni. Enfin, John Neumeier crée directement à partir de Patrick Dupond, matière vivante et malléable. Leur corps à corps tout en gros plans, tourné en vidéo dans le feu de l'action, est un intense moment de cinéma vérité sur le thème de la manipulation.

MARCELLE MICHEL.

★ Cinéma Le Marais, 20, rue du Temple, Paris-4e.

« DON CAMILLO »,
de Terence Hill

Les enfants s'amusent

Les films satiriques (Julien Duvivier réalisa les deux premiers) tirés des romans de Giovanni Guareschi avaient à l'époque de la « guerre froide » une signification idéologique. Reste aujourd'hui, entretenue par la télévision, la popularité du sujet : dans un village italien, le curé Don Camillo (Fernandel) et le maire communiste Peppone (Gino Cervi) se jouent mutuellement des tours pendables, avec une certaine complicité. L'acteur Mario Girotti, devenu vedette internationale sous le pseudonyme américain de Terence Hill dans les westerns italiens, la série des *Trinita* (avec Bud Spencer), a bien compris le parti qu'on pouvait en tirer auprès d'un public jeune, amateur de bandes dessinées, de divertissements menés tambour battant et de bagarres spectaculaires. Il a donc réalisé lui-même un produit bien « ciblé » et servant sa propre renommée sans qu'on puisse se référer à Fernandel.

Terence Hill, en Don Camillo, porte des jeans sous – et sans – la soutane, circule en moto, fait du patin à roulettes, discute, pour la forme, avec le Christ (sa conscience) et se sert, habilement, d'un charme viril non altéré par la quarantaine. Qu'importent goupillon, faucille et marteau, église et drapeaux rouges ! Don Camillo et Peppone rivalisent de farces, se cognent dessus à l'occasion, et trichent sans vergogne. L'acteur irlandais Colin Blakely cherche, sans trop se forcer, à se mettre à l'unisson de son bouillant partenaire, avantagé, de toute façon, par la caméra.

Blakely a tenu le rôle d'un Staline monstrueux dans *le Monarque rouge,* de Jack Gold, encore inédit. Alors, la moustache de Peppone, c'est du carnaval ! Dans la salle, les enfants, les adolescents s'amusent ferme. Phénomène à ne pas négliger. Terence Hill, réalisateur, a gagné sa partie. La fin du film appelle évidemment une suite. Pourquoi pas *le Mariage de Don Camillo,* devant Monsieur le Maire ?

JACQUES SICLIER.

★ Voir les films nouveaux.

Variétés

JANGO EDWARDS
AU PALAIS DES GLACES

Le fou-philosophe

L'Américain Jango Edwards a choisi de nous surprendre, nous toucher, nous amuser en reprenant la tradition du clown et du fou, c'est-à-dire en pratiquant à la fois l'humour, la dérision, la provocation, voire même une certaine trivialité. Découvert il y a quelques années au Festival de Nancy, Edwards avait fait un triomphe au Palais des glaces lors de son premier passage en 1982. Le revoici rue du Faubourg-du-Temple avec un autre spectacle, *Y' laugh you,* où il raconte à sa manière la re-création du monde après la catastrophe nucléaire.

A regarder et à entendre Jango Edwards, il y a toujours le même étonnement devant la densité, la finesse, la vivacité et l'efficacité de son art. Rien ne paraît étranger à Edwards : le mime, le cirque, la commedia dell'arte, le burlesque, le rock, l'image. Mille possibilités scéniques sont exploitées, affinées, participent à un énorme délire, à un enchaînement incroyable de gags visuels et de jeux de mots. Clown génial, Jango Edwards maîtrise avec *superbe le geste, le mouvement, joue* avec les objets et les sons, compose d'invraisemblables silhouettes, philosophe à sa manière, avec une tendresse qui n'est jamais éloignée du rire.

Le spectacle qui dure une heure et demie est une splendeur comique et poétique. – C.F.

★ Palais des glaces. 20 h 30.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

STRATÉGIE POUR DEUX JAMBONS - Lucernaire (544-57-34), 20 h 30.

LES MARCHANDS DE GLOIRE - Comédie de Paris (281-00-11), 21 h.

LUMIÈRE DE BOHEME - Odéon (325-70-32), 20 h 30 (en espagnol).

LE PARADIS DU CATASTROPHE - A. Dejazet (887-97-34), 21 h.

LES PERSES - Carré Silvia Monfort (531-28-34), à 21 h.

PH. SOUPAULT - Maison de la poésie (236-27-53), 20 h 30.

Les salles subventionnées

SALLE FAVART (296-06-11), 19 h 30 : la Chatte anglaise.

COMEDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : la Critique de l'Ecole des femmes ; l'Ecole des femmes.

CHAILLOT (727-81-15), Grand Foyer, 20 h 30 : Rendez-vous de poésie avec B. Delvaille.

TEP (364-80-80), Cinéma, 20 h : les Contrebandiers de Moonfleet : Barbe d'or et les pirates.

BEAUBOURG (277-12-33), Débats Rencontres-musée, 18 h 30 : De quoi parle-t-on : de l'art ou de l'information sur l'art ? : Concerts-animation, Espace libre, 18 h 30 : l'Ecole de Vienne (D. Jameux : Schoenberg) : Cinéma-Vidéo, 16 h: Châteaux du Val de Loire ; 19 h : Boris Vian.

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), Concerts, 18 h 30 : V. Cortez : A. Garcin : J. Johnson (Donizetti ; Ravel ; Poulenc...) : 20 h 30 : R. Kollo ; I. Gage (Wolf, Strauss, Schubert).

Les autres salles

ARTS-HEBERTOT (387-23-23), 18 h 30 : Spectacle La Fontaine ; 21 h : Oncle Vania.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : la Chienlit.

DÉCHARGEURS (236-00-02), 19 h : les Eaux et Forêts ; 20 h 30 : Gertrude, morte cet après-midi ; 22 h : Roubaud poèmes.

GALERIE 55 (326-63-51), 20 h 30 : Who's Afraid of Virginia Woolf ?

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon : *21 h 30 : les Cerises rouges.*

LIERRE-THÉATRE (586-55-83), 20 h 45 : Prométhée enchaîné.

LUCERNAIRE (544-57-34). I. 22 h 15 : Un autobus pour Mathilda. – II. 20 h 15 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : le Frigo. – Petite salle, 18 h 30 : Pique et pique et follet drame ; 22 h 30 : Oy, Moyshele, mon fils.

LYS MONTPARNASSE (327-88-61), 20 h 30 : Labiche de poche ; 22 h : Enfantines.

MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : Le roi se meurt.

MARIE-STUART (508-17-80), 22 h : Poivre de Cayenne.

MARIGNY, Grande salle (256-04-41), salle Gabriel (225-20-74), 21 h : le Don d'Adèle.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : l'Entourloupe.

ŒUVRE (874-42-52), 20 h 30 : l'Extravagant Mister Wilde.

POCHE (548-92-97), 20 h 30 : le Pharaon.

QUAI DE LA GARE (585-88-88), 20 h 30 : la Différence de nos cieux.

SAINT-GEORGES (878-63-47), 21 h : Théâtre de Bouvard.

TAI TH. D'ESSAI (278-10-79), I. 20 h 30 : l'Ecume des jours.

THÉATRE A.-BOURVIL (373-47-84), 21 h : Y'en a marr... ez vous ; 22 h 15 : les Reconvertis.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE DE DIX-HEURES (606-07-48), 20 h : Un milieu sous la mère ; 21 h : Fils de butte ou les Seigneurs de Montmartre.

THÉATRE DE PARIS, Petite salle (280-09-30), 20 h 30 : Rayon femmes fortes.

TH. 7 (262-80-81), 21 h : la Visite.

THÉATRE DE LA VILLA (542-80-72), 21 h : Arlequin valet de deux maîtres.

TROIS SUR QUATRE (327-09-16), 22 h : Acteur... est acteur... est acteur.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 45 : Le bon voit rouge ; 22 h : le Président.

CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 20 h : Chant d'épandage.

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02). I : 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours ; II : 20 h 15 : Dieu m'tripote ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Fais voir ton cupidon.

LE PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Je veux être pingouin ; 22 h 15 : Attention belles-mères méchantes.

POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : les Surgelés ; 21 h 30 : le Ticket ; 22 h 30 : Moi, je craque, mes parents raquent.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : On perd les pétales.

DEUX-ANES (606-10-26), 21 h : l'Impôt et les Os.

Les concerts

La Forge, 20 h 30 : J. Malafronte, D. Abramovitz (Tosti, Chausson, Fauré...)

Salle Gaveau, 20 h 30 : Orchestre symphonique de la garde républicaine, dir. : R. Boutry (Bondeville, Bondon, Boutry...)

Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 21 h : S. Weill, E. Ferre (Musique baroque).

Radio-France, Grand auditorium, 20 h 30 : Quatuor Ivaldi (Lekeu, Weber, Brahms).

Lucernaire, 21 h : J. Voguet.

Cité internationale universitaire, 20 h 30 : Ch.-A. Linale, J. Koerner (Schumann, Debussy, Chostakovitch).

Porte de la Suisse, 20 h 30 : J.-J. Dunki (Couperin).

Jazz, pop, rock, folk

ARC (723-61-27), Petit Auditorium, 20 h 30 : F. Jeanneau.

CASINO DE PARIS (874-26-22), 21 h : Urban Sax.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : Wally Walters.

DUNOIS (584-72-00), 20 h 30 : Nans and Co.

MEMPHIS MELODY (329-60-73), 23 h : L. Rulka.

NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : S. Lacy, G. Evans.

PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h : Hollywood Swing Boys.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : S. Woodyard, M. Zanini, F. Rilhac, M. E. Nabe, M. Gaudry.

SAVOY (277-86-88), 21 h : Ch. Canavese, H. Sellin, P.-Y. Saurin.

TWENTY ONE (260-40-51), 21 h : Trio Greg Hunter.

En région parisienne

ASNIÈRES, CCA (790-63-12), 20 h 45 : G. Bedos.

VINCENNES, Th. D.-Sorano (374-81-16), 21 h : Semiramis ou la fille de l'air.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
281-26-20 +
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 13 février

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

21 h, Hommage à B. Fosse : Star 80.

BEAUBOURG (278-35-57)

17 h, comment faire partie de l'orchestre ?, de Carlsen :19 h, Cinéma de la RDA : Mère Courage et ses enfants, de B. Brecht.

Les exclusivités

LES ANGES DU MAL (A.) (**) (v.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86).

A NOS AMOURS (Fr.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

LE BAL (Fr.-It.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

LA BALLADE DE NARAYAMA (Jap., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

LE BON PLAISIR (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; Marignan, 8e *(359-92-82) ; St-Lazare Pasquier, 8e* (387-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Français, 9e (770-33-88) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59); Fauvette 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e *(575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75) ;* Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

BRAINSTORM (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Action Rive gauche, 5e (354-47-62) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; George V, 8e (562-41-46). – V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

CANICULE (Fr.) (*) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; UGC Boulevards, 9e (246-66-44) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44).

CARMEN (Esp., v.o.) : Cinoche, 6e (633-10-82).

LE CHOIX DES SEIGNEURS (A., v.f.) : Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

LES COMPÈRES (Fr.) : Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88).

CONCILE D'AMOUR (All., v.o.) (**) : Movies, 1er (260-43-99) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

CHRISTINE (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). – V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

2019 APRÈS LA CHUTE DE NEW-YORK (A., v.f.) (*) : UGC Ermitage, 8e (359-15-71).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost.-A., v.f.) : Impérial Pathé, 2e (742-72-52).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Cinoche, 6e (633-10-82) ; Rialto, 19e (607-87-61).

ERENDIRA (Franco-Mex., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; UGC Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

L'ÉTÉ MEURTRIER (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).

LA FOIRE DES TENEBRES (A., v.o.) (*) : UGC Biarritz, 8e (723-69-23). – V.f. : UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Boulevards, 9e (246-66-44).

ET VOGUE LE NAVIRE (It., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

FLASHDANCE (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45). – V.f. : Lumière, 9e (236-49-07).

FRERES DE SANG (A., v.o.) (*) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15) (H. sp.).

GANDHI (Brit., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76).

LE GRAND CARNAVAL (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33).

JACQUES MESRINE (Fr.) (**) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15) ; Logos, 5e (354-42-34) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

JAMAIS PLUS JAMAIS (A. v.o.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Normandie, 8e (359-41-18).

LE JOLI CŒUR (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; *Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).*

LE JOUR D'APRÈS (A) V.o. : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain-Studio, 5e (633-63-20) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Olympic, 14e (545-35-38). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01).

JOY (Fr.) (**) : Arcades, 2e (233-54-58).

LOUISIANE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Gaumont Richelieu, *2e (233-56-70)* ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; *Paramount Gobelins, 13e* (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention St-Charles, 15e (570-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (548-24-24) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Images, 18e (522-47-94).

LE MARGINAL (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08).

MEGAVIXIENS (A., v.o.) (**) : Parnassiens, 14e (329-83-11).

MI-FIGUE, MI-RAISIN (You., v.o.) : Studio Logos, 5e (354-42-34).

LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : *Lucernaire, 6e (544-57-34).*

MONTY PYTHON A HOLLYWOOD (A., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12).

LES MOTS POUR LE DIRE (Fr.), Marbeuf, 8e (225-18-45).

NUAGES FLOTTANTS (Jap., v.o.) : Olympic St-Germain, 6e (222-87-23) ; *Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77)* ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38).

PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; St-André-des-Arts, 6e (326-80-25) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; *Paramount Odéon, 6e (325-59-83)* ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; 14-Juillet Bastille, 11e (700-21-65) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Olympic, 14e (545-35-38) ; St-Charles Convention, 15e (579-33-00).

P'TIT CON (Fr.) : UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

QUAND FAUT Y ALLER, FAUT Y ALLER (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).

LA QUATRIÈME DIMENSION (A.) V.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, *5e (633-79-38) ; UGC Danton, 6e (329-42-62)* ; George-V, 8e (562-41-46) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Murat, 16e (651-99-75). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC *Boulevards, 9e (246-66-44)* ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount Montparnasse, 18e *(606-34-25)* ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LES FILMS NOUVEAUX

CHARLOT'S CONNECTION, film français de Jean Couturier : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; St-Charles Convention, 15e (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) : Secrétan, 19e (241-77-99).

CLASH, film français de Raphaël Delpard (*) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Ermitage, 8e (359-15-71).

DON CAMILLO, film italien de Terence Hill, v.f. : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Grand Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; UGC Ermitage, 8e (359-15-71) ; UGC Boulevards, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

L'EDUCATION DE RITA, film anglais de Lewis Gilbert, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC *Champs-Elysées, 8e (359-12-15)* ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Murat, 16e (651-99-75) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) : UGC Boulevards, 9e (246-66-44).

GWENDOLINE, film français de Just Jaeckin : Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Saint-Charles Convention, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01).

KRULL, film américain de Peter Yates, v.o. : Forum Orient-Express, 1er (297-53-74) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (32983-11) ; v.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Images, 18e (522-47-94).

LES PARENTS NE SONT PAS SIMPLES CETTE ANNÉE, film français de Marcel Jullian : Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

TRICHEURS, film français de Barbet Schroeder : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

LA VILLE BRULÉE, film espagnol d'Antoni Ribas (v. esp.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91) ; (v. catal.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-42-05).

RETENEZ-MOI OU JE FAIS UN MALHEUR (Fr.) : UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).

LE RETOUR DU JEDI (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

LE ROI DES SINGES (Ch. v.f.) : Marais, 4e (278-47-86).

RONDE DE NUIT (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

RUE BARBARE (Fr.) (*) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24).

RUE CASES-NÈGRES (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LE SACRÉ DE LA NAISSANCE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

SIGNES EXTÉRIEURS DE RICHESSE (Fr.) : Tourelles, 20e (364-51-98).

LE SPECTRE DE LA DANSE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

STAR WAR, LA SAGA (A., v.o.), la Guerre des étoiles, L'empire contre-attaque, le Retour du Jedi : Escurial, 13e (707-28-04).

TCHAO PANTIN (Fr.) : Forum 1er (297-53-74) ; Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01).

TO BE OR NOT TO BE (A.) V.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Montparnasse-Bienvenüe, 15e (544-25-02) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06). – V.f. : Gaumont-Berlitz, 9e (742-60-33) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé-Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

TOOTSIE (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LA TRACE (Fr.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; *Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36)* ; Quintette, 5e (633-79-38) UGC Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

LA TRAGÉDIE DE CARMEN (Fr.) versions Dejavault ; Gal ; Saurova : St-Ambroise, 11e (700-89-16).

TRAHISONS CONJUGALES (Angl., v.o.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

LES TROIS COURONNES DU MATELOT (Fr.) Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) (H. sp.) : Denfert, 14e (321-41-01).

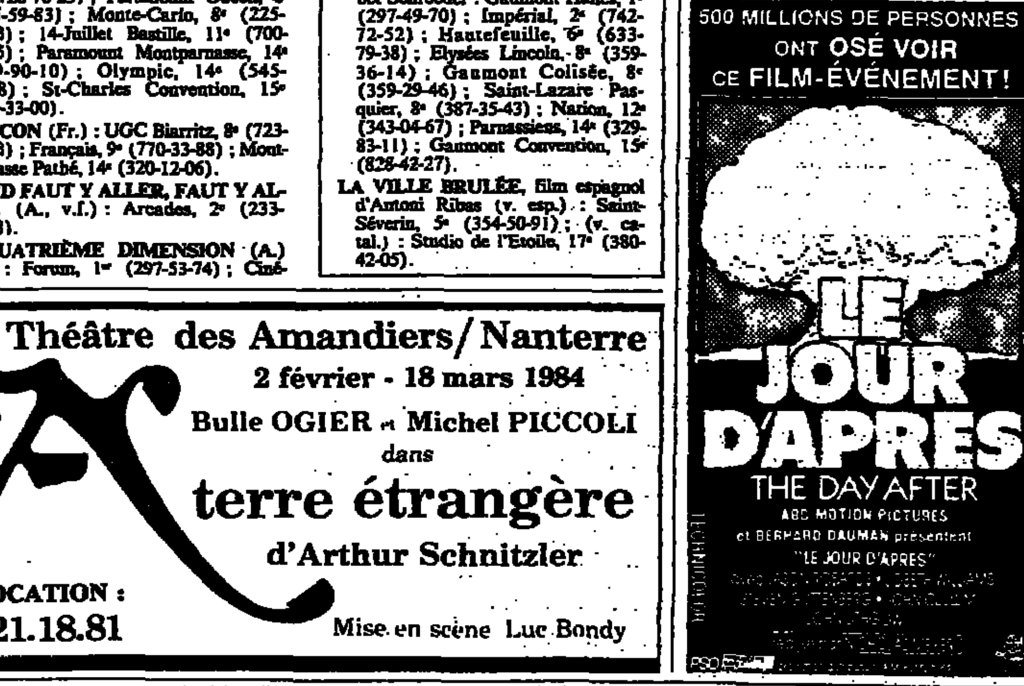
UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82).

UN FAUTEUIL POUR DEUX (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97). – V.f. : Montparnos, 14e (327-52-37).

VIVEMENT DIMANCHE (Fr.) : Calypso, 17e (380-30-11).

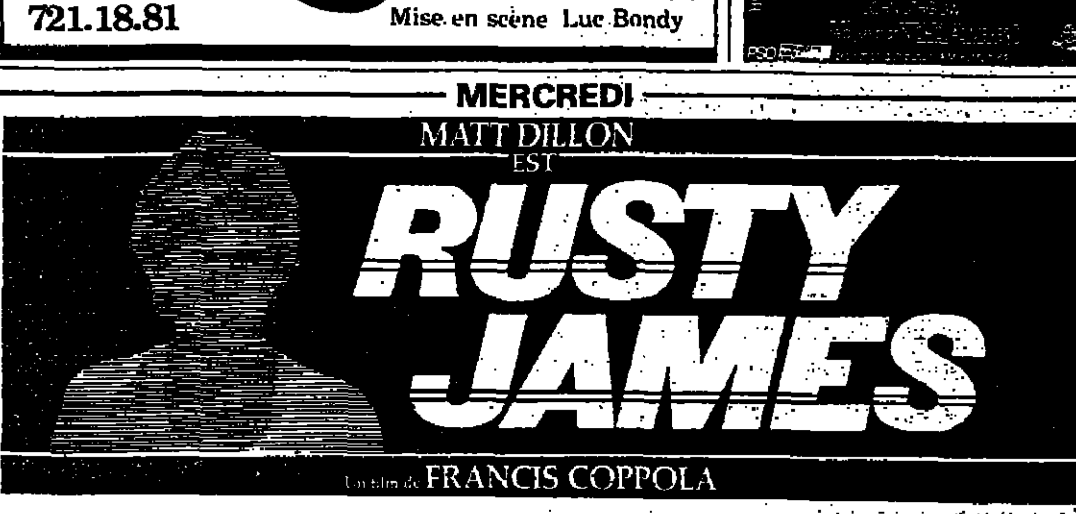
Y A TELLEMENT DE PAYS POUR ALLER (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

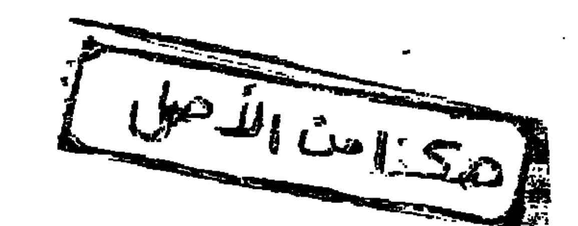
MERCREDI





MERCREDI





WARGAMES (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Lumière, 9e (246-49-07).
ZELIG (A.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

Les grandes reprises

LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) (*) : Champo, 5e (354-51-60).
BARRY LINDON (Angl., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
BLADE RUNNER (A., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56) ; Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32).
BLANCHE-NEIGE ET LES SEPT NAINS (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Napoléon, 17e (755-63-42).
BUTCH CASSIDY ET LE KID (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).
CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL (A., v.o.) (*) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
LES CHIENS DE PAILLE (A., v.o.) (**) : Studio Galande (H. sp.), 5e (354-72-71).
LA CLÉ DE VERRE (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).
LES CONTES DES MILLE ET UNE NUITS (It., v.o.) (**) : Champo, 5e (354-51-60).
COUP DE CŒUR (A., v.o.) : Ciné 13, 18e (254-15-12).
DEUX OU TROIS CHOSES QUE JE SAIS D'ELLE (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04).
EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount-City, 8e (562-45-76).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
ERASER HEAD (A., v.o.) (**) : Escurial, 13e (707-28-04).
EUROPE 51 (It., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (325-65-04); Acacias, 17e (764-97-83).
LA FABULEUSE HISTOIRE DE DONALD ET DES CASTORS JUNIORS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (755-63-42).
LE FACTEUR SONNE TOUJOURS DEUX FOIS (A.) (*) : Templiers, 3e (272-94-56).
FANFAN LA TULIPE (Fr.) : Acacias, 17e (764-97-83).
FENETRE SUR COUR (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; St-Michel, 5e (326-79-17) ; St-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Action Laffayette, 9e (878-80-50) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01).
GERTRUD (Dan.) : Marais, 4e (278-47-86).
GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (Fr.) (**) (H. sp.) : Denfert, 14e (321-41-01).
LE GOUFFRE AUX CHIMÈRES (A., v.o.) : Logos Quartier Latin, 5e (354-42-34).
LES HAUTS DE HURLEVENT (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47).
L'HOMME DE NULLE PART (Fr.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).
L'HOMME DE LA RUE (Fr.) : 14-Juillet Racine, 6e (329-19-08); Olympic Balzac, 8e (561-10-60).
LES HOMMES PRÉFÈRENT LES BLONDES (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
LA HORDE SAUVAGE (A., v.o.) (*) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).
L'IMPOSSIBLE M. BÉBÉ (A., v.o.) : Acacias, 17e (764-97-83).
JAMES BOND 007 CONTRE DOCTEUR NO (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).
JÉSUS DE NAZARETH (It., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉLAND (A., v.o.) : Cinoche, 6e (633-10-82).
LES JOUEURS D'ECHECS (Ind., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47).
LOLITA (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60).
MARK DIXON DÉTECTIVE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).
MOLIÈRE (Fr.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).
MONTY PYTHON LA VIE DE BRIAN (A., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12).
LE MINISTÈRE DE LA PEUR (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
NEW-YORK, NEW-YORK (vers. intég.) : Calypso, 17e (380-30-11).
LE NOUVEL AMOUR DE COCCINELLE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (755-63-42).
ONIBABA (Jap., v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20).
ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (**) : Studio Galande (H. sp.), 5e (354-72-71). – V.f. : Arcades, 2e (233-54-58).
ORFEU NEGRO (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
LE PARRAIN (1re et 2e parties) (A., v.o.) : Olympic, 14e (545-35-38).
LA PASSION DE JEANNE D'ARC (Dan.) : Templiers, 3e (272-94-56).
LE PORT DE L'ANGOISSE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
PRIX DE BEAUTÉ : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
RAGING BULL (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).
LE SECRET DE VERONIKA VOSS (All., v.o.) : André Bazin, 13e (337-74-33).
LE SEPTIÈME SCEAU (Suéd., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
SHINING (A., v.o.) (x) : George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Opéra Night, 2e (296-62-56).
TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
THE ROSE (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).
TUEURS DE DAMES (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).
LA VIE EST BELLE (A., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).
LE VOLEUR DE BICYCLETTE (It., v.o.) : Acacias, 17e (764-97-83).
VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) (*) : Calypso, 17e (380-30-11).

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 13 février

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Cinéma : Gueule d'amour.
Film français de J. Gremillon (1937), avec J. Gabin ; M. Balin, R. Lefèvre, M. Deval, J. Aymé, J. Marken (N. Rediffusion).
Un sous-officier de spahis, bourreau des cœurs sous l'uniforme, devient, rendu à la vie civile, le jouet d'une femme richement entretenue dont il est tombé amoureux. Le drame psychologique d'une passion qui se heurte aux différences sociales et au pouvoir maléfique des caprices féminins. Avec son réalisme intimiste, Grémillon a fait apparaître la vérité humaine des personnages, remarquablement interprétés.

22 h 15 Etoiles et toiles.
Magazine du cinéma de F. Mitterrand et M. Jouando.
A l'occasion de la sortie du film « Un amour de Swann », à propos de « Scarface ».

23 h Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Magazine : L'heure de vérité.
M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, répond aux questions des journalistes François-Henri de Virieu, Albert du Roy, Alain Duhamel et J.-L. Schreiber.

21 h 55 Document : La traversée des apparences.
Deux essais autour de la photographie (proposés par l'INA) :
Le premier, Trompe l'œil, *de C. Binet, est un petit bijou d'intelligence, texte de G. Perec, fausses portes, faux folets, faux chats... un quart d'heure de doute délicieux.* Montastruc, *de J.-C. Larrieu, est la photo (fixe ou mobile) de tous les habitants d'un petit village en France.*

22 h 35 Magazine : Plaisir du théâtre
De P. Laville, avec Sophie Desmarets.
Au sommaire : hommages à Sacha Guitry, Roger Blin et Roger Vitrac.

23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma (cycle François Truffaut) : la Sirène du Mississipi.
Film français de François Truffaut (1969), avec J.-P. Belmondo, C. Deneuve, M. Bouquet, N. Borgeaud, M. Berbert (Rediff.)
Un industriel de la Réunion épouse une aventurière qui a pris une fausse identité. Elle s'enfuit après avoir vidé son compte en banque. Il la retrouve en France, mais, au lieu de la faire arrêter, il se soumet à elle dans une passion dévorante. Transposition d'un roman d'angoisse de William Irish, en histoire d'amour fou, où seul le cœur a ses raisons jusqu'à la déchéance et la mort.

22 h 35 Journal.

22 h 55 Thalassa, magazine de la mer de G. Pernoud.
Les chantiers navals : l'exemple coréen (2e partie).

23 h 40 Avec le temps : Gabrielle.
Emission de Ménie Grégoire, réal. A. Delarive.
Ménie Grégoire, la « dame de cœur » de RTL, a eu envie de savoir, dix ans après, où en étaient ceux qui l'avaient appelée un jour dans un moment de détresse. Des hommes, des femmes, qu'on entendra quelques minutes chaque soir, filmés dans l'ombre. On écoute, un peu voyeur, fasciné.

23 h 55 Prélude à la nuit.
Romance, *d'Henri Vieuxtemps, interprétée par Bertrand Walter au violon et Patrick Dechorgnat au piano.*

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5 Dans les mains du magicien.
17 h 12 Comment vous sportez-vous ?
17 h 22 Portrait de famille : Casteljaloux.
17 h 40 Portrait : Pouchkine.
18 h 7 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
18 h 30 Sports.
18 h 55 Gil et Julie.
19 h Informations.
19 h 35 Feuilleton : Le 16 à Kerbriant.
19 h 50 Dessin animé : Gédéon.

FRANCE-CULTURE

20 h La Marquise à 5 heures, de D. Kühn (dans la série « Passages »). Avec M. Cuvelier, R. Coggio, A. Wiasemsky...
21 h L'autre scène, ou les vivants et les dieux : de la voie lactée à l'aventure intérieure, avec Pierre Chamaraux.
22 h 30 Nuits magnétiques : le présent me tourmente.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné au Théâtre de la Ville le 9 janvier 1984) : *Three places in New England*, d'Ives, œuvres de Zappa, *Vox clamans in deserto*, de Ruggles, *A mirror on which to dwell*, de Carter, par l'Ensemble intercontemporain, dir. P. Boulez, sol. L. Meeuwsen, soprano.
23 h Fréquence de nuit : *feuilleton « Tango »* ; à *23 h 10*, Ballade dans le blues.

Mardi 14 février

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

10 h En direct de Moscou : obsèques de M. Andropov.
13 h Journal.
13 h 45 Portes ouvertes. Le magazine des handicapés.
14 h 5 Série : Amicalement vôtre.
14 h 50 Documentaire : Adieu Pyrénées.
Ce documentaire, diffusé en 1981, a été réalisé par A. Guesnier et A. Tresgot en collaboration avec le ministre de la culture.
15 h 55 C'est arrivé à Hollywood :
16 h 20 Forum du mardi :
Les personnes de petite taille.
17 h 5 Croque-vacances.
18 h Feuilleton : Le neveu d'Amérique.
18 h 15 Le village dans les nuages.
18 h 40 Variétoscope.
18 h 55 7 heures moins 5.
19 h Météo première.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Jeux olympiques d'hiver (résumé).
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord. (INC).
20 h 35 Edition spéciale : *Le racisme en question.*
Une émission importante, grave même, dans laquelle Anne Sinclair s'attaque au thème difficile du racisme. Dérangeante sans doute, mais une rencontre explosive et un dialogue qui pourrait être un événement.
Avec des invités : le professeur A. Jacquart, généticien ; Mme F. Gaspard, député (PS) d'Eure-et-Loir ; J.-P. Stirbois maire-adjoint de Dreux ; P. Taguieff, philosophe ; A. de Benoist, écrivain et journaliste ; un duplex en direct avec deux radios libres : Radio-Beur, à Montreuil, et Radio-Méditerranée, à Marseille ; images prises à la Courneuve, aux Minguettes, à Marseille, Nantes et Bordeaux.
21 h 55 Vagabondages : Saint-Tropez l'hiver.
Emission de M. Soro et R. Gicquel.
Avec Catherine Lara, Luis Llach, André Peyron, J.-F. Lalanne et Gilles Vigneault.
23 h 25 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

8 h 55 Jeux olympiques d'hiver.
Patinage de vitesse ; Biathlon.
12 h Journal (et à 12 h 45).
13 h 35 Feuilleton : Les amours romantiques.
13 h 50 Aujourd'hui la vie.
14 h 55 Série : Têtes brûlées.
15 h 45 Reprise : La chasse aux trésors.
16 h 45 Entre vous, de L. Bériot.
17 h 45 Récré 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 25 D'accord, pas d'accord. (INC).
20 h 30 Jeux olympiques d'hiver.
Patinage artistique. Libre danse, en direct de Sarajevo.
23 h Sports : Tournoi de football indoor.
Au stade omnisports de Bercy.
23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
20 h 5 Les jeux.
20 h 33 La minute nécessaire de M. Cyclopède.
20 h 35 Cinéma : les Gaspards.
Film français de P. Tchernia (1973), avec M. Serrault, P. Noiret, C. Goya, M. Galabru, A. Cordy, C. Denner (Redif.)
Un libraire du Quartier latin, attaché à la défense du vieux Paris, découvre, à la suite de mystérieuses disparations, une communauté vivant dans des carrières souterraines pour échapper au tintamarre et aux désagréments de la vie moderne. Une comédie empreinte de fantastique à la Gaston Leroux et de poésie façon René Clair. Une belle équipe de comédiens. Pierre Tchernia aime le cinéma, et il sait divertir avec brio.
22 h 10 Journal.
22 h 30 La vie en face : La République nous appelle.
Emission de P. Alfonsi et P. Pesnot, réal. D. Edinger.
Un portrait de l'armée française et plus particulièrement des militaires.
23 h 35 Avec le temps : Caroline.
Emission de Ménie Grégoire, réal. A. Delarive.
23 h 45 Prélude à la nuit.
Sonate Posthume *opus 164, D 537 en la mineur de Franz Schubert, interprétée par Arturo Benedetti Michelangeli au piano.*

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5 Premier rendez-vous, de Henri Decoin.
18 h 55 Gil et Julie.
19 h Informations.
19 h 35 Feuilleton : Le 16 à Kerbriant.
19 h 50 Dessin animé : Gédéon.

FRANCE-CULTURE

14 h 5 Un livre, des voix : *la Comédie galante*, de J. Jaubert ; *Moi la Clairon*, d'E. Feuillère.
14 h 47 Les après-midi de France-Culture : têtes chercheuses à Gif-sur-Yvette ; à 15 h 20, rubriques internationales : micro-hebdo ; à 17 h, raison d'être.
18 h 30 Feuilleton : Nos ancêtres les jeunes filles, ou de l'éducation des demoiselles.
19 h 25 Jazz à l'ancienne.
19 h 30 Sciences : M. Tompkins au pays des merveilles.
20 h Dialogues : Quel avenir pour l'Europe ? avec H. Carrère d'Encausse et A. Glucksmann.
21 h 15 Electricité à tous les étages : œuvres de Takis, Fleury, Vostell, Bayle, Stravinski, Roussi.
22 h 30 Nuits magnétiques : Migraine oblige.

FRANCE-MUSIQUE

14 h 4 Chasseurs de son stéréo.
14 h 30 Les enfants d'Orphée.
15 h Musiciens à l'œuvre : Londres 1934 – l'innocent sacrifié : B. Britten.
17 h 5 *Repères contemporains : S.-D. Sandström.*
18 h L'imprévu.
19 h 5 Concert : œuvres de Tisné.
20 h Jazz.
20 h 30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Elysées) : *Concerto pour piano et orchestre n° 12 en la majeur, Concerto n° 9 en mi bémol majeur, Divertimento* pour cordes, de Mozart, *Visions fugitives*, de Prokofiev, par l'Orchestre de chambre de Bâle, sol. M.-J. Pires, piano.
22 h 30 Fréquence de nuit : folklores urbains : à 23 h 10, Jazz-club (en direct du New Morning) : le super Swing Machine de G. Badini.

En Limousin : grèves de journalistes de Radio-France

Limoges. – Les journalistes des deux radios décentralisées de Radio-France en Limousin – Radio-la-Creuse à Guéret et Radio-Centre-Ouest à Limoges – en grève depuis mardi 7 février, à l'appel de l'intersyndicale SNJ, CFDT et CGT, poursuivent le mouvement le lundi 13 février. Dans les deux stations, il s'agit de « *protester contre le désintérêt affiché par la direction de Radio-France à l'égard de l'information dans la région* ». Une délégation syndicale doit être reçue ce lundi par M. Jean-Noël Jeanneney, PDG de Radio-France.

Cinq des sept journalistes en grève à Guéret reprochent notamment à leur direction « *la partialité du traitement de l'information* » et une complaisance excessive à l'égard des corps constitués locaux. A Limoges, la station ne compte que trois journalistes permanents, alors que Radio-Centre-Ouest est censée couvrir les sept départements du Limousin et du Poitou-Charentes. Les syndicats des autres catégories de personnel des deux stations ont déposé pour leur part un préavis de grève à partir du 17 février.

Le procès intenté par M. André Morelle, responsable de l'information à Radio-la-Creuse contre quatre responsables syndicaux et contre le quotidien communiste de Limoges, *l'Echo du Centre*, pour la publication d'un communiqué jugé par lui attentatoire à son honneur professionnel sera évoqué le 8 mars prochain par le tribunal de grande instance de Guéret. – *(Correspondant.)*

CARNET

Décès

– Mme Jérôme Bougon,
son épouse,
Sébastien, Delphine, Nicolas, Grégoire,
ses enfants,
M. et Mme Denys Bougon,
ses parents,
M. et Mme Roger Guibert,
ses beaux-parents,
M. et Mme Gilles Bougon
et leurs enfants,
M. et Mme Dominique Olivier
et leurs enfants,
Mme Bertrand Guibert
et ses enfants,
Mme Myriam Bassot
et ses enfants,
M. et Mme Georges de Surmont
et leurs enfants,
Mme Marie-France Guibert
et ses enfants,
M. et Mme Jean-Claude Guibert
et leurs enfants,
son frère, sa sœur, ses beaux-frères et belles-sœurs,
ont la douleur de faire part du décès accidentel de

Jérôme BOUGON,

survenu le 10 février 1984, dans sa quarante-deuxième année.

Les obsèques auront lieu le mardi 14 février 1984, à 8 h 30, en l'église Saint-François-de-Sales, 15-17, rue Ampère, 75017 Paris.

Ni fleurs ni couronnes.
Une collecte sera faite au profit de l'association la Sève (paroisse Saint-François-de-Sales), dont s'occupait Jérôme.

– On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu de

Jacques COMPAIN,
gouverneur
de la France d'outre-mer (ER),
trésorier-payeur général (ER),
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre national
du Mérite,
croix de guerre 1939-1945,

le 11 février 1984.

De la part de
Marie-Thérèse Compain,
son épouse,
Christian et Annick Bickert,
André et Jacqueline Lambert,
Jean-Louis et Marie-France Compain,
Elisabeth Compain-Revenu,
Bertrand Compain,
Yves et Catherine Compain,
ses enfants,
Olivier, Laurent, Arnaud et Marine Bickert,
Jean-Marie, Pascal, Caroline Lambert,
Etienne et Anne Cruchant,
Stéphane, Guillaume et Anne-Valérie Compain,
Grégoire, Bénédicte et Herveline Revenu,
Aude et Perrine Compain,
ses petits-enfants.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 14 février 1984, à 14 h 30, en l'église Sainte-Eulalie, à Bordeaux.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Résidence Le Mentré,
4, rue Montesquieu,
33000 Bordeaux.

[Né le 7 mai 1912 à Paris, Jacques Compain, après des études au collège Stanislas, entre à l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, d'où il sort major de sa promotion.
Sa carrière se déroule d'abord en Indochine (1935-1955), notamment comme délégué général de France au Nord-Vietnam et directeur des services français d'information du Haut Commissariat, puis en Nouvelle-Calédonie (1955-1958), à titre de secrétaire général du gouvernement ; en Côte française des Somalies, dont il est gouverneur (1958-1962). Nouveau trésorier-payeur général en 1964, il exercera successivement ses fonctions dans la Drôme (1964-1965), puis dans l'Essonne (1966-1969), en Gironde et, enfin, et tant que TPG de la région Aquitaine (1969-1977). Jacques Compain était officier de la Légin d'honneur, commandeur dans l'ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945.]

– Mme Jean Di-Matteo,
son épouse,
M. et Mme Alain Canard
et leurs enfants,
M. et Mme Jean Vidal,
M. et Mme Patrick Mage
et leurs enfants,
Pierre-François Galmiche,
ses enfants et petits-enfants,
Mme Vincent Di-Sciullo,
sa sœur,
Le professeur et Mme Raoul Dubois-Prevost et leurs enfants,
M. et Mme Jean Dubois-Prevost
et leurs enfants,
Ses beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces,
La famille Béranger,
Ses élèves, ses amis, sa dévouée Elvira Pando,
ont la profonde douleur de faire part du décès du

professeur Jean DI-MATTEO,
professeur de clinique cardiologique,
médecin honoraire
de l'hôpital Necker,
membre de l'Académie nationale
de médecine,
commandeur de la Légion d'honneur,

survenu le 10 février 1984, en son domicile.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 14 *février*, à 10 h 30, en l'église Saint-Charles de Monceau, 22 *bis*, rue Legendre, 75017 Paris, suivie de l'inhumation dans l'intimité au cimetière Montmartre dans le caveau de famille.

15, rue de Phalsbourg,
75017 Paris.

[Jean Di-Matteo, né à Paris en 1911, avait fait ses études de médecine à Paris avant de se spécialiser en cardiologie, dont il devait devenir l'un des plus brillants représentants en France. Après avoir exercé, d'abord, à l'Hôtel-Dieu de Paris, il devint professeur de clinique cardiologique à l'hôpital Necker, où il devait notamment introduire l'usage des isotopes en cardiologie. Son service à Necker devait devenir le foyer d'une véritable école de cardiologie. Jean Di-Mattéo avait pris sa retraite il y a deux ans. Membre de l'Académie nationale de médecine, il avait écrit, avec le professeur André Vacheron, un livre intitulé « Cardiologie », qui fait autorité (Expansion scientifique. Ed.) Jean Di-Matteo était commandeur de la Légion d'honneur.]

– Mme Philippe Guerri,
Stéphanie, Gabrielle et Marie,
Leurs parents et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Philippe GUERRI,
chevalier de l'ordre national
du Mérite,

survenu le 7 février 1984.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité, le 11 février 1984, à Lespignan (34710).

Une messe sera célébrée en son souvenir, le mercredi 29 février 1984, à 10 heures, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, 75007 Paris.

12, rue de Paris,
78470 Saint-Rémy-lès-Chevreuse.

[Né le 3 août 1938 à Douera (Algérie), Philippe Guerri entre en 1971 au « Reader's Digest », dont il devient le directeur des relations extérieures dans les années 80.]

– La direction
et l'*ensemble des collaborateurs de* « Sélection du Reader's Digest »,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Philippe GUERRI,
directeur des relations extérieures,
chevalier de l'ordre national
du Mérite,

survenu le 7 février 1984,
et vous invitent à assister à la messe qui sera célébrée en son souvenir, le mercredi 29 février 1984, à 10 heures, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, 75007 Paris.

Les obsèques ont *été* célébrées dans la plus stricte intimité, le 11 février 1984.
34710 Lespignan.

– Mme Jeannette Laster,
son épouse,
Arnaud et Danièle,
ses enfants,
Et toute sa famille,
ont la douleur d'annoncer le décès de leur cher

Rodolphe LASTER,

survenu le 9 février 1984, en sa quatre-vingt-unième année.

Voulant mettre sa mort au service de la vie, il a fait don de son corps à la médecine.

– Ses fils Jacques et Dominique Latournerie et leur famille,
Les familles Monier, Martin-Mayereau, Breisch, Bouchon,
Et tous ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Aline LATOURNERIE,
née Monier,

rappelée à Dieu le 12 février 1984.

Elle sera inhumée à Aiguillon (Lot-et-Garonne), le mardi 14 février, à 15 heures.

Que tous ceux qui l'ont connue et aimée unissent sa mémoire à celle de

Roger LATOURNERIE,
ancien combattant de la grande guerre,
grand officier de la Légion d'honneur,
serviteur du droit public
et du droit social français,

décédé en 1977.

– *Raymonde Mathis*,
Jean et Anne-Marie, Anne et Dominique, André et Marie, Paul et Nancy, Etienne Horesnyi,
ses enfants,
Jean-Louis, Cécile, Laure et Vincent,
ses petits-enfants,
ont l'immense peine de faire part du décès de

Gabriel-Ferdinand MATHIS,
ancien élève
de l'Ecole normale supérieure,
doyen honoraire
de la faculté des sciences de Toulouse,
professeur à l'université de Toulouse-III
et à l'Ecole nationale d'ingénieurs
de Gabès (Tunisie),

enlevé brusquement à leur affection, le 4 février 1984, à l'âge de soixante-quatre ans.

Les obsèques religieuses ont été célébrées le mercredi 8 février 1984, en l'église des Dominicains, à Toulouse.
4, rue Jules-de-Rességuier,
31000 Toulouse.
Amour et vérité se rencontrent,
Justice et paix s'embrassent.
(Ps. 85.)

Anniversaires

– Le 13 février 1978

Daniel NAHON

quittait subitement ce monde.

En union avec sa famille, ses amis lui réservent pieuses et affectueuses pensées.

Communications diverses

– Le poète espagnol Rafael Alberti sera reçu à la Maison de la poésie, 101, rue Rambuteau, 75001 Paris le mardi 14 février, à 20 h 30, au cours d'une soirée présentée par Claude Couffon. François Maistre lira des textes du poète.

Le Monde

sports

Les XIVes Jeux olympiques d'hiver

Saravejo. — Tombe la neige, souffle le blizzard. Comme à Squaw-Valley, en 1960, et à Grenoble en 1968, les éléments ont eu raison du calendrier olympique. Dans l'attente de la remise en état des pistes de descente, obstruées par les congères, le Comité des courses alpines a programmé, ce lundi 13, le slalom géant féminin et, mardi 14, le slalom géant masculin. Les descentes pourraient avoir lieu mercredi 15 pour les dames et jeudi 16 pour les hommes, avec des possibilités de repli samedi 18, voire lundi 20, après la clôture officielles des Jeux. Ces solutions feraient perdre au Comité d'organisation des heures de retransmission télévisée, autrement dit des recettes importantes.

Pendant que les skieurs alpins rongent leur frein, les concurrents des autres disciplines, moins soumis aux tribulations atmosphériques, sont bien engagés dans la course aux médailles. Sur les vingt-sept attribuées durant le week-end, la RDA s'en est adjugé huit, avec un triplé en luge dames, un doublé en bobsleigh à deux et une victoire au tremplin de 70 mètres ; le reste a été partagé entre huit pays : la Finlande (cinq médailles, dont une d'or aux 5 kilomètres fond féminin) ; l'URSS (six médailles, dont une d'or en patinage artistique couples) ; la Norvège (trois médailles, dont une d'or au combiné nordique) ; la Suède (une médaille d'or aux 5 000 mètres patinage de de vitesse) ; l'Italie (une médaille d'or en luge) ; la RFA, les Etats-Unis et la Tchécoslovaquie (une médaille).

Les Français ont enregistré la quatrième place d'Yvon Mougel en biathlon, la dixième place de Hans Van Helden en patinage de vitesse (5 000 mètres) et la quinzième place de Gérard Colin en saut (70 mètres). Le Français Jean-Christophe Simon doit faire les figures imposées du patinage artistique ce lundi, alors que seront attribuées, outre le titre du slalom géant dames, les médailles du 15 kilomètres fond masculin et du 1 000 mètres patinage de vitesse dames.

A.G.

SAUT A SKIS

L'aigle et le moineau

Sarajevo. — Quand Primoz Ulaga se présenta sur la plate-forme d'élan, la rumeur de l'énorme foule, installée en fer à cheval 250 mètres plus bas, monta jusqu'à lui. Depuis une heure et demie, quelque *trente mille* Yougoslaves, indifférents à la bourrasque et au froid, attendaient avec impatience l'apparition du dossard nº 51, dans lequel ils avaient placé *leur premier espoir* de *médaille*.

Tel un aigle sur son aire, Ulaga attendait que son entraîneur, placé en contrebas à l'aplomb du bec de tremplin de 70 mètres, lui fît signe. Il s'élança alors. La clameur du public enfla encore. Mais ce n'était pas un aigle fondant sur une proie-médaille, c'était un moineau malhabile quittant pour la première fois son nid.

Dans son empressement à trop bien faire, Ulaga se mit en travers de la trace ; il dut faire une embardée pour prendre la bonne ligne de pente. Il n'arriva pas à retrouver son équilibre et il battit encore des bras comme un albatros, avant de décoller. La foule grondait toujours mais c'était de stupeur, car elle attendait un prodige de cet ancien recordman du monde de haut vol. Cinq secondes plus tard, des sifflets saluaient l'atterrissage à 59 mètres du champion yougoslave. Comble d'infamie, il allait voir sa note ramenée à 35,4 points par les juges en raison de son style déficient.

De notre envoyé spécial

Indifférents au mouvement de la foule, comme au vertige, le Finlandais Matti Nykaenen et l'Allemand de l'Est Jens Weissflog, qui avaient réussi les deux meilleurs premiers sauts, mesurés respectivement à 91 et 90 mètres, remontaient vers le sommet du tremplin, leur immense *planche sur l'épaule, étrangement* semblables dans leur lutte pour la victoire. Ils ont vingt ans tous les deux, mais leur corps est celui d'adolescents fragiles. Ils ont des visages d'angelots qui ne craindraient pas de tomber du ciel. Pour voler, ces émules d'Icare sont légers comme des plumes : ils ne pèsent pas plus de cinquant-sept kilos chacun, pour une taille supérieure à 1,70 m.

Mais avant de voler, ils doivent prendre le plus de vitesse possible sur le « *scenic railway* » de glace, dévalé en moins de trois secondes. L'Allemand de l'Est s'élança le premier. Au *moment* de décoller, sa vitesse avoisinait 90 km/heure. Son corps et ses skis firent un mouvement de ciseaux parfait ; fendant l'air avec le bruit soyeux d'une flèche, il alla se *poser* 87 mètres plus loin.

Pour battre l'apprenti électricien, le Finlandais, qui est le champion du monde en titre, ne devait pas perdre *plus de 1 mètre*. Moins à l'aise que son rival dans la compression, ce coude du tremplin où le sauteur accumule de l'énergie comme un ressort, il ne dépassait pas les 89 km/heure sur le bec du toboggan. Nykaenen s'étira autant qu'il le put mais il retomba à 84 mètres. L'Allemand de l'Est, qui a commencé à s'entraîner à neuf ans, s'était signalé l'an dernier au royaume des hommes-oiseaux en terminant deuxième de la tournée des quatre trmeplins. Il est devenu le premier Allemand de l'Est à gagner un titre olympique en saut.

ALAIN GIRAUDO.

La loi du biathlon

Sarajevo. — Elle est très dure, la loi du biathlon. Yvon Mougel en sait quelque chose. Dix-sept kilomètres ont été parcourus par le Français. Il n'en reste plus que trois avant l'arrivée, mais il lui faut à l'instant sacrifier à la dernière des quatre séances de tir. Cinq cibles de 11 centimètres de diamètre à renverser à 50 mètres de distance. Les trois premières tombent. La cinquième claquera également. Mais la quatrième lui vaut *une minute de pénalité* en restant immobile. Enfin presque, car la balle en a percuté le bord gauche, provoquant une petite échancrure *dans le métal. A 1 millimètre* près, c'était la médaille de bronze, Yvon Mougel doit se contenter d'une rageante quatrième place.

Troisième du championnat du monde en 1981, ce Vosgien de vingt-huit ans travaille dur dans un anonymat qu'il se résout difficilement à accepter.

L. T.

Les résultats

JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

Ski nordique

5 Kilomètres dames

1. Marja-Lisa Hamalainen (Fin.), 17 min. 4 sec. ; 2. Berit Aunli (Nor.), à 10 sec. 1 ; 3. Kvetoslava Jeriova (Tch.) à 14 sec. 3.

Combiné nordique

(Saut au tremplin de 70 mètres et course de ski nordique de 15 km)

1. Tom Sandberg (Nor.), 422,595 pts ; 2. Jouko Karjalainen (Fin.), 416,900 ; 3. Jukkla Ylipulli (Fin.), 410,825.

Patinage artistique

Couples

Elena Valova et Oleg Vassiliev (URSS), 1,4 pts ; 2. Kitty et Peter Carruthers (E-U), 2,8 ; 3. Larissa Selezneva et Oleg Makarov (URSS), 3,8.

Patinage de vitesse

5 000 mètres

1. Tomas Gustafson (Suède), 7 min. 12 sec. 28 ; 2. Igor Malkov (URSS), 7 min. 12 sec. 30 ; 3. René Schoefisch (RDA), 7 min. 17 sec. 49 ; 10. Hans Van Helden (F.), 7 min. 24 sec. 59 ; 31. Jean-Noël Fagot (F.), 7 min. 44 sec. 60.

Saut à skis

Tremplin de 70 mètres

1. Jens Weissflog (RDA), 215,2 pts (90 m-87 m) ; 2. Matti Nykenen (Fin.), 214 (91-84) ; 3. Jari Puikkonen (Fin.), 212,8 (81,5-91,5) ; 15. Gérard Colin (Fr.), 192,5 (84,5-83).

Biathlon

20 kilomètres

1. Peter Angerer (RFA), les 20 km en 1 h 11 min. 52 sec. 7 (2 min. de pén.) ; 2. Frank-Peter Roetsch (RDA), à 1 min. 28 sec. 7 (3 min.) ; 3. Eirik Kvalfoss (Nor.), à 2 min. 9 sec. 7 (5 min.) ; 4. Yvon Mougel (Fr.), à 3 min. 4 sec. (4 min.) ; 21. Francis Mougel (F.), à 8 min. 27 sec. 8 (7 min.) ; 23. Christian Poirot (F.), à 9 min. 1 sec. 5 (6 min.).

Bobsleigh à deux

1. RDA (Wolfgang Hoppe/Dietmar Schauerhammer), 3 min. 25 sec. 56 ; 2. RDA I (Bernard Lehmann/Bogdan Musioc), 3 min. 26 sec. 4) ; 3. URSS II (Zintis Ekmanis/Vladimir Alexandrov), 3 min. 26 sec. 16).

Luge

Monoplace messieurs

1. Paul Hildgartner (It.), 3 min. 4 sec. 258 ; 2. Serguei Danilin (URSS), 3 min. 4 sec. 962 ; 3. Valery Doudin (URSS), 3 min. 5 sec. 12.

Monoplace dames

1. Steffi Martin (RDA), 2 min. 46 sec. 570 ; 2. Bettina Schmidt (RDA), 2 min. 46 sec. 873 ; 3. Ute Weiss (RDA), 2 min. 47 sec. 248.

Athlétisme

MEILLEURES PERFORMANCES EN SALLE

A Los Angeles, le Soviétique Sergei Bubka a amélioré d'un centimètre sa meilleure performance mondiale en salle au saut à la perche avec un bond de 5,83 mètres.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(dix-neuvième journée)

Avignon b. *Reims	77-70
*Limoges b. Le Mans	91-81
*Villeurbanne b. Vichy	94-92
*Antibes b. Caen	80-64
*Stade Français b. Monaco	112-86
*Challans b. Lyon	89-82
Orthez b. *Tours	84-70

Classement. — 1. Limoges, 52 pts ; 2. Antibes, 49 ; 3. Stade français, 48 ; 4. Le Mans et Orthez, 46 ; 6. Villeurbanne, 41 ; 7. Avignon et Vichy, 35 ; 9. Tours, 34 ; 10. Caen, 32 ; 11. Monaco, 31 ; 12. Challans, 30 ; 13. C.R.O. Lyon, 29 ; 14. Reims, 24.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
PREMIÈRE DIVISION
(Vingt-septième journée)

*Lille b. Lens	3-1
*Bordeaux et Toulouse	0-0
*Paris S.G. b. Saint-Etienne	3-1
*Auxerre et Monaco	0-0
*Bastia b. Nantes	1-0
*Rennes et Laval	1-1
*Nîmes b. Toulon	1-0
Dimanche :	
*Sochaux b. Metz	2-0
*Nancy et Brest	1-1
Strasbourg-Rouen remis	

Classement : 1. Bordeaux, 39 pts ; 2. Monaco et Paris-SG, 36 ; 4. Auxerre et Nantes, 34 ; 6. Toulouse, 33 ; 7. Strasbourg et Laval, 28 ; 9. Rouen, Lens et Bastia, 26 ; 12. Sochaux, 25 ; 13. Lille et Metz, 23 ; 15. Nancy, 22 ; 16. Toulon, 21 ; 17. Brest, 20 ; 18. Saint-Etienne et Rennes, 19 ; 20. Nîmes, 18.

TENNIS

Henri Leconte a ébranlé Connors

« Si Leconte ajoute à son bras de fer un peu de plomb dans la tête, il deviendra vite imbattable » ; *cette formule court les milieux du tennis. Mais il semble bien qu'à vingt ans le « tout fou » des courts ne soit plus uniquement limité dans ses débordements quand il joue en Coupe Davis sous la férule d'un capitaine.*

Il vient de le prouver au tournoi indoor *de Memphis (Tennessee) où il est parvenu en finale.*

Henri Leconte faillit réussir la performance majeure : remporter le tournoi en battant Jimmy Connors, qui lui était opposé. Mais celui-ci ne lui cédait en rien sur la volonté de gagner. Ce fut, néanmoins, entre les deux gauchers, une empoignade magnifique dont Connors enleva la décision de justesse sur le score de 6-3, 4-6, 7-5.

CROSS-COUNTRY DE « L'ÉQUIPE »

Carlos Lopez et les petits hommes verts

Champion du monde de cross-country en 1976, vice-champion en 1977 et 1983, le vétéran portugais Carlos Lopez (trente-six ans) doit avoir ses rêves peuplés de petits hommes verts. L'an dernier, à Gateshead, il avait été privé de la victoire par un jeune Ethiopien alors inconnu, Bekele Debele, dixième l'hiver précédent chez les juniors. Dimanche 12 février, dans le parc de sport et de détente du Tremblay (Yvelines), où l'Equipe *organisait son deuxième cross international, il a longtemps été suivi comme son ombre par un autre jeune coureur au maillot vert, Fesha Abebe, porteur d'un nom déjà célèbre et qui s'était fait un prénom en devenant champion du monde junior à Gateshead.*

La chance de Carlos Lopez, meilleur performeur mondial sur 10000 mètres la saison dernière, mais piètre finisseur, aura été de trouver au Tremblay un parcours vallonné rendu encore plus sélectif par un vent glacial pour exploiter son expérience et écœurer ses poursuivants. Lorsque Fesha Abebe dut le laisser filer à un tour de l'arrivée de ce cross long de 9,9 kilomètres, les Français avaient depuis longtemps renoncé à la victoire. Cela ne les a pas empêchés de réussir un beau tir groupé derrière les deux hommes.

G. A.

Les marginaux du Combiné nordique

Sarajevo. — Vingt-neuf concurrents seulement se sont disputés, samedi et dimanche, les médailles du Combiné nordique. La discipline la plus ancienne des sports de neige est-elle condamnée ? Certains l'affirment, alors que d'autres s'offusquent de cette éventualité. A leurs yeux, *elle reste la plus belle de* toutes.

Le Combiné nordique, considéré comme désuet aujourd'hui par plusieurs pays, renvoie aux origines du ski, au siècle dernier en Norvège, où les premiers concours récompensaient ceux qui s'avéraient à la fois les meilleurs en course sur les skis et en vol sur des tremplins naturels *comme les toits des maisons* adossées à une pente.

Dès les premiers Jeux olympiques, en 1924 à Chamonix, le Combiné nordique s'affirmait comme un *produit sportif spécifiquement norvégien*, avec le succès de Thorleif Haug. Ses compatriotes continuèrent d'exercer leur suprématie, interrompue cependant durant les *quatre dernières Olympiades*.

Le balancier de l'histoire est retourné à sa position initiale, ce week-end, grâce à un garçon brun de vingt-huit ans, nommé Tom Sandberg. Il a *commencé par remporter* le concours de saut sur tremplin de 70 mètres samedi, avant de prendre la vingt-septième place de la course de fond disputée sur 15 kilomètres dimanche matin.

Les épreuves se déroulent invariablement dans cet ordre, car on s'est rendu compte par le passé, en ordonnant le contraire, que les calculs auxquels se livraient les concurrents au moment du saut affadissaient le Combiné nordique.

Cette combinaison paradoxale a souffert de la spécialisation intensive dans laquelle s'est engagé le ski.

Ses défenseurs en France, essentiellement originaires d'Autrans, tentent actuellement une relance timide de la discipline. Ils se heurtent

De notre envoyé spécial

aux préjugés et à l'évolution générale.

C'est vrai qu'il n'est pas aisé de former de brillants spécialistes dans cette sorte de décathlon des neiges. L'antinomie entre le saut et le ski de *fond s'avère très forte*.

Les exigences de la technicité du saut sont telles que les entraîneurs à la base accordent une attention prioritaire à l'envol sur les tremplins.

Dans quelle spécialité convient-il donc alors d'exercer sa supériorité ? Tom Sandberg a répondu à sa manière à cette interrogation en se montrant brillant dans les deux. Il serait dommage d'éliminer des marginaux du ski de cette envergure.

LLIBERT TARRAGO.

La raison de Valova et Vassiliev

Sarajevo. — En patinage artistique, *il y a toujours un fossé* immense entre l'appréciation des juges et celle des spectateurs. Ainsi, comme des magots devant leur pupitre électronique, les premiers *rendent des notes tranchantes* comme la guillotine, en fonction de critères techniques et artistiques complexes d'un sport qui consiste à garder l'équilibre *en faisant des acrobaties sur la* glace. Les seconds, entassés sur des strapontins, s'enthousiasment pour la beauté du spectacle.

Ce divorce du cœur des spectateurs et de la raison des juges *a été* l'occasion, dimanche 12 février, d'un énorme brouhaha à Zetra, lors de la finale des couples. *Les Soviétiques* Elena Valova et Oleg Vassiliev, champions d'Europe et du monde en titre, avaient fait, en quatre minutes, une démonstration de *tout ce qu'il est possible* de faire de mieux sur la glace actuellement, à deux. Ils s'inscrivaient dans la droite ligne du couple Rodnine-Zaitsev qui avait décroché un troisième titre olympique à Lake Placid en 1980. Toutefois, Elena Valova avait commis une légère faute à la réception d'un triple saut. C'était une condamnation sans appel aux *yeux du public composé* aux deux tiers de supporters américains. Les juges négligèrent cette péccadille dans un programme qui ne comprenait pas moins de trois *triples sauts différents* à deux et quatre pirouettes lancées. Ils accordèrent de 5,7 à 5,9 en technique et 5,8 ou 5,9 en artistique.

Aussi, quand les Carruthers, Caitlin et Peter, n'obtinrent que 5,6 ou 5,7 d'une part, et 5,5 ou 5,9 d'autre part, la colonie américaine hurla au scandale. Le frère et *la sœur avaient, en effet*, réussi un show extraordinaire. Pourtant, *toutes* les pirouettes qu'avait faites Caitlin dans les bras de Peter n'étaient que de la *poudre aux yeux. Le scintillement* des paillettes de leurs justaucorps masquait, en fait, des moyens techniques limités.

Si la sévérité du juge japonais qui attribua un 5,5 en artistique peut paraître excessive, dans l'ensemble, les Carruthers, qui avaient été cinquièmes aux Jeux de 1980 et troisièmes aux championnat du monde en 1982, se retrouvaient à leur place en 1984 : la deuxième.

A.G.

MOTOCYCLISME

L'ENDURO DES SABLES AU TOUQUET

Troisième victoire consécutive du Néerlandais Van der Ven

Vainqueur de l'épreuve en 1982 et en 1983, le Néerlandais Kees Van der Ven, su KTM, a remporté une troisième victoire, dimanche 12 février, dans le Xe Enduro des sables du Touquet. Deux cent mille personnes environ ont assisté à la course,qui a lieu chaque année dans les dunes de la station balnéaire de la Côte d'Opale.

Le Touquet. — Né, comme le Rallye Paris-Alger-Dakar, de l'imagination de Thierry Sabine, l'Enduro du Touquet n'a jamais suscité autant d'engouement que cette année. Une foule estimée à plus de deux cent mille personnes, venues du Nord,de la région parisienne, de Grande-Bretagne, d'Allemagne fédérale, des Pays-Bas, la plupart à deux roues en payant d'exemple, avait rallié le front de mer pour assister à un départ en ligne d'un *millier* de concurrents.

Tout a été dit sur la fraternité des « gros cubes », sur le rassemblement des motards à l'occasion des Vingt-Quatre Heures du Mans, du Bol-d'or ou de l'Enduro du Touquet. L'édition 1984 n'a pas été différente des précédentes. Les volets des résidences secondaires étaient encore fermés ; les villas cossues n'étaient pas pour autant toutes désertes. Le Touquet bon chic-bon genre se replie sur lui-même chaque deuxième week-end de février pour *faire place à la horde de motards qui* déferle par vagues successives. Contre mauvaise fortune, la ville ne fait pas forcément bon cœur.

Reste que l'épreuve a désormais acquis une notoriété que peu de gens contestent. Le plateau, cette année, était composé de stars. Vedette du Rallye Paris-Dakar, le Belge Gaston

De notre envoyé spécial

Rahier, d'anciens vainqueurs : Patrick Drobecq (1978), le Suédois Hakan Carlqvist (*1979*), champion du monde en titre de motocross (500 centimètres cubes), Serge Bacou (1980), Jean-Paul Minguels (1981) et le Néerlandais Kees Van der Ven (*1982 et 1983*). Tous engagés au sein des grandes écuries qui, dans ce milieu-là, font la loi : les constructeurs japonais Honda, Yamaha, Kawasaki, et l'autrichien KTM.

Curieux engins

Epreuve insolite, l'Enduro met en concurrence des motos de toutes cylindrées, des side-cars et d'étranges petits engins à trois roues énormes — appelés ATC et construits par Honda, — qui font fureur aux Etats-Unis. Avec leur moteur qui développe 25 CV pour un poids de 134 kg, ces « tricycles » constituent une curiosité. Ils ne sont pas très rapides, mais se jouent de tous les obstacles. Ce ne sont ni des voitures ni des motos ; ils sont plus proches, en revanche, du side-car, dont la conduite réclame des qualités parfois analogues. Ces engins ont, en tout cas, suscité la contestation au Touquet. *« Avec eux, les bouchons seront plus nombreux que précédemment. Leur présence est une erreur »*, *entendait-on*. L'expérience, sur le terrain, a fait taire les sceptiques.

Sur le sable, l'Enduro oppose aussi les hommes dans des conditions inhabituelles de pilotage. Rien que pour cela, la course de Thierry Sabine est un spectacle où concurrents et public trouvent leur compte.

Pour gagner à ce jeu, il faut à coup sûr des qualités : une condition physique hors du commun, une adresse à tout crin, un pilotage sérieux. En bref, faire partie de la race des professionnels.

Aucun grand champion n'a pourtant — ô paradoxe — réussi à imposer sa supériorité. Ni Carlqvist (3e), ni Malherbe (2e), ni Rahier (10e).

Le Néerlandais Van der Ven, âgé de vingt-six ans, qui vient de remporter l'Enduro pour la troisième année consécutive, n'est pas un inconnu. S'il ne fait pas partie du gotha motocycliste, il n'en participe pas moins au Grand Prix du championnat du monde. Le Belge Georges Jobé, *champion du monde* de la catégorie des 250 centimètres cubes, doit aujourd'hui se mordre les doigts d'avoir déclaré, peu avant la course : *« Je ne suis pas inquiet ; dans le sable, je n'ai jamais été battu par le Néerlandais. »* Comme quoi, il ne suffit pas d'être coiffé du titre mondial pour gagner sur la Côte d'Opale.

GILLES MARTINEAU.

Le Monde

politique

L'intervention du président de la République à TF 1

C'est dur pour tout le monde

Moderniser, moderniser, voilà un discours... moderne. Il y a longtemps que M. François Mitterrand le tient sans pour autant soulever l'enthousiasme. Car il porte aussi la peur du lendemain, la peur de l'inconnu. D'autant que, depuis, s'est imposée l'idée que la modernisation industrielle passe par les « restructurations » de secteurs anciens, les licenciements – « congés de reconversion ». Et pas seulement l'idée, la réalité d'un plan élaboré par le gouvernement.

Certes, une majorité de Français, selon le sondage réalisé par la SOFRES et publié la semaine dernière par *Libération* (*le Monde* du 8 février), estiment que le gouvernement *« n'a pas le choix et accepte les licenciements pour éviter des crises plus graves »*. Mais il faut bien les rassurer, tout de même. M. Mitterrand s'y est employé, dimanche soir, à la télévision.

« C'est dur », a-t-il admis. Dur pour ceux qui croient en la gauche et qui, remarque le chef de l'Etat, *« sont frappés, souffrent, vivent dans l'angoisse »*, ne comprenant pas que leur gouvernement envisage de les sacrifier. Ceux-là n'avaient pas été gâtés, jusqu'alors, par la parole présidentielle. *« Serais-je impopulaire ? Eh bien, je le préférerais plutôt que de manquer à mon devoir »*, leur avait dit M. Mitterrand, en septembre 1983, à TF 1. Et, en guise de vœux pour 1984, ils n'avaient reçu d'autre promesse que *« la poursuite de l'effort de redressement national »*. C'était dur à digérer.

Cela le restera car le chef de l'Etat ne leur a rien offert de plus que sa parole : *« Nous ne voulons pas les sacrifier. »* Et l'invitation au partage d'une conviction selon laquelle l'immobilisme serait la pire des solutions : *« C'est ne rien faire qui coûterait des emplois, qui coûterait de l'argent et finalement du désespoir. »*

Dur pour les autres et dur pour lui. Qui est heureux dans cette affaire ? Personne. D'un côté les déçus, les frustrés, tous ceux qui, à gauche, redoutent d'être victimes de ceux-là mêmes qu'ils ont portés au pouvoir. De l'autre, la partie hostile de l'opinion dont M. Mitterrand résume la pensée en deux phrases : *« Ils n'y arriveront pas »* ou même *« Pourvu qu'ils n'y arrivent pas. »* Qu'est-ce qui reste ? Encore une fois, la seule parole du chef de l'Etat : *« Nous y arriverons. »* Tout cela dit avec la tranquille conviction d'un homme qui maîtrise aujourd'hui parfaitement le dialogue télévisé.

Il faut aussi compter, dans son propre camp, avec les actifs de la contestation, c'est-à-dire les dirigeants du Parti communiste. M. Mitterrand est disposé à donner les *« coups de pouce nécessaires »* afin de réduire la *« distanciation »* entre le PCF et *« les autres »*, de rechercher le *« coude à coude »*. Il confirme ainsi une heureuse disposition d'esprit – les ministres communistes ne font pas défaut – et un avertissement à la direction du PC : *« Si cela n'était pas possible, j'aviserais. »*

En somme, la situation se maîtrise comme un gros rhume présidentiel. La France, sous l'ancien régime, avait pris les courants d'air. Aujourd'hui, elle mouche. Demain, c'est sûr, elle ira mieux, bien qu'il n'existe point de remède miracle.

JEAN-YVES LHOMEAU.

Interrogé, dimanche 12 février sur les restructurations industrielles, lors de l'émission « 7 sur 7 », dont il était l'invité sur TF 1, M. François Mitterrand a déclaré :

« Vous parliez de l'inquiétude des chefs d'entreprises. Naturellement, ils sont inquiets ; cela fait des années et des années, bien avant notre arrivée, qu'ils n'investissent pas, qu'ils doutent de l'avenir, qu'ils se sentent à l'avance opprimés par l'ensemble des mesures que l'Etat prendra.

» Cette année, par exemple, on a fait beaucoup de cas de 22 000 faillites ou liquidations judiciaires, c'est un record... Mais on n'a pas fait beaucoup de cas des 81 000 créations d'entreprises nouvelles, c'est aussi un record.

» Ce qui veut dire que la France bouge, mais d'une façon qui n'est pas harmonisée. Il y a des régions qui souffrent plus que d'autres, il y a des industries, celles qui ont justifié l'effort de modernisation, de restructuration qui souffrent plus que d'autres : les chantiers navals, les charbonnages, la sidérurgie, l'automobile, les télécommunications.

» Il ne faut absolument pas que les mesures, les avantages accordés à l'implantation d'entreprises, par exemple au sud de la Lorraine, puissent attirer dans cette région les entreprises qui marchent en Champagne. Il faut éviter finalement que ces zones ne provoquent un glissement qui serait désastreux pour un certain nombre de régions. Il y a des régions comme la Bretagne, dans laquelle les télécommunications et bien d'autres choses encore exigent un effort.

» Ce qu'il faut, c'est que les Français comprennent que nous devons moderniser nos industries pour réussir. Chaque fois que l'on m'annonce des suppressions d'emplois, mon premier réflexe est de me dire « comment créer de nouveaux emplois, pour le moins tout autant, mais dans des industries capables de supporter la concurrence ». Parce que lorsque l'on se bat, il faut gagner. La France risque d'être distancée par des concurrents, Japonais, Américains – elle l'est déjà par les Allemands, d'autres encore, et il ne le faut pas.

» Il faut absolument penser que c'est ne rien faire qui coûterait des emplois, qui coûterait de l'argent et finalement du désespoir.

» Il faut être le meilleur. Il y a un certain nombre de méthodes pour cela. Il faut d'abord aller hardiment vers les technologies nouvelles. Certes, il y a aussi les industries traditionnelles ; j'ai parlé du bâtiment. Mais les technologies nouvelles s'imposent pour que les industries, toutes les industries, deviennent compétitives. Nous n'avons pas commencé aujourd'hui : nous l'avons fait pour le textile et la chimie, pour la machine-outil, pour l'aluminium, et nous sommes en train de réussir. Songez que pour les industries chimiques nous avons accru de 20 milliards le solde créditeur pour cette industrie que l'on pouvait décrire comme particulièrement en péril, il n'y a pas si longtemps. »

« C'est dur »

« Là où cela ne marche pas, parce qu'on ne vend plus, qu'on ne fabrique pas les produits qui conviennent, il ne faut pas tirer un trait dessus. Il faut moderniser, s'adapter. La crise, c'est l'absence d'adaptation à la compétition internationale. Il faut raccourcir au maximum le délai pendant lequel on s'adaptera. Si ce délai est court, la crise sera courte, et nous arriverons au bout de nos peines, ajoute-t-il.

Après avoir décrit les grandes lignes du plan (volet social, volet économique), M. Mitterrand admet : *« C'est dur, parce que, d'une part, toute une partie de l'opinion, qui nous est hostile se dit* « ils n'y » arriveront pas ». *Certains se disent,* « pourvu qu'ils n'y arrivent » pas ». *Et, d'autre part, tous ceux qui croient en nous, qui veulent que nous réussissions, sont frappés, souffrent, vivent dans l'angoisse. Car, après tout, disent-ils, nous avons surtout pour mission, au service de toute la France, de rendre un peu plus de justice et de chances à ceux qui n'en ont jamais eues. Et voilà que, en raison des modernisations, des coupes sombres qui se produisent aujourd'hui dans certaines industries traditionnelles, ceux dont je vous parle peuvent se dire :* « C'est ce gouvernement de » gauche, celui qu'on a voulu qui va » nous sacrifier ! »

Le PCF : « Une distanciation pour le moins »

» Nous ne voulons pas les sacrifier, nous voulons qu'ils aient leur chance. Je crois aux chances de la France. Je voudrais que l'ouvrier dans son coin, l'employé qui se croit le plus oublié, sache que c'est pour moi un souci quotidien. Cela ne veut pas dire que je ne pense qu'à eux, mais je pense d'abord à eux. Avec les mois qui viennent et les mesures que nous avons prises, nous y arriverons. »

Le président de la République observe ensuite que 90 % des licenciements demandés sont obtenus, mais que *« la lenteur des réponses apportées aux demandes justifiées de licenciement est souvent une cause de difficulté*

Le président de la République commente un dessin de Plantu paru dans *le Monde*, et où M. Georges Marchais fait « le grand écart », à côté du gouvernement. *« C'est pour montrer*, dit-il, *qu'il y a une distanciation pour le moins, entre les différents partis de la majorité, entre le parti communiste, ceux qui le dirigent, et puis les autres (...). Mais j'espère bien que je serai en mesure de rassembler autour de ce plan (de restructuration). »*

UNION

PLANTU.

Interrogé un peu plus tard sur les prises de distances du PCF, mais aussi de la CGT et de la CFDT, M. Mitterrand déclare : *« Il faut voir comment cela peut cesser, pour que la majorité vraiment au coude à coude affronte les problèmes de la France, les domine. C'est possible, je continue de le croire, et je donnerai pour cela les coups de pouce nécessaires. Mais si cela n'était pas possible, j'aviserai. »*

Questionné sur la dégradation du débat politique, les incidents qui se sont produits tout au long de la semaine à l'Assemblée nationale, et la lettre que M. Jacques Chirac lui a adressé, à ce sujet, le chef de l'Etat affirme : *Personne ne m'entraînera dans des querelles partisanes. Beaucoup cherchent, naturellement, à m'y mêler. Mais moi, je ne le veux pas.*

Yves Montand : quel talent !

» Je compte mener à bien la politique dont je suis responsable, qui ne peut pas plaire à tout le monde. Mais je veux aussi, sur l'essentiel – la défense, les grandes lignes de politique extérieure, peut-être aussi, du moins je l'espère, la défense des libertés fondamentales, la justice sociale, enfin, – vraiment rassembler les Français.

» Moi, je ne m'en suis jamais pris aux personnes. J'ai été pendant longtemps dans l'opposition, on le sait. J'avais souvent la dent dure, mais je ne m'en suis jamais pris aux personnes, et je déplore que les passions qui s'avivent aujourd'hui n'épargnent plus rien et offrent à l'opinion publique un spectacle contestable, pour le moins. »

A propos d'une éventuelle dégradation de l'image des hommes politiques, le président de la République ajoute : *« J'ai toujours entendu cela. D'abord quand j'étais étudiant – c'était dans les années autour de 1934 – puis à la guerre, lorsque je suis devenu responsable politique juste pendant la guerre et juste à ses lendemains. Et puis il y a eu 1958 et le changement de régime. Il y a eu 1968 et ce que vous savez. J'ai toujours entendu dire cela !*

» Aujourd'hui, il importe quand même aux responsables politiques de se faire davantage respecter. Ils obtiendront ce respect s'ils se respectent eux-mêmes. (...) Je crois que lorsque les grands débats vont reprendre autour des choix fondamentaux pour la France, à ce moment-là les Français se passionneront de nouveau pour les objectifs et les choix. (...) C'est vrai que dans ces moments de creux, un certain nombre de gens, qui ont de la qualité, qui sont écoutés pour d'autres raisons, lorsqu'ils s'expriment avec bon sens – pas toujours dénués d'esprit partisan – lorsqu'ils y mettent leur cœur et leur raison, avec talent, comme c'est le cas d'Yves Montant – avec un grand talent – trouvent naturellement un écho.

» Moi, cela ne me choque pas. Je ne suis pas naturellement d'accord avec tout ce qu'il dit. Il y a même des choses qui peuvent me paraître peu acceptabls, mais je n'ai pas à en juger. C'est une personnalité intéressante, c'est un homme qui mérite le sympathie, et puis... et puis, disons les choses : quel talent ! Si tous les hommes politiques en avaient autant, alors, en France, on ne s'y reconnaîtrait plus ! »

(Lire page 10 les déclarations du président de la République sur la politique étrangère.)

Mme MOREAU (PCF) : il faut aider le gouvernement a tenir les engagements de 1981.

Mme Gisèle Moreau, membre du secrétariat du comité central du PCF, a déclaré, dimanche 12 février, sur Radio-Monte-Carlo, à propos du plan de restructuration industrielle du gouvernement : *« Il y a des points intéressants, en particulier en ce qui concerne la formation professionnelle. Cela étant, je vois que le patronat, lui, a la conception de la modernisation principalement à travers la suppression de l'emploi, en prévision d'une production moindre, en prévision d'une réduction de la croissance. C'est inacceptable. En même temps, le patronat espère recueillir auprès du gouvernement des aides massives dans cette orientation, qui est contraire à l'intérêt national, contraire à l'intérêt de notre peuple. Nous disons donc que les travailleurs ont intérêt à se faire entendre pour faire échec à ces plans, pour aider le gouvernement à tenir ses engagements, les engagements pris en 1981, c'est-à-dire s'engager dans la résorption du chômage, promouvoir plus de justice sociale, réduire les inégalités sociales. »*

● *Le PCF et le Tchad.* – M. Claude Poperen, membre du bureau politique du PCF, a déclaré, dimanche 12 février, au micro de la radio locale CVS, à Versailles, que la position de son parti sur l'intervention soviétique en Afghanistan est la même que sur l'intervention française au Tchad. *« Dans les deux cas*, a-t-il dit, *les deux pays ont été appelés à envoyer des troupes par des gouvernements qui sont en place, des gouvernements mis en place dans des conditions qu'on peut discuter, mais qui sont reconnus internationalement. »*

● *Les cotes de popularité du président de la République et du premier ministre.* – Selon le sondage mensuel de l'IFOP réalisé du 26 janvier au 2 février auprès d'un échantillon représentatif de mille huit cent cinquante-six personnes et publié par le *Journal du Dimanche*, 35 % des Français (34 % le mois dernier) se déclarent *« très »* ou *« plutôt satisfaits »* de M. François Mitterrand comme président de la République. Parallèlement le nombre des mécontents diminue : ils sont 49 % au lieu de 52 % en janvier.

M. Pierre Mauroy satisfait 28 % des personnes interrogées (27 % précédemment) et en mécontente 52 % (au lieu de 55 %).

A Bourges

M. DENIAU (UDF) REFUSE LE DIALOGUE AVEC M. JUQUIN (PCF)

(De notre correspondant.)

Bourges. – M. *Pierre Juquin*, membre du bureau politique du PCF, a inauguré, samedi 11 février, à Bourges, dans le tout nouveau Hall des congrès, l'exposition itinérante sur les droits de l'homme, présentée lors de la Fête de *l'Humanité*, en septembre dernier. Dans la ville de M. Jacques Rimbault, député (PC), conseiller général et maire, M. Juquin a tenté une « opération de charme », multipliant les souhaits de dialogue et de transparence.

Son discours principal, prévu pour 20 heures, a dû être retardé. Une réunion organisée par M. Jean-François Deniau, président du *conseil général, ancien ministre* (UDF), sous un chapiteau planté, pour la circonstance, dans la proche banlieue de Bourges, avait rassemblé quelque quatre cent-cinquante personnes autour de onze dissidents des pays de l'Est.

Accompagnés par trois cent manifestans silencieux, M. Eguides, écrivain qui a passé huit ans dans un camp soviétique, et sa femme ont remis à M. Juquin une lettre adressée à M. Geoges Marchais et conernant *leur fille*, Mme *Tania* Maxmenko, retenue en URSS.

Devant mille trois cents personnes, M. Juquin a exposé ensuite ses réflexions sur le développement des pays socialistes, la faim dans le monde, les restructurations industrielles et le chômage. Le porte-parole du PCF a dénoncé la *« campagne »* de *« la droite »* contre les communistes.

M. Juquin a déclaré, en outre, que *« la Pologne aurait été mieux gouvernée si ses dirigeants avaient trouvé de vrais syndicats indépendants, vivants et actifs »*.

M. Juquin avait invité M. Deniau, les onze dissidents, ainsi que les trois cents personnes qui les accompagnaient, à pénétrer dans le Hall des congrès, afin de participer au débat. Son invitation est restée lettre morte. Dommage.

PATRICK MARTINAT.

Le débat sur la presse

LA MAJORITÉ ADOPTE LES SANCTIONS PÉNALES PRÉVUES PAR LE PROJET

L'Assemblée nationale, continuant, samedi 11 février, la discussion du projet de loi sur la presse, a abordé les dispositions concernant les sanctions pénales. Celles-ci n'étant que la conséquence des interdictions ou obligations posées dans le reste du texte, l'opposition a pu, tout à loisir, répéter les critiques qu'elle fait au projet de loi sans rien apporter de nouveau.

Sur le plan strictement pénal, elle a souligné la dureté des peines. M. Georges Tranchant (RPR, Hauts-de-Seine) a affirmé : *« Commettre un hold-up coûte moins cher que de prêter son nom à quelqu'un qui apporte de l'argent à une entreprise de presse et qui ne veut pas que cela se sache. »* Cette affirmation a valu à M. Tranchant une réplique de M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat aux techniques de la communication, qui a vu dans les propos du député *« la confirmation que l'indulgence à l'égard des délits économiques est une habitude constante de la droite »*.

Finalement, ont été adoptés par la majorité les articles 25 (après que le gouvernement eut fait ajouter un alinéa sur les opérations de prête-nom mettant en cause une personne morale), 26 et 30 (avec des modifications de forme introduites à la demande de la commission des affaires culturelles), ainsi que 27, 28 et 29 (dans la rédaction exacte proposée par le gouvernement).

Th. B.

Les difficultés de l'Assemblée de Corse

L'UPC DE M. SIMEONI SUSPEND SA PARTICIPATION

(De notre correspondant.)

Bastia. – Le comité central de l'Union du peuple corse (UPC) a demandé à ses cinq élus de ne plus siéger à l'Assemblée de Corse *« jusqu'à nouvel ordre »*. Réunie dimanche 12 février à Bastia, l'instance politique du mouvement autonomiste a pris cette décision parce qu'elle estime que *« les institutions sont en panne et dépourvues d'efficacité »*. *« Nous ne sommes pas décidés à couler avec elles »*, avaient déjà affirmé les représentants de l'UPC lors d'une conférence de presse tenue à la fin janvier, ajoutant que *« le pouvoir s'est désengagé en Corse »*.

M. Edmond Simeoni, absent pour raison de santé de la réunion du *comité central, approuverait ces* orientations, en rupture avec la stratégie du mouvement autonomiste depuis août 1981. MM. Edmond Simeoni, Maurice Acquaviva, Michel Castellani, André Fazi et Dominique Lucchini, qui ont accepté la décision du comité central, ne siégeront donc pas lundi 20 février lors de la prochaine session de l'Assemblée, consacrée, notamment, à l'examen du contrat de plan Etat-région et aux orientations budgétaires pour 1984.

Ce retrait accroît les difficultés de la majorité présidentielle, qui ne compte que vingt-trois élus contre vingt-six à l'opposition, qui devrait constituer, lors de cette session, un groupe unique (*le Monde* du 25 janvier). C'est, une nouvelle fois l'« intergroupe » des sept qui sera en situation d'arbitre. Un vote de défiance à l'exécutif sur le contrat de plan ou les orientations budgétaires pouvant déboucher sur une crise ouverte.

D.A.

Mme Veil réaffirme qu'elle souhaite l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté

Le comité exécutif du Parti radical, réuni samedi 11 février à Paris, a désigné ses *« candidats à la candidature »* pour les élections européennes. Il s'agit de MM. André Rossi et de Jean-Thomas Nordmann, membres sortants de l'Assemblée de Strasbourg, de Didier Bariani, maire du vingtième arrondissement de Paris, d'Yves Galland, secrétaire général du parti, et *Gérard Benhamou, adjoint au maire* de Nancy. Seul « sortant » à ne pas figurer sur cette liste, M. Edgar Faure s'efforce de constituer une *liste du centre aux élections* européennes. S'il présente six noms, le Parti radical ne peut cependant espérer avoir sur la liste RPR-UDF *que deux ou trois candidats en position* d'être élus à l'Assemblée de Strasbourg. La lutte s'annonce donc serrée entre les quatre premiers de la liste.

Au cours de cette même réunion de samedi, le comité exécutif du Parti radical a adopté un manifeste intitulé : *« Pour l'Europe, la relance radicale »*. Dans ce texte, les radicaux dénoncent *« les égoïsmes des gouvernements nationaux »* et *« l'inadaptation des institutions européennes »* qui *« bloquent »* la construction de l'Europe. Ils appellent à l'*« union européenne »*. Selon eux, trois réformes s'imposent pour améliorer le fonctionnement institutionnel et conduire à *« un gouvernement de l'Europe »* : le recours à la règle normale de la majorité, telle qu'elle est prévue par le traité de Rome ; le renforcement de l'autorité de la Commission de Bruxelles par rapport au conseil des ministres ; l'extension des compétences du Parlement européen. Les radicaux sont favorables à *« l'entrée immédiate »* du Portugal dans la Communauté, *mais demandent « la mise au point des conditions et d'une nécessaire période de transition en ce qui concerne l'entrée, dans un deuxième temps, de l'Espagne »*.

Mme Simone Veil, qui assistait à la réunion du comité exécutif du Parti radical, – qui compte quelque deux cents membres – est intervenue en fin de matinée, notamment pour quelques mises au point très fermes : *« Il ne s'agit pas seulement de gagner le 17 juin mais aussi pendant les cinq ans de la législature européenne »*, a-t-elle déclaré, avant de remarquer : *« J'entends beaucoup de grandes phrases, de conseils, de critiques, de vagues appréciations mais ceux qui parlent tant, bien souvent ne connaissent pas le Parlement européen ni ses activités réelles. »*

L'ancienne présidente de l'Assemblée des communautés européennes a freiné les ardeurs de ceux qui défendaient l'idée d'*« États-Unis d'Europe »*, jugeant que s'il *« faut avoir des perspectives d'avenir et exprimer des vœux, il faut aussi avoir le souci de rester dans les limites du possible »*. Mme Veil a plaidé pour *« le réalisme »*, et s'est élevée contre le *« double langage »*. Elle a souligné à propos de l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal : *« Nous ne pouvons pas dire que la priorité de l'Europe est d'assurer l'indépendance, la démocratie et la liberté pour nos pays et refuser à deux jeunes démocraties qui ont des problèmes le droit d'entrer dans la Communauté »*. Mme Veil a ajouté : *« Si nous voulons faire l'Europe, le premier des réalismes, c'est d'aborder l'Europe dans un esprit de compromis, en sachant que certains sacrifices seront demandés. »*

C. F.-M.



POLITIQUE

L'EXTRÊME DROITE DANS

Le racisme et ses masques

M. Jean-Marie Le Pen assure qu'il n'est pas raciste, mais ceux qui l'écoutent s'assument parfois comme tels. Tel est le paradoxe appparent que dévoile le hasard des rendez-vous télévisés.

Le lundi 13 février, *l'Heure de vérité*, sur Antenne 2, dont M. Le Pen est l'invité, consacre la banalisation d'une extrême droite hier marginale : portée par le charisme et l'allant populiste du président du Front national, elle accède enfin à la normalité politique. Désormais, elle prétend n'énoncer, sans excès ni provocation, que des vérités de « bon sens », sur l'immigration, la natalité ou la patrie... Or, le lendemain, sur TF 1, où *l'Edition spéciale* d'Anne Sinclair est consacrée au racisme, l'on entendra un tout autre écho de cette « nouveauté politique » de l'année 1983. Car si M. Le Pen déclare dire tout haut ce que beaucoup penseraient tout bas, ceux qu'ainsi il déculpabilise disent à leur tour tout haut ce que M. Le Pen n'ose pas — n'ose plus? — revendiquer ouvertement.

Invités à se prononcer sur le racisme, plusieurs dizaines de téléspectateurs ont écrit, ne cachant pas leur identité et acceptant de lire leurs lettres à l'antenne (1), pour dire, à l'instar de M. L..., de Rochefort (Charente-Maritime) : « *Je suis raciste et j'en suis fier.* » « *Je suis raciste !*, écrit M. S..., d'Hyères (Var). *Je ne veux aucun mal aux races inférieures, simplement je ne tiens pas à me mélanger avec elles; c'est bien mon droit, non?* » « *Si éprouver des crampes à l'estomac à la vue des beaux gros plans que nous offre la télé lors des manifestations de Talbot, Citroën, Renault, s'apparente à du racisme, alors je suis raciste* » écrit M. R... de Valence (Drôme), qui concède cependant que « *certaines ethnies sont sympathiques, serviables et discrètes (asiatiques en général) et ne font jamais parler d'elles* ».

Même franchise chez M. T..., de Pont-de-Claix (Isère) : « *Si vouloir que tous les étrangers nuisibles, tels que truands, proxénètes, loubards, terroristes, etc. soient immédiatement renvoyés chez eux, c'est être raciste : oui, je suis raciste.* » M. M..., de la Grande-Motte (Hérault), estime que « *le racisme n'est en fait qu'un « ras-le-bol » des Français conscients et responsables, civiques et respectueux des lois* ». Conscients, selon Mme F..., de Saint-Etienne-du-Rouvray (Seine-Maritime), que « *les étrangers en France ont des privilèges que les Français n'ont pas. Si, je suis devenue raciste et je le crie bien haut. Trop, c'est trop.* » Conscients, selon le docteur H..., de Renaison (Loire), que « *le racisme antifrançais chez les immigrés, surtout maghrébins et noirs, est tout aussi important* ». Et M. D..., de Paris, invite « *les soi-disant antiracistes, au lieu de rester calfeutrés dans* [leurs] *appartements douillets de la place des Vosges ou du seizième arrondissement* [à aller se] *promener à Belleville (...). Ce n'est plus la France, mais un ramassis de paumés, de fainéants, de pauvres types venus de tous les côtés du globe.* »

« Injure » et « bon sens »

Ces lettres ne représentent évidemment pas un sondage. Mais, parce qu'elles ne sont plus, comme de coutume, anonymes, elles sont l'indice d'une libération de la parole raciste. C'est toute l'ambiguïté de l'ascension de M. Le Pen. Il refuse qu'on l'étiquette, ne manque pas de poursuivre en justice ceux qui le traitent de « raciste » et obtient gain de cause devant des tribunaux qui assimilent ce qualificatif à une injure. Or ceux qu'il influence revendiquent l' « injure » pour eux-mêmes, tant elle leur paraît l'aboutissement logique de ce « bon sens » selon lequel l'immigration serait la clé de nos maux. Paradoxe qui est aussi un piège, M. Le Pen obligeant ainsi ses contradicteurs à rester sur le terrain de la rationalité politique et refusant de voir ce qu'il renforce, ces peurs irrationnelles et ces haines xénophobes.

La vérité, c'est que M. Le Pen prétend ne pas entendre ce que disent, plus abruptement, ses amis.

Ainsi 1983 fut-elle marquée par la réaffirmation, dans la galaxie d'extrême droite et dans l'entourage du Front national, d'un sentiment raciste fort traditionnel, l'antisémitisme. Si les travailleurs immigrés sont les premières victimes d'agressions racistes, l'imaginaire antisémite recèle une forte puissance mobilisatrice : dans la mesure où il s'attaque à une communauté non dominée, brassant divers milieux sociaux, il s'accompagne d'un registre populiste, assimilant les juifs à l'argent, et partant, les antisémites au « petit peuple ». Le quotidien *Présent*, qui vient de fêter son deuxième anniversaire et dont le directeur de la rédaction, est M. François Brigneau, ancien membre du bureau politique du PFN et panégyriste du candidat Le Pen, ne manque pas de « cibler » régulièrement deux personnalités, M. Robert Badinter et Mme Simone Veil, en des termes, que ne renierait pas une certaine presse de l'entre-deux-guerres.

Par exemple, le 23 juin 1983, qualifié de « *fourreur errant* », M. Badinter, y lit-on, « *la bouche tordue par la levée du sang noir, règle ses comptes (...). Par héritage, il est pour le nomade contre le sédentaire. Pour le cosmopolite contre l'indigène. Pour le manouche voleur de poules contre la fermière (...). Pour le marginal contre la société qui rejeta si longtemps les Badinter (...). Pour l'assassin contre l'assassiné (...).* « Un homme d'Etat », *a dit de lui M. Mitterrand. On en frémit. D'autant plus qu'il n'est pas seul. Krasucki, Fiterman, Lang, qui n'ont de français que l'habitat occidental et que voilà aussi aux postes de commande. Quand on y réfléchit, c'est à notre tour d'avoir peur.* »

A l'adresse de Mme Veil, le même quotidien écrit, le 29 septembre 1983 : « *La seule morale qui ait traditionnellement droit de cité dans la politique française, c'est la morale chrétienne à laquelle vous êtres, madame, si parfaitement étrangère. Vous êtes même, devant la morale catholique de la France française, un malfaiteur de l'espèce la plus grave, celle du crime abominable.* » On aura compris que « *l'avorteuse* », puisque c'est ainsi que l'extrême droite la nomme — « *l'immaculée contraception* » selon M. Le Pen — est aussi le symbole du « peuple déicide ».

Ce journal, qui soutient les campagnes de M. Le Pen et dont celui-ci honora le banquet d'anniversaire, fut d'abord un mensuel, fondé à la fin des années 70 par M. Bernard Antony, alias Romain Marie, supporter du président du Front national mais aussi membre (jusqu'au samedi 11 février, *lire ci-dessus*) du Centre national des indépendants et paysans (CNIP) et organisateur, cet automne, de la Journée d'amitié française où l'on s'en prit à « *quatre superpuissances qui colonisent la France (...) le juif, le protestant, le franc-maçon, le communiste* » (*le Monde* du 19 octobre 1983). Or, M. Romain Marie stigmatisait dans *Présent*, en février 1979, « *la tendance qu'ont les juifs à occuper tous les postes-clés des nations occidentales. Comment ne pas observer qu'à notre télévision, par exemple, il y bien plus de MM. Aron, Ben Syoun, Naoul, El Kabbash, Drücker (sic), Grumbach, Zitrone, que de MM. Dupont ou Durand ?* » Et ce soutien sans faille de M. Le Pen ajoutant que « *le monde moderne est caractérisé par une nouvelle intrusion du phénomène juif (...) Marx et Rotschild sont un peu les deux faces d'une même médaille* ».

On dira, bien sûr, que « cela » n'est pas neuf. Mais « cela » *s'écrit*, se dit, s'entend dans le sillage du candidat de « *la France aux Français* ». Il y a là une tradition qui se revivifie et puise, en prenant prétexte de la question immigrée, aux origines du racisme européen, de ce refus de l'autre — l'étranger, le cosmopolite, le juif — qui faisait dire, le 11 février 1958 au jeune député poujadiste de la Seine, Jean-Marie Le Pen, à l'adresse de Pierre Mendès France : « *Vous n'ignorez pas que vous cristallisez sur votre personnage un certain nombre de répulsions patriotiques et presque physiques.* »

Vieille référence ? Plus récemment, le 30 juin 1983, le bulletin *RLP-Hebdo*, organe officiel du Front national, théorisait, en estimant, sous la plume de M. André Figueras, que « *si l'on intègre machinalement, mécaniquement, administrativement, une forte dose de substance étrangère à la substance foncièrement, naturellement, historiquement française, on va dénaturer cette substance* ». Nous voilà loin des simples problèmes de cohabitation, de chômage, d'urbanisme...

EDWY PLENEL.

(1) Mme Anne Sinclair nous a permis d'en publier des extraits puisqu'elles étaient destinées à TF 1, nous ne nous sommes pas cru autorisés à révéler l'identité de leurs auteurs.

Les fantassins

(Suite de la première page.)

Il reste que le phénomène d'extrême droite ne se limite pas aux banlieues ou aux zones à forte densité d'immigrés. On ne peut dès lors exclure l'hypothèse de bons résultats du Front national hors de ces zones de prédilection, comme ce fut le cas en décembre dernier dans la deuxième circonscription du Morbihan.

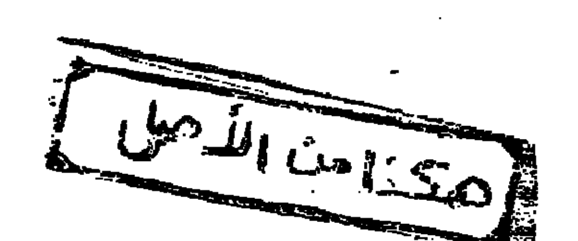
Les traits distinctifs de l'électorat d'extrême droite — plus masculin, plus jeune, plus populaire — le rapprochent de la sociologie traditionnelle des partis de l'actuelle majorité. La recherche de l'origine de ces électeurs montre d'ailleurs l'existence d'un apport de gauche nullement négligeable *(tableau 2)*. 18 % des sympathisants actuels du Front national et du PFN *ont voté* au premier tour de l'élection présidentielle de 1981 pour un candidat de gauche, 22 % au second tour pour M. Mitterrand. Dans l'électorat de l'opposition tout entière, cet apport est beaucoup plus réduit (respectivement 8 % et 10 %). Il y a donc bien — et c'est là un enseignement majeur — un transfert spécifique de la gauche vers l'extrême droite. Le Front national et le PFN ne prélèvent pas seulement sur le RPR et l'UDF. La montée de M. Le Pen est de nature à inquiéter la majorité au pouvoir, non seulement sur le plan des idées mais aussi sur celui, plus tangible, des électeurs.

On notera, en revanche, que l'appoint communiste est presque totalement absent. Sur cent sympathisants actuels de l'extrême droite, moins de 1 % déclare avoir voté pour M. Marchais le 26 avril 1981 et 2 % pour un candidat communiste au premier tour des élections législatives de juin 1981. Certes, on ne peut écarter l'hypothèse qu'une partie des sympathisants d'extrême droite provenant du PC, occulte, volontairement ou non, de leur mémoire leur affiliation antérieure. Mais outre que le phénomène ne peut être que marginal, n'est-ce pas le signe qu'existe, à leurs yeux, entre ces deux univers une opposition presque totale ?

Ordre, autorité, nation

Le classement sur l'axe gauche-droite achève de nous éclairer sur l'originalité des sympathisants du Front national et du PFN. Sur l'échelle en sept cases proposée par les enquêteurs de la SOFRES, seuls 50 % d'entre eux se classent aux deux dernières, traditionnellement dénommées « extrême droite » ; 5 % se placent à gauche, 15 % au centre et 27 % à droite. Voilà l'explication d'un mystère : il n'y a pas en France aujourd'hui une progression de la famille politique d'extrême droite mais une montée du Front national parce qu'il a réussi à déborder de ses frontières traditionnelles.

A travers différentes enquêtes de la SOFRES, l'examen des attitudes politiques de l'électorat du Front national et du PFN réserve quelques surprises *(tableau 3)*. L'extrême droite aujourd'hui ce n'est plus, comme on le croit encore souvent,



هكذا من الأصل

LE DÉBAT INTÉRIEUR de l'extrême droite

« travail, famille, patrie ». Ses électeurs sont moins nombreux que ceux de l'UDF ou du RPR à privilégier le respect des valeurs les plus traditionnelles. Ils sont, ô stupéfaction !, une majorité à juger que la libéralisation de l'avortement constitue un progrès. Foin des querelles du passé, une majorité d'entre eux juge positif le gaullisme. Enfin, seule une minorité (27 %) s'avoue tentée face à la gauche par le coup de force. L'imagerie traditionnelle de l'extrême droite sort de ce tableau assez sensiblement modifiée.

Dans de nombreux domaines, les électeurs d'extrême droite paraissent proches des sympathisants RPR ou UDF. Les différences sont bien souvent de degré plutôt que de nature. Sur le continuum politique français, la distance idéologique des électorats d'opposition est assez réduite. Il en est ainsi du rétablissement, largement souhaité, de la peine de mort ou du retour dans leur pays d'origine des travailleurs immigrés – sur ce dernier point, la légère réticence des électeurs d'extrême droite paraît plutôt liée au refus d'une prime de départ.

Plutôt qu'une extrême droite, il s'agit d'une « droite extrême » plus dure, plus tranchée, que les autres composantes de l'opposition. Pour la caractériser, il convient, me semble-t-il, de recourir au triptyque lancé en 1933 par Marcel Déat et ses amis, dont beaucoup virèrent au fascisme : « Ordre, autorité, nation ».

Sur ces trois points, les sympathisants du Front national et du PFN adoptent des positions tranchées : 62 % d'entre eux jugent prioritaire de *« remettre de l'ordre dans la maison France »*, 35 % placent en tête de leurs préoccupations la *nécessité de faire respecter l'autorité* de l'État (contre 19 % au RPR et 11 % à l'UDF). On relève également une vive hostilité à la classe politique – 72 % jugent qu'une fois arrivés au pouvoir « les hommes politiques se dépêchent d'oublier leurs promesses » – et la permanence d'une tradition nationaliste : l'hostilité à une défense européenne commune y est plus élevée qu'au RPR *et à l'UDF et*, sensiblement plus importante, la proportion de ceux qui estiment justifié de se battre *« au risque d'y laisser sa vie »* pour un pays allié.

Dernière composante de cette idéologie : son hostilité à toute personne se réclamant peu ou prou du centre *(tableau 4)*. Parmi les sympathisants du Front national et du PFN, la popularité de MM. Lecanuet et Chaban-Delmas est réduite, celle de Mme Veil inférieure de près de moitié à son score au sein de l'électorat RPR et UDF et M. Giscard d'Estaing, reste en deça des 50 %. Seuls en définitive, MM. Barre et Chirac trouvent grâce auprès d'une majorité de ces électeurs, avec respectivement 55 % et 64 % de *« souhaits d'avenir »*.

TABLEAU 1. La sociologie des sympathisants de l'extrême droite

	Sympathisants du Front national et du PFN (en %)	Sympathisants de l'opposition toute entière (en %)
Sexe		
Homme	56	50
Femme	44	50
	100	100
Age		
18 à 24 ans	21	14
25 à 34 ans	20	16
35 à 49 ans	21	24
50 à 64 ans	23	25
65 ans et plus	15	21
	100	100
Profession du chef de ménage		
Agriculteur, salarié agricole	8	9
Petit commerçant, artisan	9	7
Cadre supérieur, profession libérale	13	14
Cadre moyen, employé	20	20
Ouvrier	29	19
Inactif, retraité	21	31
	100	100
Religion		
Catholique pratiquant	38	47
Catholique non pratiquant	49	46
Autre religion	–	2
Sans religion	13	5
	100	100
Catégorie d'agglomération		
Moins de 2 000 habitants	29	28
2 000 à 20 000 habitants	14	13
20 000 à 100 000 habitants	8	12
Plus de 100 000 habitants	32	31
Agglomération parisienne	17	16
	100	100
Région		
Nord	14	13
Ouest	15	17
Sud-Ouest	9	10
Sud-Est	23	18
Centre	7	10
Est	14	14
Région parisienne	18	18
	100	100

TABLEAU 2. – L'origine des sympathisants de l'extrême droite

	Sympathisants du Front national et du PFN (en %)	Sympathisants de l'opposition tout entière (en %)
Ont voté au premier tour de l'élection présidentielle pour :		
Un candidat de gauche	18	8
B. Lalonde	1	1
V. Giscard d'Estaing	30	46
J. Chirac	25	25
M. Debré-M.-F. Garaud	3	2
Abstention, sans réponse, trop jeunes pour voter	23	18
	100	100
Ont voté au deuxième tour pour :		
F. Mitterrand	22	10
V. Giscard d'Estaing	58	72
Abstention, sans réponse, trop jeunes pour voter	20	18
	100	100
Classement sur l'axe gauche-droite :		
Extrême gauche	2	–
Gauche	3	1
Centre	15	27
Droite	27	50
Extrême droite	50	21
Sans réponse	3	1
	100	100

TABLEAU 3 : les attitudes politiques des électorats de l'opposition (en %)

	Sympathisants du Front national et du PFN	Sympathisants du RPR	Sympathisants de l'UDF	Ensemble des Français
Jugent que la libération de l'avortement constitue un progrès	53	40	34	49
Privilégient le respect de la famille, du travail et de la religion	35	47	47	33
Jugent positif le mot « gaullisme »	54	69	61	39
Souhaitent que l'opposition sorte de la légalité face à la Gauche	27	8	10	7
Pensent qu'une fois élus les hommes politiques oublient leurs promesses	72	57	54	42
Souhaitent le rétablissement de la peine de mort	88	71	61	57
Souhaitent la réduction du nombre des immigrés moyennant une prime de départ	75	81	79	70
Jugent prioritaire de faire respecter l'autorité de l'État	35	19	11	21
Jugent prioritaire de « remettre de l'ordre dans la maison »	62	54	49	37
Sont hostiles à une défense européenne commune	43	38	34	39
Estiment justifié de se battre pour la *défense* d'un pays allié	56	48	46	35

NB. – Ce tableau se lit ainsi : sur cent sympathisants du Front national et de PFN, 53 % jugent que la libéralisation de l'avortement constitue un progrès.

TABLEAU 4. – La popularité des leaders de l'opposition parmi les sympathisants de l'extrême droite (en %)

Souhaitent voir jouer un rôle important dans les mois et les années à venir à :	
R. Barre	55
J. Chaban-Delmas	29
J. Chirac	64
V. Giscard d'Estaing	48
J. Lecanuet	26
S. Veil	38

∴

L'analyse des données recueillies par la SOFRES permet, on le voit, de vérifier quelques hypothèses et d'écarter bien des idées reçues. Pour les élections européennes, l'extrême droite dispose de nombreux *atouts :* la représentation proportionnelle, la liste commune de l'opposition, l'absence du RPR et de Jacques Chirac en tête de la bataille, l'image centriste de Mme Veil. Mais il s'agit plutôt d'un électorat de rencontre désireux avant tout d'une *« remise en ordre »* du pays. *Que resterait-il* à M. Le Pen de ces électeurs dans un premier tour d'élection présidentielle où figureraient à la fois MM. Barre et Chirac ?

A la vérité, les électeurs potentiels de M. Le Pen connaissent mal l'extrême droite, son histoire et son *idéologie. Entre la base et le sommet*, le décalage est considérable. Les sympathisants du Front national sont comme des fantassins qui ignorent tout des plans de bataille du chef d'état-major. Il revient aux partis, de droite comme de gauche, de mieux les informer.

JÉROME JAFFRÉ.

Le Monde

société

AUX ASSISES DE PARIS

Les énigmes de la rue Saint-Fiacre

Amateurs de « polars », à vos marques ! La cour d'assises de Paris joue les Maigret ou les Bourrel. Depuis le 10 février, elle examine une affaire qu'elle devra clore par un oui ou un non à la question principale : Jean Mawen, modeste comptable mécanographe, a-t-il tué, le 3 juin 1980, son patron, Mᵉ Maurice Régent, notaire, retrouvé le lendemain le crâne fracassé au marteau dans une des caves de son étude, 20, rue Saint-Fiacre à Paris ? Car Jean Mawen nie. Et s'il existe contre lui des présomptions certaines, l'enquête, jusqu'à présent, n'a pas permis de répondre à plusieurs questions posées par cette affaire. Bref, on se trouve devant l'un de ces dossiers que, dans le langage du Palais, il est convenu d'estimer insuffisamment « ficelé ».

Jean Mawen est Camerounais. Né en 1951, il est arrivé en France en 1974, s'y est marié avec une Française et a deux enfants. Embauché, en décembre 1979, à l'étude de Mᵉ Régent, qui exerçait en association avec son fils Jean-François, il n'a pas fait merveille dans son emploi. Il s'y montrait quelque peu fantaisiste. La ponctualité n'était pas sa vertu cardinale, et les autres employés, en plus d'une occasion, s'étaient montrés agacés par ce comportement. En juin 1980, le licenciement de M. Mawen était dans l'air.

Le 3 juin, il arrivait donc à l'étude vers 8 h 40 au lieu de 8 h 30 et rencontrait dans l'ascenseur Mᵉ Maurice Régent, qui lui disait simplement : *« Vous passerez tout à l'heure dans mon bureau. »* Ce bureau est situé au 4ᵉ étage de l'immeuble, alors que les locaux où travaille Mawen sont au troisième. A 9 heures, on voyait Mᵉ Régent descendre l'air soucieux, inquiet, ne disant à personne, contrairement à ses habitudes, pourquoi il sortait. Derrière lui, à quelques secondes d'intervalle, Jean Mawen quittait lui aussi l'étude. Un témoin l'a vu descendre du 4ᵉ étage.

Pourquoi ? Il a toujours répondu qu'il souffrait, ce jour-là, d'un mal de gorge et qu'il avait pensé y porter remède en allant boire un grog au bistrot d'en face. Un barman confirmait, avec cette restriction : Mawen n'est pas resté au comptoir plus de dix minutes entre 9 h 30 et 9 h 40. Autrement dit, dans l'emploi du temps de Jean Mawen, un trou d'une demi-heure.

En tout cas, à 9 h 40 il était de retour. Mais, dès 10 heures, il se plaignait de nouveaux maux, au ventre cette fois. On lui chercha des médicaments qu'on ne trouva pas, et un collègue lui conseilla d'aller dans une pharmacie. Il sortait de nouveau, pour reparaître vingt minutes plus tard. Il n'avait pas trouvé de pharmacie, mais semblait aller mieux. Il travaille alors normalement jusqu'à 12 h 45, heure à laquelle il va déjeuner.

Personne, à ce moment, n'a revu Mᵉ Régent. Mais voici qu'à 13 heures une lettre adressée à son fils était posée dans l'escalier de l'étude. C'est un texte dactylographié qui annonce que Maurice Régent a été enlevé et que Jean-François, son fils, devra payer une rançon de 4 750 000 francs pour le revoir vivant. La police est alertée. Les recherches commencent. Sans résultat. Elles reprennent le 4 juin, et c'est le concierge de l'immeuble, M. André Courty, qui, descendant à la cave, trouve le corps de Maurice Régent, sanglant, un marteau à côté de lui.

Dans le même moment, une autre lettre, manuscrite, arrive à l'étude. Elle a été envoyée par la poste et dit au fils : *« Vous recevrez de nouvelles instructions avant 15 heures, jeudi 5 juin. »*

Un panier percé

Les soupçons se portent sur Mawen, car la police a appris qu'il s'était absenté à deux reprises la veille, pratiquement aux heures où le crime fut accompli. Cependant, au terme d'une première garde à vue, il est relâché. Ce n'est que le 23 juin, après une nouvelle perquisition à son domicile (où l'on avait déjà découvert des papiers portant la même marque que celui qui servit à écrire les demandes de rançon), que l'on peut établir que c'est bien lui qui a dicté à une jeune personne le second texte envoyé au fils du notaire.

Jean Mawen fournit alors l'explication la plus invraisemblable. Il assure que c'est Mᵉ Jean-François Régent lui-même qui lui a dicté ce texte, lui demandant de le faire recopier par une tierce personne et de le lui adresser. Voilà, cette fois, Jean Mawen inculpé. D'autant plus qu'il est ce qu'on appelle un panier percé. Il a des dettes importantes, des huissiers à ses trousses. Telles sont pour l'essentiel les présomptions, complétées par un témoignage du concierge, qui dira, mais en variant beaucoup, avoir vu Mawen passer trois fois devant sa loge le 3 juin et entendu à chaque fois ouvrir ou fermer la porte qui menait aux caves.

En regard, il reste pourtant des interrogations sans réponse. Pour quelle raison, d'abord, Mᵉ Maurice Régent, un homme de cinquante-neuf ans, a-t-il pu accepter de quitter son bureau et de se rendre à la cave, où les constatations établissent qu'il fut tué ? Où et quand Mawen a-t-il pu taper à la machine la première lettre annonçant l'enlèvement et exigeant la rançon ? On ne le sait pas, comme on ne sait pas qui a déposé ce texte dans l'escalier, le 3 juin à 13 heures, Mawen ayant quitté l'étude à 12 h 45 et la lettre ne s'y trouvant pas encore à ce moment.

Interrogation encore à propos de l'arme du crime. C'est un marteau. On sait qu'il fut vendu très peu de temps avant le 3 juin par un quincaillier proche de la rue Saint-Fiacre. Mais celui-ci n'a reconnu ni Mawen ni aucun des membres de sa famille.

Enfin, alors que les conditionss du crime ont été horribles, que le sang de la victime a giclé un peu partout, personne n'a remarqué sur Jean Mawen, à son retour à l'étude, la moindre trace de sang. Examiné de plus près par la suite, le costume qu'il portait n'a rien révélé de suspect et il est admis qu'il n'a pas été nettoyé.

Là sont les armes de la défense et Mᵉ Charles Lederman a déjà commencé de les exploiter. Là sont, par contre-coup, les faiblesses de l'accusation et de la partie civile. L'avocat général, M. Gabriel Dupin de Beyssat, comme Mᵉ Pierre Jacquet, avocat de M. Jean-François Régent, en ont au reste parfaitement conscience.

La cour d'assise se prononcera le 15 février.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

CONDAMNÉS A LA PEINE DE MORT OU A LA RÉCLUSION CRIMINELLE

Trois anciens collaborateurs ont été libérés

Trois Français, âgés de soixante-quatre ans, anciens collaborateurs de l'Allemagne nazie, ont été libérés au cours des quinze derniers mois, a-t-on appris dimanche 12 février. Deux d'entre eux, Jean Barbier et Jacques Vasseur, avaient été initialement condamnés à la peine de mort, et le troisième, Joseph Cortial, à la réclusion criminelle à perpétuité. Ils avaient vu chacun leur peine commuée en vingt années de réclusion.

Libéré à la fin de 1982, Joseph Cortial avait été condamné, le 21 juin 1966, par la Cour de sûreté de l'Etat, après avoir réussi à échapper pendant plus de vingt ans à la justice. Il lui était reproché d'avoir livré aux occupants, début 1944, plusieurs résistants de la région lyonnaise. Pour ces faits, il avait été condamné à mort par contumace, le 22 août 1945, par la cour de justice de la Loire. C'est en 1970 que le président Georges Pompidou avait commué sa peine.

Jean Barbier a été libéré le 28 août 1983, « *sans avoir*, a indiqué le ministère de la justice, *bénéficié d'une libération conditionnelle ni d'aucune mesure de grâce exceptionnelle* ». Membre du Parti populaire français — le PPF de Jacques Doriot, — Barbier était devenu chef des groupes d'action du PPF à Grenoble, puis membre de la Waffen SS et de la Gestapo. A ce titre, il sera reconnu coupable de multiples arrestations de résistants, de tortures et de crimes. C'est par contumace que Barbier sera condamné, le 8 mai 1945, par la cour de justice de l'Isère, à la peine capitale. On retrouve sa trace à Marseille fin 1961, où il vit sous un nom d'emprunt depuis 1947 avec une jeune femme dont il aura deux enfants.

A cette époque, une fille de sa concubine fugue. Aux gendarmes qui l'interrogent, elle déclare que l'homme qui vit avec sa mère ne s'appellerait pas « Jacques Le Royer », comme il le prétend, mais Barbier, et qu'il *« a peur de la police »*.

En janvier 1962, quand les gendarmes se présentent à son domicile, Barbier a disparu. En mai de la même année, il se présente au siège du tribunal permanent des forces armées de Marseille pour s'y constituer prisonnier. Coup de théâtre : le parquet n'ayant pas son dossier, il en ressort libre, avec en poche une citation à comparaître en juin ! En 1963, il se présente devant un juge d'instruction militaire, et, en juillet 1965, devant la Cour de sûreté de l'Etat, qui le condamne à la peine de mort. Toutefois, la chambre criminelle de la Cour de cassation annule, en octobre 1965, l'arrêt de la Cour de sûreté.

Rejugé en avril 1966, Jean Barbier sera de nouveau condamné à mort. Mais le général de Gaulle le gracie fin juillet 1966, décision qui suscite une très vive émotion dans les milieux de la Résistance et dans le monde politique. Barbier est alors emprisonné à la centrale de Melun. En septembre 1970, le président Pompidou commue la peine perpétuelle en vingt ans de réclusion.

Chef de service à la Gestapo d'Angers, Jacques Vasseur est condamné à mort par contumace en 1945 par la cour de justice d'Angers. C'est seulement en novembre 1962 qu'il sera arrêté à La Madeleine-lès-Ville (Nord) : depuis la Libération, Vasseur vit caché au domicile de sa mère, passant ses journées dans un grenier à étudier plusieurs langues étrangères et ne sortant en plein air, dans le jardin, que nuitamment. Son procès s'ouvre devant la Cour de sûreté de l'Etat en octobre 1965. Le bilan qu'on lui impute est terrible : quatre cent trente arrestations, trois cent dix déportations, deux cent trente morts... Le 6 novembre, il est condamné à mort. En février 1966, le général de Gaulle lui accorde sa grâce, et sa peine est commuée en réclusion perpétuelle, puis, en septembre 1970, en vingt ans par le président Pompidou. Jacques Vasseur, qui a épousé en 1974 une bibliothécaire de l'université de Heidelberg d'origine tchèque, a été libéré de la centrale de Melun en septembre 1983.

Secret

Barbier, Vasseur et Cortial ont payé. Ces criminels, qui ont livré des résistants à l'ennemi durant la seconde guerre mondiale (Cortial) et ont torturé et assassiné des maquisards (Barbier), sont libres. On les avait presque oubliés, ou fait semblant. Seuls d'anciens résistants, déportés, fils et filles de déportés, se souvenaient d'eux. Barbier, Vasseur et Cortial, mis aux oubliettes, y ont expié leurs forfaits. Mᵉ Serge Klarsfeld, président des Fils et Filles de déportés de France, estime que l'« ardoise » est réglée.

Ces hommes qui, aujourd'hui, ont tous trois soixante-quatre ans faisaient partie des plus anciens prisonniers de France. Mᵉ Stanciu, qui plaida pour Vasseur devant la Cour de sûreté de l'Etat, le qualifie de *« doyen des détenus »*. Ce dernier, libéré fort discrètement en septembre 1983, sans même que son ancien avocat soit prévenu, a aussitôt gagné la République fédérale d'Allemagne. La même discrétion a entouré les libérations de Barbier, en août 1983, et de Cortial, fin 1982.

L'information — même sobre — qui aurait pu accompagner ces élargissements de Français condamnés pour intelligence avec l'ennemi a donc été volontairement évitée. La nouvelle n'a été connue, dimanche, que par les hasards d'une « fuite ». Curieuse justice, publique lors des procès et secrète au moment des libérations.

Ce silence paraîtra paradoxal, alors même que les libérations ne sont pas juridiquement contestables. La justice française instruit le dossier de Klaus Barbie, expulsé de Bolivie en février 1983 vers la France. Le bruit suscité autour de Barbie, ancien chef de la police politique allemande à Lyon, n'a pas, lui, effrayé la chancellerie.

L. G.

L'enseignement catholique n'organisera qu'en dernier recours une manifestation nationale à Paris

La manifestation de soutien à l'école privée qui est prévue le 4 mars à Versailles *« sera localisée à l'Ile-de-France et aux départements alentour »*, a précisé dimanche 12 février le chanoine Paul Guiberteau, secrétaire général de l'enseignement catholique, qui était l'invité du « *Club de la Presse* » d'Europe 1. Manifester à Paris ? *« Ce serait vraiment le jour où il n'y aurait rien d'autre à faire »*, a répondu le Père Guiberteau. *« Mobiliser les Français à Paris aurait un impact très puissant, mais ce serait aussi une source de difficultés d'abord, de danger ensuite. Il faudrait vraiment être acculés à cette solution ultime pour en prendre la décision. »*.

Interrogé sur le risque de récupération politique de l'enseignement catholique, le Père Guiberteau a estimé que *« le débat scolaire déborde les clivages politiques de droite et de gauche »*. La preuve : *« 70 % des Français se déclarent pour la liberté d'enseignement, alors qu'aucune coalition politique n'atteint cette proportion en France »*.

Le SNEC-CFTC réclame « un statut unifié » pour les maîtres

Sur l'issue des négociations, le secrétaire général de l'enseignement catholique a affirmé qu'il n'est *« peut-être pas absolument pessimiste, parce que la mobilisation des Français est constante à ce sujet et que l'opinion publique ne peut pas être ignorée des hommes au pouvoir »*.

Les manifestations de rue sont approuvées par le SNEC-CFTC, qui s'affirme comme « *le principal syndicat* » dans l'enseignement privé en revendiquant plus de 37 % des enseignants. Elles sont *« une étape nécessaire contre le projet intégrationniste »*, a déclaré le conseil national de cette organisation qui était réuni à Tours pendant le week-end.

Le SNEC-CFTC, nous indique notre correspondant, est d'accord avec *« la proposition d'un statut unifié »*, formulée par le comité national de l'enseignement catholique, qui donne à tous les maîtres la possibilité *« d'avancer vers un statut cohérent que le syndicat préconise depuis 1977 »*. Selon lui, il ne faut pas que *« disparaisse dans l'opération, comme le souhaite le gouvernement, ce qui fait la valeur des dispositions conventionnelles dont bénéficient actuellement les maîtres sous contrat simple »*.

Le SNEC-CFTC met en relief cette *« avancée essentielle »* que constitue l'organisation de l'emploi *« par des accords internes à la profession avec des commissions paritaires, et la garantie de la rémunération par l'enseignement privé lui-même »*. Quant à la proposition de créer un organisme collecteur de fonds, qui soit un établissement public de caractère administratif, il remarque que *« l'enseignement catholique risque de s'engager dans un engrenage qu'il ne pourrait pas maîtriser, puisque c'est un organisme de même nature que le gouvernement a choisi pour étouffer l'autonomie des établissements privés »*.

● *Réélection du président de la Fédération protestante.* — Le pasteur Jacques Maury a été réélu, samedi 11 février, président de la Fédération protestante de France, à l'unanimité des votants (36 sur 36), par le Conseil national de la Fédération.

[Né le 10 novembre 1920 à Clamart (Hauts-de-Seine), M. Maury préside la Fédération protestante de France depuis 1977. Fils du pasteur Pierre Maury, il a fait ses études au collège de Calvin de Genève, aux lycées de Montpellier et Janson-de-Sailly à Paris. Ensuite, il a été successivement pasteur à Lezay (Deux-Sèvres), secrétaire général de la Fédération française des associations chrétiennes d'étudiants, pasteur à Poitiers (Vienne), président du Conseil national de l'Eglise réformée de France (1968-1977), vice-président (1968) puis président (depuis 1977) de la Fédération protestante de France. Il est également vice-président de la division Mission et Evangélisation du Conseil œcuménique des Eglises (COEE).]

Le dispositif militaire français a été aménagé pour s'engager très tôt aux côtés des alliés

confirme l'état-major des armées

De notre envoyé spécial

Lille. — *« Il a été décidé, tout en préservant notre liberté d'action et notre entière autonomie de décision, de lever toute ambiguïté, vis-à-vis de nos alliés, sur notre capacité à nous engager, éventuellement très tôt, à leurs côtés, concrétisant ainsi la solidarité qui nous lie à nos partenaires européens. »* C'est en ces termes que le général Hervé Zwingelstein, chef du bureau « études générales » de l'état-major des armées, a expliqué la signification politique de la réorganisation actuelle de l'armée de terre française, à l'occasion d'une présentation, samedi 11 février, à Lille, à M. Pierre Mauroy, du IIIᵉ corps d'armée, qui sera institué, le 1ᵉʳ juillet prochain, dans la ville dont le premier ministre est le maire.

Accompagné de son ministre de la défense, M. Charles Hernu, le premier ministre s'est fait expliquer l'organisation du IIIᵉ corps d'armée par le général Alain Bizard, qui le commande, et l'emploi éventuel de cette grande unité de 50 000 hommes par le général Jacques Guichard, sous-chef « emploi » à l'état-major des armées. Le IIIᵉ corps d'armée devrait être définitivement installé à la fin de 1986 dans le nord du pays.

Outre une grande unité nucléaire tactique, composée de missiles Hades, et une force rapide de 47 000 hommes, l'armée de terre comprendra désormais un corps blindé et mécanisé de 150 000 hommes, qui réunira 10 divisions, dont 6 divisions blindées (avec 1 000 chars AMX-30), 2 divisions d'infanterie et 2 divisions légères blindées, recrutées à partir du personnel d'active des écoles militaires.

Cet ensemble de divisions sera regroupé en trois corps d'armée dont deux (le Iᵉʳ corps à Metz et le IIᵉ corps à Baden, en Allemagne fédérale) existent déjà, et le IIIᵉ corps, remanié, aura son PC déplacé de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), où il se trouve, aujourd'hui, à Lille pour être au plus près des unités chargées de contrer une menace éventuelle venue du nord.

De cette menace du nord, le général Zwingelstein a dit qu'elle n'était peut-être pas la plus probable, mais qu'elle était la plus dangereuse, compte tenu d'un dispositif militaire français « *dégarni* » en un tel secteur et davantage tourné vers le centre ou l'est. *« Avant un renfort des unités américaines en Europe, qui viendrait des Etats-Unis*, a précisé le chef du bureau « études générales » à l'état-major des armées, *l'armée française est la réserve, le deuxième échelon de l'alliance. »* Les commandements belge et néerlandais, dont les forces sont en avant des frontières françaises, ont été informés de ce remaniement du dispositif national, face à un danger du nord.

En temps de paix, le IIIᵉ corps d'armée réunira trois divisions : la 2ᵉ division blindée à Versailles, la 8ᵉ division d'infanterie à Amiens et la 12ᵉ division d'infanterie (constituée à partir de l'école de Saumur). Un régiment de missiles nucléaires tactiques Pluton lui est rattaché. En temps de crise, ce IIIᵉ corps d'armée sera renforcé d'une quatrième division, et ses effectifs seront de 50 000 hommes.

JACQUES ISNARD.

M. MARCHAIS : « Une défense européenne constituerait une remise en cause de l'indépendance de la France »

Le secrétaire général du PCF, M. Georges Marchais, a récusé, lors d'une assemblée-débat samedi 11 février à Paris sur les problèmes de défense, la conception avancée par Mᵐᵉ Simone Veil et M. Jacques Chirac d'une défense européenne. *« Je comprends que l'UDF et le RPR*, a expliqué M. Marchais, *qui ne rêvent que de ligoter la France au sein d'une Europe supranationale étroitement inféodée aux Etats-Unis, envisagent d'avancer rapidement en ce sens. Mais un tel projet, qui assurerait l'accès de la République fédérale d'Allemagne à l'arme nucléaire, serait dangereux pour la paix. Il constituerait une grave mise en cause de l'indépendance et de la sécurité de notre pays. »*

Rappelant que le PCF s'était prononcé en 1977 *« pour la conception de la dissuasion nucléaire tous azimuts comme base de la sécurité de notre pays »*, le secrétaire général du PCF a estimé que la construction de l'arme à neutrons signifierait *« l'abandon de la stratégie de dissuasion tous azimuts au profit d'une stratégie de guerre nucléaire possible, de « guerre limitée à l'Europe », selon la conception même de Reagan »*.

A propos de la création d'une force d'action rapide en France, M. Marchais a exprimé ses inquiétudes sur les missions de cette unité, *« notamment au centre de l'Europe »*. *« N'y a-t-il pas*, s'est-il demandé, *un danger de retour de notre pays au sein du commandement militaire intégré de l'OTAN et, par conséquent, une remise en cause de la décision prise par le général de Gaulle en 1966 ? »*

M. Marchais a affirmé que le PCF a approuvé la réduction des effectifs dans les armées françaises. *« Mais si ces réductions*, a-t-il ajouté, *portent surtout sur les appelés et si, dans le même temps, est instauré un volontariat d'un an au-delà du service militaire légal, n'y a-t-il pas le risque d'un glissement accentué vers la constitution d'une armée de métier ? »* Enfin, à propos du Tchad et du Liban, le secrétaire général du PCF a déclaré qu'*« il convient d'éviter tout engrenage »*.

Répondant ensuite à des questions de l'auditoire, M. Marchais a évoqué la proposition de M. François Mitterrand à l'Europe de concevoir une station orbitale habitée à des fins militaires. *« Puisque les Américains et les Soviétiques en ont*, a-t-il ajouté, *il ait normal que les Européens en aient. »* D'autre part, M. Marchais a affirmé qu'*« il serait totalement erroné de qualifier l'armée française d'armée de type fasciste. Il y a des gens dans l'armée qui ne sont pas d'accord avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, il y a des gens qui ne sont pas d'accord avec la participation de ministres communistes au gouvernement, mais je n'ai pas vu, dans l'armée, de mouvement d'ampleur visant à renverser le gouvernement pour instaurer une dictature de droite »*.

Le secrétaire général du PCF a cependant estimé *« scandaleux »* de dire, à l'occasion de manœuvres, que *« l'ennemi c'est l'Union soviétique et, à l'intérieur, c'est le PCF. Comme si nous étions des traîtres ? »*.

Jean-Paul II légitime l'objection de conscience

Jean-Paul II a rendu hommage aux Etats, qui admettent l'objection de conscience, dimanche 12 février, dans un discours improvisé devant quelque quatre cents jeunes gens de la paroisse Saint-Hippolyte, à Rome.

« Je voudrais dire, à propos de l'objection de conscience, que les Etats qui sont capables d'accepter une autre forme de service public pour les jeunes gens que le service militaire font preuve de maturité, en particulier lorsqu'ils permettent de remplacer l'un par l'autre », a notamment déclaré le pape. C'est la première fois, relèvent les observateurs, que le pape s'exprime en ces termes à propos de l'objection de conscience. — *(AFP)*.

Trois mois de prison pour l'insoumis « récidiviste »

Dijon. — Le tribunal de Dijon vient de condamner Michel Springaux, vingt-sept ans, à trois mois de prison ferme. Cet insoumis, depuis huit ans, comparaissait pour la troisième fois devant la même juridiction dijonnaise (*le Monde* du 6 février).

Ce jugement met vraisemblablement fin à cette affaire, puisque, au terme de ces trois mois d'emprisonnement, Michel Springaux, en cumulant ses autres séjours derrière les barreaux, totalisera plus d'une année d'incarcération pour le même motif. Il pourrait donc bénéficier des nouvelles dispositions du décret de juillet 1983 qui laissent aux insoumis la possibilité d'être réformés après une année ferme de prison. La section d'Amnesty International de Princeton (Etats-Unis) perdrait ainsi « son » prisonnier politique. — *(Corresp.)*

Le corps de Magali retrouvé près d'Agen

Le corps de Magali Forabosco, sept ans, disparue le 27 janvier, à Colayrac-Saint-Cirq (Lot-et-Garonne), a été retrouvé, dimanche 12 février, dans une forêt proche d'Agen. L'enfant a été formellement reconnue par son oncle. Une autopsie devait avoir lieu, lundi, pour déterminer les causes de la mort.

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Valorisez votre potentiel en rejoignant une Banque en plein développement



BANQUE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

Banque importante, conservant une taille humaine, nous avons axé notre expansion sur deux activités principales : financements d'entreprises et placements d'Organismes Institutionnels, d'entreprises, et de leurs Dirigeants et salariés.

Une gamme complète de produits, notamment SICAV, F.C.P. et gestion de portefeuilles, a permis une croissance forte et continue de nos capitaux gérés.

Cette expansion nous conduit à rechercher :

UN ADJOINT PLACEMENTS - agence centrale Paris

Réf. 3521

Rattaché directement au Directeur de l'Agence Centrale, il sera chargé de coordonner l'action de prospection et d'entretien de clientèle d'une petite équipe et de développer et suivre lui-même une clientèle de haut niveau.

Ce poste de niveau classe V ou VI nécessite une formation supérieure, une excellente expérience de la vente et du conseil en placements, ainsi que de l'organisation et de l'animation commerciale.

UN ATTACHE DE CLIENTELE PLACEMENTS - Lyon

Réf. 3522

Rattaché au Directeur de l'Agence de LYON, il aura mission de développer puis de suivre une clientèle d'organismes et de particuliers.

Une formation supérieure (Ecole de Commerce...) et une première expérience similaire dans une banque ou un réseau de vente de placements financiers sont demandées.

Le poste est de niveau Classe III ou IV.

Ces postes offrent des perspectives de carrière dans l'Exploitation Agences ou au Siège, en fonction des résultats, et éventuellement de la mobilité géographique à moyen terme.

Merci d'adresser sous référence choisie, C.V. avec lettre manuscrite, photo, en précisant statut, rémunération actuelle et prétentions à rscg carrières 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS.

MID

Stratégie - Diversification

Société de conseil en stratégie d'entreprise en forte expansion

- Nous travaillons à l'échelon international pour des grands groupes et des entreprises moyennes performantes.
- Nous intégrons dans notre démarche conceptuelle les caractéristiques du secteur étudié et les spécificités culturelles des entreprises.
- Nous assistons nos clients dans l'élaboration et le choix de leur stratégie.
- Nous avons la volonté de devenir l'un des leaders du marché.

Nous recherchons des

CONSULTANTS

Diplômés de l'enseignement supérieur
(type grandes écoles commerciales ou scientifiques françaises)

- — Possédant, de préférence, également un MBA Américain ou Européen.
- — Ayant une expérience professionnelle réussie (même brève).
- — Maîtrisant parfaitement au moins une langue étrangère (Anglais, Allemand, Italien, Espagnol).
- — Dotés de rigueur analytique et de pouvoir de communication.
- — Disponibles pour effectuer de fréquents déplacements en France et à l'Etranger.

Adresser votre dossier de candidature à Mme Dominique LODS
MID
1232, rue Louis Blériot - B.P. 26 - 78530 Buc.

Pour faire face à son expansion, ***PROGILOG*** *recherche*

JEUNES DIPLOMES GRANDES ECOLES (X, ECP, ESE, MINES, HEC...)

débutants avec option informatique ou 2 à 3 ans d'expérience informatique (grandes entreprises, constructeurs, cabinets de conseils) pour renforcer

SON DEPARTEMENT CONSEILS

Voulez-vous saisir l'opportunité :
- de collaborer à la mise en place d'applications de gestion pour de grandes entreprises nationales et internationales
• de travailler dans un contexte international en relation directe avec les concepteurs du produit ;

Nous vous proposons :
- d'utiliser ***FOCUS, le langage de 4ème génération le plus vendu dans le monde en 1983*** *disponible sur IBM (CMS/TSO/CICS/IMS-DC) et sur micro-ordinateur ;*
• d'acquérir une formation pratique aux techniques de gestion (gestion commerciale, gestion financière, production,...) et à leurs solutions informatiques les plus évoluées.

Pour exploiter au mieux :
• vos qualités de pédagogue ; • votre intérêt pour la nouveauté et la diversité dans les applications ; • votre goût pour l'efficacité ; • votre connaissance de l'anglais ;

Nous vous offrons le poste

d'Ingénieur Consultant

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. et photo à Stéphane CHABREL.
Société PROGILOG
49, rue de la Fédération
75015 PARIS
Tél : *734.55.31*



NOUS SOMMES UNE IMPORTANTE SOCIETE DE DISTRIBUTION implantée en Région Parisienne, et nous recherchons

CHEF DU PERSONNEL JUNIOR

Dans sa division, il aura à traiter les problèmes sociaux, de gestion, et d'administration du personnel.

De formation supérieure (gestion du personnel, ressources humaines, droit social), homme ou femme, vous avez au moins 26 ans et déjà une expérience de 2 à 3 ans de la fonction personnel.

Vos motivations, votre dynamisme, votre sens de l'entreprise, des relations humaines, et de l'équipe, contribueront à votre intégration au sein d'une structure jeune.

Rémunération motivante.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence LM 1302 (lettre manuscrite + CV + photo) au :

CABINET PANISSOD-SUHNER - 109, rue de Turenne 75003 Paris

IMPORTANTE REVUE SPÉCIALISÉE
recherche pour rédaction et enquêtes

COLLABORATEUR PERMANENT

Expérimenté et de haut niveau, ayant solide connaissance des questions économiques, financières, diplomatiques du continent africain et du monde arabe.

Adresser lettre + C.V. et photo à : *KOHOMM et Associés* 27, rue d'Amsterdam, 75008.

TRES IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS
recherche
POUR SES SERVICES JURIDIQUES

JURISTE CONFIRME H/F

âgé(e) de 35 ans au moins

chargé(e) de traiter principalement des dossiers contentieux de toute nature,ainsi que les aspects juridiques de la gestion des immeubles (baux commerciaux) et des fonds de commerce (cessions, location-gérance).
L' intéressé(e) doit être pourvu(e) d'une maîtrise ou d'un doctorat en droit privé.

La connaissance de l'Anglais serait appréciée.

Une pratique de plusieurs années, soit comme avocat ou conseil juridique, soit comme juriste d'entreprise conférant une bonne connaissance de la procédure devant les Juridictions, est indispensable.

Adresser curriculum vitae détaillé sous référence 6263 à Axial Publicité 27 rue Taitbout - 75009 Paris - qui transmettra.

LES AVIONS MARCEL DASSAULT BREGUET AVIATION
recherche pour leur centre de BRETIGNY

UN INGENIEUR Grande Ecole

ayant une première expérience en informatique.

Il s'intégrera dans une équipe existante chargée de réaliser des logiciels pour la mise en œuvre et l'exploitation des essais sur bancs de mise au point au sol des systèmes avioniques.

Le goût du contact et du travail en groupe apparait nécessaire.

Envoyer C.V. sous réf. 86542
à CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

AVIONS MARCEL DASSAULT – BREGUET AVIATION

VILLE DE MONTREUIL (93)
recrute

1 RESPONSABLE
POUR LE SERVICE
ORGANISATION et MÉTHODES

Il sera chargé du suivi des études d'organisation (organisation administrative, bureautique, liaisons avec le syndicat d'informatique), de la coordination et de l'animation du système interne.

Diplômes exigés : Ingénieur ou 3e cycle

Adresser C.V., copies diplômes et références à :
Monsieur le Maire - 93105 MONTREUIL Cedex

STATISTICIEN

Formation ingénieur ou universitaire pour études mathématiques et/ou statistiques.
Conception et analyse de plans d'expérience.
Dépouillement d'enquêtes.
Débutant ou quelques années d'expérience.
Anglais parlé.
Lieu de travail : banlieue Paris sud.

Envoyer C.V. sous n° T 044-303 M,
REGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Pour s'intégrer aux équipes d'études qui préparent **ses futures gammes d'ordinateurs Bull Systèmes recherche des**

INGENIEURS CAO VLSI

Ils participeront à l'étude et au développement d'un système intégré de CAO permettant la mise en oeuvre de méthodologies nouvelles de conception structurée des VLSI.
Plusieurs postes sont ouverts touchant la simulation fonctionnelle et la vérification des VLSI, la composition assistée du plan de masse, la compilation des masques et les tests.
Ces postes s'adressent de préférence à des candidats diplômés des Grandes Ecoles (ou equivalent).
Lieu de travail : Les Clayes sous Bois (78).
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 104 M à
Gérard Lavergne
Cii Honeywell Bull
PC OG021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20

Bull

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Nous sommes parmi les leaders européens et mondiaux en matière de PIGMENTS destinés à l'industrie. Nous recherchons un

Agent technico-commercial
170-210 000 F Région Parisienne

Rendant compte à la direction commerciale et dans le cadre d'une approche marketing réaliste et prospective, vous aurez pour mission de :
- détecter les attentes du marché, suivre la concurrence en terme « quantités et prix » ;
- visiter, fidéliser et élargir une clientèle exclusivement industrielle sur Paris et la ceinture ;
- mener les négociations techniques et commerciales dans le cadre des directives fixées par le marketing.

Vous avez au moins 30 ans, êtes de préférence diplômé d'une école de commerce ou possédez une formation d'ingénieur chimiste. Bon négociateur, rigoureux, à l'écoute du marché et justifiant d'une expérience confirmée de la vente de produits industriels (si possible chimiques), vous désirez relever le défi de développer une région qui sera une des pièces maîtresses sur le marché français dans les trois ans à venir.

Vos résultats, liés à votre réussite, vous permettront d'évoluer vers une fonction plus importante.

Gilbert RAYNAUD, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre candidature qu'il traite confidentiellement s/réf. 5088/LM à l'adresse suivante :



Département Conseil en Recrutement
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS
Tél. : (1) 227.96.49

AFCOREM

MEDIA PA

Société de création récente et en pleine expension, nous distribuons pour deux grands groupes de renommée internationale, des PRODUITS VIDEO.

Notre objectif pour 1984 : 100 millions de francs de chiffre d'affaires, 2 500 clients. Pour améliorer les performances de notre gestion, nous recherchons un

« Controller » junior H/F
180-210 000 F Paris

Rendant compte au Président et en liaison permanente avec le directeur financier de l'un des groupes mandataires, vous :
- êtes responsable de la définition, de la mise en place et du fonctionnement d'un système autonome de gestion informatisée ;
- procédez à l'organisation administrative de notre société ;
- assurez le contrôle de gestion : prévisions et contrôle budgétaires, analyse des écarts, actions correctrices... ;
- établissez le reporting mensuel type U.S.

Agé d'au moins 26 ans, vous êtes diplômé d'une grande école de commerce (HEC, ESSEC, ESC, option contrôle de gestion et finance). Vous justifiez d'une première expérience opérationnelle de la fonction dans une société anglo-saxonne et savez utiliser l'outil informatique. La maîtrise de la langue anglaise est impérative.

Votre réussite à ce poste vous permettra d'évoluer au sein de l'un des groupes mandataires.

Gilbert RAYNAUD, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre candidature, qu'il traite confidentiellement s/réf. 5089/LM à l'adresse ci-dessous :



Département Conseil en Recrutement
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS
Tél. : (1) 227.96.49

AFCOREM

MEDIA PA

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MULTINATIONALE
Fabrication de pièces moteurs automobile

recherche

INGÉNIEUR ÉTUDE DE PRODUITS

Le candidat devra :

- être diplômé d'une Ecole d'Ingénieur (Centrale - AM - ENSI... etc.) ;
- posséder de 3 à 5 ans d'expérience ;
- parler couramment anglais.

Le poste consiste :

- à définir techniquement le produit en collaboration avec les bureaux d'études des Constructeurs Automobiles ;
- à orienter les recherches fondamentales de notre laboratoire central des USA.

Formation assurée.
Possibilité stage USA.
Lieu de travail : ville universitaire près de Paris.

Ecrire avec C.V. détaillé + photo à ORLET ss nº 202.257, 136, avenue du Général-de-Gaulle, 92522 NEUILLY-SUR-SEINE.



THOMSON-CSF
DIVISION ÉQUIPEMENTS AVIONIQUES
AVIONIQUE ET TRANSFERT DE TECHNOLOGIE

La Division Équipements Avioniques conçoit et fabrique du matériel de haute performance dans un domaine à technologie de pointe. L'important développement de ses activités implique des coopérations avec des industries étrangères pour les prochaines années.

La conduite de ces affaires nous amène à recruter un

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

ayant au moins 5 ans d'expérience industrielle dans le domaine de la fabrication d'équipement électronique pour l'aéronautique, afin de prendre la responsabilité de la définition et de la mise en route des structures industrielles à l'étranger.

La fonction nécessite de nombreux déplacements de courte durée à l'étranger et l'habitude des contacts à tous les niveaux.
Langue anglaise indispensable.
La réussite dans ce poste permettra à un candidat motivé de prendre rapidement des responsabilités d'affaires.

Les candidats sont priés d'adresser leur dossier accompagné d'une photo sous référence IEM à Madame CHARRIER, THOMSON- CSF, 52, rue Guynemer 92132 ISSY-LES-MOULINEAUX.



BRANCHE ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES

HAVAS CONTACT

ENERTEC
DEPARTEMENT SYSTEMES DE TEST DU GROUPE SCHLUMBERGER

Nous sommes leader mondial dans le domaine du test de circuits intégrés et commercialisons des ensembles accompagnés d'un réseau de transmission et de modules soft-ware permettant la gestion centralisée d'usines de production et la génération automatique de vecteurs de test.

Ingénieurs de ventes

Voulez-vous rejoindre notre équipe de ventes en région parisienne où, après une période de formation, nous vous confierons un secteur de clientèle existante.

Vous avez une première expérience acquise dans la vente de biens d'équipement ou dans le test de circuits intégrés complexes, vous êtes jeunes, disponibles et motivés par la vente de produits de haute technicité.
L'évolution rapide de notre volume d'affaires offre de nombreuses opportunités de carrière à tout candidat performant.

Merci d'adresser votre dossier, lettre manuscrite, photo et prétentions, sous la référence S 359, à Enertec, Département Systèmes de Test - 34 rue Necker, Z.I. Z.I. de Verpilleux 42000 Saint-Etienne.

ENERTEC
Schlumberger

SNECMA

Société Nationale (12.700 personnes dont 1550 cadres) nous sommes spécialisés dans l'étude et la fabrication de moteurs d'avions civils et militaires et nous comptons parmi les plus importants motoristes du monde occidental.
Largement exportateurs, nous avons diversifié nos activités au sein d'un Groupe puissant.
Le GROUPE SNECMA entend poursuivre une politique de recherche et de développement dans le domaine des technologies avancées pour renforcer sa compétitivité internationale.





Pour CORBEIL
ANALYSTE
GESTION DE PRODUCTION

Réf. GP

Débutant ou ayant quelques années d'expérience, il participera à l'étude, la réalisation et la maintenance de systèmes informatiques appliqués à la production.

Pour ce poste, **un diplôme de l'enseignement supérieur** sera demandé.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions
à SNECMA - Département Encadrement -
2, boulevard Victor - 75015 PARIS

NOUS SOMMES UNE IMPORTANTE SOCIETE DE DISTRIBUTION
implantée en Région Parisienne, et nous recherchons pour notre siège

LE RESPONSABLE DE LA FORMATION

Sa mission essentielle sera : • le recensement des besoins et la conception du plan de formation • sa mise en œuvre • le contrôle des résultats • sa gestion administrative et budgétaire • les relations avec les organismes de formation.

Garant de la pédagogie, vous avez au moins 26 ans et une expérience de l'animation, de la formation, et, si possible, de sa gestion.

Votre dynamisme, votre sens des relations humaines et de l'entreprise vous permettront de vous intégrer à une équipe jeune et motivée.

Si vous êtes intéressé par ce poste, nous vous conseillons d'adresser votre candidature sous la référence LM 1302 (lettre manuscrite + CV + photo) au :

CABINET PANISSOD-SUHNER - 109, rue de Turenne 75003 Paris

Adjoint au responsable de la zone Amérique (Nord et Sud) pour sa Direction Bancaire Internationale

VCP
BANQUE VERNES ET COMMERCIALE DE PARIS

Diplômé d'études supérieures (de préférence commerciales).
2 ans minimum d'expérience bancaire internationale.
Excellente maîtrise de la langue anglaise. Langue espagnole appréciée.
Une bonne connaissance des USA serait un atout supplémentaire.
Ce poste est basé à Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, salaire actuel et prétentions à la Direction des Relations Sociales et du Personnel - Banque Vernes
52, avenue Hoche - 75008 PARIS



Société multinationale américaine, 22 000 personnes dans le monde, leader des technologies de pointe sur le marché des micro-processeurs et de la micro-informatique recherche pour son siège social de Rungis :
ingénieur informaticien avec 2 ans d'expérience, de développement de systèmes à base de micro-processeurs, désireux d'appliquer ses aptitudes pédagogiques comme

INGENIEUR INFORMATICIEN FORMATION CLIENTELE

Nous assurons une mise à niveau de nos produits avancés, un recyclage permanent par des spécialistes américains et des possibilités d'évolution vers des fonctions techniques ou commerciales en France ou à l'étranger.
Cet ingénieur aura à préparer et animer des sessions de formation pour nos clients.
L'anglais est nécessaire.

Veuillez envoyer lettre de candidature, CV et photo, à INTEL.
Direction du Personnel, 5 place de la Balance, Silic 223, 94528 Rungis Cédex
(sous référence 132).

média-system

INGÉNIEUR,
UN PATRON D'ENVERGURE POUR GÉRER NOTRE UNITÉ

Prestataire de services, notre filiale est spécialisée dans la gestion et la distribution d'énergies sous forme de chaleur. Nous exploitons des centrales et des installations thermiques puissantes destinées à assurer le chauffage de plus de 100 000 logements.

Nous sommes implantés sur le terrain, chez notre client, et structurés en unités autonomes pour agir efficacement et rapidement : service oblige.

Aussi, nous recherchons un cadre de haut niveau pour diriger l'une de nos agences. Rattaché à la Direction générale, sa mission consiste à assurer la gestion technique d'un parc important d'installations thermiques généralement implantées dans des bâtiments à usage collectif.

En tant que spécialiste, il est responsable du fonctionnement des appareillages et de leur rendement. Il évalue le matériel pour définir des actions d'entretien, les contrôles, organise les travaux et les supervise.
Il gère ses contrats, ses achats de matériels, définit ses budgets et anime une équipe de 40 techniciens.

C'est un homme de terrain et un meneur, qui a le sens de la rentabilité et le goût des contacts clientèle.
Ce poste convient à un ingénieur **ECAM, AM, ENSAIS** ou équivalent, âgé au moins de 30 ans, possédant l'expérience de la gestion et de l'animation d'un service après-vente ou d'un centre de profit à dominante technique. Il a nécessairement fait ses preuves dans la direction d'une équipe de techniciens.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) sous réf. 9478
à : Organisation et Publicité 2, rue Marengo, 75001 Paris, qui transmettra.

Ingénieurs électroniciens

Notre importante Société de services appartient au secteur pétrolier. Spécialisée dans les mesures en cours de forage, elle fabrique du matériel de prospection.

Nous recherchons des ingénieurs électroniciens de haut niveau pour notre laboratoire de recherches situé en banlieue Nord.

Vous serez responsable du développement de projets faisant appel à des techniques de pointe dans les domaines de mesures physiques et traitement de données.

Nous souhaitons rencontrer, pour ces postes, des ingénieurs possédant, si possible, une expérience de 3 à 5 ans dans un domaine similaire.

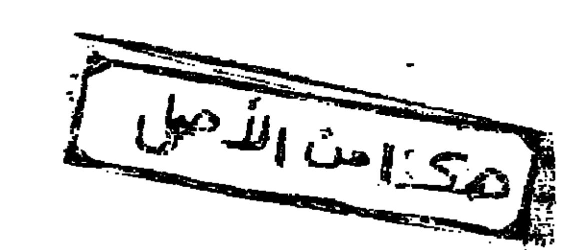
Vous avez de bonnes connaissances en électronique analogique et numérique ainsi qu'en microprocesseurs.

La pratique de la langue anglaise et une certaine disponibilité pour des déplacements de courte durée en France et à l'étranger seront appréciées.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la réf. *2774/LM*, à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

MEDIA PA





Le Monde

ÉCONOMIE

DEUX ANS DE NATIONALISATIONS

Le glissement vers un capitalisme d'État

LE 17 février 1982 le conseil des ministres nommait les patrons des entreprises nouvellement nationalisées. L'une des principales modifications de structures promises par les socialistes avant leur arrivée au pouvoir était ainsi mise en application. Voilà donc vingt-quatre mois que l'Etat est propriétaire d'entreprises industrielles qui ont représenté – énergie exclue – en 1982, selon la direction de la prévision, 17 % de la valeur ajoutée par l'industrie nationale, 16 à 17 % des effectifs, 22 % des investissements et 26 % des exportations. Un niveau qui n'a été atteint dans aucun autre grand pays industrialisé d'Occident.

Deux ans c'est trop court pour prétendre dresser un *bilan* : une stratégie industrielle se juge sur dix ans, voire plus. Mais c'est assez déjà pour évaluer des tendances, à l'aune des objectifs énoncés comme des craintes exprimées par les opposants les plus vifs.

Force est de constater d'abord que les grands malheurs annoncés ne se sont pas produits. L'on était persuadé – y compris à la Chancellerie – d'avoir à faire face à de multiples contentieux devant des tribunaux étrangers et nationaux ou devant la Commission européenne des droits de l'homme. Or il n'en a rien été, preuve que l'indemnisation des anciens propriétaires – gros ou petits porteurs – était, selon une formule de M. Mauroy, *« juridiquement incontestable et financièrement équitable »*, même si le Conseil constitutionnel a dû intervenir. Il ne manque d'ailleurs pas d'experts pour juger que certains groupes ont été cher payés.

Les effets des nationalisations sur les partenaires étrangers de ces sociétés (principalement Rhône-Poulenc, Pechiney, Saint-Gobain, CGE, Thomson et CII-HB) n'ont pas non plus eu la vigueur attendue par certains. Les réticences ont été faibles (même si l'échec du rapprochement de Thomson et Grundig a pu être attribué au caractère public du premier) et ces firmes multinationales ont poursuivi comme avant leurs activités hors des frontières de l'Hexagone, signant des accords, négociant des prises de participation.

Pour ne prendre qu'un exemple parmi cent autres, Rhône-Poulenc, dans les derniers mois de 1983, a signé des accords avec deux firmes japonaises, Mitsui et Showa Denko, et créé une filiale 50-50 avec l'un des *leaders américains du silicium*, Siltec. Et la Thomson nationalisée a récemment obtenu de l'Arabie Saoudite le plus beau contrat de son histoire. M. Haberer, *« un homme de l'ancien régime »*, directeur du Trésor lors des nationalisations, devenu depuis lors patron de Paribas, reconnaît ainsi volontiers que ses craintes sur l'effet des nationalisations à l'étranger *étaient* excessives. Paribas n'a-t-il pas pratiquement repris en douceur le contrôle de ses filiales belge et suisse ?

En jachère

L'interventionnisme quotidien dont on menaçait ces grands groupes – avec son corollaire, la paralysie des activités – n'a pas non plus été flagrant. Certes certains PDG se plaignent encore d'être trop souvent sollicités par de nombreux ministères et avouent aujourd'hui que M. Chevènement entrait parfois bien loin dans les détails. Mais globalement il est difficile de dire que ces entreprises ne peuvent faire leur métier, une fois déposés des contrats de plan pluri-annuels somme toute assez peu contraignants. A-t-on assez remarqué que les nouvelles entreprises nationalisées sont soumises à un contrôle administratif des plus succincts (suppression des contrôles *a priori*, non-désignation de contrôleur d'Etat ou de mission de contrôle) ?

Ces constatations n'induisent pas forcément *a contrario* que cette réforme ait répondu totalement aux espoirs de ses zélateurs. Si certaines justifications morales ou politiques – *« restituer à la nation le pouvoir économique conquis par les groupes privés au terme d'une longue période d'accumulation et de concentration du capital »* – étaient avancées, le gouvernement insistait surtout sur les motivations économiques et sociales. Ces groupes sont-ils devenus *« la force de frappe économique »* promise par le président de la République ?

Les socialistes avaient des idées bien arrêtées : *tous les maux venaient de la politique de créneaux menée par leurs prédécesseurs.* Cette concentration à l'excès – non sans quelques succès reconnus (nucléaire, télécommunications, aérospatiale, électronique professionnelle, armement) – sur certains secteurs avait pour contrepartie la jachère de vastes pans de l'industrie française.

Il fallait donc mener une politique de filières qui tienne compte des interdépendances – des *« synergies »*, l'un des mots forts utilisés lors du débat – entre les activités en amont comme en aval (bois et papier par exemple). L'extrême dispersion des actifs représentant une activité de filière entre de nombreuses entreprises, *a amené à plus de modestie.* Plus encore avec la nomination à l'industrie de M. Laurent Fabius, qui estime qu'*« une stratégie de présence systématique d'amont en aval peut se révéler aussi une source de rigidité. Elle peut même être la cause de ratage de certains « sauts technologiques ». Il est clair que nous ne pourrons tout faire »*.

Cela ne signifie pas que l'on n'a rien fait, mais que *« l'Etat a* [simplement] *cherché à mieux adapter aux contraintes de la concurrence internationale et aux rigueurs de l'équilibre financier la structure des groupes dont il est bénéficiaire* (1) *»*.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 20.)

(1) *Les Nationalisations françaises en 1982*, par Jacques Blanc et Chantal Brulé, notes et études documentaires, n° 4721-4722. 20 juin 1983. La Documentation française (40 F).

LE POUVOIR ET LA POLITIQUE CONTRACTUELLE

La tentation de se substituer aux partenaires sociaux

JAMAIS, comme ces dernières semaines, depuis l'annonce du deuxième plan de rigueur, il n'aura été autant question des risques d'intervention dans la politique contractuelle, cette pratique que l'on jugeait volontiers un peu vieillotte. De nouveau on évoque avec beaucoup d'insistance cet autre volet de la vie sociale que constitue la concertation, trop souvent considérée comme suspecte du temps de la droite, et comme allant de soi avec un gouvernement socialo-communiste.

M. André Bergeron, secrétaire général de FO, qui s'est toujours fait l'apôtre de ces méthodes, se trouve en bonne compagnie. *« Nous étions fondés à penser à la politique contractuelle comme à un être cher atteint par une grave maladie de langueur »*, écrit M. Jean Menu, le président de la CGC, dans *la Lettre confédérale. « L'espoir renaît donc, le malade n'était peut-être pas perdu... »*.

Non seulement la CFTC insiste, en y trouvant un intérêt renouvelé, et la CGT y revient à pas comptés, mais la CFDT, qui avait déjà redécouvert ses avantages, fait tout pour en vanter les mérites, au point d'en appeler publiquement à sa *« relance »*. *« L'intervention de l'Etat n'est pas toujours la meilleure des solutions »*, a déclaré M. Edmond Maire, le 31 janvier, allant jusqu'à prétendre que *« les salariés, leurs syndicats et les patrons sont les mieux placés pour connaître la réalité des entreprises »*.

L'hommage ainsi rendu à la possibilité d'accords conventionnels entre partenaires sociaux, sur un sujet donné, avait sans aucun doute valeur de déclaration d'intention. N'a-t-il pas été prononcé à la sortie d'un *entretien au siège du CNPF avec* M. Yvon Gattaz, qui inaugurait une série de rencontres demandées par toutes les organisations syndicales, sauf la CGT ? Dans les jours qui ont suivi, MM. Menu, Bornard, président de la CFTC, et Bergeron, à leur tour, ont insisté sur la nécessité de réactiver la politique contractuelle, en abordant toutes les questions sociales d'actualité.

Les plus récents accords, pourtant, à commencer par celui signé *« en principe »* le 10 janvier par les seuls négociateurs FO, CFTC et CGC sur le partage du système d'assurance-chômage, ne témoignent pas en faveur de la politique contractuelle. Sans conteste, et rarement à ce point dans les relations sociales entre le patronat et les syndicats – du moins sur un dossier de cette importance, – la signature de la convention créant un nouveau régime UNEDIC a consacré une révision à la baisse de dispositions antérieures.

La marche en avant est interrompue. Au temps de sa splendeur, en effet, quand l'expansion était au rendez-vous de l'activité économique, la politique contractuelle se payait aisément le luxe de précéder la loi, voire de l'améliorer. C'était presque devenu sa raison d'être. Cette pratique, que l'on a retrouvée après mai 1981 sur la réduction de la durée du travail, est bien révolue et rien n'est plus aussi simple. Les accords contractuels, à leur tour, sont menacés par la récession. Quand il est question de les négocier ou de les renégocier et, pis encore, quand il faut admettre qu'ils sont devenus obsolètes, il est de plus en plus fréquent que ce soit pour consigner un recul que l'on sait inéluctable.

Un risque

Parfois, les dirigeants syndicaux se résignent mal à cet état de fait, et traînent des pieds. Cela suscite plus particulièrement les vives réactions de la CGT, qui accuse le CNPF d'abuser de la situation et reproche au gouvernement son *« manque de fermeté »*. Pourtant, les uns et les autres admettent de discuter, puis à trois pour l'UNEDIC, à quatre pour la formation professionnelle en alternance (CFDT, CFTC, FO et CGC), de signer des conventions selon des critères d'appréciation variables.

Que ces accords soient *« bons »* ou *« mauvais »*, c'est affaire de politique sociale, d'objectifs, et les intérêts respectifs peuvent varier à l'infini. Mais là n'est pas le plus important. Il faut plutôt se demander pourquoi les organisations syndicales sont amenées à prendre un tel risque, alors même que leur attitude a pour résultat immédiat de conforter le CNPF dans sa position.

Deux raisons fondamentales justifient ce choix délibéré en faveur de la relance de la politique contractuelle : la menace que constitue la crise économique, le risque que représente une intervention accrue de l'Etat.

La crise, c'est clair, peut tout emporter sur son passage, et, pour *commencer, l'édifice social* patiemment construit depuis des années. Le danger serait que les conventions existantes tombent en désuétude, ou soient même reniées, créant ainsi un vide juridique dans lequel s'engouffrerait l'anarchie sociale ou l'arbitraire le plus sauvage. Plus que jamais il faut des règles, trouver de nouvelles barrières de protection.

L'intervention de l'État, elle, menace, comme toujours. Que le pouvoir soit de gauche ou de droite, la tentation de légiférer en lieu et place des partenaires sociaux est une constante, aggravée aujourd'hui par la rigueur des temps. Quand la situation économique se détériore à toute vitesse, quand il faut décider rapidement pour parer au plus pressé, le pouvoir politique peut-il résister à l'envie de trancher seul ? Après tout, de ces entorses et de ces sacrifices pourraient naître les plus grands biens...

Le paradoxe veut que, justement, syndicats et patronat refusent de se laisser aller. Au contraire, la crise les amène à penser que la coexistence est plus que jamais nécessaire et qu'il faut se serrer les coudes pour maintenir une vie contractuelle par-delà les difficultés. M. Maire ne dit pas autre chose quand il laisse entendre que les salariés et les employeurs disposent d'un bon baromètre et par conséquent savent faire la distinction entre le souhaitable et le possible. Réduire à néant la politique contractuelle, ce serait, craint-on à la CFDT, *« la mort des syndicats de salariés... et des syndicats patronaux »*.

Même si le risque est exagérément grossi, il n'y aurait plus alors d'autre vie sociale dans l'entreprise que réintroduite par la seule volonté du pouvoir politique. Ce qui, bien sûr, n'est envisageable ni pour les syndicats ni pour le patronat, qui ont conscience que la signature d'accords conventionnels leur garantit tout à la fois, et une indépendance et les moyens d'un contre-pouvoir.

Indépendance, contre-pouvoir... on comprend que le C.N.P.F., face à un gouvernement de gauche, puisse développer une telle ligne d'action qui ne peut que renforcer le patronat. On comprend moins en revanche que les syndicats, pour la majorité d'entre eux du moins, manifestent le même souci. Et on peut se demander pourquoi.

D'abord, comme on se plaît à observer au C.N.P.F., *« le patronat est un interlocuteur qui a le mérite d'exister pour longtemps encore »*. Ensuite le changement de majorité politique est une perspective réaliste *qui oblige à garder un certain* contenu à la vie contractuelle. Mais à ces raisons tactiques il s'en ajoute d'autres, plus profondes.

De fait il y a concurrence entre les partis politiques de gauche et les syndicats. Les uns comme les autres se réclament naturellement de la classe ouvrière et s'estiment également investis de la défense des travailleurs. Pour les organisations syndicales, l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de gauche s'est aussi traduite par le renforcement d'un rival qui chasse sur les mêmes terres et qui, au fil de ses décisions, est devenu un partenaire encombrant.

Ainsi M. Mauroy, ne manque-t-il pas une occasion de rappeler son appartenance à la *« classe ouvrière »*, au *« peuple de gauche »*. En premier ministre, il est persuadé d'agir pour le bien des masses populaires et pense pouvoir se substituer aux partenaires sociaux avec une bonne conscience que partagent sans aucun doute ses autres collègues du gouvernement, notamment les ministres communistes.

ALAIN LEBAUBE.

(Lire la suite page 21.)

RESTRUCTURATION CHEZ TRÉFIMÉTAUX

Le laboratoire de Dives-sur-Mer

« DIX millions de logements n'ont pas de baignoire et plus de quatre millions ne sont même pas équipés de sanitaires. Le voilà le marché intérieur du tube de cuivre à conquérir. » Convaincu de la viabilité de l'usine, M. Jean Piquot, secrétaire de la section CGT de l'unité Tréfimétaux de Dives-sur-Mer (Calvados), lutte d'abord *pour le maintien en* France d'une filière de transformation du cuivre et, par conséquent, pour la sauvegarde des neuf cent trente emplois sur le site. Car, selon la volonté du groupe Pechiney – dont Tréfimétaux est filiale à 100 % – et les nécessités industrielles du moment, l'unique usine de Dives-sur-Mer doit fermer ses portes en décembre 1985.

Depuis presque un siècle et quatre générations d'ouvriers, cette petite station balnéaire de la côte normande vit au rythme de l'ancienne usine d'électrométallurgie. *« On y a fabriqué de tout : des fonds de casseroles aux obus de canons en passant par des pièces de monnaie, des kilomètres de tubes et des plaques de couverture ! »*

Dives, c'est aussi le nom de la rivière qui sépare l'usine Tréfimétaux de Cabourg. Mais, de ce côté, pas de villas néonormandes ou de casino clinquant, seulement une cité ouvrière de huit cents maisons, à l'image des corons. *« Ils ont dupé les jeunes. Ils leur ont vendu les cités. Comment voulez-vous maintenant qu'ils les paient ou trouvent à les revendre ?* dénonce M. Robert Schopp, qui arrive au seuil de la préretraite. *Il fallait leur dire d'acheter des roulottes, pas des maisons ! »*

Le 22 juillet 1983, date du comité central d'entreprise où furent annoncées par M. Maurice Arlet, *directeur du groupe Tréfimétaux*, les modalités du plan de restructuration de la branche cuivre, restera le vendredi noir de Dives-sur-Mer.

La CGT, majoritaire à 86 % dans l'entreprise, prend les choses en main. *« Il est impensable aujourd'hui qu'une unité appartenant à un groupe nationalisé puisse être rayée de la carte. Le 10 mai 1981, nous nous sommes prononcés pour une autre politique. Nous demandons au gouvernement de prendre ses responsabilités et d'ouvrir la discussion avec les organisations syndicales »*, déclare alors M. Jean Piquot.

L'opération *« ville en lutte »* est un large succès. Les rideaux de fer des nombreux magasins sont descendus pour la circonstance. La municipalité de Dives-sur-Mer – une des rares places fortes communistes de Basse-Normandie – participe aux manifestations. Un quart du budget communal provient de la taxe professionnelle payée par Tréfimétaux. Reconvertir le site en base de loisirs ? Réaliser une opération immobilière ? *« Nous ne sommes pas contre le développement touristique, mais pas à ce prix. »* L'usine est implantée face à la mer. A gauche, le petit port de pêche de Dives et ses pontons réservés à la plaisance. A droite, le front des immeubles de Cap-Cabourg...

Un verdict

Après avoir obtenu une contre-expertise industrielle, en vertu de la loi de démocratisation du secteur public, la CGT exige que la direction la prenne en considération. Cinq jours plus tard, la réponse, en vingt pages, est négative. La CGT fait alors appel au ministère de l'industrie et de la recherche. Le verdict tombe le 20 décembre : *« Aucun élément ne permet de remettre en cause le choix de l'entreprise. »*

La section CFDT et le syndicat des métaux de Dives-Honfleur, en revanche, ont conclu à l'abandon définitif de l'usine, vieillissante et *déficitaire, mais exigent le maintien* de la totalité des emplois sur le bassin de Dives. Epaulée par l'Union des métaux de Basse-Normandie, que dirige M. Gilbert Pouthas, membre de la commission exécutive fédérale, la CFDT demande *« la reconversion du site en un bassin de main-d'œuvre d'industries diversifiées, tournées vers les technologies d'avenir »*.

Pour y participer avec les élus, les responsables des collectivités locales, les représentants de l'Etat, du patronat et des autres organisations syndicales présentes dans l'établissement, elle demande la création immédiate d'une instance de travail. M. Gil Bardou, secrétaire général adjoint de la préfecture de *région, chargé par le commissaire* de la République, M. Yves-Jean Bentegeac, des affaires économiques, saisit l'idée.

L'ancien chef de cabinet de M. Jean Le Garrec, à l'époque chargé des nationalisations, sera l'artisan de cette instance qui se nomme aujourd'hui « commission permanente Tréfimétaux ». Celle-ci *s'est réunie à trois reprises depuis* son lancement en novembre dernier. La CGT y est venue, puis a quitté la salle, car la commission refusait de débattre du plan industriel et des objectifs de la direction. Le maire de Dives-sur-Mer est resté conscient de la nécessité de se battre pour amener des entreprises sur sa toute nouvelle zone *industrielle*. On a vu le *trésorier-payeur* général du département discuter avec lui de fiscalité communale. Sans le savoir, la commission inventait à l'automne dernier les périmètres de reconversion ; le préfet précédait le premier ministre en mettant tous les services de l'Etat à disposition.

L'entreprise s'engageait totalement *dans la bataille en envoyant* un chargé de mission avec le soutien logistique et financier des services spécialisés de Pechiney. M. Daniel Leraillez, l'« homme de bassin » chargé de la reconversion du site de Dives, est à demeure. Grâce à l'appui du comité d'expansion de Basse-Normandie (CEBANOR), levier économique de l'établissement public régional que préside M. Michel d'Ornano (UDF-PR), il « démarche » les candidats locaux à la création d'entreprises.

Lors du comité d'entreprise fatidique, la direction s'était engagée à ne pas procéder à un licenciement sans qu'une proposition de reclassement ait été faite. Ce principe a été réénoncé au cours de la dernière conférence permanente du 11 janvier 1984. En fait, au printemps prochain, deux cents salariés vont quitter l'entreprise avec des contrats FNE et une quarantaine partent volontairement avec une prime de 40 000 F en cas d'embauche dans une autre entreprise ; Pechiney a annoncé le transfert à Dives de sa filiale Le magnésium industriel (LMI), actuellement à l'étroit dans des locaux loués et vétustes au Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis), ce qui pourrait, dans le meilleur des cas, entraîner la création d'une centaine d'emplois sur place.

Restent six cents autres emplois à trouver en deux ans, sachant que *« le rythme de fermeture de l'unité cuivre sera adapté aux reconstitutions nécessaires »*, conformément aux engagements de Pechiney. Le directeur actuel de l'usine moribonde, M. Richard, demeure lucide : *« Il y a une volonté, il y a des moyens. Cela étant, la valeur de cette reconversion sera jugée dans deux ans sur les résultats. Il faut être prudent à cause de l'environnement général. »*

L'usine tourne, lentement il est vrai, et, selon la CGT, la direction locale, ô paradoxe, est contrainte de refuser d'importantes commandes ! Le 19 janvier, aux dernières élections des délégués du personnel, tous collèges confondus, la CGT perd plus de *26 points, passant d'un peu plus* de 80 % des voix à 53,42 %, au profit principalement de la CFDT (qui a gagné plus de 21 points) et, dans une moindre mesure, de FO.

Le calme règne à Dives-sur-Mer, malgré l'énorme choc que provoque cette fermeture, à laquelle de nombreux habitants ne peuvent se résoudre. De nombreuses convergences et l'espoir d'un règlement font qu'ici on n'a pas attendu l'affaire Talbot. Même si cette dernière a contribué à l'accélération de la mise en place de la démarche, que l'Union-métaux CFDT juge, à juste titre, exemplaire.

BERNARD LEBRUN.

DEUX ANS DE NATIONALISATIONS

Un coup d'arrêt dans la dégradation des comptes

LE déficit cumulé des douze groupes industriels nationalisés du secteur concurrentiel prenait des allures de catastrophe nationale : 2,65 milliards en 1980, 12 milliards en 1981, 19,6 milliards en 1982 !

1983 marque un coup d'arrêt à cette tendance, la perte cumulée revenant, vraisemblablement, autour de 14 à 14,5 milliards de francs. Montant qui reste encore très élevé, mais qui est dû, pour les deux tiers, à la seule sidérurgie, qui connaît pour sa part une nouvelle détérioration de ses résultats.

Le tableau retrace l'évolution des résultats nets consolidés sur quatre ans. Les chiffres, arrondis, comprennent le coût des opérations exceptionnelles (par exemple pour PUK la cession des activités chimiques et sidérurgiques). Pour 1983, il ne s'agit bien sûr que d'estimations, la plupart des entreprises n'ayant pas achevé leurs calculs.

Les chiffres doivent être bien évidemment replacés dans leur contexte. Ainsi, certaines entreprises avaient-elles gonflé artificiellement leurs résultats 1980 (Bull par exemple). D'autres n'avaient pas provisionné les sommes correspondant à la dégradation de la situation de certaines de leurs filiales (Thomson, PUK).

En 1981, les incertitudes électorales, le changement politique du 10 mai, la perspective des nationalisations, allaient peser, outre l'aggravation de la crise, sur les comptes. De plus, les dirigeants de ces entreprises, incertains sur leur sort et sur la politique gouvernementale, n'étaient pas enclins à prendre les décisions stratégiques qui pourtant s'imposaient.

Le gâchis de la sidérurgie

Les nouveaux PDG, nommés en février 1982, allaient passer les bilans à la « paille de fer ». Certes, beaucoup ont été effrayés par l'ampleur des dégâts qu'ils ne soupçonnaient pas. Mais il est certain qu'ils ont « nettoyé » au maximum les comptes 1982 et provisionné le plus possible. Une méthode bien souvent utilisée dans les affaires lors d'un changement de patron. On remarquera à cet égard que les deux groupes qui n'ont pas changé de PDG – Saint-Gobain et la CGE, où le numéro deux, M. Pébereau, est resté en place et est devenu le véritable patron – ont des résultats d'une étonnante régularité.

Cela dit, les mesures adoptées dans un certain nombre de groupes (remise en ordre de la gestion, cession ou cessation d'activités fortement déficitaires, redéploiement stratégique) ont donné des premiers résultats en 1983. C'est le cas notamment pour Pechiney, Rhône-Poulenc, EMC, Bull, Thomson. Le *redressement relatif de Pechiney est* dû aussi, il est vrai, à la nette reprise du marché de l'aluminium. Tout comme Bull a profité de la croissance du marché de l'informatique, EMC de celui de la chimie des engrais et Rhône-Poulenc de celui de la pharmacie. Ce dernier groupe a également bénéficié de la meilleure conjoncture dans les fibres. Sauf accident, ces groupes devraient atteindre peu ou prou l'objectif fixé par M. Fabius, *« être rentable en 1985 », Thomson profitant à plein* des effets du contrat d'armement avec l'*Arabie Saoudite*.

Saint-Gobain, de son côté, a nettement amélioré ses résultats, qui dépasseront 700 millions de francs, grâce surtout à ses activités à l'étranger. Celles situées en France sont, en revanche, déficitaires, en raison des pertes considérables de la branche isolation.

Deux groupes donnent pour l'avenir quelques inquiétudes. D'abord et surtout Renault, qui voit ses pertes s'alourdir et dont les prévisions pour *1984 ne sont guère encourageantes* (on parle d'un doublement des pertes). Ensuite, la CGE. Certes, ce groupe n'en est pas à basculer dans le « rouge ». Mais sa filiale Alsthom-Atlantique risque, outre la crise des chantiers navals, de souffrir du marasme dans l'industrie nucléaire, et CIT-Alcatel d'être per*turbée par le rapprochement avec* les activités communication de *Thomson et la concurrence de plus* en plus vive sur le marché mondial du téléphone.

Quant à la sidérurgie, les chiffres se suffisent à eux-mêmes : 27 milliards de pertes en quatre ans, qui s'ajoutent aux milliards de déficit des années *précédentes*. Un gâchis qui se traduit par une ponction insupportable sur la richesse nationale. Une gabegie dont les responsabilités incombent tant au patronat traditionnel, aux anciens maîtres des *forges, qu'à la classe politique dans* son ensemble, à l'ancienne et à l'actuelle majorité. L'évolution de la sidérurgie prouve en tout cas que le facteur temps, loin d'arranger les choses, ne fait que les aggraver et rendre plus douloureuses les mesures de restructuration.

J.-M. QUATREPOINT.

Les résultats nets consolidés

(en millions de francs)

	1980	1981	1982	1983 (estimation)
Usinor	– 1 300	– 4 200	– 4 600	– 5 000
Sacilor	– 2 000	– 2 900	– 3 700	– 5 500
PUK	+ 600	– 2 500	– 4 600	– 600
Rhône-Poulenc	– 1 950	– 330	– 800	– 50
CDF-Chimie	– 500	– 1 200	– 800	– 1 200
EMC	0	– 300	– 950	– 150
Renault	+ 600	– 700	– 1 300	– 2 000
Saint-Gobain	+ 800	+ 450	+ 300	+ 700
Thomson	+ 500	– 170	– 2 200	– 1 000
CGE	+ 550	+ 600	+ 600	+ 600
Bull	+ 200	– 400	– 1 350	– 650
CGCT	– 150	0	– 240	– 270

Le glissement vers un capitalisme d'Etat

(Suite de la page 19)

La chimie a été entièrement restructurée et les actifs de Pechiney Ugine Kuhlmann répartis entre ELF-Aquitaine (chimie du chlore et du fluor), Rhône-Poulenc (chimie minérale et agrochimie), CdF-chimie (chimie organique, matières plastiques et encres) et l'Entreprise minière et chimique (chlore et potasse).

Débarrassé de ses secteurs les plus déficitaires (acier et chimie), Pechiney a redressé – grâce à l'attribution d'une électricité à bon prix, ce que lui refusait EDF depuis des années – une industrie française de l'aluminium désormais compétitive. Saint-Gobain, *privé d'activités* de pointe – ce qui a conduit Olivetti à céder une participation à ATT – s'est engagé dans une diversification plus proche de ses activités traditionnelles avec une *opération*, qualifiée de « sauvage », sur la Générale des Eaux et la reprise à la CGE de la Générale d'entreprise.

Enfin, par l'accord CGE-Thomson, la Compagnie générale d'électricité a été décrétée champion français de la communication, *ce domaine en pleine croissance qui* recouvre le téléphone public et privé, la bureautique, les transmissions et les activités spatiales, tandis que Thomson se recentrait sur l'électronique grand public, les activités militaires, le médical et les composants. Encore faut-il ajouter que nombre de ces opérations – à l'exception notable de la sortie de Saint-Gobain de l'électronique, des cessions de CGE et de Thomson à Bull et à un degré moindre de la *chimie* – ont *été* lancées par les PDG des groupes, et non par leur tuteur.

L'avenir dira si ces remodelages ont *été judicieux*. Certains ont été critiqués, mais nul n'est aberrant sur le plan industriel. Le rôle d'entraînement des petites et moyennes entreprises et l'établissement de relations exemplaires avec la sous-traitance annoncés sont en revanche plus incertains, pour ne pas dire inexistants. Pis, sous la pression des syndicats, en ces temps difficiles, *certains* de ces groupes ont été tentés de rapatrier certaines sous-traitances pour éviter en leur sein des problèmes d'emploi.

Les nationalisations sont-elles pour autant devenues *« le champ d'expérimentation sociale »* espéré par le premier ministre ? Certes les nouveaux conseils d'administration ont mis fin à *« la parodie de droit »* des anciens conseils qui, par le jeu des pouvoirs en blanc, contrôlaient entièrement leurs assemblées générales d'actionnaires. La loi sur la démocratisation du secteur public – équivalent pour les groupes nationa*lisés des lois Auroux* – est trop récente pour qu'on puisse en apprécier d'ores et déjà les effets, même si elle inquiète plus d'un président. Mais dans la pratique quotidienne les syndicats se plaignent plus souvent de l'absence de changement. Et tant M. Lévy d'Usinor que M. Besse de Pechiney sont la cible de la C.G.T. comme de la CFDT pour leurs opérations de restructuration.

Une enquête de l'INSEE (2) montre par ailleurs que, comme les industriels privés, *les entreprises* publiques ont dû procéder à des suppressions d'emplois. Après la réduction de la durée du travail, *« le mouvement d'embauche a été plus sensible dans les entreprises publiques (...). Mais un mouvement compensatoire a, semble-t-il, eu lieu en fin d'année 1982 et au début de 1983. Sur l'ensemble de la période, la décroissance des effectifs paraît avoir été du même ordre dans le secteur public et dans le secteur privé »*. Et cette tendance s'est, selon toute vraisemblance, poursuivie au cours de 1983.

Actionnaire

En revanche l'investissement a connu une évolution plus contrastée. Selon la même étude de l'INSEE, *« en 1982 l'investissement a baissé en volume de 8 % dans le secteur public et de 7 % dans le secteur privé. Mais l'évolution n'a été favorable pour le premier que dans trois des neuf principales branches où les deux secteurs coexistent : verre, parachimie-pharmacie et construction aéronautique »*.

En 1983 les groupes nationalisés du secteur concurrentiel (à l'exception de Renault) s'étaient engagés à investir 27 milliards de francs, soit 50 % de plus qu'en 1982, alors que globalement les investissements productifs n'ont augmenté que de 10 % *en France de 1982 à 1983*.

Indéniablement l'Etat a, depuis la nationalisation, joué son rôle d'actionnaire mieux que les propriétaires antérieurs. Certains dirigeants comme M. Gandois, l'ancien PDG de Rhône-Poulenc, reconnaissent d'ailleurs que sans l'intervention des pouvoirs publics ils auraient dû vendre leur entreprise par appartements. L'Etat y a ainsi consacré 12,5 milliards de francs en 1983 et prévoit d'y affecter 12,8 milliards de francs en *1984*. Mais ces sociétés subissent, malgré cela, les difficultés communes à l'ensemble de l'industrie : un endettement excessif *(voir tableau)*, une situation de trésorerie tendue, des résultats d'exploitation insuffisants et une concurrence étrangère sévère.

Cet apport de fonds propres n'a donc pas empêché les « nationalisées » d'être fortement déficitaires en 1982 ; de plus de 19 milliards de francs pour un exercice qui succédait à près de trois ans d'attente et sur lequel les entreprises ont provisionné tout ce qui pouvait l'être afin de présenter ensuite de meilleurs résultats. En 1983, *malgré certains redressements* spectaculaires comme chez Rhône-Poulenc, à peu près en équilibre, ou comme pour Pechiney, qui aura réduit ses pertes de cinq sixièmes, le déficit global des entreprises *du secteur concurrentiel sera* proche de 14,5 milliards de francs – soit plus que l'apport en fonds propres de cette même année, du fait d'une sidérurgie de plus en plus coûteuse (9,5 milliards) et qui représente un cas en soi. *(Voir l'article de J.-M. Quatrepoint.)*

Sortir du rouge

Alors que le financement budgétaire a trouvé ses limites, le secteur public industriel ne peut pas être épargné par la rigueur. Sur le plan social ces groupes seront parmi les premiers touchés par les restructurations. Sur le plan économique, de nouvelles règles sont imposées. Déjà M. Chevènement avait affirmé en 1982 : *« Les entreprises nationales doivent gagner de l'argent. L'Etat n'est pas un collectionneur d'ardoises. »* M. Fabius, à son arrivée rue de Grenelle, est allé plus loin. A l'exception de la sidérurgie et de CdF-chimie, les entreprises publiques sont tenues de « sortir du rouge » en 1985 – échéance économique, mais aussi politique, – et il est annoncé que les PDG, lors du renouvellement de leur mandat, seront jugés sur leurs résultats.

Ces sociétés sont en outre obligées de faire de nouveau appel à l'épargne privée, par le biais des prêts participatifs, mais aussi par la filialisation de certaines activités, un premier pas vers une dénationalisation. Ainsi, la rigueur aidant, a-t-on glissé insensiblement d'un volontarisme industriel vers un capitalisme d'Etat dans lequel les entreprises publiques n'ont plus pour rôle premier de privilégier l'intérêt général, et éventuellement le long terme, mais le court terme des résultats financiers.

C'est là un fait, pas un jugement. Mais cela donne indéniablement des arguments à ceux qui étaient hostiles aux nationalisations, voire aux partisans de cette réforme qui, comme MM. Delors et Badinter, jugeaient suffisante une prise de contrôle de 50,1 %. Après tout, si les *nationalisations* industrielles devaient conduire à une gestion pratiquement identique à celle des groupes privés, cela valait-il la peine d'y dépenser 18,5 milliards de francs, voire 47,2 milliards si l'on tient compte de la nationalisation des banques (sans parler des intérêts obligataires qui ont représenté en 1983 près de 7 milliards de francs) ?

Les deux années à venir devraient en tout cas être décisives sur le jugement à porter sur cette réforme structurelle qualifiée un temps de révolutionnaire.

BRUNO DETHOMAS.

(2) « Les difficultés de l'industrie n'épargnent pas les entreprises publiques », par Benoît Ottenwaelter et Etienne Turpin. *Economie et statistique*, n° 159. Octobre 1983 (26 F).

LE POIDS DES ENTREPRISES PUBLIQUES

(en pourcentage)

	Valeur ajoutée	Effectifs	Investis.
FRANCE			
Avant 1982	11	8	30,5
Après 1982	20	11	35 *
AUTRICHE	14	13	35
SUEDE	14	12	30
ITALIE	12	11,5	30
ROYAUME-UNI	10	12	29
RFA	7	9	20
ETATS-UNIS	4	3	6

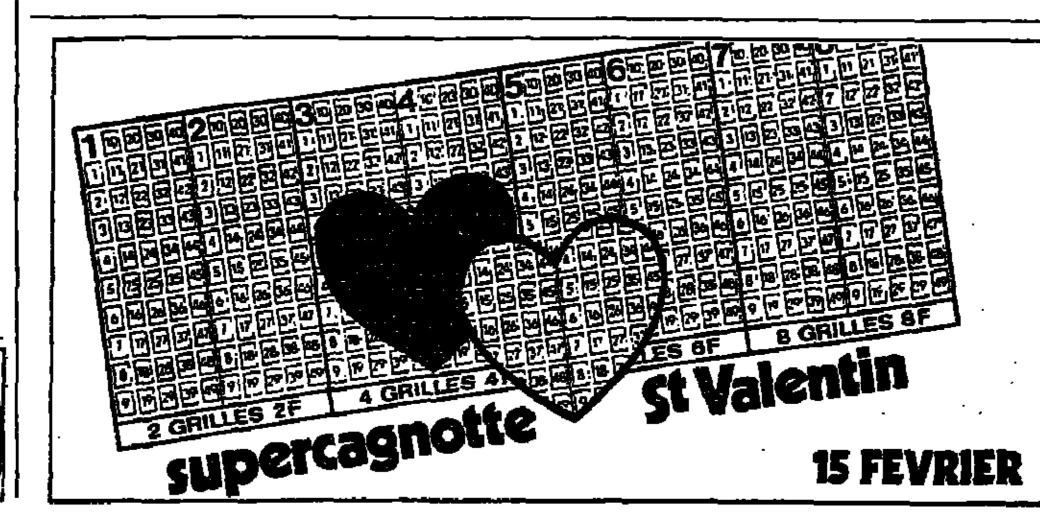
* PTT exclus.

Source : *les Nationalisations françaises en 1982*. La Documentation française.

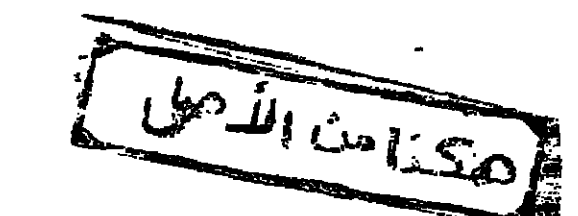
UN FORT ENDETTEMENT

(en milliards de francs)

	1980	*1983*
Renault	13	21,9
CGE	3,9	5,8
Saint-Gobain	9,6	12,8
Thomson	3,2	5,1
Rhône-Poulenc	6,1	8,4
PUK	8,4	9,8
CII-HB	1,9	2,7
Sacilor	4,5	4,8
Usinor	8,9	8,1
EMC	0,9	1,1
CdF-chimie	2,6	3,2
Total	63,0	83,7







Redécouvrir le syndicalisme ?

par RAYMOND SOUBIE (*)

LE gouvernement, la majorité, l'opposition, les syndicats eux-mêmes donnent du syndicalisme l'image qui les arrange et qui est conforme à leur représentation traditionnelle des phénomènes sociaux, sans trop se soucier de savoir si cette image correspond à la réalité. *Comme notre débat public en offre maints autres exemples,* les préjugés favorables ou critiques remplacent trop souvent les jugements sereins et objectifs. Dans le jeu des *relations sociales, chaque partenaire* syndical a son répertoire et ses foucades. A quelques exceptions près, leurs interlocuteurs habituels s'en accommodent : ils n'éprouvent pas le *besoin d'aller au-delà des apparences* connues et de s'interroger sur le rôle du syndicalisme aujourd'hui.

Les hommes politiques, notamment, ont des syndicats une représentation *singulièrement déformée.* Ainsi, la CGT est généralement perçue comme une sorte de forteresse, inquiétante ou sécurisante, capable de susciter l'agitation sociale, ou de garantir le calme. Cette image, somme toute respectueuse de la puissance de l'organisation, est celle qu'ont à la fois la gauche et l'opposition. La première y trouve un réconfort : en essayant de maintenir des relations privilégiées avec la CGT, elle espère faire mieux accepter rigueur salariale et reconversions industrielles. La seconde en tire argument pour dénoncer la mainmise des syndicats *sur la société française.*

Mais cette représentation, communément partagée, ne correspond-elle pas, pour partie, à un mythe ? Certes, la CGT est encore puissante, en particulier dans quelques-uns de ses bastions traditionnels ; toutefois, elle n'est plus ce qu'elle était il y a vingt ans, alors que les politiques lui prêtent le même pouvoir et la même *capacité sur les événements.*

Un jugement déformé est également porté sur la CFDT. Sa démarche, faite à la fois d'une recherche de solutions concrètes par la négociation *collective, de prises de position « politiques »,* parce que rien ne doit être étranger au syndicat, et d'une reconnaissance des contraintes de *l'économie de marché*, rencontre beaucoup d'incompréhensions. La gauche, après avoir vu en elle une alliée, s'en méfie aujourd'hui. La CFDT ne participerait-elle pas à une aventure souterraine de déstabilisation du pouvoir actuel ? N'intriguerait-elle pas pour la « deuxième gauche » ? Edmond Maire serait à la fois un gauchiste congénital et un politique déguisé en quête de pouvoir.

L'opposition ne rentre pas dans ces analyses subtiles : à l'exception de quelques uns de ses leaders, elle considère la CFDT de la même manière que la CGT, comme l'on montré des prises de position lors des élections aux caisses de sécurité sociale. Pourtant, tout ou presque sépare les deux syndicats comme le prouve leur attitude à l'égard de la crise, du cheminement, du changement social, ou du pouvoir.

Deux erreurs

Quant aux syndicats dits réformistes, FO, le CGC et la CFTC, chacun a l'air d'avoir peine à croire qu'ils sont ce qu'ils disent : des organisations indépendantes à l'égard des partis et soucieuses de défendre, par la négociation, les intérêts des salariés. Leur absence déclarée d'idéologie inquiète une partie de la gauche : qui n'a pas de *« projet de société »* peut être difficilement pris au sérieux. Leur modération, leur sens du réel, leurs critiques du gouvernement donnent quelquefois des illusions à l'opposition, mais ils ne rouleront jamais pour elle, étant trop soucieux de l'autonomie du mouvement syndical.

En vérité, les politiques commettent deux erreurs à l'égard du syndicalisme : ils surestiment sa marge de manœuvre et son pouvoir ; ils jugent son action selon leurs propres critères. Les syndicats ont quelques *responsabilités dans cette situation* : mieux vaut être craint ou courtisé que plaint et, après tout, laisser croire à sa puissance est un moyen de la renforcer et de jouer un rôle *accru dans le débat public.*

Cette déformation de la réalité ne prêterait pas à grande conséquence, étant habituelle dans notre vie publique, si le syndicalisme ne se heurtait pas à deux grandes difficultés nées de la crise et de l'évolution des aspirations des salariés. La crise réduit le *« grain à moudre »,* selon l'expression d'André Bergeron, donc le champ de la négociation collective. Or, en un temps où les motivations d'engagement s'affaiblissent idéologiquement, comment un syndicat peut-il susciter adhésions et militantisme, *s'il n'est plus en état* d'apporter des résultats à ses membres ou à ses électeurs ? D'autre part, les formes de l'organisation du travail sont de plus en plus complexes ; *elles vont aussi dans le sens d'une* grande autonomie des travailleurs.

Les syndicats sont peu armés pour appréhender ces problèmes nouveaux. A se complaire dans leur rôle *« institutionnel »* traditionnel, à tenter d'obtenir de l'Etat des pouvoirs juridiques ou temporels supplémentaires, à trop mêler vie politique et vie syndicale, à oublier que la représentativité vient non de la loi ou du gouvernement mais de la confiance des adhérents, et que leur mission première est de défendre ceux-ci, ils courent un grand danger. Ils assurent le présent, non l'avenir. Ils devraient s'inquiéter de cette représentation, complaisamment acceptée par tous, d'une vie sociale dont ils seraient les acteurs principaux, sinon exclusifs.

Demain, leur place dépendra de la manière dont ils auront su répondre aux deux seules questions importantes : comment prendre en compte les aspirations nouvelles des salariés ? *Comment protéger ceux-ci efficacement* contre les effets de la crise ?

(*) Professeur associé à la Sorbonne-Celsa, ancien conseiller à Matignon de Jacques Chirac et de Raymond Barre.

BIBLIOGRAPHIE

La grâce de l'Etat

LA *théorie est connue* : *le capitalisme* est sorti de la crise de 1929 en créant une articulation très étroite entre la production et la demande. Aux biens produits *« en série »* par le salariat dans les usines *« tayloriennes »*, correspondait – et correspond toujours – une consommation de masse. Des revenus croissants directs et indirects (transferts sociaux) assurent un volume pour la demande de produits dont le prix relatif baisse au fur et à mesure des gains de productivité.

Le livre de Michel Aglietta – maître à penser de cette théorie inspirée de Marx et de Keynes, dite *« de la régulation »* – et d'Anton Brender (1) n'y ajoute que peu. Il s'agit plutôt d'un exercice de théorie appliquée, les auteurs poussant l'analyse à la crise actuelle, et en particulier à la France. Dans le débat d'aujourd'hui, l'ouvrage a le mérite de rappeler que la sortie de la crise n'est pas seulement affaire d'*« assainissement »* ou de restructuration industrielle. Il ne suffit pas de juguler l'inflation, de rétablir les quelques *« grands équilibres »* et de moderniser l'industrie.

Si le système technique de production change du tout au tout avec les robots, les circuits intégrés, les ordinateurs, il faut lui faire correspondre une organisation du travail moins taylorienne, un système de revenus et une « norme » de consommation adéquate. Bref, il faut changer de civilisation. Le rappel des auteurs a valeur d'avertissement pour une gauche au pouvoir à qui le carcan de la rigueur a fait quelque peu oublier son *« projet de société »*.

A tort donc. Car, selon Aglietta et Brender, la crise provient justement de cette incapacité sociale à inventer cette civilisation (la société salariale *« épanouie »*) : la crise *« résulte de l'absence de forces capables de guider spontanément et avec assurance le mouvement social dans* [cette] *direction »*.

Pourquoi cette impuissance ? Par aveuglement presque volontaire. Là est bien le drame. La cohésion sociale de la civilisation de consommation de masse provient justement de cette absence de créativité collective, pourrait-on dire. Par une hiérarchisation à outrance, la lutte des classements a remplacé la lutte des classes. Les catégories sociales, dotées chacune d'un micro-pouvoir, « s'imitent ». *« Le capitalisme tire son énergie des aspirations de chaque salarié à améliorer son classement. »*

Routine

La société fonctionne *« à la routine »* et, ce faisant, est incapable d'*« absorber »* le changement technique majeur qu'elle a pourtant réussi à engendrer. On voit là l'importance des thèses de René Girard, auquel les auteurs se réfèrent explicitement. Dès lors, tout s'enchaîne dans une crise apparemment invisible, *« sournoise »* – car rien ne change dans le mode de vie de la grand majorité, – mais bien réelle. Dans la production, les robots suppriment des emplois, ce qui n'empêche pas le taux de profit de baisser. Le capital se tourne vers des activités commerciales plus rémunératrices. Les tensions s'aggravent, le *« tourbillon des rivalités »* provoque l'indexation généralisée des salaires : l'inflation vient par l'anarchie.

Dans cette spirale, le risque est *gros de vouloir réduire les revenus* directs et surtout indirects, de santé, d'éducation, que l'on juge abusifs, alors même qu'ils jouent un rôle central dans la cohésion sociale et la régulation économique. Car, dans ce cas, tout investissement de modernisation ne provoque qu'une nouvelle poussée de chômage, en particulier dans les secteurs des services, qui ont été les seuls à créer de l'emploi ces dernières années, c'est-à-dire une baisse des revenus, donc de la demande. Informatiser sans rien changer d'autre, c'est, pour le capitalisme, scier la branche sur laquelle il est assis.

Pour sortir de cette contradiction majeure – au demeurant classique du capitalisme, – *« il n'y a qu'une solution »*, selon les auteurs : *« que le capital accepte une avancée dans la socialisation du revenu comme contrepartie des gains de productivité »* rendus possibles par l'informatique. *C'est la phrase centrale du* livre ; elle s'éclaire : dans une usine « du futur », il n'est plus possible de distinguer le gain de productivité de chaque poste, et donc de payer le salarié *« au rendement »* comme précédemment. Dès qu'il y a progrès décisif de productivité, il faut au contraire promouvoir *« une relation plus lâche, voire l'absence de relation »* entre le travail et le revenu.

Chaque entreprise (aveugle) ne pouvant seule s'y risquer, c'est à l'Etat qu'en revient l'initiative, selon Aglietta et Brender. Seules les institutions peuvent en effet modifier la *« normalisation »* de la demande sociale. A l'opposé de tout ce courant de pensée anti-étatique qui gagne des adeptes (libéraux, deuxième gauche, écologistes...), les auteurs ne croient pas à cette *« spontanéité »* de la société civile (entreprises et consommateurs), capable d'ouvrir les yeux, de trouver elle-même la voie à suivre, de s'auto-organiser. Au passage, ils dénoncent les sollicitudes récentes pour le *« travail au noir »*, où l'on croit voir un signe de *« sociabilité nouvelle »* dans ce qui n'est que retour à une précarité des emplois digne du dix-neuvième siècle. L'Etat, car doté d'un projet politique, est seul à ne pas être aveugle.

En France – et, là, le livre devient proposition, – c'est à l'Etat d'en finir avec la consommation de masse dont les exemples-types sont la surconsommation médicale, l'école pseudo-égalitaire qui ne fait que conforter les inégalités sociales. A l'Etat de promouvoir une industrie qui privilégie l'aval des filières (plus proche de la consommation que l'on cherche à modifier), comme *l'agro-alimentaire ou le logement.* A lui de valoriser le travail français, et non de baisser les salaires : *« la poursuite du développement passe par un progrès permanent des salaires »*. A lui encore d'établir des rémunérations *« socialisées »* où le salaire aux pièces est remplacé par des salaires de groupes.

L'Etat, seul, a la grâce pour Aglietta et Brender, et l'on serait tenté de les suivre dans leur logique. Mais le livre passe sous silence un aspect essentiel du nouveau système technique de l'information : sa dimension mondiale. Or que peut l'Etat – français en l'occurrence – pour imposer une *« normalisation »*, un mode de vie, face à ce que dictent *les multinationales et les institutions américaines* ? IBM n'est-il pas déjà plus puissant en la matière que la France ?

Aglietta et Brender ont raison de rappeler à la gauche que *« changer la vie »* n'est pas qu'un simple argument électoral, mais bien une nécessité économique, plus efficace même, sans doute, en théorie, que la méthode américaine. Mais deux ans et demi de gouvernement de gauche n'ont-ils pas prouvé que, même s'il n'était pas aveugle, l'Etat français, et même européen, n'en avait pas moins une marge de manœuvre bien réduite ? C'est bien là le débat de la gauche.

ERIC LE BOUCHER.

(1) Michel Aglietta et Anton Brender : *les Métamorphoses de la société salariale. La France en projet.* Calmann Lévy, 275 pages, 89 F.

La tentation de se substituer aux partenaires sociaux

(Suite de la page 19)

Perturbés par la crise, les syndicats, dans un réflexe de sauve-qui-peut, pourraient se satisfaire des interventions de leur allié naturel dans le champ social, mais ce serait devenir cette *« courroie de transmission »* que vilipende le secrétaire général de la CFDT, au nom d'une bien vieille querelle idéologique sur les relations entre le PCF et la CGT.

A terme, le remède pourrait être pire que le mal. On verrait par exemple le gouvernement de gauche se saisir d'un dossier et faire le droit, contre l'avis des signataires d'un accord contractuel qui a pourtant force d'engagement réciproque. Or, on a bien vu récemment qu'un tel danger *existait.*

C'est ainsi que M. Rigout, ministre de la formation professionnelle, jugeant que l'accord sur la formation en alternance signé le 26 octobre dernier contient des dispositions inquiétantes, se refuse à l'intégrer dans son projet de loi qui vient d'être soumis au Sénat puis d'être adopté en seconde lecture par l'Assemblée nationale. D'une certaine façon il veut préserver les syndicats d'un mal qu'ils n'auraient pas su voir.

C'est ainsi que M. Ralite, estimant au fond de lui-même que l'accord sur l'assurance-chômage est *mauvais – ce qui est parfaitement* son droit, – se saisit d'un aspect (à savoir le transfert à la charge de la collectivité nationale des aides à la création d'entreprises pour les chômeurs) et demande, directement ou indirectement, aux partenaires sociaux de renégocier un accord qu'ils viennent, pour certains, d'admettre en principe et qu'ils ne peuvent en aucun cas remettre en cause sans se déjuger. Cela n'aboutira pas. M. Bérégovoy acceptera, le 9 février, que l'Etat s'engage seul à maintenir cette aide. Mais la tentation aura été forte...

La CGT, qui dans les deux cas n'est pas signataire des accords, se félicite de ces résistances ministérielles. *« Nous ne pouvons accepter que la politique contractuelle nous conduise à la régression,* dit notamment M. Oswald Calvetti, qui a été à chaque fois le négociateur de la CGT. *Nous allons nous retrouver en dessous de ce que prévoit le législateur, et cela est anormal. »* Mais, ce faisant, la confédération de M. Krasucki ne s'expose-t-elle pas à des déconvenues futures si la droite, de retour au pouvoir, impose à son *tour des décisions au mépris* de la politique contractuelle ?

Tels sont les enjeux des déclarations et des rencontres actuelles qui ne sont d'ailleurs pas sans influence *sur un autre volet de la vie sociale* : la politique de concertation tripartite (gouvernement, syndicats et patronat). Là aussi, il y a matière pour un débat sur ce que sont et pourraient être les rapports sociaux des années de crise, sachant que l'intervention du pouvoir politique se fait insistante.

On l'a vu à l'occasion de l'affaire Talbot-Poissy ; on aurait pu le revoir avec le dossier des restructurations industrielles si, justement, on n'avait pas tenu compte de ce fâcheux précédent, puisque les raisons qui pourraient amener le gouvernement de gauche à trancher sont les mêmes que celles qui le conduisaient à s'immiscer dans la politique contractuelle.

Mais au désir de faire le bien des travailleurs sans les consulter, au risque de provoquer leurs plus vives réactions comme à Poissy, s'ajoute une nécessité plus politique. Il n'est un secret pour personne que des désaccords existent au sein du gouvernement. Devant chaque difficulté sociale, devant tout flottement de la solidarité gouvernementale, le pouvoir de gauche n'a d'autre moyen pour surmonter ses contradictions internes que de s'imposer le silence et, au bout du compte, de faire connaître par une seule voix sa décision.

Du même coup, il est tenté de limiter le champ de la concertation ou de la consultation, car toute ouverture, sur ce terrain, ferait de nouveau apparaître ses divergences. M. Ralite, sans doute à son corps défendant, a joué ce rôle dans le conflit Talbot. Ces jours derniers, parce que les pressions étaient encore plus fortes, le président de la République lui-même était confronté au même dilemme. Il devait être le recours et arbitrer les positions inconciliables du séminaire de Versailles, puis du *conseil des ministres du 1er février.* Suite à son oracle, il ne devait plus rester aux organisations syndicales qu'à en prendre connaissance au cours d'une à deux heures d'entretien à Matignon le 6 février.

Ce n'est pas tout à fait ce qui s'est passé. On a vu une variante qui pourrait aboutir à une nouvelle lecture des rapports sociaux. Le président de la République a donné des indications suffisamment vagues pour que, le jour même, elles servent de trame à une libre interprétation du premier ministre, voire de ses collègues, offrant ainsi un espace de discussion dont on ne sait s'il relève du flou ou d'une réelle concertation.

Cependant, toutes les organisations espèrent que la deuxième phase, celle de l'application du plan, lui aussi très vague adopté le 8 février en conseil des ministres, ouvrira une période de concertation. Ici, comme pour la relance de la politique contractuelle, les partenaires sociaux s'évertueront à élargir l'espace accordé, tant il est vrai que, pour exister, ils doivent avoir *« du grain à moudre »*, pour reprendre l'expression favorite de M. Bergeron.

ALAIN LEBAUBE.

NOTES DE LECTURE

par ALFRED SAUVY

● JEAN-FRANÇOIS GRAVIER. – *L'Espace vital. Du paradis terrestre à l'aménagement du territoire.*

Depuis son cri d'alarme : *Paris et le désert français*, qui nous avait tant troublés, au lendemain de la guerre, le géographe qui connaît le mieux notre pays, sinon les autres, était resté, non certes inactif, mais discret dans sa production. Explication claire : le travail continu, l'accumulation, si bien que le seul dommage, pour nous, est d'avoir tant attendu. Le débiteur règle aujourd'hui largement son dû en nous invitant à un vaste voyage, dans le temps et dans l'espace, au cours duquel nous voyons les hommes mus par le perpétuel souci de s'installer le mieux possible sur leur sol, de tirer le meilleur parti possible de la *généreuse et relative nature.*

Evitant les oppositions de thèses et de théories générales au détriment de l'observation, J.-F. Gravier ne cite l'Allemand Christaller que pour une question de définition, nous invitant, en somme, à construire nous-mêmes notre propre « philosophie ». *Partant de Sumer, bien sûr, nous suivons à* travers les civilisations l'éternel regret du paradis perdu, d'où l'idéal du jardin, qui va des auteurs d'Olympie à Proudhon (un vaste jardin, rêve-t-il, mêlé de bosquets), puis à Le Corbusier et au-delà. Si sûr le style, si soucieux de fidélité aussi, que le déroulement est un arrachement continu.

Laissons-nous donc emporter, à travers siècles et régimes. Voici, au hasard, la construction du sol néerlandais, les catastrophes du quatorzième siècle, la construction révolutionnaire des routes françaises au dix-huitième, l'œuvre sévèrement critiquée d'Haussmann. En vedette, par contre, la remarquable utilisation de l'ingrat territoire helvétique.

Etrange aventure que celle des grandes cités modernes, si exaltées naguère dans leur dimension, en déclin aujourd'hui, à l'Est comme à l'Ouest, au profit des villes moyennes et même, aux Etats-Unis, de certaines régions rurales. A l'inverse, les pays prolifiques voient les hommes s'accumuler dans de sauvages bidonvilles. Regrettons ici le manque d'allusion aux efforts de maîtrise suggérés par Turner.

De cet immense parcours, bariolé, intense, se dégagent, semble-t-il, deux leçons :

– le contraste entre la mobilité des idées (et des moyens aussi) et la durée de ces constructions parfois même permanentes ;

– le danger de calculs trop serrés, au détriment du non-mesurable, d'où les malheurs écologiques et, plus généralement, les *pertes sociales*, encore *favorisées* par les progrès des comptes.

En fin de parcours, un sérieux avertissement à l'Europe vieillissante, vouée, sauf retour vigoureux vers la jeunesse, au dépérissement et à une intense et troublante immigration.

4 annexes, un schéma directeur routier.

★ Flammarion. Paris, 1984. 24 cm. 339 pages. 96 F.

● MARCEL N. BARBIER. – *Zigzags d'un ingénieur à travers pays « riches » et pays « pauvres ».*

Il s'agit bien de zigzags, d'allées et venues, dans un domaine résolument riche, lui. Ce mineur, qui en France, a marqué son passage aux Charbonnages de France et à EDF, nous livre deux parties : « Trente ans chez les riches » et « Trente ans chez les pauvres », résultat d'observations personnelles.

Vient, en bonne place, la critique, certes classique, mais toujours aussi nécessaire, de la faible importance accordée par les Français aux faits, défaut dont est si largement responsable l'éducation.

Les pays pauvres dans le champ, ce sont la Turquie et l'Amérique latine, le Mexique particulièrement. Cependant, tombant lui-même, quelque peu, dans le défaut signalé, l'auteur témoigne d'une connaissance imparfaite des faits dans le domaine démographique, cet éternel sacrifié. Opportunément dénoncé, en revanche, l'« oubli » dont a souffert l'agriculture dans le monde pauvre ; lourde erreur dont les conséquences n'apparaissent que peu à peu. Un parcours vivant, riche, pittoresque.

★ Sedes. Paris, 1983. 21 cm. 217 pages. 75 F.

● ALAIN REDSLOB. – *La Cité de Londres. Structure, marchés, réglementations.* Préface de Jean-Louis Guglielmi.

La Cité de Londres, la City, ce n'est pas un établissement unique, pourvu d'une direction et de quelque monument à colonnes. C'est tout un ensemble consacré à des opérations financières, nationales et internationales. Longtemps liée à l'évolution même du pays, la vie de la City s'en est quelque peu détachée, depuis la première et surtout la seconde guerre, le recul relatif de la nation n'ayant pas entraîné de déclin de la machine financière, qui, sur divers points, reste la première du monde.

Ils ont mauvaise odeur, pour le populaire, le marché de l'argent et sa compagne la *spéculation*. Ceux mêmes qui sont plus au fait des opérations financières connaissent assez mal les rouages qui composent la City. Très opportune, donc, la présentation que nous donne le professeur d'Angers, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris.

Dans sa préface, le professeur émérite à l'université de Paris rappelle, avec à-propos, les dates fondamentales de 1925 (retour à l'étalon-or en Angleterre) et de 1931 (dévaluation de la livre et de nombreuses autres monnaies), qui ont pesé si lourd dans l'aggravation de la crise des années 30, et par là, sur l'avènement du régime nazi.

Nous voyons successivement la liste des établissements et leur fonction, leurs « stratégies » (disons plutôt leurs *actions* ou leurs *politiques*), les aventures du marché monétaire, national et international, l'évolution des règlements (notamment du contrôle des changes), les moyens *et les résultats de* l'actuelle politique monétariste (libérale).

Nombreux bilans et tableaux, où manque cependant un schéma général des organes et de leurs liaisons. Bibliographie bilingue, où l'on retrouve l'ouvrage classique de A. Siegfried et le remarquable traité de J. Marchal, *le Système monétaire international. (1979).*

★ Economica. Paris, 1983. 24 cm. 196 pages. 75 F.

● BIT – *Le Travail dans le monde.* Préface de M. Francis Blanchard, directeur général.

C'est le premier volume d'une vaste fresque sur le travail et ses divers aspects. Rédigé sous la direction même et la responsabilité du directeur général, il n'engage pas l'organisation de Genève.

Cette somme considérable, fortement documentée, indépendante de toute école, rendra les plus grands services à ceux qui nt à connaître les données des grands problèmes du travail : emploi, sous-utilisation des *travailleurs, pauvreté, migrations*, salaires, conditions de travail.

★ BIT Genève, 1984. 30 cm. 223 pages. 45 francs suisses.

● PHILIPPE J. BERNARD. – *Les Trésors de Cérès. Fondements anthropologiques de l'économie.*

Elle ne représente plus guère qu'une faible partie de notre PIB et de nos préoccupations, cette déesse des moissons, mais nous pouvons penser qu'elle a suivi notre conception de la richesse. C'est tout l'art, pour les hommes, de vivre ensemble qui est ici en jeu, sous la plume vive et subtile du président du département des humanités et sciences sociales à l'Ecole polytechnique.

Trois parties : *écologie, sociologie, symbolique*. C'est pourtant dans les deux premières que nous sommes aux prises avec les tortures économiques, minutieusement observées, *de haut et de près, si l'on ose* dire.

Dans la première, vient en bonne place la population, en face des ressources ; jugement nuancé, et sans passion, encore qu'une place plus importante aurait pu être, selon nous, accordée à la difficulté créatrice, si bien mise en vue par Esther Boserup. Un peu d'optimisme, aussi, sur la baisse de la natalité dans le monde prolifique, accidentellement accentuée par l'aventure de la Chine.

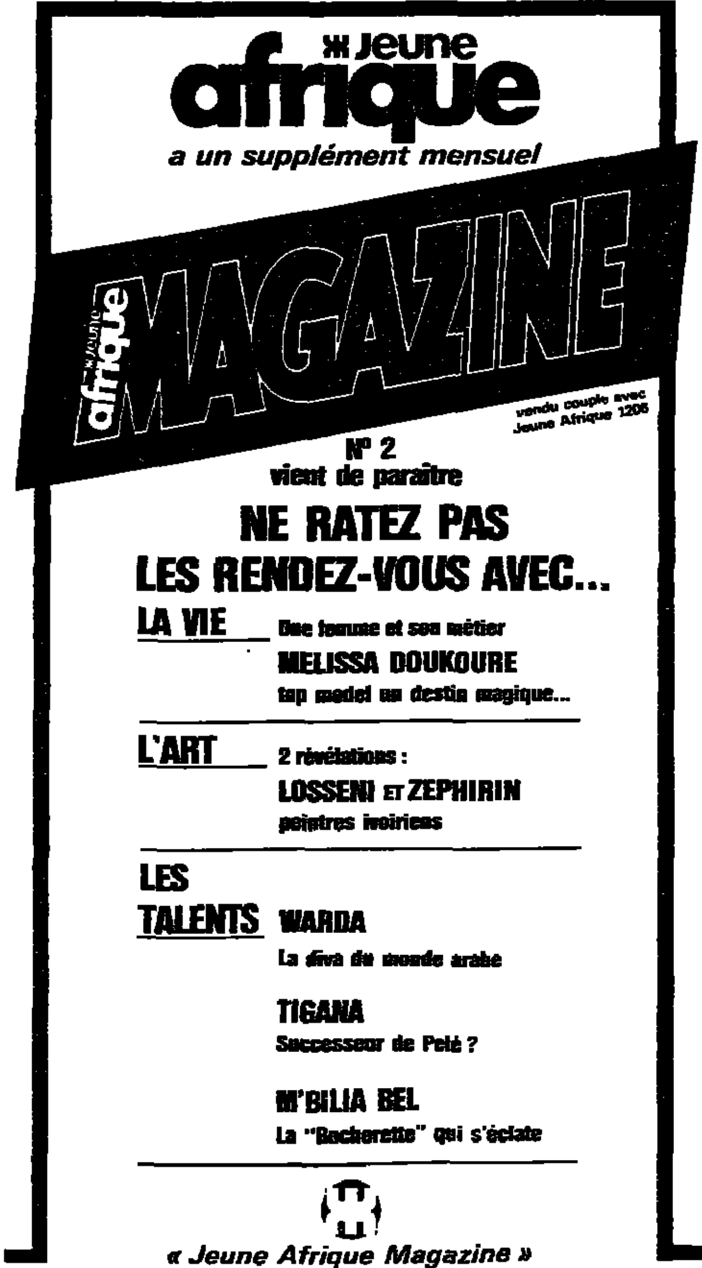
Le terme « sociologie », qui couvre la seconde partie, s'entend au sens large, allant de la famille à la monnaie, sujet traité avec une bien inhabituelle pénétration. Et voici le grand écueil de la propriété : son effacement fréquent devant le pouvoir conduit l'auteur non certes à sous-estimer la question du régime socio-politique, *mais à la placer, au contraire*, bien en vue, dans un ensemble. Loin d'être ignoré, Marx est souvent, en quelque sorte, recherché, toujours à l'écart de l'orthodoxie. Peut-être auraient pu, ici, trouver leur place les idées, encore en germe, de fonds salariaux ou de retraites capitalistes.

Avec l'entrée en jeu du symbole dans la vie sociale, nous pénétrons dans un domaine plus étendu, et, par l'ironie des termes, plus captivant. Laissons de côté, cependant, la recherche du bonheur, terme inconnu de l'économiste, déjà bien chargé par le souci des satisfactions matérielles.

Conclusion moins pessimiste que troublante : ne bénéficiant que d'une semi-lumière, nous ne savons pas bien où nous entraîne notre propre jeu. Regrettons, de ce fait, qu'une attention plus vive n'ait pas été donnée au souci de l'information, condition première d'une marche assurée.

Importante bibliographie. Un grand livre ; une lecture facile et riche, cumul bien rare, dont nous ne risquons pas d'abuser.

★ Sedes. Paris, 1984. 22 cm. 236 pages. 160 F.



LA RÉDUCTION DU DÉFICIT COMMERCIAL

Le ralentissement des importations a été décisif

LA France a, en 1983, réduit de plus de moitié le déficit de ses échanges extérieurs (1). Ce résultat a été acquis, en grande partie, grâce au programme d'austérité mis en place en juin 1982 et renforcé en mars 1983, qui, la conjoncture étrangère aidant, a entraîné à la fois un ralentissement des importations et une accélération des exportations. En fait, le *ralentissement* a été plus fort que n'a été rapide l'accélération, ce qui est conforme à l'extrême sensibilité des importations à tout changement de climat.

L'*effet de ciseaux* apparaît nettement dans les statistiques détaillées par pays, qui sont comptabilisées CAF, la valeur des importations étant augmentée du coût du transport et des assurances. Selon cette présentation, les achats ont atteint, l'an dernier, 800 milliards de francs et les ventes 695 milliards, soit un déficit de 105 milliards de francs contre 151 milliards en 1982, en baisse de 46 milliards. Ces résultats ne tiennent pas compte des échanges de matériel « *confidentialisé* », c'est-à-dire militaire, qui se sont *soldés par un surplus de 21,2 mil*liards de francs (19,8 milliards en 1982), les exportations ayant représenté 28 milliards (+ 7,4 %) et les importations 6,8 milliards (+ 9,6 %).

Quatre fois moins vite

L'amélioration de 46 milliards d'une année sur l'autre se répartit ainsi sur le plan géographique : réduction de 19 milliards du déficit à l'égard de l'OPEP (les importations ont diminué de 15,9 % et les exportations stagné, après avoir respectivement régressé de 0,2 % et augmenté de 12,1 % en 1982), de 17,5 milliards vis-à-vis de l'OCDE, de 5 milliards à l'égard des pays à économie centralisée (les achats ont augmenté de 9,9 % et les ventes de 39,3 %, après avoir augmenté de 6,2 % et baissé de 9,4 % l'année précédente) ; accroissement de 4,5 milliards de l'excédent vis-à-vis du tiers-monde (les importations ont augmenté de 8,6 % et les exportations de 9,8 %, après s'être accrues de 16,6 % et de 10,1 % en 1982). Cette ventilation fait donc ressortir les parts presque égales prises par l'OPEP et l'OCDE dans le redressement de 1983.

Pour les pays industrialisés, les résultats les plus favorables ont été observés à l'égard de l'Allemagne fédérale et des Etats-Unis. Avec la RFA, le déficit a été réduit de 28 % : les importations ont augmenté près de quatre fois moins vite (6,2 % en 1983 contre 21,9 % en 1982), alors que les exportations ont progressé près de deux fois plus fort (20 % contre 10,1 %).

Le même phénomène se retrouve avec les Etats-Unis. Le déficit a diminué de 29,5 % : les importations ont augmenté à un taux quatre fois plus faible (3,3 % contre 14,2 %), alors que les exportations ont progressé deux fois plus vite (27,7 % contre 13,2 %).

La situation s'est également améliorée avec la Belgique et le Luxembourg, le déficit ayant diminué de 21 %. Les importations ont augmenté de 9,9 % (19,9 % en 1982) et les exportations de 13,4 % (15 %).

En revanche, le déficit a augmenté vis-à-vis des Pays-Bas, les exportations s'étant accrues de 13,6 % (11,4 %) et les exportations de 18,1 % (15,1 %).

Il en a été de même avec l'Italie, les importations s'étant accrues de 9,1 % (24,2 %) et les exportations de 8,4 % (9,7 %). Avec la Grande-Bretagne, le solde négatif a doublé, les importations ayant augmenté de 23,4 % (28 %) et les exportations de 20,1 % (12,4 %).

Hors CEE, le déficit s'est légèrement accru avec l'Espagne, les importations ayant augmenté de 17,2 % (29,2 %) et les exportations de 17,4 % (18,6 %). En revanche le solde négatif s'est légèrement réduit vis à vis du Japon, les importations ayant seulement augmenté de 4,1 % contre 34,8 % en 1982, alors que les exportations ont progressé de 16,8 % (29,7 %). Enfin, avec la Suisse, le surplus s'est nettement accru, les importations ayant augmenté de 5,4 % (10,2 %) et les exportations de 20,2 % (2 %).

REDRESSEMENT VIS-A-VIS DE L'ALLEMAGNE FÉDÉRALE ET DES ETATS-UNIS

	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS	SOLDE
FAB-FAB	766,5	723,1	– 43,4 (– 93,5)
CAF-FAB (hors matériel militaire)	800	695	– 105 (– 151,2)
OCDE	574,9	485,7	– 89,2 (– 106,8)
dont CEE	398,1	341,6	– 56,5 (– 63,6)
● Allemagne fédérale	135,5	108,1	– 27,4 (– 38)
● Belgique-Luxembourg	64,3	59,4	– 4,9 (– 6,2)
● Grande-Bretagne	56,7	52,7	– 4 (– 2,1)
● Italie	79,4	74,1	– 5,3 (– 4,4)
● Pays-Bas	47,7	33	– 14,7 (– 14,1)
● Espagne	27,1	22,1	– 5 (– 4,3)
● Etats-Unis	61,7	43,8	– 17,9 (– 25,4)
● Japon	20,9	8,3	– 12,6 (– 12,9)
● Suisse	16,1	29	+ 12,9 (+ 9)

En données brutes et en milliards de francs (entre parenthèses chiffres de 1982).

L'échange des taux

Globalement, les importations en provenance de la CEE ont augmenté de 10,7 %, alors qu'elles s'étaient accrues de 21,4 % en 1982. De leur côté, les exportations ont progressé de 15,6 % au lieu de 11,6 %. Le taux de couverture *s'est établi* à 85,8 % contre 82,3 %. Avec les autres pays de l'OCDE, les importations ont augmenté de 7,9 % contre 19,4 % et les exportations de 20,4 % contre 10,7 %. Le taux de couverture a été de 81,5 % contre 73,5 %.

Au total, avec l'ensemble des pays industrialisés, les importations ont augmenté deux fois moins vite (9,9 % contre 20,7 %) et les exportations ont progressé moitié plus fort (16,6 % contre 11,6 %). Il s'est produit comme un échange des taux de progression entre les achats et les ventes à l'étranger. Toutefois, la responsabilité du redressement ressort, pour l'ensemble de l'année, davantage du ralentissement des importations que de l'accélération des exportations. *L'austérité a payé.*

MICHEL BOYER.

(1) « Le Monde de l'économie » du 24 janvier a publié deux tableaux sur le commerce extérieur par groupe de produits et par zone géographique.





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Notre entreprise industrielle de transformation de matières plastiques, basée dans l'AIN (180 p. – 150 MF de CA/an) renforce sa position sur son marché grâce à ses moyens financiers et à sa politique d'investissements. Voulez-vous participer à ce développement ? Nous cherchons, pour compléter notre équipe de direction :

un ingénieur, directeur de production (réf. 938 LM)

Vous animez nos ateliers (80 p.) et améliorez nos outils de production que vous adaptez à de nouveaux produits.
Ingénieur A.M. par exemple, depuis 5 ans au moins responsable de fabrication dans une entreprise transformant des matières plastiques, vous êtes prêt à devenir le véritable gestionnaire d'une unité de production.

un responsable des achats (réf. 939 LM)

Vous gérez un budget de 80 MF en négociant prix et délais avec nos fournisseurs, en France ou ailleurs.
Ingénieur chimiste, votre expérience dans un service achats nous intéresse, si vous avez l'étoffe d'un "manager".

un ingénieur technico-commercial (réf. 940 LM)

Vous prospectez et développez notre clientèle d'entreprises, en trouvant de nouvelles utilisations pour nos produits.
Ingénieur de formation, vous savez gérer vos ventes en étant plus qu'un vendeur, animer une équipe et participer à la conception d'une stratégie commerciale. Notre direction commerciale est à votre portée.

Notre consultant, D. MARTINON, vous remercie de lui écrire sous la référence correspondante.



ALEXANDRE TIC S.A.
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC



Ingénieur commercial

Nous sommes une des premières SSII (société de services et d'ingénierie informatique) nationales.
Nous offrons, à partir de notre Direction Régionale de Marseille, un ensemble de services et de progiciels industriels et économiques destinés aux entreprises de la région méditerranéenne (CAO, GP, aide à la décision, calculs techniques...).
Afin de renforcer notre implantation, nous recherchons un ingénieur commercial ayant, après une formation supérieure, une expérience réussie de la vente de produits ou services informatiques.
Basé à Marseille, ce poste rayonne sur la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il ouvre à un candidat de valeur de réelles possibilités d'évolution au sein du groupe CISI.
Pour prendre contact, écrire en joignant un CV à : CISI Marseille Direction Régionale 4 quai d'Arenc 13002 Marseille.
Toutes les candidatures seront examinées avec la plus grande discrétion.





DIRECTIONS
Nationales et Internationales

directeur général
H-F

Filiale d'un grand groupe textile international, nous sommes une

SOCIETE DE DISTRIBUTION DE PRODUITS DE STANDING

Nous disposons d'une chaîne de 20 boutiques, notre chiffre d'affaires est de 70 Millions et nous employons 120 personnes.

Le nouveau Directeur Général que nous recherchons devra obligatoirement outre ses compétences de gestionnaire, être un **spécialiste de l'animation d'un réseau de magasins.**

Merci d'adresser votre candidature sous référence 1188-M à Mamrégies qui transmettra (discrétion assurée).

Mamrégies
3 RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS



IMPORTANTE SOCIETE DE CONSEILS JURIDIQUES ET FISCAUX
recherche pour la province

JEUNES JURISTES
MAITRES EN DROIT DES AFFAIRES.

Petite expérience nécessaire (en Entreprise ou en Cabinet de Conseils).
Formation comptable souhaitée.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo
s / réf. 1135 à **PARAPHE,**
10, rue de Louvois 75002 PARIS qui transmettra.

Rhône-Alpes

JEUNE CADRE DE GESTION
en milieu industriel

2 milliards de CA, 4 000 personnes, 6 unités industrielles en France, 9 Directions Commerciales régionales : ce sont quelques éléments significatifs concernant cette Société, filiale de l'un des premiers groupes industriels français. Elle porte une attention particulière à la gestion industrielle, déjà largement informatisée.
Dans chaque usine, un cadre de gestion assiste le Directeur d'Etablissement.
Il anime un service de 20 personnes qui prend en charge : les comptabilités (analytique principalement), la gestion budgétaire et son contrôle, les achats, la paie, les services généraux, les stocks, la fiscalité locale, etc. Par ailleurs, il intervient pour tout ce qui relève de l'organisation au sens large du terme.
Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement économique supérieur (ESC, option finances/compta ou équivalent). Une première expérience industrielle (2/3 ans environ) lui a permis d'appliquer avec succès ses connaissances. Il a une parfaite maîtrise des procédures informatisées. Basé dans une des usines de la région Rhône-Alpes, le titulaire du poste peut, sous réserve de succès et de mobilité géographique, évoluer facilement à l'intérieur de la Société et du Groupe.
Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 4212 AN, à :

EGOR S.A. 8 rue de Berri 75008 Paris. ou **EGOR RHONE-ALPES** Tour Crédit Lyonnais - 129 rue Servient 69431 Lyon Cédex 3.

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system

IMPORTANT GROUPE PRODUITS CHIMIQUES

recherche pour usine
SUD-OUEST

CADRE SERVICE ADMINISTRATIF

Formation Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent.

SECTIONS :
COMPTABILITÉ ET GESTION D'ENTREPRISE.

Ce poste conviendrait à un jeune cadre ayant quelques années d'expérience en Administration des entreprises.

Adresser C.V. et prétentions, nº 07779, AMEP P.A., 37, rue du Général-Foy, 75008 PARIS.
Référence S0/2.

Groupement de Distribution de Matériaux de Construction et de Bricolage
180 points de vente
recherche pour Paris son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

- *Expérience de la distribution requise.*
- Qualités d'organisateur nécessaires.
- L'audit financier des filiales est un des aspects importants de cette fonction.
- Formation supérieure commerciale et de gestion très souhaitable.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. 10068 à PLAIN CHAMPS, 37, rue Froidevaux, 75014 PARIS, qui transmettra.

P.M.E. Industrie Mécanique
Région Basse-Normandie

RECHERCHE

Responsable Administratif et Financier

30-35 ans environ

Sup. de Co + DECS.

Envoyer C.V. + photo + prétentions ss nº 7486, « LE MONDE » Publicité, Service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

FLONIC

Société industrielle du Groupe SCHLUMBERGER spécialisée dans le comptage et la régulation des fluides recherche pour son unité de production de **HAGUENAU** (67)

Ingénieur électronicien

Responsable du montage et de l'étalonnage de matériel de mesure électronique, il prendra en charge les fonctions d'Organisation, de Qualité et de Méthodes.
Il est diplômé d'une école d'ingénieurs électroniciens (E.N.S.E.A., I.S.E.N., E.N.S.E.R.G.,...) débutant ou presque, volontaire et concret.
Une expérience réussie dans le poste, alliée à une certaine mobilité, ouvre de larges perspectives d'évolution au sein du Groupe Schlumberger.
Merci d'adresser dossier complet, sous référence S 356, à L. de Molliens, FLONIC SCHLUMBERGER, 12 place des Etats-Unis 92541 Montrouge Cédex.

FLONIC
Schlumberger

Société d'exploitation forestière et de transformation du bois en expansion,

AFRIQUE FRANCOPHONE,

filiale d'un groupe européen

RECHERCHE :

SON

DIRECTEUR

FORMATION :
Cadre supérieur.
Bases techniques.
Expérience industrielle du bois souhaitée.
Expérience africaine confirmée.
Disponibilité avant juin 84.
Contrat et avantages liés à l'expatriation.

Envoyer curriculum vitae avec photo et prétentions à :
S.E.E.M.,
IMM. 2000, Les Sept-Mares, 78310 ÉLANCOURT.



emplois internationaux emplois internationaux
(et departements d'Outre Mer) (et départements d'Outre Mer)

Nous recherchons
pour l'un de nos contrats en
EXTREME-ORIENT
sur site CENTRALE NUCLEAIRE

- **INGENIEURS GENIE CIVIL**
  Etude - Methode - Engineering
- **RESPONSABLES de TRAVAUX GENIE CIVIL**
  Experience : - Ilots nucléaires
  - Ilots conventionnels

Tél. (1) 577.37.17
ou adresser CV et pretentions a
PRESTICER E.T.T. - 42, r. du Theatre, 75015 PARIS

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

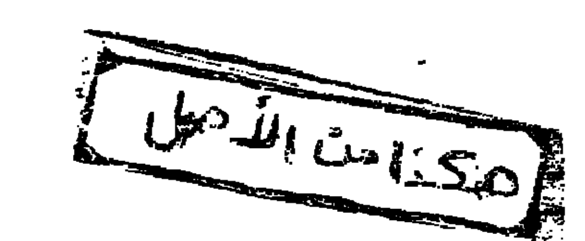
responsable administratif et comptable
Douala

Filiale d'un grand groupe français de travaux électriques, nous réalisons un CA de 20 MF, avec un effectif un peu supérieur à 50 personnes. Pour faire face à notre développement, nous recherchons le bras droit de notre Directeur Général. Il prendra en charge, en mettant la main à la pâte, avec le concours de quelques collaborateurs camerounais ▶ la comptabilité générale ▶ la trésorerie et les relations avec les banques ▶ la comptabilité analytique des chantiers ▶ les budgets et leur contrôle ▶ les formalités fiscales, douanières, sociales et juridiques ▶ la gestion du personnel.
Pour ce poste à pourvoir rapidement, il est indispensable d'avoir une bonne expérience professionnelle et la connaissance de l'outre-mer serait un atout. Le détachement est prévu pour une durée de 3 années, et les conditions d'expatriation restent à négocier à un niveau correct.

Envoyez votre CV sous référence 1088 M aux consultants chargés de cette recherche.
PLEIN CADRE 350, rue de Vaugirard 75015 Paris.
Discrétion absolue et réponse assurée.

LEVI TOURNAY

PLEIN CADRE







emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Responsable export

Ingénieur métallurgiste ou mécanicien - Cette entreprise de pointe a *son siège dans la région de Metz. Elle réalise un chiffre d'affaires de 50 millions de* francs (dont 40 % à l'exportation) et domine une technologie qui la place dans son domaine parmi les toutes premières au niveau mondial. Elle recherche le responsable *de sa cellule exportation. Celui-ci rendra compte au directeur commercial* et animera une petite équipe de collaborateurs confirmés. Il aura plus spécialement pour mission de renforcer la pénétration sur les marchés allemands et américains. *Ses interlocuteurs sont les industries de pointe (nucléaire, pétrole, aéronautique,* spatial...) et les industries lourdes (navale, sidérurgie, grosse mécanique). Les déplacements représenteront 50 % de son temps. Le poste convient à un ingénieur *métallurgiste de préférence, ou mécanicien, âgé de 30 ans minimum et ayant une* expérience de commercialisation de biens d'équipements par exemple. Une pratique courante de la langue allemande et au moins moyenne de la langue anglaise est nécessaire. Le niveau de rémunération correspond à ce que peut exiger le candidat de valeur que nous recherchons. Celui-ci rejoindra une entreprise où règne une excellente ambiance. Ecrire à R. SPIELER en précisant la référence A/6226M.

MEMBRE DE SYNTEC

PA

3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22.01.54

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

CAISSE AUTONOME NATIONALE
DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DANS LES MINES

recrute

PAR CONCOURS FIN AVRIL MAI 1984

1 CHEF DE SERVICE

LA PERSONNE NOMMÉE SERA AFFECTÉE AUX SERVICES DE METZ

CONDITIONS :
- être âgé de 21 à 30 ans ;
- être titulaire notamment d'une licence ;
- être libéré du service militaire.

TRAITEMENT :
- 7.700 F environ (primes non comprises).

CLOTURE DES INSCRIPTIONS :
- vendredi 13 AVRIL 1984.

S'adresser pour l'envoi des notices, des dossiers d'inscription, ou pour tous renseignements complémentaires à la

C.A.N.S.S.M.

Soit au Service du Personnel :
77, avenue de Ségur, 75730 PARIS CEDEX 15.
Tél. : (16-1) 567-55-92, poste 737.

Soit à l'Hôtel des Mines :
(Secrétariat 3e étage)
21, avenue Foch, 57000 METZ.
Tél. : (16-8) 774-59-42.

SEREG

recherche pour son département robinetterie pétrole
(région Lille, 450 personnes)

Le Responsable Informatique

(minimum 30 ans)

Il aura la responsabilité d'un système IBM 38 modèle 5 3 MB et d'une équipe de 7 personnes. Il assurera le fonctionnement et le développement des *applications suivantes : gestion de production, gestion administrative et* comptable, liaison avec informatique scientifique (CAO...) et deviendra à terme le coordonnateur et l'expert des problèmes informatiques de la division dont dépend son département.

Ce poste s'adresse à des candidats de formation MIAGE ou équivalent et justifiant d'une expérience réussie en milieu industriel sur du matériel de type IBM S 34, S 36, S 38.

Les candidatures, C.V. + photo sont à adresser, sous réf. S 360, à Monsieur Dupriez, Service du Personnel, Société SEREG SCHLUMBERGER, rue du Calvaire - B.P. 30 - 59480 Illies.

SEREG
Schlumberger

Y A-T'IL UN BRETON * DANS LES STAT'?

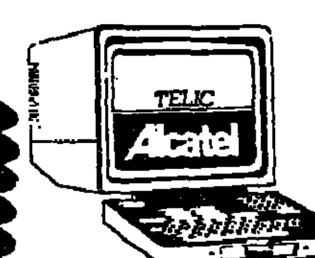
Analyste statisticien (H/F) confirmé, solidement initié à la micro-informatique professionnelle, rôdé aux techniques d'échantillonnages, concepteur imaginatif d'enquêtes, réalisateur rigoureux de questionnaires, amoureux d'une communication basée sur la bonne sémantique, et désireux d'apporter *son ardeur à une équipe qui fuse pour une région qui se démène...*
28 ans minimum, DES (MASS ou similaire) docteur ès-convivialité.

Merci d'adresser s/identification JJ 891, un CV détaillé et motivé (avec photo, références, indications de salaire, Nº de téléphone) au

CEIP CONSEIL D'ENTREPRISES
56270 - PLOEMEUR

BRETAGNE SUD

*** de souche... ou de cœur**



TELIC-ALCATEL

Siège Social : STRASBOURG - Direction Commerciale : FRESNES.
Nous sommes les premiers en France et l'un des premiers dans le monde sur le marché du téléphone et de la communication privés (télématique, bureautique, électronique grand public).
Une croissance rapide nous permet d'atteindre aujourd'hui le milliard de francs de chiffre d'affaires.
• Utilisant une gamme très diverse de technologies de pointe, nous bénéficions des impulsions de chacune d'entre elles.
Tous nos produits se renouvellent et se diversifient sur un rythme sans cesse plus rapide.
• Nous déployant sur des marchés nationaux et internationaux en fort développement mais très concurrentiels, notre règle est la compétitivité par l'intelligence, soutenue par un moral de vainqueur et des moyens puissants.
• Traitant de techniques de communication au sens le plus large, nous sommes en prise directe avec l'un des phénomènes socio-culturels les plus émergents du monde contemporain.
La qualité des hommes de TELIC *est le moteur de son développement.*
Vous avez le même goût d'entreprendre, venez nous rejoindre à STRASBOURG.
Notre Direction des Achats se renforce en associant à son équipe un

INGENIEUR ACHATS ELECTRONIQUES

CIRCUITS INTEGRES LSI

Au sein d'une équipe gérant une famille de composants, vous aurez pour mission de négocier avec une large autonomie des marchés de composants électroniques.
Vous assurerez l'interface avec les Services Techniques et les Services d'Ordonnancement et de Fabrication.
Vous êtes un acheteur ou un vendeur confirmé et vous possédez une bonne expérience de la négociation commerciale, ou bien, vous êtes un jeune ingénieur et vous souhaitez élargir votre action à la Fonction Achats.
Vous possédez une bonne connaissance de la langue anglaise.

Adresser en prélude à notre rencontre, votre curriculum vitae à
Bernard CAMMAS - Directeur du Personnel



TELIC-ALCATEL
206, Route de Colmar - B.P. 57
67023 STRASBOURG Cedex.

Groupe C.G.E.

des ingénieurs électroniciens "recherche et développement"

Près de NICE, se trouve notre usine-modèle. Des équipements de production particulièrement avancés en font un centre de fabrication de circuits intégrés performant. C'est là également que notre département Recherche et Développement prépare l'avenir, étudie et conçoit les produits de demain. Pour renforcer ses équipes, il cherche un

ingénieur d'applications

Intégré au laboratoire européen d'applications Télécommunications, il optimise les schémas d'utilisation des nouveaux circuits intégrés de Télécommunications, en fonction des besoins des clients. Il travaille en relation avec les ingénieurs chargés du test et de la qualité des circuits intégrés. De fréquents déplacements en Europe lui permettent d'assurer les contacts nécessaires avec les laboratoires de nos clients. De formation ingénieur Grande Ecole ou 3ème cycle universitaire, il a 2 à 4 ans d'expérience dans un des domaines suivants : joncteur ou carte d'abonnés, terminaux téléphoniques (poste d'abonnés en particulier) ou modems. (Réf. SCRD/284/1M)

ingénieur d'étude système

***Il fait partie de l'équipe chargée de définir l'architecture d'un nouveau terminal vidéotex, rattachée au laboratoire d'Etude Système.* C'est un ingénieur Grande Ecole ou un diplômé de 3ème cycle universitaire en électronique. Une première expérience de 3 à 4 ans l'a familiarisé avec l'électronique analogique, le traitement numérique et si *possible avec la télévision ou la démodulation* télétext. (Réf. SCRD/284/2M)**

**Monique NERVET vous prie de lui adresser votre candidature, avec photo et rémunération souhaitée, sous référence du poste choisi à :
TEXAS INSTRUMENTS FRANCE
8/10, avenue Morane Saulnier
78141 VELIZY VILLACOUBLAY**



Organisation et Publicité

Important bureau d'études pluridisciplinaire région méditerranéenne

recherche

UN JEUNE INGÉNIEUR D'ÉTUDES

Energie, thermique, électricité
Grande école d'ingénieurs
(Supélec, ENSAIS, télécom...)
Débutant ou première expérience.

Ecrire sous nº T 044.304 M,
REGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

recherche
pour son unité de production (600 personnes) située en région ORLEANS–TOURS

UN PHARMACIEN pour le Service Maîtrise de la Qualité

Directement rattaché au Directeur de l'usine il a pour mission la maintenance des procédés et procédures de fabrication industrielle, l'établissement des instructions relatives aux P.B.F. ainsi que l'assistance aux Chefs de Service en ce qui concerne les problèmes de procédés, de rendement et de qualité des fabrications.

Le (la) candidat(e), titulaire d'un CES de Galénique ou diplômé(e) d'un Institut de Pharmacie Industrielle doit avoir une expérience de 5 à 8 années dans une unité de production importante.

Connaissance de l'Anglais indispensable
Ce poste offre des possibilités d'évolution.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo sous réf 9125 à

Publicité Alain LITAS
27, av. de Lattre de Tassigny
94220 CHARENTON

La compagnie minière DONG-TRIEU

recherche pour le laboratoire de sa Division URANIUM de JOUAC (Haute-Vienne),

INGENIEUR CHIMISTE adjoint au chef de laboratoire

qui participera au développement des activités analytiques, à l'élaboration et à la réalisation des programmes d'études, à l'animation de l'équipe de techniciens.

Vous êtes jeune ingénieur diplômé d'une école supérieure ou d'un institut de chimie.
Vous avez une expérience même limitée en chimie minérale ou en minéralurgie.

Envoyez-nous votre lettre de candidature avec c.v., photo et prétentions à Compagnie Minière DONG-TRIEU
Boite Postale 1 - 87360 Lussac-les-Eglises.

Axel Publicité

CHEF DU SERVICE ALIMENTATION ANIMALE

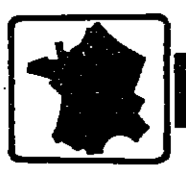
Ouest Agro-alimentaire

Une coopérative polyvalente - Céréales - Approvisionnements - de l'ouest de la France (C.A. supérieur à 800 millions de francs - effectif supérieur à 500 personnes), recherche son futur CHEF DE SERVICE ALIMENTATION ANIMALE. Sous l'autorité du Directeur Commercial et à partir d'objectifs à la définition desquels il aura participé, il sera chargé des achats de matières premières - prémix, tourteaux, céréales,... - de la conception de la gamme, de la formulation et du suivi de la fabrication (120 000 T d'aliments). Il aura un rôle de conseiller technique auprès des agriculteurs et des agents de relations-culture répartis dans les différents dépôts. Il définira, coordonnera et contrôlera les activités *d'une équipe composée de 5 personnes et il interviendra en support auprès* de l'équipe de prospection commerciale. Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, de formation Ingénieur en Agriculture, possèdera au moins 5 ans d'expérience professionnelle acquise dans le secteur de l'alimentation animale et impliquant des responsabilités techniques, commerciales et d'encadrement. Ecrire sous référence 659/M à :

GRH conseils

3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

AFCOREM



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



CIMSA

Toulouse

INGÉNIEUR MÉTHODES LOGICIEL

CIMSA, une informatique de pointe, performante au plus haut niveau dans les milieux les plus sévères.
Filiale du groupe Thomson, notre savoir-faire est reconnu mondialement.

Nous souhaitons améliorer encore nos prestations en recrutant un homme d'expérience (5 à 10 ans), diplômé d'une école d'ingénieurs (option informatique).

Intervenant en véritable "ingénieur qualité", il aura la responsabilité de la réalisation de logiciels (définition de normes, procédures de contrôle) au sein de l'équipe système. Une réelle capacité d'encadrement d'équipe, un sens du contact avisé, de la méthode et de la rigueur seront des atouts très appréciés.

Nos activités se diversifient en permanence: notre savoir-faire est reconnu. Tout cela doit contribuer à votre réussite dans notre Groupe.

Adressez votre candidature sous référence IML/M à **JFD CONSEIL** - Jacqueline Fleurent-Didier - 102, bd Malesherbes, 75017 PARIS, qui l'étudiera en toute discrétion.



THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES

HAVAS CONTACT

Rhône-Alpes/Est de la France – Nous sommes la filiale française d'un important et puissant groupe international spécialisé dans la fabrication et la commercialisation de produits chimiques de traitement des eaux et des fluides process. Nous cherchons, pour faire face à notre développement, des hommes de qualité (sur le plan technique et humain) susceptibles de vendre des produits techniques de notoriété mondiale auprès de l'industrie. Dans cet esprit, nous offrons pour les régions énoncées plus haut des postes d'

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Vous avez une formation technique supérieure d'ingénieur ou un DUT, des bases suffisantes en chimie ou une première spécialisation en process, en sidérurgie..., de bonnes connaissances en anglais. Vous occupez, après quelques années de vie professionnelle (au moins 1 ou 2 ans), des fonctions similaires dans le marché industriel ou un poste en fabrication mais vous avez la volonté pour réussir dans une activité commerciale. Vous serez, sous l'autorité d'un directeur régional, responsable d'une activité sur une zone géographique. Votre mission, nécessitant autonomie et disponibilité, goût du concret et du terrain, sens des négociations commerciales, vous conduira à assurer des actions très complètes auprès des clients existants mais aussi des clients potentiels (50% du travail): détection des problèmes, étude du traitement à mettre en œuvre, vente de la solution, assistance technique et contrôle de la réalisation. Vous bénéficierez d'une rémunération motivante (+ voiture de fonction et frais réels) et d'opportunités d'évolution.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, écrivez à Roland Gardeux sous *réf. 5765 M*; il étudiera avec vous les possibilités d'une future collaboration.



SERIFO CONSEILS DE DIRECTION
47 bis, AVENUE BOSQUET – 75007 PARIS
TELEPHONE: 555.11.11

MEMBRE DE SYNTEC

Pigan Chomis

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
296-15-01



S.A. SEB

35 Kms au Nord de DIJON, recherche,

2 Chargés d'études marketing

- UN POUR LA FRANCE
- UN POUR L'EXPORTATION

- Surveillent et analysent l'évolution des ventes, la concurrence, la distribution.
- Participent à l'élaboration des études et à l'établissement du plan marketing.

Ces candidats, issus d'une Ecole Supérieure de Commerce, devront écrire et parler anglais et aimer les chiffres.

Une expérience d'un à deux ans dans une fonction similaire serait appréciée.

Veuillez adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à
S.A. SEB - Direction du Personnel – 21261 SELONGEY Cedex.

COFAP

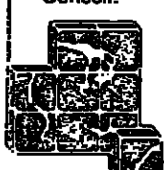
Electrolux

Groupe disposant d'une organisation de production, vente et prestation de services sur les cinq continents, nous recherchons un

Ingénieur études et développement

Basé à Reims, cette fonction conviendrait à un **jeune ingénieur généraliste** qui travaillera en liaison avec des techniciens pour :
- *informatiser le laboratoire,*
- développer les moyens d'essai à l'aide de l'informatique (automatisation, recherche de capteurs),
- aider au développement de nouveaux produits,
- créer de nouvelles méthodes de travail et/ou de recherche,
- apporter un soutien à l'équipe technique grâce à ses connaissances théoriques.

Si vous possédez un réel intérêt pour le secteur grand public, le souhait d'évoluer vers la responsabilité d'une unité de production et un degré d'autonomie important, merci d'adresser votre candidature sous la référence MP/35 à notre Conseil.



INFRAPLAN
Paris Nantes
Conseil en Recrutement
83, bld Raspail · 75006 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

MEDIA PA

Afin de préparer la mise en place d'un réseau national destiné à assurer tous types de relations (télématiques, bureautiques, téléphoniques, etc.) entre nos nombreux établissements, ainsi qu'avec des partenaires extérieurs à notre entreprise, puis d'en assurer ultérieurement le développement qualitatif et quantitatif,

Nous recrutons, pour notre Siège Social implanté dans l'Ouest

UN RESPONSABLE SYSTEMES D'EXPLOITATION ET TELECOMMUNICATIONS

En vue de lui confier des missions importantes en matière de conception et d'exploitation de réseau.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation scientifique supérieure, d'abord générale, puis spécialisée dans les domaines concernés.

Par ailleurs, du fait de l'importance de l'enjeu, une expérience dans la matière serait très appréciée.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé sous référence 88090 à
CONTESSE PUBLICITE
20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.



Gillette France — **ANNECY**
recherche, pour son département audit opérationnel

AUDITEUR INTERNE

De formation HEC, ESSEC, ESC ou équivalent, vous possédez le DECS et éventuellement des certificats supérieurs d'expertise comptable.
Vous avez acquis une expérience de 4 ans minimum dans une fonction similaire ou dans un cabinet d'audit anglo-saxon. L'anglais écrit et parlé est indispensable.
Le poste est basé au siège à Annecy (Haute-Savoie).
Le candidat pourra évoluer ultérieurement vers d'autres postes de responsabilités dans les divers secteurs du groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à la Direction du Personnel, Gillette France, BP 26, 74010 Annecy.

média-system

CHEF DE SERVICE ENTRETIEN

Normandie

Une société française (plusieurs milliers de personnes) filiale d'un groupe industriel international aux activités très diversifiées, recherche UN CHEF DE SERVICE ENTRETIEN pour l'un de ses établissements situé en Normandie (plusieurs centaines de personnes). Sous l'autorité du Directeur de cet Etablissement, il participera à la définition des budgets en matière d'investissements et d'entretien. Il assurera le support logistique de la production. Il développera l'entretien préventif d'un parc comportant plus de 200 machines dont une cinquantaine importantes. Il sera chargé de la maintenance des chaufferies et des différents réseaux (électricité, fluides, vapeur,...). Il participera aux actions visant à une amélioration des conditions de sécurité. Il travaillera en liaison avec le Service Engineering pour les travaux neufs. Il surveillera les travaux confiés à la sous-traitance. Il animera, dirigera et contrôlera les activités d'une cinquantaine de personnes. Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, de formation Ingénieur A & M, ICAM, ECAM, IDN ou équivalent, possédera plusieurs années d'une expérience professionnelle semblable, acquise dans une société du secteur mécanique. Il sera un réel meneur d'hommes.
Ecrire sous référence 631/M à :

GRH conseils
3 avenue de Ségur 75007 Paris.
Discrétion assurée.

AFCOREM

SOCIÉTÉ DE BIENS D'ÉQUIPEMENT DESTINÉS AUX INDUSTRIES DE L'ENERGIE NUCLÉAIRE ET DE LA PÉTROCHIMIE

recherche

INGÉNIEURS PRODUITS

(Réf. 334)

Sous l'autorité du responsable des études développement des produits, ils prendront en charge la gestion intégrale d'un produit ou d'une famille de produits.

Ils devront avoir obligatoirement une formation Arts et Métiers ou équivalent et une maîtrise de l'anglais.

Une expérience similaire ou celle d'un poste de production sera appréciée.

Débutants acceptés.

Lieu de travail : 30 km de Pau.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions :
Société AMRI
"Les Mercuriales", 40, rue Jean-Jaurès
93176 BAGNOLET CEDEX

bleu

Filiale d'un groupe pétrolier
recherche pour son siège dans le ***SUD-OUEST***

INGENIEUR INFORMATICIEN

possédant une MIAGE

Dépendant du Directeur Administratif, il aura la responsabilité de la section informatique (un DP.S4).
Dans un premier temps il assurera, aidé de deux programmeurs, l'analyse, la programmation et la gestion des projets en cours. Ensuite, en liaison avec les différents services techniques, commerciaux, administratifs, il développera les applications de l'informatique et étudiera l'évolution su système en place.

Ecrire avec curriculum vitae sous réf. 87774 à
CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

---

2 ingénieurs

AUTOMATISMES ET CONTROLE

Un important groupe industriel français recherche 2 ingénieurs spécialistes en automatismes de procédés industriels.

Ils seront intégrés dans les services techniques et pourront à terme, voir évoluer leur carrière dans le Groupe vers des postes de Direction Opérationnelle ou Fonctionnelle.

Ces postes sont à pourvoir en région Rhône-Alpes et dans l'Ouest. Ils peuvent intéresser des diplômés d'Etudes Supérieures (Bac + 5) option automatismes et informatique industrielle en recherche du premier emploi ou possédant une expérience dans le domaine des automates industriels.

Adresser au **Cabinet RCC**, lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle en précisant la réf. **418-M** ainsi que la région souhaitée.

RCC Recherche / Conseil / Cadres
6, AV DU COQ - 75009 PARIS

MONTPELLIER

L'IDATE

recherche des collaborateurs intéressés par le travail en équipe pluridisciplinaire :

- économistes qualifiés, pour études macroéconomiques et d'économie industrielle ; compétence économétrique appréciée.
- ingénieur ENST, E S.E., ..., pour études de fonctionnalités de systèmes de vidéo-communication ; sensibilisé aux aspects économiques et culturels.
- ingénieur en organisation, pour développement d'un pôle d'étude sur la communication professionnelle : expérience des nouvelles techniques de communication très appréciée.

Adresser CV et lettre manuscrite à :
Georges VIENNE - IDATE - Bureaux du Polygone
34000 MONTPELLIER

INFORMATIS-TÉLÉCOM

PARIS-PROVINCE
Pour d'importants projets TÉLÉCOM 1, VIDÉOTEX de systèmes de réseaux de télécom au niveau national.

INGÉN.-SYSTÈMES

Bonne expérience en logiciel des transmissions par paquets. L'expérience des protocoles HHDLC, X25, SNA, TRANSPAC est appréciée.

INGÉN.-SYSTÈMES

PROCESSUS INDUSTRIELS
SOLAR-MITRA-PDP-MICRO

INGÉN.-TÉLÉPHONE

AYANT BONNE EXPÉRIENCE EN TÉLÉPHONIE TEMPORELLE

Projets exceptionnels par leurs intérêts.
26, rue Daubenton, 5e.
Téléphone : 337-99-22.

SEITHA
Equipements techniques du bâtiment
réalisations industrielles clés en mains
recherche pour son Siège à **LYON**

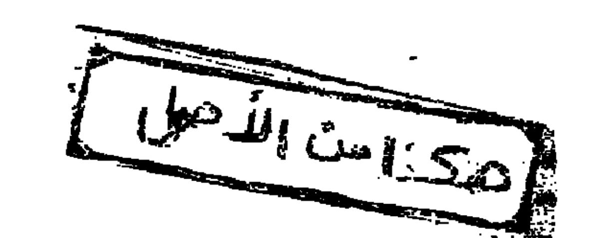
Analyste programmeur connaissant parfaitement VAX ET ASSEMBLEUR

Il devra aussi avoir de bonnes notions de régulation pour assumer les missions qui lui seront confiées au sein d'une petite équipe développant depuis plusieurs années une informatique scientifique sophistiquée pour résoudre des problèmes variés, notamment dans le domaine de la télétransmission de l'information et de la mise en œuvre de technologies de pointe.

Ecrire au **CABINET GATIER**, 32 rue Barrême 69006 LYON, sous **réf. 042M**

Cabinet Gatier

média-system



RENAULT Automation

dans le cadre du développement de ses techniques de pointe, cherche à s'adjoindre pour sa Direction des Systèmes de Fabrication

INGENIEUR AUTOMATICIEN

Supélec ou équivalent réf. DSF 1

Son expérience de 3 à 5 ans dans les domaines suivants :
- numérisation d'axes de machines outils (capteurs, moteurs, variateurs),
- intégration de commande numérique à une machine,
- asservissement de moteurs,

trouvera un terrain de développement dans une équipe de 8 personnes. Serait aussi appréciée une expérience de la manutention (chariots filoguidés).

INGENIEUR PRODUITS LOGICIELS

X, Centrale, Supélec... réf. DSF 2

Son expérience de 7 à 10 ans, lui a permis d'assurer la responsabilité de la réalisation de grands projets d'informatique industrielle. Il aura un bon esprit d'analyse.

INGENIEUR INFORMATICIEN

Centrale, Supélec... réf. DSF 3

7 à 8 ans d'expérience comme ingénieur système et la réalisation de projets informatiques d'automatisation de processus, en feront le responsable du centre de calcul. Il participera avec une équipe de 4 personnes à la définition et à la conception d'architectures informatiques.
Connaissances en bases de données.

INGENIEUR INFORMATIQUE SYSTEMES

Supélec, INSA... réf. DSF 4

Il a si possible une connaissance du matériel DIGITAL et maîtrise PASCAL, FORTRAN, grâce à une expérience de 2 à 3 ans. Il prendra part à l'élaboration et à la réalisation de logiciels en temps réel.

INGENIEUR INFORMATICIEN SPECIALISTE DES RESEAUX

Centrale, Supélec, ENSEEIHT... réf. DSF 5

ayant acquis une expérience de 3 à 4 ans dans la mise en place de réseaux dans une société de Services et Conseils en Informatique.

JEUNE INGENIEUR

X, Centrale, Supélec, Mines, Télécom, INSA... réf. DSF 7

Il a une courte expérience de 1 à 2 ans de l'informatique : bases de données et/ou mécanique. Assisté d'un gammiste, il sera chargé de la définition et de la réalisation d'outils automatisés d'assistance à la génération de gammes d'usinage pour ateliers flexibles.

INGENIEUR RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

X, Centrale, Supélec, AM... diplôme Phd Mechanical Engineering apprécié. réf. DSF 6

10 ans d'expérience l'ont amené à la responsabilité de la conception de systèmes de production. Pour ce poste-clé de responsable Recherche et Développement dans le domaine des systèmes de fabrication automatisés : fort potentiel, esprit d'analyse développé et sens réel de l'animation d'une équipe sont nécessaires.

JEUNE INGENIEUR

Grande école ou DEA informatique réf. DSF 8

Il a 2 ans d'expérience et a déjà réalisé des modèles de simulation. Il connaît FORTRAN, PASCAL et si possible des langages de simulation. Il sera chargé de concevoir et de réaliser des modèles de simulation pour ateliers flexibles.

Tous ces postes à pourvoir rapidement au Siège (Le Chesnay), *nécessitent une pratique courante de l'anglais.*

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo, en précisant la référence choisie, à :
Renault Automation, Direction des Ressources Humaines, Centre Parly 2, BP 70, 78152 Le Chesnay Cédex.

média-system



emplois régionaux

REGION POITOU-CHARENTES

Notre société de prestations de services grand public (300 personnes) recherche, dans le cadre de son développement, un

Jeune Diplomé Enseignement Supérieur

FORMATION COMPTABLE, JURIDIQUE ET FISCALE DE NIVEAU DECS

Au sein du service financier, il aura en charge la préparation et la rédaction de dossiers juridiques et fiscaux de haut niveau.

Travailleur et organisé, il devra rapidement acquérir son autonomie propre (débutant accepté).

Le développement constant de notre société permettra d'envisager un profil de carrière très motivant pour un candidat de valeur.

Le salaire de base proposé (100.000 F) tient compte de ces perspectives d'avenir.

Si ce poste vous intéresse, envoyez rapidement à notre Conseil une lettre manuscrite avec CV et photo sous la référence 146/M.

COFAP

JB SENTIS CONSULTANTS
6, rue Saulnier 75009 PARIS

- Vous êtes demandeur d'emploi ou salarié d'entreprise (congé-formation) ;
- Vous avez une formation BAC + 4 ;
- Vous avez une solide expérience en gestion ou en production.

Vous pouvez devenir :

CONSEILLER (E) EN INFORMATIQUE DE GESTION
CONSEILLER (E) EN INFORMATIQUE DE PRODUCTION

- *Stage de 1 200 heures à temps plein, gratuit et rémunéré par l'État.*

Constacter d'urgence :
Le Groupement des Chambres de Commerce et d'Industrie Hainaut-Cambrésis

INSTITUT INFORMATIQUE ET ENTREPRISE
Centre Tertiaire - 2, rue Henri-Matisse
59300 AULNOY-LEZ-VALENCIENNES
Tél. : (27) 30-18-10.

C.I.T.
CENTRE INTERNATIONAL DE TOXICOLOGIE
recherche

1 Technicien
HEMATOLOGIE BIOCHIMIE

Niveau Maîtrise - BTS ou DUT
5 ans d'expérience en laboratoire de toxicologie animale ou laboratoire d'analyses médicales.

Adresser CV, photo et prétentions à
C.I.T. - B.P. 563 - MISEREY
27005 EVREUX CEDEX.

JRP/Jean Régnier Publicité

Locafrance

Leader du crédit-bail mobilier
recherche
pour son agence de LILLE

ATTACHE COMMERCIAL

MISSION :
- Assurer au sein d'une équipe dynamique les relations avec les responsables d'entreprises en matière de financement des équipements industriels.
- Développer le fonds de commerce actuel par des actions de prospections appropriées.

PROFIL :
- Formation commerciale supérieure, (ESCP, EDHEC...).
- Goût de la prospection et de la négociation commerciale et financière nécessaire.
- Première expérience professionnelle dans une activité financière ou commerciale souhaitée.

Adresser C.V., photo et prétentions à :
LOCAFRANCE
Département Formation et Recrutement
43-47, avenue de la Grande Armée – 75016 Paris.

Régie Publicitaire recherche pour DIJON

CHEF DE PUBLICITÉ

pour éditions Bourgogne, Franche-Comté de « Télé 7 Jours », « Elle », « Paris-Match ». Dynamique, ayant expér. support ou agence. Rémunération fixe + intéressement. Env. C.V. + photo + prétentions (discrétion assurée) à J.-P. Dolteau, Lyon-7, 42, quai J.-Gillet, 69004 LYON.

GAVARNIE :

Cherchons

CADRE DU TOURISME

pour animer, promouvoir, coordonner, gérer toutes actions dans le cadre du développement touristique été hiver de *Gavarnie.*
Profil recherché : 30 ans minimum ; 5 ans d'expérience minimum dans le secteur du tourisme ; langues étrangères appréciées ; logement sur place.
Faire offre à la Mairie de Gavarnie, 65120 Luz-Saint-Sauveur. Curr. vitae, photo récente, prétentions.

Dans le cadre de son développement, importante Société de l'Ouest (160 personnes environ) recrute un

INGÉNIEUR SYSTÈMES

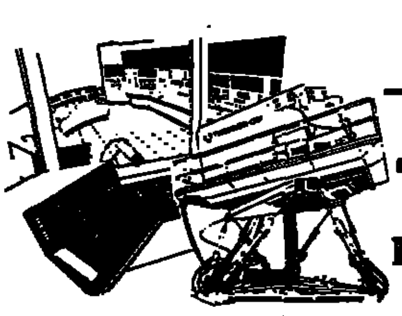
pour développement et mise au point de systèmes téléphoniques et péritéléphonie électronique.

Le candidat devra avoir une connaissance des microprocesseurs et posséder de réelles qualités d'encadrement pour diriger une équipe de techniciens de haut niveau.

Le poste est à pourvoir de suite à NANTES (LOIRE-ATLANTIQUE).

Envoyer C.V. + photo *s/nº 7504 « le Monde » Pub.,* Service ANNONCE PUBLICITÉ, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
296-15-01



THOMSON-CSF
DIVISION SIMULATEURS

Nous sommes l'un des leaders mondiaux dans l'étude et la réalisation de **SIMULATEURS**, c'est-à-dire de systèmes performants conçus pour reproduire en temps réel les processus les plus complexes : pilotage d'un avion, conduite d'une centrale nucléaire, d'un sous-marin...

Vous êtes **Ingénieur Grande École** et après 7 à 10 ans d'expérience en études électroniques vous désirez élargir vos fonctions et mettre en valeur vos connaissances en **ÉLECTRONIQUE NUMÉRIQUE RAPIDE, INFORMATIQUE, LOGICIEL TEMPS RÉEL...**

Au sein d'une activité passionnante et tournée vers l'avenir, nous vous proposons d'être :

CHEF DU SECTEUR GÉNÉRATION/TRAITEMENT D'IMAGES ET SIMULATION RADARS

Vous serez **le responsable technique** et **l'animateur** d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens (25 personnes), dans les domaines de l'étude, du développement et de l'évolution de ces équipements.

Vous prendrez en charge l'établissement des devis techniques et des prix ;

Vous conduirez les études en coordination avec les Chefs de Projets ;

Vous participerez à la définition des orientations techniques à moyen terme.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et rémunération souhaitée sous référence IC 84.4.M à François GAUDICHON - THOMSON-CSF - Division Simulateurs - BP 116 - 78192 TRAPPES CEDEX, ou de téléphoner au **(3) 050.61.01.**

HAVAS CONTACT



PAYMATEC
Si l'avenir vous passionne

Rejoignez cette division du Groupe SCHLUMBERGER, spécialisée dans des activités à très forte croissance (monétique et cartes à mémoire) qui développe de nouvelles lignes de produits (terminaux de paiement et contrôle d'accès).
Pour accélérer le développement des études, elle constitue à COLOMBES (92) une équipe "soft" jeune et motivée :

Un chef de projet software réf. S 357

Sa mission sera de créer des logiciels d'application sur machines à microprocesseurs (Pascal, assembleur).
Le candidat, de formation grandes écoles ou universitaire aura une première expérience industrielle de 3 à 5 ans lui ayant permis d'acquérir une solide maîtrise des méthodes de programmation structurée.

3 analystes programmeurs micro-processeurs réf. S 358

Ils seront chargés de l'analyse et de la programmation de microprocesseurs (6800 etc). De formation BTS, IUT électronique ou informatique, les candidats auront une expérience de 2 ans dans un poste similaire.

La réussite dans ces postes et une bonne connaissance de la langue anglaise ouvrent de larges perspectives de carrière au sein du Groupe Schlumberger (France et étranger).

Merci d'adresser dossier, en précisant la référence, à L. de Molliens, FLONIC Schlumberger, 12 Place des Etats-Unis à Montrouge 92541.

PAYMATEC
Schlumberger

Le Groupe CEGOS

La Division **Conseil Stratégie-Management**
souhaite s'adjoindre

Deux Chefs de projets

- Stratégie (réf. 71660/M) **- Systèmes de gestion** (Réf. 71661/M)

pour conduire des interventions à très haut niveau dans des entreprises de taille moyenne et grande.

Ces chefs de projets auront au moins 30 ans. Intelligents, ayant le sens du réel et des affaires, ils seront diplômés d'une grande école d'ingénieurs ou de gestion. Ils auront, dans des domaines qui nous intéressent, soit une expérience de conseil concernant le diagnostic stratégique et/ou le contrôle de gestion, soit une pratique équivalente acquise dans une entreprise de renom. Ils parleront l'anglais couramment. Nous apprécierions qu'ils aient travaillé quelques années à l'étranger. Nous leur apportons : des opportunités d'initiatives nombreuses dans un environnement libéral ; la possibilité d'accroître et d'aiguiser leur professionnalisme au contact des changements du monde économique ; l'insertion dans un milieu de consultants ayant une vue large et rigoureuse de leur métier.

Adressez-nous une description précise de vos expériences et indiquez-nous vos souhaits ainsi qu'une lettre manuscrite, sous réf. choisie, à R. VERDET, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE Cédex.

La Division **AIDE A LA DECISION**
développe ses activités et recherche

Deux ingénieurs Grande Ecole (X, Mines, Centrale...)

• Un senior, Chef de Projet *Etudes Logistiques*. Il a 5 à 10 ans d'expérience, dans un cabinet de conseil de préférence. Il a dirigé des projets d'études d'Aide à la Décision, à forte base de modèles informatiques; c'est donc un *spécialiste de la recherche opérationnelle*, des statistiques, des techniques de simulation. *Référence AD1*

• Un débutant qui, après 1 à 2 ans d'expérience professionnelle, souhaite se former aux *méthodes et à la pratique du conseil dans l'Aide à la Décision*, au contact d'une équipe dynamique et de clients variés. *Référence AD2*

Un ingénieur Etudes Transports

• 2 à 5 ans d'expérience réussie dans ce domaine en ont fait un spécialiste reconnu. *Référence AD3*

Un ingénieur Etudes Economiques et Etudes de Marché Produits Industriels

• De formation Ecole d'Ingénieur ou Commerciale, il est devenu un spécialiste des études à caractère stratégique, au cours des 2 à 5 ans d'expérience réussie passée dans un bureau d'études commerciales ou dans un service marketing. *Référence AD4*

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Mr. Georges COMES, Directeur de la Division *AIDE A LA DECISION c/o* Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres, *92516 BOULOGNE Cédex.*

sélé CEGOS

ABIDJAN — ATHENES — BARCELONE — BRUXELLES — DUSSELDORF — LISBONNE — LONDRES — MADRID — MILAN — MUNICH — NEW YORK — SAO PAULO — TURIN

Le Groupe CEGOS, Conseil, Etudes, Formation, intervient dans plus de 1000 entreprises et administrations, forme environ 20 000 personnes par an dans le monde et regroupe 400 consultants de 15 nationalités différentes

Publicis — Membre de SYNTEC

---

olivetti olivetti olivetti olivetti olivetti olivetti olivetti olivetti

Participer à la gestion du personnel Olivetti

Chez le premier constructeur européen de matériel et d'équipement Bureautique et Informatique,
DEUX RESPONSABILITES A PRENDRE :

Chef de personnel commercial

Rattaché au Directeur du Personnel et des Relations Humaines, pour prendre en charge l'ensemble de l'activité (600 personnes) : gestion, développement et recrutement.

Professionnel de la fonction, de formation supérieure, vous êtes un opérationnel qui a déjà développé son activité sur du personnel de vente. (Référence CPC)

Assistant

Auprès du Chef du Personnel Technique et Administratif pour conseiller la hiérarchie, assurer le recrutement et la gestion quotidienne.

Une formation supérieure, une première expérience sont les bases de votre réussite et de votre évolution future. (Référence A)

Merci de nous faire parvenir votre dossier de candidature sous référence choisie à Daniel BASSAN, OLIVETTI FRANCE - DPRH - 89 rue du Faubourg *Saint-Honoré* - 75008 Paris.

olivetti olivetti olivetti olivetti olivetti olivetti olivetti olivetti

---

DURACELL®

Division de DART EUROPE S.A.

Contrôleur budgétaire

La Société, filiale d'une multinationale américaine n'est plus à présenter. Sa notoriété est évidente : la marque, les produits se sont imposés sur le marché.

Pour sa Direction Financière, nous recherchons le Contrôleur Budgétaire. En relation avec les différents responsables et dans le cadre d'une gestion informatisée particulièrement sophistiquée, il prépare les budgets puis en assure le suivi (analyse des écarts, commentaires...). Il agit de même pour le «Reporting» mensuel.

Le poste doit intéresser un jeune diplômé(e) d'études supérieures (E.S.C., I.A.E...) maîtrisant bien l'anglais et bénéficiant d'une expérience vécue soit dans un cabinet d'audit soit dans une multinationale anglo-saxonne.

La rémunération prendra en compte l'expérience acquise.

Lieu de travail : Paris.

Nous remercions les personnes intéressées d'adresser leur candidature sous référence BD 210M.

11 Rue des Pyramides, 75001 Paris. SEFOP

MEMBRE DE SYNTEC

IMPORTANT GROUPE COTÉ
CRÉDIT-BAIL ET LOCATION FINANCIERE
situé à Paris
recherche
un

Chef Comptable

Le candidat retenu, âgé d'environ 35-40 ans, de niveau DECS, sera chargé, sous l'autorité du Directeur Comptable du Groupe, de la supervision de la comptabilité d'une dizaine de filiales d'importances diverses (crédit-bail et location financière principalement). Il dirigera une équipe d'une quinzaine de personnes et maîtrisera, au niveau de son organisation, le développement des moyens techniques et humains attaché à la croissance rapide de certaines de ces filiales.

Cette personne justifiera une expérience d'une dizaine d'années dans une fonction équivalente. Au-delà de sa compétence comptable et financière et de sa connaissance approfondie du droit et de la fiscalité, elle apportera ses qualités de correspondant informatique, et sa maîtrise du reporting, de l'analyse financière, de la prévision et du contrôle. Une expérience crédit-bail ou location financière serait appréciée.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence C 2084, à :

COFINOR
49, boulevard de Courcelles - 75008 PARIS

BANQUE DE DEPOTS
PARIS, effectif : 500

recrute

pour son agence **Paris-Bourse**

FONDE DE POUVOIR CLIENTELE PRIVEE H/F

Classe IV ou V
I.T.B ou diplôme d'Etudes Supérieures
Aptitudes à diriger une équipe de chargés de clientèle.
Expérience 3 à 5 ans dans poste similaire exigé.

GUICHETIER H/F expérimenté

Très bonne présentation
Connaissances des produits bancaires.
3 à 5 ans de pratique en agence.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 88071 à CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

La Division Hygiène et Confort de

L'ORÉAL

souhaite intégrer des

Chefs de produits

à l'équipe marketing de la société Chiminter-Hymo à Paris pour soutenir le développement de produits d'entretien ménagers, de conception et fabrication française, commercialisés dans la grande distribution

K2R, Scratch, Sentorette, Suki...

Elle leur confiera la gestion complète de marques nationales à budgets publicitaires et promotionnels importants, et le lancement de nouveaux produits.

Cette offre s'adresse à de jeunes chefs de produits diplômés de l'enseignement supérieur, ayant 3 ans d'expérience, qui maîtrisent tous les éléments du marketing mix et qui ont de préférence réalisé un stage de vente, capables de s'imposer par leurs compétences et leur engagement professionnel.

L'Oréal peut par la grande souplesse de son organisation et par son implantation très internationale, offrir de réelles opportunités d'évolution rapide vers des postes de responsabilités supérieures en France ou à l'étranger.

Ecrire à L'Oréal — annonce 740 M — Direction des Ressources Humaines, 41 rue Martre 92117 Clichy Cédex, qui s'engage à observer la plus totale discrétion.

média-system

TEK DIVISION SYSTEMES — LA REFERENCE DANS LA PERFORMANCE

TEKTRONIX FRANCE, filiale d'un groupe international, leader mondial en électronique et en informatique graphique recherche

INGENIEURS COMMERCIAUX

de formation électronique
confirmés / débutants

Pour la vente de ses systèmes de développement pour microprocesseurs et d'analyse logique destinés à la conception, la mise au point et la maintenance de produits numériques.

Joignez une équipe dynamique, ce poste vous permettra d'utiliser et de développer vos connaissances, votre sens des contacts humains et d'épanouir votre personnalité.

Rémunération motivante (avec intéressement) - Voiture de fonction - Formation technique ou commerciale.

Adresser CV, photo, prétentions à TEKTRONIX
Direction du Personnel - BP 13
91941 LES ULIS CEDEX

Tektronix

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES
recherche

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN ou PHYSICIEN

de langue maternelle américaine.

Pour diriger la rédaction technique de son service Relations Publiques française et internationale.
Compétences en hyperfréquence appréciées. Connaissance en allemand souhaitée.
Lieu de travail : Banlieue proche Ouest Paris.

Envoyer CV et photo sous réf. 34.498 à HAVAS CONTACT 1, place du Palais-Royal PARIS 1er - qui transmettra.

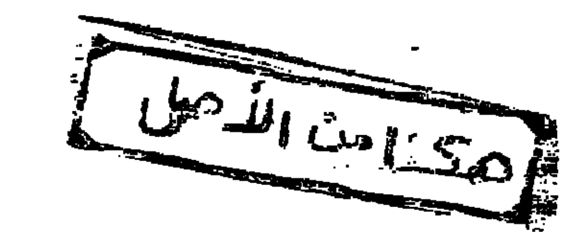
HAVAS CONTACT

Notre Société de service de très forte notoriété en France et à l'étranger renforce son service juridique. Le

CADRE DE SERVICE JURIDIQUE

que nous recherchons aura pour mission : la rédaction des contrats et conventions, l'étude d'appels d'offres, la rédaction des marchés et le suivi de la réglementation.
Jeune, il a affirmé sa compétence dans un premier poste de juriste d'entreprise. Rigoureux et précis, il a une maîtrise de droit public ou privé.
Le poste est basé en banlieue Ouest de Paris.
Adressez votre candidature (en joignant une photo et en indiquant votre rémunération actuelle) à Nicolas Delaporte.
Copers — 1 rue Moncey 75009 Paris.
Dès le premier contact, vous rencontrerez un responsable de l'entreprise.

COPERS



Transports aériens

Directeur Administratif et Financier

Spécialisée dans le transport aérien, frêt et passagers moyens et longs courriers, notre société, en forte expansion procède à des investissements lourds, qui nécessitent la mise en place de techniques rigoureuses de contrôle de gestion et d'engineering financier. Elle cherche dans cette perspective un Directeur, bilingue anglais, ayant exercé ses responsabilités au siège d'une société de dimension moyenne, mais internationale par ses implantations et activités. Poste basé à Paris. Mobilité nécessaire. Perspectives d'avenir possibles. Adresser lettre man. et C.V. s/ réf. 23678/M à M.J. FOURNIAT, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE CEDEX

Chargé de la Communication

Nous sommes une Cie d'Assurances IARD importante dont le siège est en région parisienne et qui est fortement décentralisée en province. Notre "Chargé de la Communication", participera à la définition de la politique de communication de la Société, la mettra en œuvre et rédigera les textes des brochures et documents promotionnels. Il assurera les liaisons permanentes avec notre Agence de Publicité et sera aidé d'une Assistante. Ce poste convient à un candidat jeune, ayant par ex. une Maîtrise de Droit ou de Sciences Economiques ou un diplôme d'une école commerciale et une première expérience soit dans une Agence soit chez un annonceur. Il n'a pas besoin de connaître déjà l'Assurance, mais doit avoir le sens des relations, être méthodique, avoir d'excellentes qualités de rédaction. Lieu de travail banlieue parisienne desservie par RER. Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé précisant votre niveau actuel de rémunération sous réf. 11670/M, à D. de LARIVIERE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE Cédex.

Publicitel

- Sélé-CEGOS PARIS, 204 rond-point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE Tél. (1) 620-63-04
- Sélé-CEGOS RHONE ALPES, 2, rue du Musée Guimet, 69006 LYON Tél. (7) 889-70-12
- Sélé-CEGOS MEDITERRANEE, 35, rue Pastorelli, 06000 NICE Tél. (93) 62-39-40
- Sélé-CEGOS ATLANTIQUE, 44 Boulevard Guist'hau, 44000 NANTES Tél. (40) 35-70-51

sélé CEGOS

ABIDJAN – ATHENES – BARCELONE – BRUXELLES – DUSSELDORF – LISBONNE – LONDRES – MADRID – MILAN – MUNICH – NEW YORK – SAO PAULO – TURIN

Membre de SYNTEC

PARIS

CONTROLEUR DE GESTION

Pour diriger le Service **CONTROLE DE GESTION** au sein de notre Département **ORGANISATION** et **INFORMATIQUE**, nous souhaitons rencontrer des diplômés de l'Enseignement Supérieur ayant une première expérience de la fonction et ayant acquis, si possible une culture informatique ainsi qu'une expérience pratique de la micro-informatique.

Des qualités d'animateur, un bon esprit de synthèse et de la rigueur sont indispensables pour une bonne adaptation dans ces fonctions.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous réf. BL 213 à :



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Service du recrutement - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS

bleu

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Depuis deux ans, vous participez à des développements de logiciel.
Vous connaissez au moins l'un de ces domaines:

MICROPROCESSEURS **SYSTEMES TEMPS REEL**
CONTROLE DE PROCESSUS
AUTOMATISMES **RESEAUX**

Aujourd'hui vous voulez

concevoir... gérer... encadrer...
diversifier et valoriser votre expérience...

Alors CAP SOGETI INDUSTRIE vous intéresse.
Le Directeur de votre future Agence, Alexandre LEVY, attend votre dossier de candidature ou votre appel.



CAP SOGETI INDUSTRIE

41, rue Ybry - 92200 NEUILLY-S/SEINE Tél.: 758.11.10 - Poste 464

HAVAS CONTACT

Corporate Controller France



Assurer la coordination comptable, administrative et financière de nos 3 divisions, être un conseil ouvert et disponible, en un mot, être le lien permanent entre notre filiale française et nos correspondants financiers du siège aux USA, voilà la mission qui vous est proposée. Celle-ci implique bien sûr la supervision des budgets, le contrôle des procédures et circuits, l'harmonisation des systèmes et la participation active aux études ponctuelles de gestion générale.

Rattaché au Directeur Général, vous coiffez l'activité des Controllers de nos 3 divisions.

Filiale performante du leader mondial de l'optique, nous commercialisons des produits de très haute qualité : lunettes, lentilles de contact, jumelles, instruments... et réalisons un CA de 140 MF.

Nous prendrons en compte votre formation supérieure comptable et financière mais aussi votre large expérience des techniques comptables anglo-saxonnes. Vous souhaitez maintenant prendre un peu de hauteur par rapport aux responsabilités opérationnelles que vous avez assumées jusqu'à ce jour et un poste à vocation fonctionnelle n'est pas pour vous déplaire. Il est indispensable d'être parfaitement bilingue anglais.

Le salaire ne sera pas inférieur à 230 000 F.

Poste situé en proche banlieue ouest.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel sous la réf. M 29602 à Nicole Le Breuilly
TEG - 18, place Henri Bergson — 75008 PARIS.

division de SYSTEMA

The Executive Group Management

Dessein

Ingénierie Informatique et Télécommunications

Une des plus importantes sociétés d'ingénierie informatique, filiale de Thomson Télécommunications recherche pour son Département mini et micro-informatique temps réel.

Chefs de projet

Diplômés Grande Ecole ou DEA, vous avez une expérience dans la conception et la réalisation de logiciel et systèmes informatiques.
Nous vous offrons la responsabilité totale d'un projet dans les domaines suivants :

- Télécommunications • Réseaux
- Micro-informatique
- Logiciel de base • Intelligence artificielle
- Didactitiel

Ingénieurs Logiciels

Vous interviendrez suivant votre affinité ou votre expérience sur des projets faisant appel aux techniques des applications temps réel sur mini et micro-ordinateur.

Les candidats retenus trouveront au sein de notre entreprise des possibilités de formation et d'évolution qui sauront les satisfaire

answare

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous Réf IN.CA/20 - 135 rue de la Pompe -75116 Paris

THOMSON-CSF COMMUNICATIONS

Cadres confirmés

Classe VI minimum

Nous recherchons des **cadres confirmés classe VI minimum.**

Vous avez renforcé votre formation initiale de type école de commerce par **plusieurs années d'expérience dans les opérations de crédit.**

Vous êtes **parfaitement bilingue allemand/français.**

Nous vous proposons d'intégrer, **à l'Opéra,** notre service crédit.

De réelles perspectives d'évolution seront offertes au sein du Groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., et prétentions à **COMMERZBANK** - Service du Personnel - B.P. 442 - 75065 PARIS CEDEX 02.

COMMERZBANK

MEDIA PA

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DU GROUPE C.G.E.
proximité Clichy - Levallois - Asnières

recherche pour son
Service Commercial Export

COLLABORATEUR (TRICE)

parfaitement bilingue anglais
(lu, écrit, rédigé)
immédiatement opérationnel (elle)
Niveau **DUT** - dactylo indispensable

Il ou (elle) assistera l'ingénieur commercial et assurera le suivi des dossiers.

Connaissance crédit documentaire très appréciée.

Quelques années d'expérience nécessaires.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 71909 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX - Q.T.

Le Groupe Bull
recherche un

JURISTE D'AFFAIRES EXPERIMENTE

Titulaire d'un Doctorat en droit, praticien confirmé en Droit des Affaires (négociation et rédaction de contrats industriels et commerciaux, constitution de sociétés, accords financiers), les problèmes industriels vous intéressent.

Nous vous offrons une opportunité de carrière au sein de notre équipe de spécialistes des accords techniques basée à notre Siège Social (Paris 16e).

Une expérience réussie d'au moins 5 ans dans une grande entreprise internationale est souhaitée.

L'Anglais juridique est indispensable.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 414 M à

Véronique Bourlet
Cii Honeywell Bull
PC OG021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20



LEVI TOURNAY

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

Juriste et féru(e) d'immobilier

Notre patrimoine immobilier doit être géré avec le plus grand soin. Tous les immeubles ne sont pas affectés à notre activité bancaire, mais pour chacun, il faut déterminer la meilleure position juridique et les meilleures conditions d'utilisation. Il faut ensuite suivre méthodiquement une situation qui ne cesse d'évoluer. Une activité qui, bien qu'intégrée à la banque, s'apparente à celle d'un marchand de biens.

Tout cela demande un bon bagage juridique, en particulier en droit immobilier, des connaissances notariales, et une pratique des transactions immobilières. Mais demande aussi de la méthode, un bon discernement des problèmes importants ou urgents, une aptitude à collaborer avec les organismes internes concernés (en particulier avec notre service des travaux immobiliers).

C'est le collaborateur direct du responsable de cette gestion que nous recherchons. Nous le souhaitons jeune avec une formation juridique de niveau licence (avec si possible, l'ICH en plus) et déjà une expérience de trois à quatre ans de problèmes de ce type. Intéressé(e) par ce poste actuellement à Paris ? Sans tarder, une lettre à notre conseil SIRCA sous référence 125 215M en précisant votre rémunération actuelle.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

sources

MEMBRE DE SYNTEC

Importante société d'électronique située en banlieue Sud-Ouest recherche pour ses **applications Télématique**

Jeunes ingénieurs

3 à 5 ans d'expérience en développement de logiciel temps réel.

Adresser votre dossier de candidature sous réf. 5508 AS/GO, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

média-system

COORDINATEUR ETUDES LOGISTIQUES

Notre groupement national de distribution (+ de 600 points de vente - C.A. 83 : 23 milliards de francs) mène une politique de développement dynamique.

Nous recherchons pour notre Siège (proche PARIS Sud) un **Jeune Coordinateur Etudes Logistiques.**

De formation supérieure (Ingénieur ou Sciences Eco.) avec une expérience de la vie de l'entreprise, ses qualités d'organisation, de pragmatisme, son esprit imaginatif et rigoureux, doivent lui permettre de réussir dans ses fonctions.

Il devra notamment définir et concevoir la logistique future ; analyser, développer et appliquer de nouveaux systèmes en liaison étroite avec l'informatique ; réaliser toutes les études dans les domaines du transport et de l'exploitation des entrepôts.



Envoyez votre candidature sous réf. 1170-M à Françoise BARSI
LTM CONSULTANTS
63 av. de Villiers 75017 Paris

AFCOREM

PRECISION MECANIQUE LABINAL
7800 personnes - 20 usines - CA : 1,8 milliard de francs



DIVISION AEROSPATIALE ELECTRONIQUE - ST OUEN
recherche

Ingénieur Spécialiste en Technologie Micro-électronique

Possédant de solides connaissances en micro-électronique hybride si possible en circuits pré-diffusés.

pour jouer un rôle de conseil et de formation du Bureau d'études et du Laboratoire, pour la définition de circuits devant être hybrides ou réalisés "à la demande".

Pour assurer également les liaisons avec les sous-traitants chargés de la réalisation.

Merci d'adresser CV et prétentions à
PM LABINAL - Direction des Affaires Sociales
5, avenue Newton - 78390 BOIS D'ARCY.



PRECISION MECANIQUE LABINAL
7800 personnes - 20 usines - CA : 1,8 milliard de francs



DIVISION AEROSPATIALE ELECTRONIQUE - ST OUEN
recherche

Ingénieur d'Etudes en Electronique et Micro-informatique

Pour participer à l'étude et à la conception de nouveaux produits dans le domaine des systèmes de transmission d'information pour l'automobile.

Formation ingénieur électronicien ou informaticien, section transmission de données.
Connaissance microprocesseurs (matériel logiciel).
Anglais indispensable.
Débutant ou première expérience.
Merci d'adresser CV et prétentions à
PM LABINAL - Direction des Affaires Sociales
5, avenue Newton - 78390 BOIS D'ARCY.



PRECISION MECANIQUE LABINAL
7800 personnes - 20 usines - CA : 1,8 milliard de francs



DIVISION AEROSPATIALE ELECTRONIQUE - ST OUEN
recherche

Ingénieurs d'Etudes en Electronique

Pour étude et conception de circuits électroniques d'asservissements liés à des électromécanismes analogiques ou numériques, en liaison avec les ingénieurs chargés de la mécanique et des moteurs.

Formation *ESE, ENST, ENSEM, ENSEEIHT* ou équivalent, 2 ans d'expérience dans un domaine similaire.

Anglais indispensable.

Merci d'adresser CV et prétentions à
PM LABINAL - Direction des Affaires Sociales
5, avenue Newton - 78390 BOIS D'ARCY.



PRECISION MECANIQUE LABINAL
7800 personnes - 20 usines - CA : 1,8 milliard de francs



DIVISION AEROSPATIALE ELECTRONIQUE - ST OUEN
recherche

Ingénieur Calcul Scientifique et Technique

Pour développement (en liaison avec les systèmes CAO) de la fonction support technique de notre centre de calcul scientifique *(VAX 750)* :
- aide à l'installation de logiciels systèmes,
- développement de programmes avec les utilisateurs du Bureau d'Etudes ou des Méthodes.

Formation ingénieur (type ENSIMAG) débutant ou première expérience.

Anglais technique indispensable.

Merci d'adresser C.V. et prétentions à
PM LABINAL - Direction des Affaires Sociales
5, avenue Newton - 78390 BOIS D'ARCY.





*Vous êtes **ingénieur Réseaux**, ajoutez le **génie logiciel** à vos compétences en entrant dans la société qui a créé le 1er outil de CAO de logiciel français **(SOFTPEN)**.*
Nous vous formerons à nos méthodes de spécification et de conception structurée par objets/types abstraits pour le réalisation de vos projets dans le domaine des réseaux (X25, HDLC,...).
Adressez-votre candidature avec C.V. sous réf. M 44 à :

I.P.I. 26, rue du Renard, 75004 Paris



SOCIETE D'ETUDE ET D'EXPERTISE PETROLIERE OFFSHORE
(95 % du chiffre d'affaire à l'étranger)
recherche

adjoint au directeur général

PROFIL :
INGENIEUR (si possible E.N.S.P.M. forage / production). Expérience : structures métalliques, forage, travaux maritimes et sous-marins.
Anglais lu et écrit couramment.
Courtes missions à l'étranger (Afrique, Moyen-Orient, Extrême-Orient).

POSTE :
DIRECTION TECHNIQUE : technicité, rigueur, efficacité.
Participation aux développements à l'étranger : ténacité, organisation, facilité de relations.

Adresser C.V., lettre manuscrite et photo à
ORCAL OFFSHORE,
25, rue des Jeûneurs, 75002 PARIS.

PRECISION MECANIQUE LABINAL
7800 personnes - 20 usines - CA : 1,8 milliard de francs



DIVISION AEROSPATIALE ELECTRONIQUE - ST OUEN
recherche

Ingénieurs d'Etudes Machines Tournantes

Pour conception de machines tournantes de génération électrique pour l'aéronautique et l'armement.

Formation école d'ingénieur en électricité ou électrotechnique et connaissances complémentaires en électronique de puissance.

Anglais indispensable.

Débutant ou première expérience.

Merci d'adresser CV et prétentions à
PM LABINAL - Direction des Affaires Sociales
5, avenue Newton - 78390 BOIS D'ARCY.



PRECISION MECANIQUE LABINAL
7800 personnes - 20 usines - CA : 1,8 milliard de francs



DIVISION AEROSPATIALE ELECTRONIQUE - ST OUEN
recherche

Ingénieur d'Etudes en Electronique Automobile

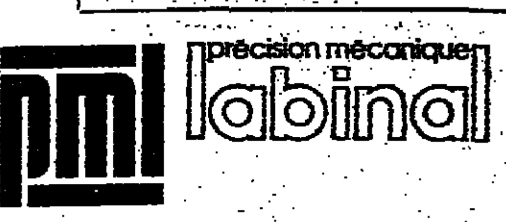
Pour prendre la responsabilité de la conception de produits dans le secteur électronique automobile.

- établissement de projets, prototypes et pré-séries,
- suivi des essais,
- *devis et assistance à la production.*

Formation ingénieur en électronique ou micro-informatique possédant une bonne expérience en conception de produits de grandes séries de type automobile.

Merci d'adresser CV et prétentions à
PM LABINAL - Direction des Affaires Sociales
5, avenue Nexton - 78390 BOIS D'ARCY.





L'électronique au service des industries de pointe

PRECISION MECANIQUE LABINAL
7800 personnes - 20 usines - CA : 1,8 *milliard de francs*



DIVISION AEROSPATIALE ELECTRONIQUE - ST OUEN
recherche

Ingénieur d'Etudes

Pour études jusqu'à réalisation et essais d'actionneurs, servo-actionneurs ou de moteurs associés à usage essentiellement aérospatiale.

Formation ingénieur électromécanicien avec connaissances en pneumatique, asservissements *et moteurs électriques.*

Anglais indispensable.

Pour ce poste une affectation d'un ou deux ans en important laboratoire d'essai est envisagée avant la prise de fonction en conception.

Merci d'adresser CV et prétentions à
PM.LABINAL - Direction des Affaires Sociales
5, avenue Newton - 78390 BOIS D'ARCY.



ARTHUR ANDERSEN & Cie

Recherche, pour faire face au développement rapide de son groupe «Techniques Avancées», spécialisé dans les missions de conseil de haut niveau en informatique, plusieurs

INGENIEURS CONSEILS DEBUTANTS

- Jeunes diplômés de Grandes Ecoles (X, Centrale, Télécoms, Supélec, Mines, Ponts, Ensimag, Insa, HEC, ESSEC, ESCP...)
- Motivés par la recherche d'un métier dynamique, dans un cadre international et une ambiance de profession libérale laissant une grande liberté d'organisation dans son travail.

INGENIEURS CONSEILS EXPERIMENTES

- Diplômés de Grandes Ecoles, ayant 2 ou 3 ans d'expérience informatique diversifiée (grandes entreprises, constructeurs, *cabinets de conseils...)*
- Ayant démontré leur aptitude et leur goût pour les contacts avec la clientèle et leur capacité à assumer de larges responsabilités.

Nous vous offrons :

- La possibilité de développer des compétences techniques *nouvelles sur des missions informatiques de pointe* dans des secteurs d'avenir (réseaux, télématique, CAO, systèmes temps réel, bureautique, traitement de l'image, robotique...)
- L'occasion de saisir des possibilités d'évolution motivantes, dans un contexte international, au sein d'une équipe jeune.
- Une formation intensive aux Etats-Unis.



Envoyer C.V. avec photo à :
Jean-Claude GUEZ
ARTHUR ANDERSEN ET Cie
Tour Gan - Cedex 13
92082 PARIS-LA DEFENSE 2

200.000 +

POUR NOS FUTURS INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX CONFIRMES

Notre Société, leader dans le domaine de l'instrumentation de mesure et des systèmes de test, vous propose de prendre en charge la vente de matériels de réputation internationale. Il s'agira toujours de produits hautement sophistiqués, faisant appel aux technologies les plus avancées.

Les contacts que vous devrez prendre avec une clientèle de haut niveau feront appel à toutes vos qualités techniques ainsi qu'à votre sens commercial très développé.

SI le profil décrit ci-dessus n'est pas entièrement le vôtre, vous êtes peut-être un ingénieur électronicien désireux de voir évoluer sa carrière vers des responsabilités plus larges ; dans ce cas votre candidature nous intéresse également.

Ces postes à pourvoir sont placés en banlieue sud-ouest, proche de Paris.

Veuillez adresser votre dossier (CV + lettre manuscrite), en précisant sur l'enveloppe la référence 282 348 M, à Régie Presse, 85bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

INTELLIGENCE et DEVELOPPEMENT
deux mots clés pour le

jeune ingénieur consultant

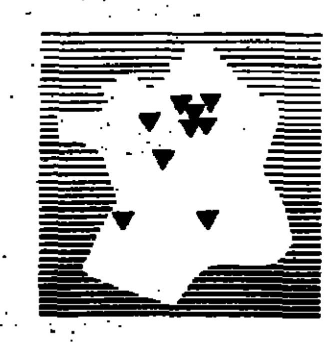
***A FORT POTENTIEL** que nous recherchons*

Impérativement diplômé Grande Ecole d'Ingénieurs (X - Mines - Centrale - Supélec - Télécom) avec expérience industrielle, il est capable de maîtriser avec intelligence, au sein de grands groupes français, les problèmes de Développement de leur management et de leurs produits, et cela en pleine autonomie.

Son évolution de carrière est assurée, dans une société de Conseil dynamique en forte expansion.

Pour examen confidentiel de votre candidature, adressez votre dossier à Axial sous référence 6251 - 27 rue Taitbout - 75009 Paris - qui transmettra.





Futur Directeur Technique

Nous sommes une Société de Services de 700 personnes - C.A. 150 Millions - spécialisée dans la location et l'entretien d'articles textiles destinés à l'industrie, au commerce et aux collectivités.

Nous sommes passés de 1 à 9 explortations en 10 ans.

Notre objectif : Maintenir cette progression afin de couvrir le territoire national. Pour y parvenir, nous recherchons :

le Responsable de nos services techniques

Votre mission :

- *Étude et mise en place de projets d'amélioration des matériels et des techniques de production,*
- Assurer la responsabilité des services techniques (laboratoire, bureau des méthodes, travaux neufs et entretien).
- Vous êtes INGÉNIEUR généraliste ou chimie textile.
- Vous possédez une expérience de 3 à 5 ans,
- Vous savez vous imposer et animer une équipe,
- Vous avez la capacité et la volonté de devenir

NOTRE FUTUR DIRECTEUR TECHNIQUE

La pratique de l'anglais est indispensable.
Ce poste est basé à Boulogne Billancourt (92) et nécessite de courts déplacements.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous référence 502 à :
S.A. DECROIX - BTB - Direction des Relations Humaines
11, rue Diaz - 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT

bleu



TEKELEC TA AIRTRONIC

Société française de fabrication et de distribution d'électronique professionnelle (850 personnes - C.A. 750 MF) recrute pour faire face à son expansion

INGENIEURS DE VENTE

(Référence LMA)

- hyper-fréquences
- télématique
- composants
- télécommunications

Localisés en région parisienne et dans les 7 Agences de province (Strasbourg - Lyon - Grenoble - Aix - Toulouse - Bordeaux - Rennes)

INGENIEURS PRODUITS

(Référence LMB)

- instrumentation
- télématique
- hyper-fréquences
- télécommunications

pratique courante de l'anglais nécessaire.
Lieu de travail : région parisienne (Sèvres)

INGENIEUR D'APPLICATION

(Référence LMC)

télématique (systèmes d'exploitation CP/M, MS/DOS, UNIX)

pratique courante de l'anglais nécessaire.
Lieu de travail : région parisienne (Sèvres)

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à *Mademoiselle* GAROND — TEKELEC AIRTRONIC
Cité des Bruyères - 1, rue Carle-Vernet - 92310 SEVRES.

JRP/Jean Régnier Publicité

Ingénieurs du logiciel « Temps Réel »

Vous intéressez



pour ses Départements

Recherche Développement Réalisation

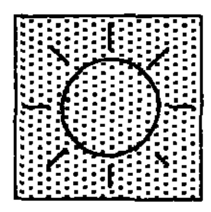
- des automatismes « temps réel »,
- des régulations d'ensemble sur les processus industriels,
- de la CAO (VAX/SOLAR).

Diplômés ECP, ESE, ENST, INPG..., débutants ou confirmés, envoyez lettre et C.V. à Fabienne DUCRET - Direction des Affaires Sociales - CGEE ALSTHOM - 13, rue Antonin-Raynaud - 92309 LEVALLOIS-PERRET.

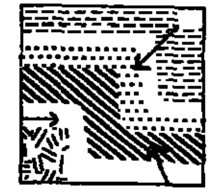
MEDIA BA

L'informatique au beau fixe

LE TEMPS Un anticyclone venu des Etats-Unis crée sur la France un micro-climat d'euphorie *économique et informatique baptisé Motorola.*



Largement présent en France (plus de 2 000 personnes), Motorola est le premier fabricant mondial de semi-conducteurs. Profitant de conditions favorables (*forte croissance*, bonne implantation européenne), Motorola a décidé de diversifier son activité en attaquant directement le marché de l'informatique légère.



LES PREVISIONS PAR ZONES Création d'un courant de haute pression sur le front de la micro-informatique et de l'informatique de réseaux.

par la mise en œuvre de moyens humains et techniques considérables, Motorola va commercialiser une gamme complète de systèmes de bureautique, de saisie et de traitement, et de communication de données. Motorola doit également diffuser une nouvelle série de micro-ordinateurs, 16-32 bits (68000 - Unix©).

TEMPERATURE DU MARCHE
La fièvre monte chez Motorola informatique qui met en œuvre les grands moyens pour être opérationnel *dans toute la France.*

DIRECTEUR TECHNIQUE réf. M 221015 A
DIRECTEUR DES VENTES INDIRECTES réf. M 221015 B
DIRECTEUR FINANCIER réf. M 221015 C



Pour informations complémentaires, écrire sous référence choisie à :
EGOR INFORMATIQUE
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

média-system

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

GROUPE DE SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES
Secteur équipement automobile
recherche

INGÉNIEUR ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Fonction : au sein d'une petite équipe déjà en place de 4 personnes, participer aux missions du département *Organisation du groupe :*
- Conception et mise en place des systèmes d'information :
  - cahier des charges pour l'informatique,
  - circuits d'information,
  - procédures manuelles ;
- Etude des postes de travail administratif :
  - analyse, simplification, amélioration efficacité,
  - évaluation charges de travail.

Ce poste basé à Courbevoie nécessite de fréquents déplacements en province.

Formation souhaitée : diplôme ingénieur + formation complémentaire à la gestion (type IAE ou ICG).

Expérience : 3 ans au moins dans ce type de fonction exercée à l'intérieur de sociétés industrielles.

Personnalité : bon contact, esprit de synthèse, sens de l'objectif.

Disponible immédiatement.

Env. C.V. et prét. ss nº 7498, « LE MONDE » Publicité, Service ANNONCES CLASSÉES
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Paris

CONTROLEUR DE GESTION

Cette Société (220 personnes, 250 millions de francs de C.A) est une des toutes premières entreprises françaises sur son secteur d'activité : les lubrifiants, notamment de synthèse, et les produits spéciaux destinés à des applications industrielles. Son image de marque et la qualité de ses produits ont permis une croissance constante. Cette expansion la conduit à créer le poste de Controleur de Gestion, au sein de sa Direction Comptable.

Dépendant du Directeur Comptable et dans le cadre d'une large délégation, il prend en charge *l'étude et la mise en œuvre des systèmes de prévision, d'analyse et de contrôle budgétaires.*

Il développe les méthodes et les procédures de la comptabilité analytique en liaison notamment avec les services informatiques.

Il participe concrètement à l'activité des autres services comptables. Pour assurer sa mission, il est en liaison fonctionnelle constante avec les responsables des départements et des établissements du Groupe.

Nous souhaitons rencontrer un candidat diplômé de l'enseignement supérieur (Sup de Co, par *exemple) spécialisé dans la fonction Comptabilité et Finance. Une première expérience* significative l'a confronté sur le terrain à une très bonne pratique de la comptabilité générale et analytique. Outre les qualités de rigueur et de méthode inhérentes au poste, il a fait preuve de qualités relationnelles.

Les conditions offertes et les perspectives d'évolution sont de nature à intéresser un candidat de grande valeur. Le poste est basé tout près de Paris, Banlieue Nord.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 14780 H, à :

EGOR S.A
8 rue de Berri 75008 Paris.

média-system

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

170 000 +

Importante société pétrolière recherche

LE RESPONSABLE

de sa filiale banlieue de Paris

Le candidat devra avoir 5 ans d'expérience professionnelle. Une formation supérieure : Sup. de Co province INSA, Arts et Métiers, etc.

Il devra avoir le sens des responsabilités, être gestionnaire et meneur d'hommes tout en ayant le goût des contacts humains et du commerce.

VOITURE DE FONCTION FOURNIE.

Ecrire sous nº 7.500, « LE MONDE » Publicité, Service ANNONCES CLASSÉES,
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Important groupe d'établissements financiers recherche

Trésorier

Agé(e) d'environ 28 à 35 ans, il aura une formation supérieure.
Il sera *responsable* des interventions de refinancement sur le marché monétaire et dans le cadre d'accords bancaires pour le compte de plusieurs sociétés.
Il animera une petite équipe chargée du traitement administratif de ces opérations.
Outre des *qualités de négociateur et d'analyste* économique, une expérience minimale de deux ans dans ce type de fonction en secteur bancaire est indispensable.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence M 9879 (mentionnée sur l'envoi), à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

création de poste

GROUPE FRANCAIS D'ACTIVITE INTERNATIONALE C.A. 3,5 Milliards

analyste-programmeur

Nous souhaitons étudier des candidatures *ayant 2 à 5 ans d'expérience dont au minimum un an sur* **Hewlett-Packard**.

Ce poste évolutif consiste dans un premier temps à assister le responsable pour des applications de gestion financière et commerciale. Il aura rapidement la responsabilité de projets ou parties d'études.

Il devra être apte à de fréquents contacts avec les utilisateurs francophones ou anglophones (anglais nécessaire).

Une expérience datacomms serait appréciée.
Cadre agréablement fonctionnel.
Lieu de travail : Paris Intra-muros Ouest.



nous garantissons la qualité de collaboration offerte par nos clients

4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS Réf. 87879

Une informatique nouvelle se met en place dans un secteur de notre Gestion Interne.
Nous recherchons un

INGENIEUR CHEF DE PROJET

L'informatique de gestion vous intéresse mais vous desirez précéder son évolution. Devenez le Concepteur de systèmes et soyez-en le Réalisateur.
Vous intervenez dans un environnement d'informatique distribuée utilisant toute la gamme des materiels (des micro-ordinateurs aux grands systèmes).
Vos interlocuteurs sont nombreux, techniciens bien sûr mais aussi gestionnaires.
Formation : Grande Ecole ou equivalent
La connaissance de nos matériels est appréciée sans être indispensable.
Lieu de travail : Paris

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 415 M à

Véronique Bourlet
Cii Honeywell Bull
PC OG021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20



LEVI TOURNAY

LA MAÎTRISE DE NOTRE INFORMATIQUE

La Société des AVIONS MARCEL DASSAULT-BRÉGUET AVIATION a pour politique de mettre en œuvre la gestion la plus performante pour rester à la pointe d'un secteur où elle réussit : l'aéronautique.

Notre CENTRE TECHNIQUE INFORMATIQUE DE GESTION est un outil privilégié de cette stratégie. Disposant de très importants moyens (IBM 3033 - 3032 - 4381, 600 terminaux) il met sa compétence au service de nombreuses activités de l'entreprise (APV, Comptabilité, Achats, Documentation, Maintenance ...). Il participe activement à une ambition : nous assurer une parfaite maîtrise de notre développement.

De nouvelles applications nous conduisent à recruter des hommes à fort potentiel.

DÉVELOPPEMENTS D'APPLICATIONS.

- INGÉNIEURS DE HAUT NIVEAU *(X, CENTRALE, PONTS, MINES) et MIAGE...*

Débutants ou possédant une à deux années d'expérience et capables d'envisager de prendre rapidement d'importantes responsabilités au sein de nos équipes sur des projets variés.

- ANALYSTES-PROGRAMMEURS, *possédant une formation type BTS et une première expérience.*

EXPLOITATION

En étroite collaboration avec les ingénieurs et les utilisateurs, ils occupent des fonctions où le sens des contacts sera essentiel. Selon leur niveau de formation (BTS-DUT) et leur expérience nous leur confierons les missions suivantes :

- *CHEF DE SALLE*
- *CONTRÔLEURS DE RÉSEAUX*
- *ASSISTANTS TECHNIQUES ET RESPONSABLES D'APPLICATIONS.*

Ces recrutements s'inscrivent dans la perspective d'un développement très important de notre activité informatique. Nous attendons de nos futurs collaborateurs un sens du travail en équipe, des qualités de synthèse, une bonne sensibilité aux demandes des utilisateurs de nos services.

Postes à pourvoir à VÉLIZY.

La dimension de notre entreprise, l'ambition de nos objectifs ouvrent de réelles perspectives : nous vous proposons de maîtriser avec nous l'avenir de votre carrière.

Adresser votre candidature (CV, photo et prétentions) en précisant le poste choisi à :
AVIONS MARCEL DASSAULT-BRÉGUET AVIATION.
B.P. 12, 78140 VÉLIZY-VILLACOUBLAY
à l'attention de Monsieur GEORGES - C.T.I.G.

AVIONS MARCEL DASSAULT BRÉGUET AVIATION

HAVAS CONTACT

LAMBERT FRERES ET CIE

recherche pour sa filiale Négoce Lambert Distribution

RESPONSABLE D'ANIMATION COMMERCIALE

LAMBERT DISTRIBUTION dont le chiffre d'affaires global est de 600 millions de francs comporte 23 Agences situées en Région Parisienne.

Ce poste de CHEF DU SERVICE GROS OEUVRE - MATÉRIAUX situé au sein de l'Agence la plus importante de la Société, comporte la responsabilité de 60 millions de chiffre d affaires.

La mission comprend .
- la responsabilité des objectifs commerciaux
- l'animation de 4 agents itinérants et de 8 Agents sédentaires
- le suivi et le contrôle des encours Clients
- le développement de créneaux de marchés par des méthodes nouvelles de vente
- la négociation directe de marchés importants.

De formation commerciale, le candidat devra justifier de 10 ans d'expérience d'animation des hommes lui ayant permis d'affirmer ses qualités de gestionnaire.

La connaissance des produits du Bâtiment serait un atout.

Le poste est basé à NANTERRE (92 000).

Merci d'adresser lettre man.c.v., photo et prét. s/réf.6285 à Mme LEREDE

LAMBERT FRERES ET CIE
5 RUE VERNET - 75008 PARIS

G.CAM

Société d'ingénierie informatique du groupe de
LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS - recherche le

CHEF DES SERVICES COMPTABLES

(comptabilité générale, analytique et budgétaire)

Rattaché au Secrétaire Général, il sera responsable du plan et des procédures comptables, du fonctionnement du système informatisé en Temps Réel ainsi que de l'élaboration des états financiers et fiscaux, et de la trésorerie.

Il devra encadrer une équipe de plusieurs comptables.

Titulaire du D.E.C.S. et des Certificats Supérieurs (révision, juridique et fiscal), le candidat retenu aura acquis une expérience de 5 à 10 ans.

Des qualités de contact et d'animation seront des atouts importants.

Poste basé à Paris 15ème.

Merci d'adresser c.v. et prétentions s/réf. 213 à Marie-Françoise ALETTI G. CAM - Tour Maine-Montparnasse - B.P. 8 - 75755 Paris Cedex 15.

G.CAM

Axial Publicité

ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

E.P.S. développe et réalise des systèmes de mesures géophysiques de haute technologie pour la recherche pétrolière. Pour renforcer nos Services Financiers nous recherchons un

Cadre Financier, jeune mais de haut niveau

Formation Expert-comptable
ou équivalence étrangère (CA, ACMA, ACCA,...)
+ 4 années d'expérience en milieu industriel et cabinet d'audit.

Il dépendra directement du Contrôleur de Gestion et aura immédiatement la responsabilité du reporting mensuel, du contrôle budgétaire et de l'audit interne des procédures financières et opérationnelles.

Ce poste nécessite une bonne connaissance de la comptabilité anglo-saxonne et une pratique courante de la langue anglaise.

La réussite dans ce premier poste ouvre des perspectives d'évolution de carrière rapide au sein du Groupe Schlumberger en France et à l'étranger. Rémunération motivante.

Votre dossier de candidature accompagné d'un CV détaillé est à adresser à Etudes et Productions Schlumberger - 26, rue de la Cavée - 92140 CLAMART.

Schlumberger

Organisme de Conseil auprès des PMI
basé à PARIS intervenant en France et à l'Etranger
recherche

Ingénieur Productique

réf. 135/M

Formation Grande Ecole (Centrale, AM) ayant acquis 2 à 3 ans d'expérience en :
- organisation
- automatisation
- gestion

} de la Production.

Il vous est proposé d'enrichir vos acquis en participant à des interventions d'Audit, de Conception et de Conseil de haut niveau.

Analyste Programmeur

réf. 136/M

Expérience :
- 3 ans minimum développement applications sur Mini et Micro.
- antériorité dans l'informatisation de la production appréciée.

Mission :
- développement applications internes
- assistance aux P.M.I.
- développement d'outils métodologiques.

Adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle) en précisant la référence à C.K.
22, rue de l'Assomption 75016 Paris



Chantal Kenvyn

LEVI TOURNAY



SCIENTIFIQUE QUI REFUSEZ L'INERTIE, UN PRODUIT NEUF VA MOBILISER VOS ENERGIES.

SOMEL : filiale d'un grand groupe leader du BTP, spécialisée dans le développement de process, nous avons mis au point un SYSTÈME DE CONCEPTION ASSISTÉE PAR ORDINATEUR original, que nous commercialisons déjà sur le marché international.

Vous exigez de voir la concrétisation de votre action et de véritables moyens pour y parvenir.
Vous recherchez l'autonomie dans un contexte en mouvement.
Vous allez être notre

INGÉNIEUR APPLICATIONS SCIENTIFIQUES

pilote, dans le cadre de ce système, du développement de nouveaux modules d'application (conception, calcul, études de fabrication des structures acier et béton armé). En aval, vous participez aux installations (à l'étranger le plus souvent) et assurez la formation des utilisateurs.

Expérience et connaissances

INGÉNIEUR de B.E. connaissant les grands codes de calcul (STRUDL, STARDYNE) et ayant évolué vers l'informatique, ou Universitaire (3e cycle Mécanique des milieux continus) ayant quelques années d'expérience en informatique scientifique, vous maîtrisez FORTRAN.

Anglais et disponibilité sont indispensables pour les courts déplacements prévus à l'étranger.
Rémunération et évolution s'inscrivent dans le droit fil des moyens investis dans cette réalisation.
Lieu de travail : proche banlieue Sud Paris.

Merci d'adresser votre candidature détaillée et motivée sous référence 80743 à :

UNILOG Ethnos
CONSEIL EN RECRUTEMENT
9, rue Alfred-de-Vigny
75008 PARIS.

MEMBRE DE **SYNTEC**-Informatique

HAVAS CONTACT

Groupe financier
leader sur les marchés de financements d'équipements des entreprises
recherche

ADJOINT DIRECTION FINANCIERE

Répondant de son activité devant le responsable du département financier. sa mission consistera en liaison avec ce responsable :
— à participer à la détermination, la négociation et la gestion des financements du groupe,
— et à court terme à prendre plus particulièrement la responsabilité du financement de certaines filiales.

Ce poste, situé à Paris, nécessite une connaissance des relations avec les banques (négociations, montages des concours, réglementations bancaires) et une capacité d'analyse et de synthèse pour déterminer les besoins et gérer les ressources.

Cette fonction conviendrait à un diplômé d'école supérieure de commerce ayant au moins 5 ans d'expérience dans les techniques de financements d'entreprises, acquise de préférence en milieu bancaire, désirant s'intégrer dans une équipe peu nombreuse au sein d'un groupe en plein développement.

Adresser C.V., photo et prétentions s / réf. 10451 à
PIERRE LICHAU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cédex 02
qui transmettra.

DIPLOMÉ GRANDE ÉCOLE EXPÉRIENCE COMPTABLE

Cadre de haut niveau HF

A ce poste d'étude et d'organisation, au sein de notre Service Études Comptables à Paris, ses compétences (comptables, informatiques, bancaires) doivent lui permettre de prendre en charge :

- La conception et la maintenance des procédures comptables internes.
- La définition des schémas et nomenclatures comptables.
- La rédaction des instructions comptables destinées aux services utilisateurs.
- Des études comptables spécifiques pouvant toucher l'ensemble de la banque et de ses filiales.

Ce spécialiste est diplômé d'une grande école de commerce (HEC, ESSEC, SUP de Co) et possède *une très solide **expérience comptable** (5 ans minimum) acquise de préférence en cabinet d'expertise.*
Le candidat se verra confier des missions conformes à son expérience et à son potentiel.
Ce poste offrira à un candidat de valeur des perspectives d'évolution motivantes dans un des plus grands groupes bancaires mondiaux.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en mentionnant la rémunération souhaitée sous réf. 316 HN à :



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Service du Recrutement - 7, rue Caumartin, 75009 PARIS

bleu

Importante entreprise internationale de travaux publics recherche

Ingénieur d'affaires

Pour s'intégrer à un projet mis en œuvre en Amérique Latine.
Il assurera le suivi technique et financier du contrat, le suivi des travaux, *les contacts avec le client, les entreprises associées au projet et les fournisseurs.*

De formation ingénieur (T.P., Arts et Métiers ou électromécanicien).
Il aura **une expérience d'au moins 7 ans** de la conduite d'affaires à l'export.

***L'espagnol et l'anglais** doivent être pratiqués.*

Des déplacements ponctuels et fréquents sont à prévoir.

Ecrire avec CV, sous réf. 3704, à *Média System, 104, rue Réaumur, 75002 Paris* qui transmettra.

média-system

UN GROUPE FRANCAIS A L'ENSEIGNE PRESTIGIEUSE (C.A. supérieur à 1 milliard de francs, plus de 2 000 personnes), développant une stratégie mondiale, cherche à renforcer le potentiel de sa Direction du Personnel en recrutant un

Chef de personnel

Une première phase d'intégration vous permettra de découvrir la Société et, en liaison directe avec la Direction Générale, de travailler à des études préalables à l'édification d'une politique sociale.

Vous prendrez progressivement en charge la responsabilité du recrutement, de la formation, de la gestion des effectifs et de la paie. Cette dernière étant complexe, il vous sera particulièrement demandé de veiller à ce qu'une bonne synergie se développe avec les services périphériques : comptabilité et informatique.

A terme, vous prendrez part aux relations avec les partenaires sociaux et faciliterez l'émergence de cercles de qualité.

Cette fonction ne peut convenir qu'à un diplômé d'enseignement supérieur, jeune et à fort potentiel, possédant déjà une expérience concrète des domaines pré-cités, acquise soit comme adjoint à une direction de personnel de Groupe, soit en qualité de Chef du Personnel d'un établissement.

De larges perspectives de développement sont offertes pour un candidat de valeur. La rémunération ne devrait pas poser de problèmes. Poste basé en proche banlieue parisienne.

Merci d'adresser votre dossier complet (C.V., lettre manuscrite, photo et salaire souhaité), sous la référence 5/RCP/LM à notre Conseil qui vous garantit toute discrétion.

AFCOREM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Filiale d'un groupe multinational, nous sommes en France, une société industrielle à taille humaine (1000 personnes, 4 usines, 1 milliard de F. de C.A.).

Dotée d'une technologie avancée nous avons confié à une équipe de 4 ingénieurs, *basés au siège parisien, la mission d'assister techniquement nos unités* de production dans l'utilisation des moyens : produits, procédés, méthodes. Nous recherchons pour la compléter un

Ingénieur mécanicien

De formation ENSAM, ENSI, ENI, il aura une expérience d'environ 5 ans acquise en bureau d'études et en Production, ainsi qu'une solide connaissance d'un process de fabrication en continu. Lui sera confié un rôle d'Audit Technique et de support aux usines dans la mise en place des améliorations, l'élaboration d'une politique de maintenance ou dans la définition des grands projets. Il travaillera en étroite relation avec les hommes de la production, du laboratoire et de la direction engineering, interviendra souvent en équipe avec les autres spécialistes (informaticien, thermicien). Ses contacts avec ses homologues européens, des services recherche et développement nécessiteront une bonne pratique de la langue anglaise. Des déplacements de courte durée en Province sont à prévoir.
Si cette offre vous intéresse, merci de téléphoner ou d'écrire sous réf. JC1 à notre Conseil



INFRAPLAN

Paris Nantes
Conseil en recrutement
83, bld Raspail - 75006 PARIS
Tél. 548.14.50
MEMBRE DE SYNTEC

MEDIA BA



INGÉNIEUR QUI REFUSEZ L'INERTIE, UN PRODUIT NEUF VA MOBILISER VOS ENERGIES.

SOMEL : filiale d'un grand groupe leader du BTP, spécialisée dans le développement de process, nous avons mis au point un SYSTÈME DE CONCEPTION ASSISTÉE PAR ORDINATEUR original, que nous commercialisons déjà sur le marché international.

Vous exigez de voir la concrétisation de votre action, et de véritables moyens pour y parvenir.
Vous recherchez l'autonomie dans un contexte en mouvement.
Vous allez être notre

INGÉNIEUR "QUALITÉ"

pilote de la documentation technique de notre système et de la formation-conseil aux utilisateurs, garant de la qualité de nos produits.
Cette mission d'interface CONCEPTEURS/UTILISATEURS englobe notamment la recherche et la vérification des informations techniques, la conception des manuels d'utilisation et la gestion informatisée de cette documentation.

Expérience et connaissances

Acquis scientifique d'une dizaine d'années (INGÉNIEUR de B.E. calcul et conception de structures) et pédagogique indispensables, attiré par une orientation plus informatique de vos activités.

Anglais et disponibilité sont indispensables pour les courts déplacements prévus à l'étranger.
Rémunération et évolution s'inscrivent dans le droit fil des moyens investis dans cette réalisation.
Lieu de travail : proche banlieue Sud Paris.

Merci d'adresser votre candidature détaillée et motivée sous référence 80742 à :



CONSEIL EN RECRUTEMENT
9, rue Alfred-de-Vigny
75008 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC-informatique

HAVAS CONTACT

Ingénieur projets



Dans le cadre de la mise en place d'activités nouvelles, 3M FRANCE recherche pour son département ingénierie un ingénieur projets.

Profil :
- Formation : Arts et Métiers, INSA, ENI, etc.
- Première expérience de 2 à 3 ans, bonne connaissance de l'anglais.

Mission :
Etude et réalisation de projets d'équipements automatisés comprenant : étude technique, évaluation des coûts, rédaction cahier des charges, suivi de la réalisation et de la mise en service, gestion financière des projets.
Lieu de travail : CERGY-PONTOISE (95).
Adresser C.V., photo et prétentions à Bernard KUNERTH s/réf. BK/41 à 3M FRANCE - Direction des Relations Humaines - Boulevard de l'Oise - 95006 CERGY-PONTOISE CEDEX.

3M

MEDIA BA

assistant chef de publicité

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE VENTE PAR CORRESPONDANCE
(Banlieue Sud)

Dans le secteur des loisirs, filiale d'un groupe multinational recherche pour son service de publicité

JEUNE DIPLOMÉ HF
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR COMMERCIAL
(débutant ou courte expérience)

Après une période de formation à nos techniques, il participera à l'organisation, au suivi des campagnes et aux travaux d'analyses quantitatives.

Envoyer lettre manuscrite, photo, C.V. avec prétentions sous réf. 72177 M à BLEU Publicité - 17, rue du Dr Lebel 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

Informaticiens confirmés soyez raisonnables !

Après vos 5 ans d'études supérieures, votre première expérience en informatique de gestion (sur gros systèmes) vous déçoit :

pas de réalisations d'envergure, manque réel de moyens, faible enrichissement intellectuel dans votre environnement professionnel, travail souvent isolé, limitations de vos chantiers tant sur le plan géographique que sur le plan technique...

Alors soyez raisonnables !

SG2, premier groupe européen de Conseil et de Réalisation informatique (4 000 personnes - 21 filiales à l'étranger) renommée pour sa réussite dans la conduite de projets nationaux d'informatique de gestion, met ses compétences au service de la Recherche construisant l'informatique future et vous ouvre de nouveaux horizons :

- *variétés des applications dans les domaines les plus* avancés : bureautique, messagerie, XAO, base de données multi-média, monétique, génie logiciel, architecture de réseaux, systèmes experts, intelligence artificielle...
- travail au sein d'une petite équipe de haut niveau, possibilité d'initiatives, formation permanente, carrière internationale si vous le souhaitez...

Alors n'hésitez plus adresser vite votre dossier de candidature (lettre, CV, prétentions) s/réf. YR9M à SG2

Nous vous rendrons votre tonus.

GROUPE



Direction Recrutement.
12 - 14 avenue Vion-Whitcomb, 75016 Paris.

SOURCES



Ingénierie informatique (300 personnes)

Jeunes ingénieurs

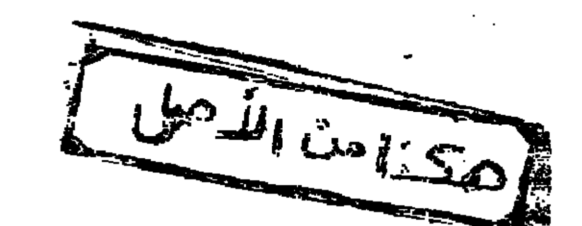
Débutants ou première expérience.

Au sein d'équipes de haut niveau le Département Gestion et Communication vous propose la maîtrise de techniques de pointe : télécommunication, réseaux locaux, bases de données, micro-processeurs, gestion.

Adresser C.V. - lettre manuscrite - photo à GIXI
Direction du Personnel Z.A. de Courtaboeuf
B.P. 110 91944 Les Ulis Cédex



média-system



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Contrôle Bailey — GROUPE CGEE ALSTHOM

recherche
pour son DÉPARTEMENT INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

INGENIEUR INFORMATICIEN

Pour système temps réel appliqué au process control.
Expérience sur matériel solar souhaitée.
Langue anglaise appréciée.

Envoyer C.V. et prétentions au Service du Personnel - 5, av. Newton 92142 CLAMART CEDEX

Responsable gestion budgétaire

Maîtrise de gestion ou ESCAE + exp.

Le **Centre National d'Etudes Spatiales** recherche pour sa base de lancement à **Kourou** un **responsable gestion budgétaire.**
Il sera l'adjoint du chef du département financier.
Une formation supérieure de type **Maîtrise de gestion ou ESCAE** complétée par **quelques années d'expérience** en gestion budgétaire et/ou financière sont nécessaires.
Avantages financiers liés à l'éloignement. Carrière assurée dans un centre métropolitain du CNES au terme du séjour en Guyane.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf. 2824 à **MEDIA P.A.** - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

MEDIA PA

Société GASQUET

recherche

ingénieurs technico-commerciaux

pour assurer la prospection, la négociation et la commercialisation de nos matériels auprès d'une clientèle traitant tous liquides.

Postes à pourvoir en région Parisienne

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à
Société GASQUET
221, Avenue Emile-Counord – BP 2
33027 BORDEAUX

bleu

LE CENTRE DE PSYCHOLOGIE ET D'EFFICIENCE
17, rue des Acacias, Paris-17e
recherche

UNE PSYCHOLOGUE GRAPHOLOGUE DIPLOMÉE

– Apte à s'intégrer à l'équipe en place.
– A s'adapter aux divers secteurs professionnels concernés.

RECRUTEMENT ORIENTATIONS SCOLAIRES ET PROFESSIONNELLES
analyses graphologiques tests + entretiens

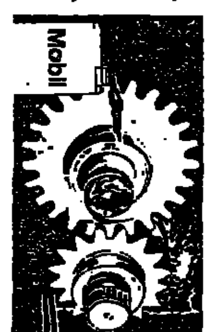
Poste à temps complet salarié non cadre, convenant à personne ayant expérience.
Samedi matin travaillé.
Lundi matin libre.
Adr. lettre manuscrite + C.V. + photo + prét. s/nº 1.485.

Mobil®

Jeunes ingénieurs généralistes, ou ayant une première expérience, rejoignez l'équipe des ingénieurs d'application de Mobil. Vous appliquerez sur le terrain vos compétences dans les domaines mécanique, thermique...
Votre forte technicité sera valorisée par la formation Mobil.

Ingénieurs d'application
DE HAUT NIVEAU (Centrale, Mines, Arts et Métiers, IDN, etc.)

Après une formation personnalisée de départ, vous prendrez en charge la promotion et l'application de nos produits dans les grandes entreprises industrielles (*lubrifiants, produits d'usinage, combustibles...*).
Vous développerez en clientèle des actions variées telles que programmes de graissage rationnel, préconisation de produits de haute technicité, formation des spécialistes d'entretien, bilan économique de vos actions...



Polyvalent toutes industries, vous participerez activement à la stratégie de votre secteur, en liaison avec les commerciaux, ainsi qu'à l'évolution de notre gamme de produits et de nos méthodes de vente.
Vos résultats feront de vous un ingénieur renommé et evolutif.
Affectations Paris ou province suivant les besoins de la Société.

Adressez lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 88227 à MOBIL OIL FRANCAISE Service Central Recrutement - Tour Septentrion - 92081 PARIS LA DEFENSE Cedex 9.

Mobil. Avancez avec nous.

Ingénieurs du futur développez les réseaux pensants

Notre Département Techniques Avancées a pour mission l'aide à la conception et à la réalisation de systèmes informatiques dans les domaines suivants : Télécommunications, Transmissions de Données, Micro-Informatique, Bureautique, Productique...
Nous vous proposons de participer, au sein des grands groupes industriels qui sont nos clients, à l'un de nos principaux projets : développer des logiciels de communication sur réseau local d'entreprise et sur réseaux de télécommunications numérisés.

Diplômés des Grandes Ecoles (Telecom, Supelec, Sup. Aero,...), vous avez la passion des technologies nouvelles.
Votre première expérience professionnelle vous a permis de mesurer l'importance qu'aurait un travail varié offrant de larges *perspectives d'évolution : développez avec nous ce projet* d'envergure nationale !

Adressez votre dossier sous référence DTA10,
6 rue Paul Baudry - 75008 Paris.



AVOIR LES MEILLEURS POUR DONNER LE MEILLEUR

SOURCES



La Compagnie Générale de Géophysique

Le département Marketing de cette société internationale, recherche

1 traducteur technique

de langue maternelle anglaise.
Formation scientifique appréciée.
Avantages sociaux.
Lieu de travail : MASSY (RER)

Prière d'envoyer CV et prétentions de salaire à CGG Service du Personnel
6, rue Galvani 91301 MASSY. Discrétion assurée.



CADRE COMMERCIAL
FRANCE + EXPORT

2.500 personnes, CA + 700 MF., présent dans plus de 80 Pays, ZODIAC est le plus important groupe mondial spécialisé dans les applications des matériaux composites souples.
En 1980 la Division ESPACE INDUSTRIE crée un nouveau concept de **piscines souples hors sol** qui connaît un vif succès auprès du public grâce à sa fiabilité, son originalité, et sa simplicité.
Pour développer ses ventes sur le plan national et international, le Directeur Commercial de cette division souhaite renforcer sa structure par un jeune cadre commercial, 30 ans minimum, diplômé ESC ou équivalent, justifiant d'une expérience de vente à l'export. Animateur du réseau d'agents représentants en France, il sera aussi chargé de la stratégie et des actions d'implantation de ces produits à l'Etranger.
Ce poste peut constituer une base de développement de carrière intéressant dans ce groupe caractérisé par la rapidité de son évolution et la diversité de ses produits.
Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par *notre Conseil*.
Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous référence 1231 M



Jean-Claude Maurice S.A.

397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

AFCOREM



SOCIETE D'INGENIERIE FILIALE DU GROUPE SNPE

recherche pour son Département INGENIERIE DE SECURITE :

CHEF DU GROUPE ETUDES

INGENIEUR DIPLOME CONFIRME

Il devra avoir :
• une formation en Chimie Génie Chimique ou Physique.

Etre intéressé par :
• les questions de réglementation, sécurité du travail et d'environnement.

Rédaction aisée et rigoureuse.
Anglais courant.

Lieu de travail : PARIS 12ème.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 87951 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01 q.tr.

CRICA
Importante Caisse de Retraite de Cadres recherche

assistante sociale
DIPLOMEE D'ETAT

pour développer ses activités sociales en faveur de ses retraités.
Expérience dans un poste similaire souhaitée.
Déplacements en région parisienne.
Adresser lettre manuscrite, c.v. et photo sous réf. 6247 à Mme FACY - CRICA
13, av. du Général-de-Gaulle
92807 Puteaux Cedex.

André Publicité

Etablissement Financier Paris 17e

d'un important groupe de Compagnies d'Assurances à Forme Mutuelle
recherche

2 JEUNES ATTACHÉS (ÉES) DE DIRECTION FINANCIÈRE

De Formation Supérieure, Ecole Supérieure de Commerce, actuariat
Pour étoffer son service de GESTION OBLIGATAIRE.

Adresser C.V., photo et prétentions sous nº T 044.302 M, RÉGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

Organisme Financier Régional
PARIS-7e recherche

EMPLOYÉ H.F. AU SERVICE DES PRÊTS

Il devra assurer le suivi de la réglementation, la gestion et *le suivi des prêts en relation avec nos correspondants* locaux et le service informatique.

Formation : BAC G2 comptabilité gestion, BTS ou équivalent.

Expérience quelques années souhaitée.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 7511 à PIERRE LICHAU S.A.
B.P. 220 - 75063 PARIS Cedex 02,
qui transmettra.

GROUPE FINANCIER PRIVE
8e arrdt Quartier Saint Lazare
recherche
Pour son département
CONTENTIEUX

GESTIONNAIRE DEBUTANT
HF

D.U.T. - B.T.S., ou équivalent

Ce poste convient à un candidat capable de s'intégrer rapidement dans une petite équipe polyvalente.

Avantages sociaux importants.

Restaurant d'entreprise.

Ecrire avec C.V., photo, prétentions sous référence 8878 à Télex P.A. Jonction 34, boulevard Haussmann 75009 PARIS qui transmettra.

Nous recherchons un

INGÉNIEUR COMMERCIAL
dans l'ingénierie de logiciels



SOFTPEN

NOTRE DOMAINE :
l'ingénierie de logiciel de type industriel (aéronautique, téléphonie, process, etc.) et de type gestion (bases de données, gestion de production, etc.).

VOS OBJECTIFS :
participer à l'essor du 1er atelier logiciel français, SOFTPEN et poursuivre notre pénétration dans le domaine de l'ingénierie du logiciel.

VOTRE PROFIL :
vous êtes de formation supérieure et habitué aux négociations de hauts niveaux.

Envoyez lettre manuscrite et C.V. à I.P.I. 26, rue du Renard 75004 PARIS.



CAMBISTE

Banque Internationale recherche jeune cambiste (HF) possédant une expérience dans le domaine des changes, afin de renforcer son équipe clientèle.

Connaissance de l'anglais et de l'allemand exigée.
Libéré des obligations militaires.

Adresser votre candidature détaillée avec C.V. photo, prétentions et date de disponibilité sous référence 4118 à **PIERRE LICHAU S.A.**, BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris

recrute
POUR SES SERVICES CENTRAUX

UN (E) CHEF DE SERVICE

Diplômé (e) H.E.C., Sciences Po (Ecofi), E.S.C.P., E.S.S.E.C.

5 à 10 ans d'expérience secrétariat général ou similaire pour animer service chargé des affaires générales et financières (montage financier et juridique des opérations nouvelles, passation des marchés, assurances...)

Envoyer lettre de candidature et C.V. à
C.C.I.P., Direction du Personnel et des Relations Sociales
8, rue Chateaubriand, 75008 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS

Rowntree Mackintosh

1 500 personnes
CA 1 000 MF

LEADER ET PREMIER ANNONCEUR SUR LE MARCHE FRANÇAIS DU CHOCOLAT, recherche un

chef de produit

Jeune et dynamique capable de contribuer à une stratégie ambitieuse fondée sur le développement rapide du potentiel de ses marques.

Le candidat, HEC, ESSEC ou ESCP prendra en main la gestion et le développement d'une ligne de produits et devra par conséquent justifier d'une première expérience solide dans le domaine des produits de grande consommation.

Poste basé à 20 minutes de Paris.

Merci d'envoyer lettre, CV (photo) et salaire actuel à Michel Hasse, Rowntree Mackintosh SA, Noisiel, 77422 Marne la Vallée Cedex 2

Lion
Nuts
Smarties
After Eight
Quality Street
Kit Kat
Rêve Noir
Friolles
Lanvin
Menier

SOCIETE ELECTRONIQUE
EN FORTE CROISSANCE
recherche pour EVRY (91)

un CHEF COMPTABLE
CADRE POSITION II

30 ans environ, sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier, il prendra en charge tous les aspects de la fonction et animera une équipe de 5 personnes.

Le poste, à pourvoir rapidement, exige :
— le D.E.C.S. (ou équivalent),
— une expérience significative dans une entreprise industrielle,
— la connaissance de l'outil informatique (indispensable).

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 9131 M à VALENS CONSEIL, BP 359, 75064 PARIS Cédex 02.
(discrétion assurée).

BECTON DICKINSON

« L'objectif de notre Compagnie est de fournir à notre clientèle des produits de qualité supérieure à des prix justes et compétitifs »

LEADER EN FRANCE DE MATÉRIEL MÉDICO-COMMERCIAL

DIVISION PHARMACIE

RECHERCHE SUITE A UNE PROMOTION INTERNE

UN PRODUCT MANAGER

Ce chef de produits à la RESPONSABILITÉ de :
- gérer, promouvoir, développer nos gammes de produits
- coordonner des actions de différents services
- gerer un budget marketing
- analyser les divers panels de distribution et études de marchés

PROFIL
- Expérience d'un poste similaire d'au moins 2 ans dans le milieu médical, pharmaceutique ou de grande consommation
- Connaissance « PRATIQUE » de la vente fortement souhaitée
- Aptitude à pouvoir travailler dans une équipe européenne et internationale très performante
- Bonne connaissance de l'anglais indispensable

Rémunération selon compétence,
lieu de travail banlieue sud de Paris (94)

Envoyer C.V., photo et prétentions à la Direction des Relations Humaines sous référence JPSK 50

BECTON-DICKINSON-FRANCE 47, avenue Marie-Reynoard B.P. 798 - 38035 Grenoble Cedex

---

S.I.D.E.
Département ENGINEERING INFORMATIQUE

recherche pour développement logiciels de points

ANALYSTES
(Niveau MIAGE)

ANALYSTES-PROGRAMMEURS
(Niveau D.U.T.)

Bonne expérience T.P. et bases de données

Adresser C.V.
SIDE ENGINEERING
11, rue Degas
75016 PARIS.

M.J.C. Saint-Cloud, rech.

ANIMATEUR(TRICE)

Pour son secteur enfants, expérience sérieuse demandée. Env. C.V. à M.J.C., St-Cloud, 14, rue des Écoles, 92210 SAINT-CLOUD.

IMPORTANT GROUPE ALIMENTAIRE recherche pour sa DIVISION CONFISERIE

1 DÉLÉGUÉ(E) COMMERCIAL(E)
RÉGION PARISIENNE

PROFIL DU CANDIDAT :
— 28 ans minimum.
— Diplômé d'une École de commerce ou équivalent.
— Connaissance circuit GMS, Secteur agro-alimentaire.
— Disponible immédiatement.

NOUS OFFRONS :
— Une rémunération motivante.
— Une voiture de fonction.
— Frais réels.

Merci d'adr. lettre manuscr. + C.V. + photo + prétentions s/nº 940 à S.E.E.P., 18 bis, rue d'Anjou, 75008 PARIS.

ORGANISME FINANCIER DE CAUTIONNEMENT

recherche pour son SERVICE D'ÉTUDES

un CHARGÉ D'ÉTUDES

ayant pour mission d'analyser les bilans, de suivre l'exécution des contrôles comptables et d'examiner l'évolution de la situation administrative et financière des personnes garanties.

Le candidat devra :
– Etre titulaire d'un diplôme d'études supérieures (maîtrise Sciences Eco., gestion, Sciences Po Eco-Fi, Ecole de Commerce.
– Etre âgé d'environ 30 ans.
– Avoir au moins trois ans d'expérience professionnelle dans le suivi du risque.
– Etre disponible rapidement.

Envoyer C.V. détaillé et rémunération souhaitée à SO.C.A.F., 26, avenue de Suffren, 75015 PARIS, sous la réf. 10.000.

ETABLISSEMENT FINANCIER PARISIEN
leader dans son domaine :
Financement de créances commerciales, gestion des comptes clients de Société, recheche

jeune cadre commercial

chargé de la négociation de contrats auprès de dirigeants de P.M.E.
Poste nécessitant une culture générale en gestion d'Entreprise acquise dans une Ecole de type Supérieure de Commerce.
- Expérience bancaire souhaitée.
- Importants avantages sociaux.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 2756/F à : A.M.P.
40, rue Olivier de Serres - 75015 PARIS
(qui transmettra)

---

création de poste

BUZZICHELLI

TRES IMPORTANTE AFFAIRE FRANCAISE DE SERVICES
(entretien, maintenance d'usines, levage *et manutention concernant l'offshore et* l'onshore, la pétrochimie, les centrales thermiques et nucléaires), de renom international en raison de la qualité et de la diversité de ses réalisations, recherche

CONTROLEUR DE GESTION

30 ans minimum,
ESC + DECS, ESSEC, HEC

Pour accompagner le dynamisme de nos équipes, nous souhaitons nous adjoindre un collaborateur, certes capable sur le plan professionnel mais disposé à être intéressé à faire corps avec une affaire telle que la nôtre.

Principaux domaines dans lesquels s'exercera sa responsabilité : contrôle financier de la société, participation à l'élaboration des *objectifs, établissement* des budgets et de leur suivi, mise en place des procédures et participation à la réorganisation des structures.

Dans ce cadre, possibilités de déplacements en France et à l'Etranger.

Le Siège, et par conséquent le lieu d'habitation, se situent à TOULOUSE.

Cabinet Leconte — *nous garantissons la qualité de collaboration offerte par nos clients.*

4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS
s/réf. 88306

Société de Services et conseil en informatique, recherche

ASSISTANTE D'INGÉNIEUR

— Niveau BTS informatique.
— Connaissance Solar souhaitée.

Env. lettre manuscrite, C.V., photo et prétent. à Nº 3.699 Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS qui transmettra.

REPRÉSENTANT DE SOCIÉTÉS INTERNATIONALES DE L'INDUSTRIE DE LA PÊCHE

Propose un poste

d'AGENT COMMERCIAL
pour :

— Renforcer son taux de pénétration du marché.
— *Diversifier* les produits proposés.

Pour s'intégrer dans une petite équipe, le (ou la) candidat (e) devra *bénéficier* :
D'une première expérience réussie de la vente.
— D'une parfaite maîtrise de la langue anglaise.
— D'une connaissance du marché et des produits de la pêche.

Merci de faire parvenir votre dossier de candidature au cabinet CLAVIER/di DOMIZIO, 1, rue Bourdaloue, 75009 PARIS.

Importante Administration recherche pour PARIS

INGÉNIEUR STATISTICIEN

92.000 F
Diplômé (e) de l'ISUP, de l'ENSAE,
et ayant si possible un DESS ou un DEA de statistique. La personne recherchée aura la responsabilité d'études statistiques, ainsi que de la mise en place et du suivi de fichiers relatifs au stationnement urbain. Ce poste d'agent contractuel, dans le cadre d'un statut, permet d'intéressantes évolutions de carrière.
Nombreux avantages sociaux.

Adr. C.V., photo et prét. à AXIAL, Publicité (réf. 6250), 27, rue Taitbout, 75009 Paris, qui transmettra.

Entreprise de distribution Paris, recherche

COLLABORATEUR CONTROLE DE GESTION

Formation universitaire ou école de commerce. Dynamique, esprit d'équipe, débutant (e) accepté (ée).

Horaire flexible, repos hebdomadaire dimanche et lundi.

Adress. C.V. prét. et photo, Nº 88.230 Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1er.

Hebdomadaire spécialisé dans économie maritime offre poste permanent dans sa rédaction à Paris à candidat motivé, min. 25 ans, *libre toutes obligations*. Poste impliquant une grande part de travaux de secrétariat de rédaction, avec évolution ultérieure possible.
Bonne culture exigée ainsi que pratique de l'anglais (connaissance espagnol serait appréciée) et intérêt pour questions maritimes.
Env. lettre manuscrite avec C.V. et réf. à SPIMEC, 190 bd Haussmann, 75008 PARIS, qui transmettra.

STÉ D'ÉQUIPEMENTS AÉRONAUTIQUES recherche pour son USINE de FABRICATION en SEINE-ET-MARNE

INGÉNIEUR

DIPLÔMÉ ou de référence AUTODIDACTE ou MAISON ayant plusieurs années de pratique sur :
— les groupes électrogènes,
— le conditionnement d'air,
— les services aéronautiques.

IL AURA EN CHARGE :
— la responsabilité et la direction de la production avec du matériel connu,
— les études et la réalisation de prototypes ou matériel nouveau.

Envoyer C.V. à : MASER, 1, rue Lavoisier, Z.I., 77330 OZOIR-LA-FERRIÈRE.

Emplois Cadres

« EMPLOIS CADRES » est une sélection hebdomadaire des offres d'emplois destinées aux cadres regroupant les annonces publiées dans Le Monde la semaine écoulée et une sélection d'annonces du Herald Tribune

Chaque mercredi chez votre marchand de journaux, 6 F

Emplois Cadres — CHAQUE MERCREDI PRIX 6F — DIRECTIONS — DIRECTEUR DES ÉTUDES ET DU DÉVELOPPEMENT — Directeur Commercial — Directeur technique régional

BON DE COMMANDE « *Emplois Cadres* » *numéro :*

NOM .... PRÉNOM ....
ADRESSE ....
CODE POSTAL .... VILLE ....
NOMBRE D'EXEMPLAIRES .... x 7 F (Frais de port inclus) ....

Commande à faire parvenir avec votre règlement au « Monde », Service de la vente au numéro 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais.

SETEC ORGANISATION
recherche

INGÉNIEUR GRANDES ÉCOLES

(Mines, Ponts, Centrale, T.P.) débutant ou 2 ans d'expérience pour missions de conseil, ORGANISATION GESTION ET MANAGEMENT DE GRANDS PROJETS.
Rigueur intellectuelle, curiosité, capacité d'adaptation, excellents contacts humains, esprit d'équipe.

Ecrire avec C.V., prét., et photo à SETEC ORGANISATION, Tour Gamma D, 58 quai de la Rapée, 75583 PARIS Cedex 12.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE Quartier Etoile, recherche pour remplacement à durée déterminée : 15 mars, 15 août 84 environ

LICENCIÉ(E) EN DROIT

Expérience de quelques années indispensable dans une Sté à vocation commerciale en droit du travail, et des contrats commerciaux.

Merci d'adr. lettre manus. + C.V. et prét. à Mme G. TRESSE ROTHMANS INTERNATIONAL FRANCE 10, rue Hamelin, 75116 PARIS.

Agence de voyages recherche

COMPTABLE

Haut niveau pour travaux de bilan. Libre de suite. *Envoyer C.V., photo et prétentions* sous réf. 8.106 à L.T.P., 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75083 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

I.L.V., cherche PROFESSEUR d'ANGLAIS. Format. continue 969-55-40, ap. 19 h et w.-end.

DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE
recrute
par voie de détachement et dans les conditions statutaires :

UN ANALYSTE

– Justifiant de 2 ans d'expérience.
– Connaissances en temps réel et bases de données.
– Matériel CII Honeywell bull DP 7 et langage COBOL.

Ce poste conviendrait à un attaché (option informatique). Adresser candidatures et C.V. détaillé à M. le Président du Conseil Général du Val-de-Marne.
Hôtel du Département
94011 CRÉTEIL CEDEX.

Sté Important d'Allemagne produits carbone pour applications industrielles recherche

INGÉNIEUR BTS ou DUT

Pour responsabilités commerciales, allemand souhaité à défaut anglais.
Quelques années d'expérience minimum 25 ans.
Envoyer C.V. : STE LGD, 25, rue de Valenton 94015 CRÉTEIL Cedex.

Pour SUISSE cherchons EXCELLENT JOAILLIER Cadre, expérim., design ALEX ROTTER & CO. Grabenstrasse 8 CH-6004 LUZERN.

D.O.O.
78, Champs-Elysées
RECRUTE

INGÉNIEURS LOGICIEL

Pour réalisations PROCESS INDUSTRIEL
Tél. : 359-17-86.

POUR POSTE INSPECTION BANQUE ÉTRANGÈRE EN EXPANSION
recherche

COLLABORATEUR

Maîtrisant comptabilité bancaire.
Ayant expérience organisation, réglementation bancaire et opérations internationales.
Connaissances anglais et *informatique nécessaires.*

Adresser C.V. et prétentions Ecrire sous le nº T044.320M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Importante Société menant des projets de pointe recherche

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

Logiciel/Temps réel.
Connaissance micro-processeurs commutation paquets et soft base

Débutants ou confirmés

Salaire motivant

INFORMA, 7, rue Pasquier, 75008 PARIS ou tél. : Pour r.-v. 742-14-40, p. 16.

Importante Société menant des projets de pointe recherche

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

7 ans d'expérience au moins. responsable chargé de l'intégration d'un réseau multiservices.
Formation hardware et logicielle de test. Connaissance micro-processeurs.
Salaire motivant.

INFORMA, 7, rue Pasquier, 75008 PARIS ou téléphoner pour rendez-vous 742-14-40, poste 16.

MAIRIE DE PUTEAUX recherche de toute urgence

1 CHEF DU SERVICE CONTENTIEUX

Salaire net : 9.484 F
Ce poste sera accessible aux candidats titulaires d'une licence en droit et pouvant justifier de 3 ans au moins d'exercice dans un cabinet d'avoués ou de notaires ou dans une administration publique.
776-44-44, poste 3.339.
Mairie de Puteaux, 92800, 131, rue de la République.

SERVICE ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES recherche pour LOGICIELS DE BASE OU D'APPLICATIONS

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES

Ecrire ou téléphoner au : 78-80, avenue Galliéni Tour Galliéni 1
93174 BAGNOLET CEDEX
360-13-54/55/56.

LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS recrute

UN PROGRAMMEUR

Faire acte de candidature à l'épreuve de sélection par lettre manus. avec C.V. à : M. Le Directeur du Serv. Informatique, Hôtel du Département, 124, r. Carnot, 93009 BOBIGNY.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

---

secrétaires

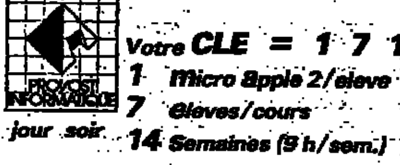
Important Groupe recherche pour son siège social, Paris Une secrétaire-assistante au Directeur du marketing Bonne expérience profess. sténo + dactylo. ANGLAIS excell. si poss. ALLEMAND ou ESPAGNOL.
Poste à pourvoir immédiat.
Adresser lettre manuscrite C.V., photo et prét. s/nº 7.487 LE MONDE Pub., service annonces classées 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

représentation offres

Pr HME ou FME 25 à 40 ans environ
OPPORTUNITÉ DE CARRIÈRE
en immobil. de bureaux boutiques et locaux, format. assurée si début., entrée en fonction immédiate, statut agent commercial
A.E.I. 267-59-88, p. 8.

Distributeur important de produits consommables de la reprographie cherche agent pour offrir leur gamme de meilleure qualité sur le marché français. Ecr. s/nº 6.592, le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

formation professionnelle



Votre **CLE = 1 7 14**
1 *Micro Apple 2/élève*
7 *Elèves/cours*
jour soir **14** *Semaines (9 h/sem.)*

basic pascal progiciels info gestion
Prochaines sessions 12 mars 84

renseigts et inscriptions 149 rue montmartre
tél. 233-06-66 *75002 Paris*

DEVENEZ CRÉATEURS D'ENTREPRISES
Stage rémunéré pour cadres et assimilés, demandeurs d'emplois des Hauts-de-Seine 20 semaines du :
27/2 au 13/7/84.
Renseignements :
ISEF formation. 260-85-08 ou UCRA. 802-18-97.
Inscription ANPE, Hts-de-Seine
Date limite vendredi 24/2
Réunion information mercredi 15/2, 10 h 30.
Résidence du Tertre
132, bd De-Lattre-de-Tassigny
92150 SURESNES.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE-CARRIÈRES (C 16) B.P. 402.09 PARIS.

Les possibilités d'emplois à l'ETRANGER sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) B.P. 291.09 PARIS.

هكذا من الأصل

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES CLASSÉES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,60
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

DEMANDES D'EMPLOIS

J'AI PASSÉ 10 ANS EN AFRIQUE ANGLOPHONE (NIGÉRIA).
J'AI CONÇU, RÉALISÉ ET LANCÉ DES SOCIÉTÉS DONT UNE USINE.
J'AI L'HABITUDE DE NÉGOCIER ET TRAITER A HAUT NIVEAU.

39 ans, Ingénieur diplômé (électricien, mécanicien), considère cela comme faisant partie de ma culture générale.
Bilingue (anglais).
Grande facilité d'adaptation, doué d'une grande imagination.
Cherche emploi d'initiative.
Etudierais toutes propositions.
Pas libre avant 4 mois.

Ecrire sous nº T 044.305 M, RÉGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

CADRE EXPORT, 28 ans. BAC mécanique. DUT génie chimique. Licence commerce international. Anglais, espagnol, portugais. 6 ans expérience : ventes export mat. régulation pour chimie, pétrole nucléaire. Relations internationales. Négociations haut niveau France. Amérique du Sud.
RECHERCHE : poste responsable export dans firme dynamique sur marché mondial. Disponible immédiatement. Paris avec missions tous pays, préférence Amérique Latine. (Section BCO/GR 467).

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER, 44 ans. Nat. suisse. ESC Genève + Ecole de gestion Lausanne. 18 ans expérience France, Europe, Afrique francophone. PME et multinationales de taille humaine. Rompu aux problèmes de gestion, trésorerie, financement, mise en place et suivi de procédures informatiques.
OFFRE : service à toutes entreprises désirant créer filiales. France. Etranger. (Section BCO/JCB 468).

CADRE SUPÉRIEUR, 50 ans. Autodidacte. Anglais, allemand, espagnol courants. Nombreux stages et séjour à l'étranger. 25 ans expérience commerce international et gestion, organisation d'entreprise secteurs : technique (froid, galvanoplastic). Matériels de biens d'équipements. Diamant, armes, munitions « bon tireur ».
RECHERCHE : activité international haut niveau avec résidence au couvrant RFA (Section BCO/JCB 469).

RELATIONS PUBLIQUES, française. Anglais, grec, italien. 8 ans société de décoration, ayant organisé salons prestige. Grande expérience milieu culturel et diplomatique, contacts de haut niveau France et étranger principalement Suisse, Grèce, USA.
RECHERCHE : situation stable. Libre de voyager. (Section BCO/JCB 470).

ANPE

ECRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
Tél. : 285-44-40, poste 33 ou 26.

H. 32 ans, 13 ans d'exp. animation tourisme social, format. bac + 3. Etudie ttes proposit. rég. parisienne. Méloude CHERIF, 1, bd du Montaigut, 94000 CRETEIL.

J.H. niveau B.T.S. ch. emploi COMPTABLE à mi-temps SEVERIN Dominique, 24, allée du Canal, 93600 Aulnay-s/Bois.

J.F. expér. presse, publ., licenciée ès lettres rech. place administ. ou cciale. 241-05-66.

Infirmière, dipl. sup., exp. cadre extra-hospitalier rech. emploi Paris. Tél. 628-95-86.

CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE POUR ADULTES
CH. EMPLOIS POUR AIDES-COMPTABLES
(Comptabilité usuelle et générale, paie, plan 1982 connaissance de la dactylo).
Disponibles le 1er mars 1984.
Téléphone : 547-18-30.

Comptable DECS comptable + juridique. Cherche travaux comptables à domicile.
Ecr. s/nº 7.497 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

27 ANS DEA SCIENCES ÉCO
Expérience :
- Formation
- Recherche
- Journalisme
- Relations publiques
- Ventes

Contacts hauts niveaux.
Impatiente investir dans activité motivante.
Etudie toutes propositions, région Paris ou Montpellier.
Ecr. s/nº 8591 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. maîtrise en sciences humaines. Quatre langues (français, anglais, allemand, suédois). Expérience trad. et enseignt., stages documentation. Cherche poste documentation de préférence, mais prête à étudier ttes propos.
Ecr. s/nº 6 593 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H., 26 ans, maîtrise sciences de l'info I.F.P., dynamique et ambitieux, étudie toutes propositions, emploi info et communications.
Ecr. s/nº 2.858 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

DEMANDES D'EMPLOIS

JURISTE D'ENTREPRISE HOMME 27 ANS

Deux années d'expérience au sein du Secrétariat général d'un groupe textile multinational.
Expérience dans les domaines suivants :
- droit de la propriété industrielle,
- droit de la concurrence et de la distribution (gestion juridique des magasins, prêts, réglementation des prix et législation économique),
- droit du travail (contentieux du travail),
- droit des sociétés.

Lauréat de la faculté de droit et sciences po de l'Université Paris-XII. Diplômé d'études approfondies en droit.

Etudie toutes propositions France et étranger.
Libre immédiatement.

Téléphone : (20) 54-46-34 ou (1) 706-45-99.

F. 44 ans, trav. social, exp. gestion budget familial, dettes. Ch. à créer service recouvrement amiable, précontentieux, préférence dette logement.
Ecr. s/nº 7.602 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

INGÉNIEUR grande École, 50 ans, trilingue anglais-allemand, carrière commerciale : biens d'équipement, 10 ans dir. général soc. import., rech. poste import. ou export.
Ecr. s/nº 7.494 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Prof. exp. diplômée d'anglais et russe, cherche poste libre de suite, région indifférente,
Tél. : 557-19-17 après 20 h.

J.F., 26 ans. sup. de commerce expérience-option affaires internationales, recherche fonction à resp. de secteur export.
Ecr. s/nº 2.852 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE DE DIRECTION
Formations financière compta. commerciale ESCP, 54 ans, profil esprit jeune . dynamique, sens contact responsab. langue anglaise ancien audit expér. domain. variés product. prest. rompu techn. modern. gestion action commerc. caractère. Pragmatique alliant humour rigueur RECHERCHE POSTE. Etudierai toute offre telle relance entreprise, commerce. Région indifférente.
Ecr. s/nº 7.440 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H., 31 ans, Ecole de cadres, angl. (bonnes notions) 6 ans exp. multinationale, sect. automobiles (ciel export marketing) sans créativité. Gde disponibilité, cherche sit. collaborateur marketing Paris provenance étranger. Et. ttes prop., Hugues Chevallier, 48 bd Exelmans, 75016. Tél. 525-06-18.

M., ayant 25 ans expérience variée. Stés dans attente collaboration proche futur dans entrepr. répond ttes prop. même week-end ou nuit.
Ecr. s/nº 2.850 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H., 23 ans, BAC + DUT marketing libéré O.M., expér. professionnelle informatique. Anglais courant (commercial et technique) recherche poste d'
ASSISTANT MARKETING
Paris et région parisienne. Disponible pour formation et déplacements.
Faire propositions sous nº 98.113 Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01.

Recherchons
J.H. bonne présentation, de 25 ans environ, dynamique, entreprenant, ayant une formation cciale et juridique, sens des responsabilités et initiatives appréciés.
Tél. pour R.V. 271-25-43, p. 240.

Jeune diplômée de l'enseignt supérieur commercial, trilingue début d'exp. EXPORT ch. à devenir PRO de ce secteur et à faire profiter société d'accueil de ses atouts.
Ecrire sous le nº 044.317 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Femme mariée, 40 ans
RESPONSABLE GESTION PARC AUTOMOBILES/SERVICE GÉNÉRAUX/ACHATS
cherche poste dans sociétés de préférence proches stations ligne C du R.E.R. (Paris et banlieue sud).
Ecrire sous le nº T 044.316 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Excellente présentation, bonne culture générale, dépl. province et étranger. *Age 32 ans ch.* emploi chauffeur V.L.
Ecrire sous le nº T 044.322 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

JE SUIS FRUSTRÉ ETRE LOCOMOTIVE D'UN CONVOI DONT LES FONCTIONNAIRES DÉMOTIVÉS SERRENT LES FREINS
45 ans, resp. zone anglophone impte Sté ingénierie générale, 16 ans d'exp. internat., nég. ht niv. dont 11 en résid. étranger représentant grds grpes indust.
Que me proposez-vous ?
Ecr. s/nº 2.853 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. 27 ans. COMPTABLE, 5 ans d'expérience, formation micro-informatique de gestion. Etudie toutes propositions. Ecrire Nedjan, 35, bd Marquès, bât. 9, 94200 IVRY-S/SEINE.

ORGANISATEUR
INGÉNIEUR + GESTION
EXP. TRÈS HAUT NIVEAU
propose mission durée déterminée.
INFORMATISATION GESTION STOCKS ET LOGISTIQUE TABLEAU DE BORD.
Ecr. s/nº 7.493 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H., 27 ans, maîtrise éco. fin Dauphine, C.E.E., C.E.J., du D.E.C.S., C.E.C. en cours, 3 ans exp. prof. dans société de service et cabinet expertise, étudierai ttes propositions en audit ou cabinet comptable.
Ecr. s/nº 2.833 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H., 27 ans, recherche place stable DESSINATEUR INDUSTR. 5 ans d'expérience, BTS électronique 78, espagnol courant, notions d'anglais. Libre de suite. Tél. 786-00-79.

RECHERCHEZ-VOUS UN JOURNALISTE DYNAMIQUE ET SÉRIEUX ? ÉTUDIE TOUTES PROPOSITIONS MI-TEMPS/TEMPS COMPLET.
Ecr. s/nº 2.846 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

FME, 39 ans, psychologue exp. recrutement, gest. pers., conn. compt. informat., rech. poste à resp. dans direction pers. et relations hum., disp. le 1/4/84.
Ecr. s/nº 2.856 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.
Recrutement. Direction.

JURISTE FISCALISTE
30 ans, maîtrise droit des affaires DESS de fiscalité, en poste depuis 18 mois dans le cabinet conseil d'une multinationale française. Etud. ttes prop. de poste de cab. ou Sté.
Ecrire sous le nº T 44.291 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Juriste H. 30 ans, DESS droit affaires prob. DECS angl. courant, expérience 3 a., cherche emploi stable entrep. cabinet.
Ecr. s/nº 2.862 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Spécl. libanais imp.-exp. bien intr. marchés Moyen-Orient, voyage et vend vos produits.
Ecrire R. KHAYAT, 2, rue Paul-Claudel, 59700 Marcq-en-Barœul ou BP 9594 Beyrouth (Liban).

Jeune fille, DUT de gestion du personnel 1983, cherche emploi dans un service du personnel à Paris ou proche banlieue. Tél. 856-68-15/858-16-38. Mme Anne-Marie Poma.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

104 ZA 2 places, parf. ét., 1980, 23.000 km, 25.000 F. Tél. 878-07-24 sauf repas.

L'immobilier

appartements vente

1er arrdt

Prox. PALAIS-ROYAL. 354-95-10.
RÉNOVATION LUXE 140 m², ASC., SOLEIL.

3e arrdt

CHEMIN VERT, bel imm. ravalé, gd 4 P. + studio serv. 633-29-17 - 577-38-38.

5e arrdt

NEUF JARDIN DES PLANTES
1 et 3, RUE POLIVEAU
CONSTRUCTION GD LUXE
Livraison immédiate
3, 4, 5 P. et DUPLEX
Vis. témoin tous les jours 14/19 h sauf mer. et dim.

MONGE
STUDIO ET 2 PIÈCES
LUXUEUSEMENT RÉNOVÉ
PRESTATIONS 1er ORDRE
GARBI. 567-22-88.

7e arrdt

2/3 P., BAC. 650.000 F.
coquet 50 m², charme, calme et clair, parfait état.
PROMOTIC. 553-14-14.

DOME INVALIDES
180 m², caractère. 354-42-70.

SEGUR, bel imm. classique 7 P., bon plan lumineux. Tél. 633-29-17 - 577-38-38.

8e arrdt

ÉTOILE, 110 m²
IMM. GRAND STANDING A RÉNOVER - 567-22-88.

11e arrdt

Mº RÉPUBLIQUE, petit 2 P. 5e ét., clair, tt équipé neuf 180.000 F. Pptaire. 590-86-06.

Mº ST-AMBROISE
Gd 4 p. tt cft, avec jardin privatif, dble box, imm. standing. 900.000 F.
LERMS - 355-58-88.

14e arrdt

2 pièces, 55 m², proche Montsouris, standing, parking + cave. C.F. à reprendre. 134.000 à 11,60 %. 600.000 Tél. 327-61-88, ap. 18 h.

16e arrdt

MUETTE, pr. PLACE PASSY 3e ét., 2 P., 33 m² à rénover 295.000 F. Pptaire. 520-13-57.

17e arrdt

45 BIS, AV. VILLIERS
Mº MALESHERBES
DUPLEX AVEC MEZZANINE de 2, 4, 5 P. et STUDIOS
LUXUEUSE RÉHABILITATION
Vis. lun.-mar. 13 h 30/17 h.

18e arrdt

MONTMARTRE
Sté vend immeuble neuf caractère, 2e ét., grand séjour 3 chbres, soleil, parking. 1.450.000 F.
Tél. 563-30-30, hres bureau.

19e arrdt

BUTTES-CHAUMONT
T. résidentiel OCCUPÉ, 2-3 p., 45 m², cft, 2e étage. 180.000 F. 260-30-15.

20e arrdt

Mº TÉLÉGRAPHE, à 100 m bel imm. récent, ét. élevé, beau studio, cuis. équipée, bains, balc., park., cave. 240.000 F. EGETIM. 562-52-22.

PYRÉNÉES, imm. récent, stand. 3 P., refait neuf, park. Cave. 650.000 F. Pptaire. Téléphone : 590-86-06.

Près NATION, dans imm. récent, gd 2 P., tt cft, asc., balcon. A saisir. 634-13-18.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY
Métro SABLONS. CALME
Bon imm. s/jard., 2 pièces, entrée, cuisine. A rénover.
PRIX INTÉRESSANT.
21, RUE PERRONET
Lundi 14 h à 17 h.

COURBEVOIE 10 mn Gare BECON
1) Atelier 60 m², libre, à amén, + jardin 450 m². 270.000 F.
2) 2 et 3 p. 32 m² à 45 m² occupés avec baux de 85.000 F à 130.000 F.
Vis. mardi de 16 h 30 à 18 h. *153, bd St-Denis, Courbevoie.*

appartements achats

GROUPE DORESSAY
recherche pour DIPLOMATES
APPTS 150 à 250 m²
ACHAT OU LOCATION
CENTRE et OUEST PARIS.
Téléphone : 624-93-33.

Recherche 1 à 3 P., Paris préfère rive gauche avec ou sans travaux PAIE CPT chez notaire 873-20-87, même le soir.

Désire acheter appartement avec 1 ou 2 chambres accessible à pied au village de St-Tropez. Envoyer prix et renseignements à Sage Company, *5490 Excelsior Boulevard,* Minneapolis, MN 55426 USA.

appartements occupés

Cause réemploi, vend immédiatement 2 STUDIOS, cft, rapport. 45.000 + avantages. 420.000. Tél. 288-71-39.

locations non meublées offres

Paris

Les Particuliers ont des Logements à louer. Nombreuses Locations garanties disponibles.
OFFICE DES LOCATAIRES
Tél. : 296-58-46.

Région parisienne

ST-GERMAIN-EN-LAYE
PLACE DU CHATEAU
Exceptionnel dans immeuble neuf, GD LUXE, appartements de caractère, 3 et 5 PIÈCES Possib. BAIL MIXTE. Bureau location sur place MARDI de 15 heures à 19 heures.

locations non meublées demandes

Paris

Pour cadres et personnel IMPORTANTE STÉ INFORMATIQUE recherche divers appts ttes catégories villas, Paris, banlieue. 504-48-21, poste 24.

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES Durée 3 et 6 ans. 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

EMBASSY-SERVICE
8, av. Messine, 75008 PARIS
APPARTEMENTS STAND. UNIQUEMENT
562-78-99.

URGENT, société recherche STUDIOS, 2 ET 3 PCES meublés pour personnel Paris ou banlieue ouest Mme ALLEN. 774-43-33.

SERVICE AMBASSADE *pour cadres mutés Paris* rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par stés ou ambassades. 285-11-08.

échanges

ÉCHANGE
en toute propriété maison, centre de
TOURS
10 P. principales, cft, conviendrait profession libérale, parfait état
CONTRE
appartement à
PARIS
Bon 17e, 16e, 8e, 150-160 m² même avec travaux, imm. anc. bon standing. Ecrire S.D.F. 51, r. Vivienne, 75002 Paris.

immeubles

Mº Pte-CLIGNANCOURT, bel imm. 4 studios et trois 2 P. 165 m², libres. 570.000 F. BON PLACEMENT. 224-18-42.

maisons individuelles

BOULOGNE BOIS
belle maison familiale, 300 m² plein sud, jardin, dépendances. Téléphone : 604-53-94.

villas

Part. vend à Hillion (22), 12 km Saint-Brieuc. Vue sur la mer. Maison F 5 sur sous-sol construction 1977. Séj., salon, cuis. aménagée, 3 chbres, s. de bs, 2 w.-c., chauf. électr. Sur 749 m². Terr. Px : 490.000 F. T. : (16) 96-32-22-16 ap. 18 h.

pavillons

Particulier vend cause départ :
pavillon année 1979
Situé dans impasse privée, très calme, à Nanterre 92, proximité Rueil.
Sous-sol total : garage, cave, buanderie, chaufferie chauffage au gaz.
Rez-de-chaussée : salon salle à manger à deux niveaux 40 m² *avec cheminée, cuisine aménagée,* chbre av. s. d'eau, w.-c.
Etage : 3 chambres avec rangements, salle de bains et w.-c.
Terrain 440 m².
A proximité : écoles transports, commerces.
Prix : 1.150.000 F.
Tél. : 724-69-66, à partir de 19 heures.

chalets

CHAMONIX
Je vends CHALET sur 950 m² comprenant gde salle de séj., salle à manger, cuis. équipée, 6 chbres, 3 s. de bains, sous-sol 90 m², chauff. central. Prix 1.400.000 F. Tél. 893-28-67.

propriétés

Vds pte propriété CARPENTRAS (84) 2 ha. terrain, vignes cerisiers. (90) 63-25-84, h.r..

GUADELOUPE
BEBEL, Sainte-Rose à 20 mn de Pointe-à-Pitre. Propriété 5.000 m², vue sur mer + maison type F 5 avec combles aménageables ; charpente en bois exotique, poutres apparentes, surfaces 250 m². 1.200.000 F à débattre.
Pour tous renseignements, écrire : M. BUDON, Morne Bunel-Chauvel, ABYMES, 97110 POINTE-A-PITRE. Téléph. : 19 (590) 82-87-49.

terrains

Vends terrain viabilisé 60 F le m², pied Ventoux Provence. Tél. (90) 62-41-33.

viagers

Etude LODEL, 35, bd Voltaire PARIS-XIe. Tél. 355-61-58. Spécialiste viagers. Expérience discrétion, conseils.

FONCIAL VIAGERS
19, BD MALESHERBES, 8e 266-32-35, spécialiste, 44 ans d'expérience, étude gratuite discrète, rente INDEXÉE.

villégiature

A louer Super-Dévoluy studio 4 P. 19 au 26/2/84 + mars Téléphone : (90) 62-41-33.

LOCATION CAP-D'AGDE
LANGUEDOC MÉDITERRANÉE
LOGEMENTS SÉLECTIONNÉS
TARIF SANS SURPRISE
3e SEMAINE GRATUITE
Ecrire AGENCE MERCURE
34300 CAP-D'AGDE (C).

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux

Achats

STÉ MUTUALISTE ACHÈTE BUREAUX 1.000 m² MINIMUM
6e, 7e, quartier Montparnasse
Téléphone : 767-10-87.

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de sociétés
Démarches et tous services
Permanences téléphoniques.
355-17-50.

CHAMPS-ÉLYSÉES
Bureaux équipés avec services ou votre siège social, télex secrétariat, salles de réunion avec vidéo, bar, etc.
loc. courte ou longue durée
ACTE - 562-66-00.

VOTRE SIÈGE À PARIS-17e
A partir de 80 F. Ts services
Constitution stés. 763-47-14.

Domiciliations : 8e-2e
SECRÉTARIAT, TÉL., TÉLEX.
Loc. bureau, toutes démarches pour constitution de sociétés.
ACTE S.A. 359-77-55.

DOMICILIATION 16e, CHAMPS-ÉLYSÉES
140 A 340 F PAR MOIS
CIDES — 723-82-10.

DOMICILIATION
IMMÉDIATE
DANS LE 16e
Inscription R.C., location de bureaux, télex.
651-29-77, en permanence.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
R.C. 160 F. S.A.R.L. 180 F.
Constitution rapide de ste
G.S.M.P., 4, rue des Deux-Avenues, 13e : 586-85-11
54, r. Crimée, 19e. 607-62-00.

Votre SARL en 8 jours pour moins de 3.000 F. tout compris. Domiciliation 1.000 F/an. 151, rue Montmartre, Paris-2e groupe SEPICI. 236-30-64 +.

locaux commerciaux

Locations

Société cherche local, environ 600 m² avec bureaux (40 m² environ), accès gros camions, près du périphérique, location, éventuellement achat.
Téléphone : 362-52-33.

fonds de commerce

Ventes

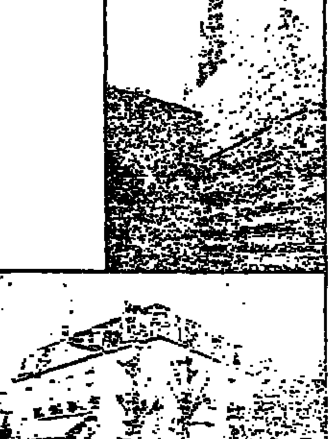
SAVIGNY-SUR-ORGE
Cause départ retraite vend librairie-papeterie-presse-divers. Chiffre d'affaires 1.500.000 F. Magasin moderne 95 m² (réserve 70 m²)
Très bel appartement 5 pièces en location (garage, cour).
Prix : 750.000 F.
Téléphone : 921-33-74.

---

les annonces classées
Le Monde
sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi
de 9 heures à 12 h. 30
de 13 h. 30 à 18 heures
au 296-15-01

VOLVO PARIS
LE PLUS GRAND CENTRE DE VOITURES "OCCASION"
VOITURES NEUVES
54-56, av. de Versailles
75016 PARIS
Métro Mirabeau
524.43.61

L'IMMOBILIER
dans
Le Monde
du Lundi au Vendredi
296-15-01







Le Monde

régions

Franche-Comté

1,3 MILLIARD D'INVESTISSEMENTS EN CINQ ANS

Le premier contrat de plan régional avec l'Etat

De notre correspondant

Besançon. – Le conseil régional de Franche-Comté a adopté, le 6 février, le projet de contrat de plan qui *doit lier la région* à l'Etat pendant la durée du IXe Plan (1984-1988). La Franche-Comté se signale ainsi comme un bon élève. Elle aura en effet été la première des vingt-deux régions à adopter un tel document. Un membre du gouvernement, M. Le Garrec, pourrait même venir lui remettre son bon point en signant sur place au nom de M. Mauroy le texte élaboré depuis plusieurs mois.

D'autres régions, plus proches du pouvoir, renâclent à « boucler » leur contrat de plan. Dans des domaines essentiels comme la formation, la recherche ou l'emploi, le contrat Etat-Franche-Comté recoupe assez bien (du moins dans ses intentions) les priorités que s'était fixées le conseil de région présidé par M. Edgar Faure.

Seuls les représentants du parti *communiste se sont abstenus lors du* vote, estimant que le poids économique des grands groupes tels que Peugeot, Matra, Alsthom, Bull, Solvay et des banques nationalisées n'étaient pas suffisamment pris en compte au moment où la situation de l'emploi tombe *« au niveau le plus bas jamais atteint »*, selon l'INSEE.

Et s'il n'est pas contestable que de multiples réunions ont permis d'assurer, sans crainte d'être démenti, qu' *« il y a eu concertation »*, force est de reconnaître avec les communistes que beaucoup d'amendements *« sont passés à la trappe »*. Dans des domaines réputés marginaux, comme le tourisme par exemple, les discussions ont été terminées dès le mois de juin à Paris lors des réunions du Comité interministériel à l'aménagement du territoire (CIAT), et les déclarations encourageantes que M. Carraz a pu faire lors de ses voyages en Franche-Comté le 13 juillet et le 2 décembre 1983 n'ont pas modifié d'un iota les décisions prises alors.

Accord sur les priorités

Les ombres, M. Jean-Pierre Chevènement, qui fut un temps président du conseil régional de Franche-Comté, en a vu également dans ce contrat de plan. *« Dans les intentions*, a-t-il dit, *il traduit les orientations du plan régional. Dans les grandes masses budgétaires aussi. Le triptyque central (éducation, recherche, modernisation) paraît respecté. Pour autant, de nombreux amendements restent à signer. »* Et si le parti socialiste a voté ce contrat *« les yeux ouverts »* c'est dans la perspective, a précisé M. Chevènement d' *« aboutir à une conclusion rapide »* et dans le souci de veiller à *« un suivi sérieux et vigilant »*. Mais, comme l'a souligné M. Jean Amet, commissaire de la République de région, n'importe-t-il pas avant tout que l'Etat et la région se soient rejoints sur les grandes priorités régionales et nationales ? Quant à Edgar Faure, président du conseil régional de Franche-Comté, dont on sait les efforts qu'il déploie afin de souder les mouvances centristes, il rappelle, à juste titre et en historien consciencieux, que *« l'idée de décentralisation n'est spécifique ni à la gauche ni à la droite »*.

L'importance qu'il déclare attacher à *« éviter que le plan soit un sujet d'antagonisme »* aura en tout cas porté ses fruits puisque la convention qui va lier la Franche-*Comté à l'Etat pour cinq ans et pour* 1 301 millions de francs (767 millions de francs de la région et 534 millions de francs de l'Etat) a reçu l'assentiment de l'assemblée régionale.

Sur ces 1 301 millions de francs, 370 millions iront à l'éducation et à la formation, 106 à la recherche, 326 à des actions visant au développement des forces productives (aides aux entreprises, artisanat, filière lait et filière bois), 13 à des politiques en faveur de l'emploi, 112 à l'amélioration des conditions de vie (habitat, handicapés, culture, environnement), 150 à des travaux sur la voirie nationale et 45 à l'aménagement des zones de montagne et des zones fragiles.

CLAUDE FABERT.

Nord - Pas-de-Calais

PREMIER PORT DE FRANCE POUR LES PASSAGERS

Face à ses concurrents, Calais renforce ses chances sur la Manche

Calais, premier port de France pour les passagers et les véhicules (respectivement 7 800 000 et 1 500 000 pour 1983) est en ce moment même l'objet de grands travaux que justifie son activité. Enfin, la nouvelle jetée est est en chantier. La plage, vers Dunkerque, est déjà coupée par une large chaussée hérissée de blocs de pierre. Au-delà du chenal devenu trop étroit, on édifie un ouvrage qui avancera de plus de 1 kilomètre dans la mer et offrira un abri plus sûr et plus vaste. Les travaux engagés avec des techniques nouvelles doivent être achevés à l'été 1985. Travaux considérables puisque la base du busoir de cette digue à la cote – 9,6 mètres aura une centaine de mètres de largeur.

Cependant, dès la fin de l'année 1984, on pourra commencer à démolir l'ancienne jetée et à draguer le port par le déplacement de 1 200 000 mètres cubes de sable... Ce sable sera réutilisé à combler un bassin naturel appelé la flaque à Guerlettes, qui sera l'amorce d'un autre port à l'horizon 1990...

On ira donc très vite dans la réalisation, beaucoup plus vite que pour la mise au point du dossier de la jetée est ; un procédé original a été retenu, celui des « accropodes », néologisme des techniciens de la SOGREAH, société qui a lancé le procédé, qui désigne des blocs artificiels en béton non armé – de 20 tonnes, dans ce cas – présentant des qualités de robustesse et de stabilité exceptionnelles.

Le coût total des opérations s'élèvera à 260 millions de francs, couverts à raison de 57 % par la chambre de commerce et d'industrie de Calais, le reste étant apporté par l'Etat, la région et le département. A noter que la municipalité de Calais a tenu à s'associer aux dépenses (2,5 %). C'est la première fois que la Ville participe à un chantier portuaire.

La satisfaction de voir enfin apparaître la jetée est se tempère chez les Calaisiens par la crainte de ne point voir accoster une nouvelle unité, le car-ferry *Champs-Elysées* (130 mètres de longueur), lancé à Nantes en décembre dernier. Cela paraissait assuré mais rien n'est encore décidé, et on a remarqué à Nantes que, lors du lancement, les lettres du mot *Calais* inscrites sur le bateau avaient disparu, sur demande de la SNCF, dit-on.

A la vérité, Boulogne et Calais se disputent le *Champs-Elysées*, et cette rivalité portuaire se double d'une rivalité politique, qui a déjà produit ses effets au conseil général du Pas-de-Calais et dans la municipalité d'union de la gauche de Calais. M. Jean-Jacques Barthe (PC), maire de cette ville, lance une campagne publique et des pétitions. Il a peut-être quelques chances d'être entendu de son ami le ministre des tranports, M. Charles Fiterman. Mais, à Boulogne, on compte sur le maire socialiste, M. Guy Lengagne, qui est aussi secrétaire d'Etat à la mer.

Le compromis politique recherché sera-t-il compatible avec les données économiques et les nécessités du trans-Manche ? *Ira-t-on vers un* accord sur une rotation triangulaire Calais-Douvres-Boulogne ? Ce n'est pas exclu. D'aucuns font remarquer que le trafic trans-Manche est contrôlé à 80 % par les Britanniques *et que la SNCF serait bien inspirée* en renforçant sa flotte et en commandant une autre unité... ce qui permettrait de satisfaire tout le monde. N'est-ce pas être trop optimiste ? En attendant, si les chambres de commerce suivent de très près ce débat, elles prennent bien garde de ne pas se laisser entraîner sur le terrain politique.

GEORGES SUEUR.

Nouveaux trains pour la banlieue de Lille

De notre correspondant

Lille. – Des voitures de banlieue à deux niveaux circulent depuis le début du mois sur le réseau régional de la SNCF. Ce sont les premières d'une série de trente et une dont le conseil régional Nord-Pas-de-Calais a passé commande en avril dernier, dans le cadre du schéma régional de transports, défini en 1977 et permettant le renouvellement complet du parc par l'achat de cent quatre-vingt-quinze voitures de voyageurs remboursées en quinze ans par la SNCF.

La réorganisation des horaires et la mise en service de nouvelles rames en acier inoxydable frappées du sigle TCR (Transport collectif régional) ont porté leurs fruits : en quatre ans, de 1978 à 1982, le trafic a augmenté de 13 % dans la région ; à certaines heures et sur certaines lignes, la fréquentation a doublé.

Le TCR devenait victime de son succès : certains trains étaient surchargés aux heures de pointe et il fallait songer à en augmenter la capacité. Allonger les rames aurait engendré une gêne pour l'usager – qui emprunte deux, voire quatre fois par jour ces services omnibus – et aurait nécessité de prolonger les quais de certaines gares. On a donc préféré recourir à la solution des voitures à deux niveaux, assez comparables à celles de la région parisienne.

Les trente et une voitures dont la *mise en service sur les axes les plus* chargés (Lille-Lens et Lille-Arras) s'échelonnera sur l'année 1984, seront construites dans leur quasi-totalité dans la région par la CIMT à Valenciennes, et les ANF à Crépin. Cette commande du conseil régional représente 500 000 heures de travail correspondant à près de deux cents emplois pendant deux ans.

Le coût de l'opération s'élève à 99 millions de francs.

JEAN-RENÉ LORE.



PUBLICATION JUDICIAIRE

IMITATION ILLICITE DES MARQUES FIGURATIVES « SOIR DE PARIS » DE LA SOCIÉTÉ BOURJOIS

Par son jugement du 4 juin 1982, le Tribunal de Grande Instance de Paris :

« Dit que l'utilisation par la Société APACO d'un étui portant sur une face fond bleu en lettres d'or REVE DE PARIS avec une Tour Eiffel et fond d'étoiles pour offrir en vente et vendre des produits de parfumerie relevant de la classe 3, constitue l'imitation illicite des marques figuratives *SOIR DE PARIS* de la Société BOURJOIS.

Fait interdiction à la Société APACO d'utiliser à quelque titre que ce soit les conditionnements du type susvisé sous peine d'une astreinte de 400 F (QUATRE CENTS FRANCS) par infraction constatée dans un délai d'un mois à compter de la signification du présent jugement.

Condamne la Société APACO à payer à la Société BOURJOIS la somme de *60 000* F (SOIXANTE MILLE FRANCS) à titre de dommages-intérêts.

Ordonne la publication du présent jugement dans trois revues ou journaux français ou étrangers au choix de la Société BOURJOIS et aux frais de la Société APACO, à raison de 5000 F (CINQ MILLE FRANCS) par insertion.

« Déboute la Société APACO de sa demande reconventionnelle ».

Par son arrêt du 5 juillet 1983, la Cour de Paris :

« Confirme en toutes ses dispositions le jugement du Tribunal de Grande Instance de Paris du 4 juin 1982.

Précise toutefois que la publication de la décision prescrite par les premiers juges ne devra porter que sur le seul dispositif du jugement, et devra faire mention de sa confirmation par le présent arrêt. »

LA JOURNÉE RÉGIONALE D'ACTION DE LA CGT EN LORRAINE

Vivre et mourir à Longwy

Des milliers de travailleurs lorrains convergeaient vers Metz ce lundi 13 février pour assister, vers 15 heures, place de la République, à un *meeting interprofessionnel* présidé par M. Gérard Alezard, secrétaire de la CGT, sur le double thème de l'emploi et du pouvoir d'achat. Cette manifestation régionale avait été précédée de rassemblements dans les usines, notamment en présence de M. André Sainjon, secrétaire *général de la Fédération de la métallurgie* CGT.

Au cœur du débat : l'inquiétude de la population ouvrière devant les conséquences sociales du plan de restructuration industrielle, qui menacent les *principaux secteurs de production* lorrains : charbon, minerai de fer, sidérurgie, chimie, textile. Pour la CGT, cette journée d'action est d'abord un test.

De notre envoyé spécial

Longwy. – *« Cette fois, la CGT a mis le paquet »* : ainsi s'exprimait un ouvrier d'Usinor à L'arrêt du tram, un petit bistrot de Longwy situé presque en face du local cégétiste. Plus d'une soixantaine d'autocars avaient été affrétés par l'Union régionale CGT dans les divers départements lorrains en Moselle, en Meurthe-et-Moselle, *dans les Vosges, dans la Meuse et* même dans les Ardennes. Dix-sept meetings au total étaient prévus, avec la participation de secrétaires généraux de plusieurs fédérations cégétistes (*métallurgie*, énergie, sous-sol, chimie, bois, textile).

Les mineurs de fer annonçaient eux aussi une grève de vint-quatre heures, et des arrêts de travail étaient prévus dans maintes entreprises de la métallurgie pour protester contre les suppressions d'emplois qui pourraient toucher d'ici à 1987 plus de quatre mille des six mille sidérurgistes du bassin de Longwy.

Dans l'immédiat, la CGT réclame l'arrêt de toutes les mesures *envisagées* par la direction d'Usinor et l'ouverture de négociations. *« Nous sommes à la croisée des chemins pour la première fois pour l'emploi, pour l'industrie et aussi pour la région lorraine »*, déclarait samedi M. Alezard, en invitant les travailleurs a *« se faire entendre »*, à *« construire dans la lutte les aspirations qu'ils ont exprimées en 1981 »*.

Comme le déclarait, la veille du coup d'envoi de cette journée, M. Joël Grosjean, secrétaire du comité régional et chef de file de la délégation cégétiste au comité économique et social de Lorraine : *« Entre 1981 et décembre 1983, on a pu négocier avec le gouvernement, et il y a eu une évolution dans certains domaines. En revanche, aujourd'hui, il n'y a pas un secteur qui ne soit pas touché. On remet en cause les plans industriels et, pour la première fois, cela ne va pas. L'ampleur de cette évolution touche tous les Lorrains. C'est à la Lorraine de réagir. La force de la Lorraine de demain, c'est une diversification qui s'appuie sur la sidérurgie et le charbon »*. Et d'ajouter que si l'on a pu, en 1982, découvrir *« l'ampleur du gâchis fait par le passé »*, le poids de l'héritage laissé par la gestion giscardienne *« ne doit pas être un alibi »*.

Les arguments de M. Grosjean rejoignent ainsi, paradoxalement, ceux de M. Jean-Marie Rausch, président du conseil régional de Lorraine, qui vient d'envoyer une lettre ouverte à M. Laurent Fabius et d'interpeller très vivement M. Jean Auroux, affirmant que l'arbitrage que vient de rendre le président de la République est *« marqué du sceau de l'incohérence »*, puisqu'il atteste de *« l'incapacité de son gouvernement à honorer ses engagements »*.

L'union locale CGT de Longwy, quant à elle, exprime *« sa réprobation la plus nette »* à l'égard des *« réorientations gouvernementales »* et des pôles de reconversion qu'elles prévoient. Selon cette organisation, *« l'idée du repli fatal de la sidérurgie est inacceptalbe »*. Tout se passe comme si la CGT, s'estimant mal récompensée en Lorraine et ailleurs du crédit accordé à la politique gouvernementale, voulait désormais non plus seulement canaliser les mécontentements, mais encore impulser les luttes et les amplifier. A cet égard, la journée de lundi peut apparaître comme un test de la combativité.

La CGT isolée

On est loin, cependant, de la mobilisation des années 1978 et 1979 lorsque presque toute la population du « triangle de l'acier » se soulevait contre les fermetures d'usines et contre le chômage, – d'une révolte marquée ici même à l'époque par de violents affrontements, par des formes d'actions dont le radicalisme était oublié en France depuis des années : assaut contre un commissariat de police, prises d'otages et destructions de locaux patronaux.

A Longwy même, c'était le calme plat ce week-end après les incidents de la nuit de jeudi à vendredi. Aussi la moitié des quelque trois mille salariés d'Usinor-Longwy avaient-ils manifesté leur intention de répondre ce lundi aux consignes de la CGT. Il est vrai qu'aujourd'hui le contexte politique est différent. Ce n'est plus l'intersyndicale – pratiquement désagrégée – qui mène le combat dans la région, mais la seule CGT. Aucune organisation n'a voulu suivre la centrale de M. Krasucki, par craintes, sans doute de possibles dérapages. Les dirigeants de la métallurgie CFDT – qui avaient refusé en juillet 1982 de cautionner l'incendie du château de la Buchère par des ouvriers ardennais à Vireux-Molhain – *se retranchent* derrière les prises de position de la direction confédérale. Ceux de FO souhaitent toujours que s'engage une *« véritable négociation »*. Ceux de la CFTC déplorent l'*« insuffisance »* des mesures gouvernementales et dénoncent, sans plus, l'abandon des objectifs sidérurgiques et charbonniers précédemment fixés. Tandis que la CGC, avec M. Marchelli, réserve son jugement et insiste sur la nécessité de *« rattraper le temps perdu »* en appliquant d'urgence la politique de redéploiement industriel, de reconversion professionnelle et de réindustrialisation des régions touchées par les suppressions d'emplois.

Même prudence du côté des partis politiques : seul le PCF apparemment a soutenu l'initiative cégétiste de lundi, après avoir vainement proposé au PS d'organiser une manifestation unitaire des partis de gauche pour attirer l'attention du gouvernement sur la gravité de la situation en Lorraine. Pour sa part, le maire communiste de Longwy, M. Jules Jean, prend implicitement ses distances avec les sidérurgistes d'Usinor en *affirmant que le plan de* restructuration industrielle représente *« une prise en compte concrète de la situation »* qui laisse espérer *« des mesures pour pallier le déficit de l'emploi »*, ce qui ne l'empêche pas, bien sûr, de confirmer son soutien à l'objectif poursuivi par les syndicalistes, c'est-à-dire le maintien de l'emploi et l'ouverture d'une table ronde pour discuter une fois de plus de l'avenir industriel du bassin.

La sinistrose

L'Association des élus communistes et républicains de Moselle est un peu plus sévère en adressant l'avertissement : *« Il faut appliquer sans déviation aucune le programme »* sur lequel s'est fait élire en mai 1981 François Mitterrand, c'est-à-dire *« rester sur la même voie et ne pas changer d'aiguillage à chaque turbulence »*.

Mais cette profession de foi n'obtient guère d'écho pour l'instant parmi la population locale.

Sur la Grand-Place déserte de Longwy, quelques groupes de travailleurs immigrés – promis à quel nouvel exil ? – confèrent à voix basse, les mains dans les poches. Les deux cafés de l'endroit restent pratiquement vides. Les vitrines des magasins ne sont pas éclairées. La *ville est comme un désert social. Le* slogan *« Vivre et lutter à Longwy ! »* que l'on a vu si souvent sur les murs de la ville il y a quelques années, s'est effacé depuis longtemps. Désillusion, découragement, désespérance... Ici, jadis, tout dépendait de l'acier. Les maîtres des forges avaient taraudé les vallons, découpant à leur gré le paysage verdoyant, dispersant l'habitat, organisant la vie de la production de la mine de fer aux laminoirs. Au pied de son crassier monstrueux, Longwy, ville profondément populaire, se meurt peu à peu de la sinistrose comme un bon ouvrier privé de son métier.

JEAN BENOIT.

SOCIAL

A Toulouse

Le SNPMI fait évacuer une entreprise occupée par des grévistes

De notre correspondant

Toulouse. – Près de deux cents adhérents du SNPMI (Syndicat national du patronat moderne et indépendant) ont expulsé, samedi 11 février au matin, les quelques militants CGT qui, depuis quatre-vingt-dix-sept jours, occupaient l'imprimerie de la société Publicommà Toulouse. Une opération commando rondement menée et à laquelle ses promoteurs entendaient donner un maximum de publicité, ayant pour cela convoqué la presse.

Ce coup de force du SNPMI ouvre ainsi une nouvelle phase dans un conflit qui remonte au 9 novembre dernier, quand, à l'appel de la CGT, les vingt salariés de la Publicomm, qui édite *31*, un hebdomadaire gratuit de petites annonces, avaient décidé l'occupation des locaux. Ils réclamaient le respect de la convention collective en vigueur dans la profession et surtout la réintégration de deux salariés, la déléguée syndicale et la candidate aux élections de délégués du personnel.

Depuis, le conflit n'avait fait que s'exacerber, allant jusqu'au lockout pour les salariés de la Publicomm, suivi rapidement d'un licenciement collectif pour « faute grave ».

Lundi, à l'appel du syndicat du Livre CGT, ont eu lieu des débrayages dans les imprimeries de la région et des manifestations devant le conseil régional.

G. V.

Pour « être présente »

LA CGT POURRAIT SIGNER LA CONVENTION AVEC L'ÉTAT SUR L'ASSURANCE-CHOMAGE

La CGT va sans doute signer la convention conclue entre le gouvernement et les partenaires sociaux, le 9 février, pour compléter le système d'assurance-chômage de l'UNEDIC. M. André Deluchat, secrétaire confédéral de la CGT, a affirmé, samedi 11 février, que son organisation *« prendra toutes les dispositions lui permettant d'être présente partout où se traitent les intérêts des chômeurs »*. Mais la CGT estime que les nouvelles modalités d'indemnisation du chômage prévues par le protocole du 10 janvier, signé par FO, la CFTC, la CGC et le CNPF, conduisent à un *« un système à deux vitesses »*, même *« si les discussions avec le gouvernement ont permis de compenser dans une mesure importante les effets les plus négatifs »*.

LA FEN NE S'ASSOCIE PAS AUX MANIFESTATIONS DU 16 FÉVRIER DANS LA FONCTION PUBLIQUE

La Fédération de l'éducation nationale ne s'associe pas aux mouvements organisés le jeudi 16 février *dans la fonction publique par quatre* des sept fédérations de fonctionnaires. Mais, pour obtenir le maintien du pouvoir d'achat et l'application en masse et en niveau de la clause de sauvegarde de l'accord salarial 1983, elle fera, annonce-t-elle, tout son possible pour rapprocher les points de vue des différentes organisations et *« parvenir à une grève aussi unitaire et aussi massive que possible »*. Rappelons que la CGT, la CFDT, la CFTC et la Fédération unifiée (autonome) ont annoncé séparément des arrêts de travail le 16 février allant jusqu'à vingt-quatre beures (dans le cas de la CFTC). La CGT et FO organisent, en outre, chacune de son côté des défilés vers le ministère des finances.

Ces arrêts de travail dans la fonction publique seront précédés le *mercredi 15 février par une journée* d'action nationale avec des débrayages dans la métallurgie à l'appel de la CGT.

D'autre part, les cinq fédérations syndicales de mineurs (CGT, CFTC, FO et CGC), qui doivent être reçues par le premier ministre jeudi 16 février, ont annoncé une grève de quarante-huit heures, reconductible si elles n'obtiennent pas de modification de la politique gouvernementale. La CGT souhaite que l'action s'engage dès le 17.

ÉTRANGER

Aux Pays-Bas

L'organisme officiel de planification met en cause la politique gouvernementale

De notre correspondant

Amsterdam. – La gouvernement de centre droit néerlandais se trouve embarrassé par des « fuites » provenant du Bureau de planification central (CPB) selon lesquelles la stricte *politique d'austérité budgétaire* n'aboutira pas au résultat escompté.

Selon cet institut de recherches économiques qui conseille les pouvoirs publics, en 1986, le nombre de chômeurs pourrait franchir le seuil du million et le déficit financier de l'Etat atteindre 12 % du produit national brut.

Le Bureau central vient ainsi de mettre en cause la philosophie même du gouvernement, entré en fonction il y a près de dix-huit mois, dont la politique d'assainissement des finances publiques a mobilisé contre lui des millions de Néerlandais, notamment ceux qui dépendent de l'Etat pour leurs revenus, les fonctionnaires et les bénéficiaires d'allocations sociales. Le premier ministre chrétien-démocrate, M. Ruud Lubbers, s'est en effet fixé pour objectif de réduire le déficit de l'Etat à 7,5 % du PNB en 1986, année d'élections. Ce déficit est actuellement au niveau de 11 %, soit 35 milliards de florins.

L'échec du gouvernement tiendrait, selon le CPB, au fait que le nombre de chômeurs ne sera pas réduit dans les trois ans à venir, ni même stabilisé au niveau actuel de 800 000 personnes, mais augmentera jusqu'à 1,2 million, ce qui entraînera une augmentation des allocations sociales et donc des dépenses publiques. Cependant, le Bureau décèle quelques signes de rétablissement : les bénéfices dans le secteur privé, qui est privilégié par le gouvernement, s'accroîtront, la balance des paiements aura en 1986 un excédent de plus de 20 milliards de florins (10 milliards en 1983) et l'inflation diminuera encore (4 % l'année dernière).

Mais le CPB ne croit pas que ces résultats positifs se traduiront par une diminution du taux de chômage, les entreprises devant, selon lui, continuer d'hésiter à investir leurs gains de façon bénéfique pour la situation de l'emploi. Une grande partie des bénéfices seront placés dans des pays où les taux d'intérêt sont plus élevés que ceux des Pays-Bas.

RENÉ TER STEEGE.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E-U.	8,4328	8,4345	+ 155	+ 195	+ 315	+ 360	+ 970	+ 1070
$ can.	6,8215	6,8240	+ 128	+ 169	+ 249	+ 302	+ 790	+ 888
Yen (100)	3,5996	3,6022	+ 150	+ 188	+ 339	+ 371	+ 1063	+ 1123
DM	3,0779	3,0800	+ 154	+ 174	+ 325	+ 348	+ 968	+ 1018
Florin	2,7311	2,7326	+ 135	+ 150	+ 282	+ 299	+ 852	+ 893
F.B. (100)	15,0298	15,0374	+ 274	+	+ 556	+	+ 1712	+
F.S.	3,7727	3,7772	+ 268	+ 294	+ 557	+ 586	+ 1617	+ 1681
L (1 000)	4,9996	5,0019	– 221	– 180	– 462	– 415	– 1259	– 1162
£	11,9465	11,9559	+ 270	+ 344	+ 565	+ 654	+ 1733	+ 1910

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E-U.	9 1/2	9 7/8	9 9/16	9 15/16	9 11/16	10 1/16	9 7/8	10 1/4
DM	5 3/8	5 3/4	5 1/2	5 7/8	5 9/16	5 15/16	5 13/16	6 3/16
Florin	5 5/8	6 1/8	5 3/4	6 1/8	5 3/4	6 1/4	5 15/16	6 5/16
F.B. (100)	8	9	10 7/8	11 5/8	11 5/8	12 3/8	11 7/8	12 3/4
F.S.	2 1/8	2 7/8	2 15/16	3 5/16	3 1/8	3 1/2	3 5/8	4
L (1 000)	16	17	16 3/4	17 3/4	17	18	17 1/8	18 1/8
£	9	9 3/8	9 1/16	9 7/16	9 1/8	9 1/2	9 5/16	9 11/16
F. franç.	11 3/4	12	13 3/4	14 1/4	14 3/4	15 1/4	15	15 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

RAFFINAGE, DISTRIBUTION, INDUSTRIES DE POINTE

Le Koweït cherche à multiplier ses investissements en France dans plusieurs branches

Après avoir racheté coup sur coup les raffineries et les réseaux de distribution pétrolière de la compagnie Gulf au Benelux, en Scandinavie et en Italie, la Kuwait Petroleum Corporation (KPC) s'intéresse à la France. Les responsables koweïtiens ont récemment approché plusieurs distributeurs indépendants de carburant, bénficiaires de licence d'importation (A 3), affiliés aux réseaux ELF et Avia. Le Koweït aurait également pris langue avec les deux groupes français ELF et Total pour étudier une éventuelle prise de participation dans le raffinage. Il ne s'agit pour l'heure que de contacts préliminaires. Cela semble indiquer toutefois que l'Etat pétrolier étudie sérieusement les possibilités de constituer en France un réseau de distribution et d'acquérir une participation dans une ou plusieurs raffineries.

Cette démarche ne peut, *a priori*, surprendre. Le Koweït, pays producteur de pétrole brut, membre de l'OPEP, mène depuis plus de deux ans une stratégie délibérée d'intégration vers l'aval : *« Notre objectif n'est pas de devenir un « major », mais d'avoir un système pétrolier complet, d'amener le Koweït au consommateur final »*, déclarait, en mars 1983, à un groupe de journalistes français M. Ahmed Jaffar, président de la Kuwait Oil Company (KOC) *et membre de la direction* de la KPC, la société holding qui « coiffe » tous les intérêts pétroliers du pays. Cette politique, rondement menée – le Koweït ne manque pas de moyens, – a conduit la KPC à racheter, en décembre 1981, la compagnie américaine Santa Fé, dont l'activité se limite à l'exploration et à la production – elle vient d'acquérir 20 % dans un nouveau gisement en mer du Nord, – puis à prendre des participations dans des opérations d'exploration en dehors de son territoire, à Macaste, en Chine, en Australie, etc. Enfin, depuis un an, à racheter à la Gulf – qui souhaitait se désengager de l'Europe – la plupart de ses actifs sur le Vieux Continent, sauf en Suisse (où la Shell l'a devancée) et en Grande-Bretagne (où des négociations seraient actuellement en cours). Aujourd'hui, la KPC se trouve à la tête d'un réseau d'environ 3 000 stations-service, au Danemark, en Suède, en Belgique, aux Pays-Bas, au Luxembourg et en Italie. Elle possède également trois raffineries à Rotterdam, au Danemark et en *Italie*, d'une capacité totale de traitement de 10 millions de tonnes, lesquelles s'ajoutent aux capacités développées au Koweït même (25 millions de tonnes). La KPC a enfin constitué un réseau de 10 stations de ravitaillement en carburant avion à Koweït, Hongkong, aux Pays-Bas, en Belgique, au Luxembourg, au Danemark, en Suède, en Italie (à Milan, à Rome et sur un aéroport privé italien).

Jusqu'ici, toutefois, le Koweït reste absent des trois principaux marchés européens : RFA, France et Grande-Bretagne. Outre-Manche, où Gulf possède un réseau de 450 stations et diverses installations (une raffinerie, deux usines de lubrifiant et une participation dans un craqueur catalytique), la KPC peut espérer, là encore, racheter en bloc un réseau constitué. Ce n'est le cas ni en RFA ni en France, où les compagnies déjà implantées considèrent *a priori* sans enthousiasme l'irruption d'un nouveau concurrent, capable, grâce à ses facilités d'accès au brut, de casser les prix, si l'envie lui en prend.

Pourtant, l'initiative du Koweït en France, si elle est confirmée, arrive à point nommé. D'une part, l'industrie du raffinage, qui a perdu l'an dernier 4,5 milliards de francs, ne sait que faire de ses capacités de productions aujourd'hui largement excédentaires (utilisées à 65 %), et dont le coût l'empêche de réaliser les investissements de conversion indispensables à moyen terme.

L'arrivée d'un partenaire disposé soit à reprendre des installations existantes, soit à participer à de nouveaux investissements, serait donc pour les raffineurs une sorte d'aubaine. Ce faisant, le Koweït disposerait d'arguments de poids pour négocier parallèlement l'achat d'un réseau d'ampleur limitée.

D'autre part, le secteur de la distribution pétrolière, pléthorique – on compte en France 40 000 points de vente contre 18 000 en RFA, – et bousculé par l'irruption sur le marché de grandes surfaces et des « discounters », est en pleine restructuration. Plusieurs milliers de stations-service étant, à court terme, condamnées – la Chambre syndicale de l'industrie pétrolière a avancé le chiffre de mille disparitions par an, – le Koweït pourrait donc passer outre à l'opposition des compagnies intégrées en constituant un réseau à partir de chaînes de stations indépendantes, actuellement les plus menacées.

Enfin, la France et le Koweït ont engagé depuis un an des négociations générales, visant à obtenir de l'État pétrolier un développement de ses investissements financiers dans les entreprises françaises. Bien que les visées pétrolières de Koweït vers l'Hexagone n'aient aucun lien avec ces discussions générales, menées jusqu'ici entre le ministère des finances et le Quai d'Orsay avec leurs homogues koweïtiens, il est clair que le gouvernement, désireux de voir se concrétiser les espérances ouvertes par le Koweït, pourra difficilement, *dans le même temps*, s'opposer à l'implantation de la KPC sur le marché pétrolier français. Les perspectives ouvertes par les négociations en cours sont en effet très intéressantes.

Une stratégie européenne

Jusqu'ici, la France est mal *connue dans ce pays dont elle n'est* que le huitième fournisseur, avec à peine 4 % du marché (contre 6 à 7 % pour l'Italie). Elle n'a guère bénéficié de la politique de prise de *participation financière à l'étranger* menée depuis plusieurs années par l'État pétrolier. Jouant le rôle de banque d'affaires internationale – ce qui lui a valu le surnom de « Koweït Inc. », – le Koweït a placé quelque 80 milliards de dollars (680 milliards de francs) à l'étranger (États-Unis, Grande-Bretagne, RFA), qui lui rapportent environ 9 milliards de dollars de revenus financiers par an. En RFA, par exemple, le Koweït a acquis 10 % du capital de Volkswagen, 24,5 % de Hoechst, 14 % de Daimler-Benz, 30 % de Korfstahl, 20 % de Metallgesellschaft, etc. Au total, environ 1 milliard de dollars (8,5 milliards de francs) ont été ainsi investis outre-Rhin, et 1,5 milliard de dollars (12,75 milliards de francs) en Grande-Bretagne, où le Koweït a installé un bureau permanent.

En France, ces initiatives ont été jusqu'ici des plus limitées. Le Koweït a pris des participations dans deux sociétés de placement financier : SIPAREX et SOFINOVA, et créé avec le Bureau de recherche, géologique et minière une société commune, la SIDEM. Le KFTCIC (Kowait Foreign Trading Contracting & Investment Company) participe également à une coopération triangulaire, en association avec la COGEMA et le gouvernement du Niger, pour l'exploitation de gisements d'uranium. L'essentiel des investissements koweïtiens en France ont été toutefois limités au secteur immobilier (le Palais de la Méditerranée à Nice, trois tours de la Défense, les immeubles du Lido, du Claridge Center et de la COFACE, etc...). Le total de ses investissements dans l'Hexagone ne dépasse guère 4 à 5 millions de dollars (34 à 42,5 millions de francs).

Lors de sa visite à Paris, il y a un an, le ministre des finances du Koweït de l'époque, M. Abdel Atif Al Hamad, a affirmé aux autorités françaises que son pays souhaitait *corriger le déséquilibre existant* entre le montant des investissements réalisés en RFA et ceux réalisés en France. Depuis lors, en dépit de contacts nombreux entre les deux pays – *M. Jacques Delors a confié à* M. Dominique de la Martinière, ancien président de l'IDI, une mission particulière pour étudier les possibilités d'investissements koweïtiens dans les entreprises françaises, – cette volonté politique paraît avoir quelques difficultés à se concrétiser. Le Koweït est, semble-t-il, particulièrement intéressé par *les entreprises pilotes de certains* secteurs de pointe : électronique (Matra), télécommunications (CIT-Alcatel), agronomie (Bongrain), chimie fine, etc., dont les dossiers sont étudiés par les autorités du pays. Les investissements éventuellement envisagés – à moyen terme – pourraient être réalisés soit directement par l'Etat, soit par des fondations semi-publiques, soit par des groupes privés koweïtiens. L'ensemble du dossier devait être examiné lors d'une visite de M. Jacques Delors à Koweït, prévue initialement à l'automne et repoussée au printemps. Le moment serait donc particulièrement bien choisi par la KPC de tenter de pousser son avantage dans le domaine pétrolier.

VÉRONIQUE MAURUS.

SOCIAL

POINT DE VUE

Les nouvelles frontières du travail

par HUGUETTE BOUCHARDEAU (*)

LA modernisation de l'industrie est partout affirmée comme la grande urgence. Étant le seul membre PSU du gouvernement, je voudrais apporter la contribution de cette famille de pensée dans la réflexion qui s'impose aujourd'hui ; en charge au sein de ce gouvernement des problèmes de l'environnement, je pense avoir à ajouter, par la *perception des réalités industrielles* et de la vie quotidienne que permet ce poste, quelques éléments à prendre en compte pour les choix à venir.

J'ai peur que la « politique », au sens de la direction choisie des entreprises humaines, ne soit absente au rendez-vous des choix industriels. On dit la politique envahissante. Et c'est sans doute vrai dans l'exacerbation du clivage gauche-droite, dans les débats purement idéologiques ou les luttes pour le pouvoir local. Mais la met-on là où elle devrait être, c'est-à-dire au cœur de la discussion sur les choix qui vont orienter notre avenir commun : quelle production et quels produits voulons-nous ? Quelle place doit occuper le travail salarié dans notre organisation sociale ? Quel mode de développement entendons-nous soutenir ?

Production et produit : je ne peux m'empêcher de distinguer ces deux termes. On ne cesse de parler de la nécessité de moderniser la production. Bien sûr ! Mais qu'entend-on alors par production ? Le processus de production comme lorsqu'on parle de la construction d'une maison ? Ou bien le résultat de ce processus, le produit, comme lorsqu'on parle d'une belle construction ? On peut faire beaucoup plus vite ou en série, en modernisant le processus de production, des maisons qui n'auront rien de moderne, si l'on entend par là une quelconque amélioration sur l'ancien.

L'obsolescence de certains produits est même programmée. Seulement, il peut exister de terribles *retournements*. Lorsque intervient, de manière pressante, parce que les consommateurs s'informent et redeviennent exigeants, la demande de qualité, les conséquences peuvent être *lourdes*. Il faudrait réfléchir sur des cas comme celui des appareils photo pour l'industrie, du veau pour l'agriculture. Et j'ai peur que notre industrie automobile ne soit elle-même victime de ce type de choix. Je le vois bien dans le débat qui s'est ouvert en Europe sur le problème dit du plomb dans l'essence et qui est plutôt celui de l'ensemble des pollu*tions émises par l'automobile*. Nous sommes ici, typiquement, devant un problème de modernisation d'un produit. Je n'ignore pas que l'enjeu industriel est considérable puisque l'essence sans plomb et les pots catalytiques correspondent à des dépenses sur les véhicules neufs et dans l'industrie du raffinage. J'entends ceux, et ils sont nombreux, qui prétendent que le fond de la querelle n'est pas l'environnement mais la guerre industrielle pure et simple, l'environnement ne venant ici, pour certains, que fournir une arme industrielle en termes de normes. Mais c'est une raison pour comprendre que le produit de qualité supérieure, ici en matière d'environnement, est désormais une arme parmi les armes. Des produits qui détruisent l'environnement sont des produits du dix-neuvième siècle, et non du vingt et unième siècle !

Encore nous faudrait-il raisonner autrement qu'en « expulsant » hors du débat sur l'industrie tout ce que l'on nomme volontiers « coûts secondaires » et « coûts sociaux ». Il y a trente ans, après la vague de nationalisations de la Libération, on disait volontiers, à gauche, que l'industrie arriverait à garder sa compétitivité en laissant à l'Etat le soin de gérer les services et les secteurs non rentables. Le débat a évolué sur ce point, et les nationalisations de 1981 ont procédé d'une autre logique.

Le « dehors » et le « dedans » de l'industrie

Pourtant la tentation est toujours là d'opérer les changements nécessaires dans le monde industriel en « externalisant » les difficultés de toutes sortes. L'environnement connaît bien ces rejets-là. Industrie, collectivités et particuliers envoient au-dedans de la terre, au profond de la mer, au vent qui disperse ou à la rivière qui entraîne les multiples déjections des productions modernes. Ce qui est scandaleux c'est que le « dehors » de l'industrie soit à la fois les déchets inavouables... et les travailleurs considérés comme inutiles. Dans l'école primaire de mon enfance (école de filles !), nous faisions aussi de l'enseignement ménager. On m'avait appris que le plumeau est un ustensile commode qui peut donner, pour un moment, l'impression du brillant et de la propreté. Mais qu'il fallait lui préférer l'aspirateur qui ne se contente pas de déplacer la poussière. Nous pouvons avoir, dans la gestion de la modernisation, des politiques du plumeau. En tant que secrétaire d'Etat à l'environnement, je plaide pour qu'on ne disperse pas les déchets, pour qu'on les identifie, qu'on les contrôle, qu'on les récupère. Je voudrais bien que l'on puisse appliquer la même logique pour tout ce que l'on cherche à « externaliser » de la production.

Il faut dire combien est choquante la critique répétée à l'envi contre les mesures gouvernementales qui visent à donner un contenu « actif » à la période « d'inactivité » imposée par les restructurations industrielles, notamment en ce qui concerne la formation professionnelle. Tout cela ne viserait qu'à masquer les pertes d'emplois. Peut-on sérieusement accuser le gouvernement d'une attitude aussi *dérisoire à l'égard d'une* réalité aveuglante ? Et surtout, n'est-ce pas traiter avec un mépris difficilement admissible cette volonté de donner une vitalité sociale, économique, humaine, *à ce qui ne serait* autrement qu'une situation d'assisté, en commençant par s'attaquer à l'un de nos plus graves problèmes, la rigidité de la formation initialement *acquise, ou tout simplement* l'absence de formation ? De manière analogue, les prélèvements opérés par la société sur les revenus créés dans le marché du travail peuvent payer des *activités socialement* nécessaires mais non assurées par le marché.

Je m'interroge sur ce qui fait le malheur d'être chômeur et quelquefois *l'insatisfaction d'être à la retraite* avant l'âge. Il y a, bien sûr, la privation de ressources. A l'extrémité, elle signifie l'exclusion totale qui envoie des jeunes passer leurs nuits dans quelque couloir de métro, ou des femmes chercher abri pour leurs enfants dans quelque chantier abandonné. Nous ne devons pas l'admettre. Il est extraordinaire qu'une économie dite en crise soit capable de faire vivre, même si c'est souvent vivre mal, le dixième de sa population active en situation d'inactivité forcée. Il faut donc nous demander s'il est souhaitable de prélever sur l'activité des uns de quoi transformer les autres en interdits de travail et en assistés. C'est l'économie « duale » : un secteur de l'économie que l'on espère suffisamment performant pour faire vivre marginalement un autre secteur. La division des rôles entre hommes et femmes a pratiqué un certain équilibre de ce partage. Nous voyons se dessiner, avec le chômage accru, un autre contour de cette division.

Nous ne pouvons les admettre ni l'une ni l'autre. Pierre Mauroy a dit avec clarté qu'il fallait savoir accepter des licenciements et refuser le chômage. Ne faudrait-il pas considérer que le chômage est un anachronisme et que si l'on ne veut tomber ni dans « l'interdiction de travail » ni dans la logique des « chantiers nationaux », il faut ménager dans la vie de chacun le temps pour les deux types de travail : le marchand et le non-marchand, le travail salarié et les « prestations » ?

Crise ou « mutation » ?

Hommes et femmes supportent différemment la mise à la retraite précoce : souvent les hommes cherchent à « s'occuper », perdant par ailleurs tout qui avait fait leur identité sociale, alors que la plupart des femmes ont toujours « quelque chose à faire » et continuent à mener, après leur vie de double journée, un travail qu'elles ont toujours fait et qui fait partie de leur rôle social.

Je me demande si nous ne devrions pas, dans nos projets, *reconnaître* cette réalité du travail non marchand. Je bondis toujours quand j'entends parler, pour les années 60, de période de plein-emploi, alors que tant de femmes étaient exclues du travail salarié. Aujourd'hui voilà que pour beaucoup d'hommes le monde devient « féminin ». Peut-être alors, cette crise que nous vivons, et qui finit par n'être plus une crise à force de durer mais bien une « mutation » au sens fort du terme, nous oblige-t-elle à explorer l'autre travail, qui n'est affecté aujourd'hui que d'un signe négatif.

La formule de « partage du travail » est irritante, parce qu'elle repose sur une abdication. Le progrès décisif serait d'accompagner la *remise en état de compétitivité* de nos grands secteurs industriels par *une réduction du temps de travail* et par une exploration systématique de toutes les prestations socialement *utiles qui pourraient redonner intérêt* au temps hors travail salarié. J'emploie le terme *prestations* très volontairement. Il désigne d'ordinaire des aides financières. En sens *inverse*, et de la même manière qu'il désignait il n'y a pas si longtemps le travail en nature accompli par les agriculteurs en lieu et place d'impôts ou de taxes, il s'agirait là de tous ces *travaux qui sont indispensables*, par exemple, pour m'en tenir au domaine de l'environnement, au maintien du patrimoine. La révolution industrielle a *opéré* le clivage, dans *l'univers urbain surtout, du temps de travail et* du temps de loisirs. Puis, au fur et à mesure que s'étendait le temps libéré du travail salarié, l'espace disponible se recroquevillait autour du foyer-*refuge*. Temps plus vaste, espace *amenuisé*. Equilibre quelquefois maintenu sous des formes archaïques par les paysans ouvriers, précocement retrouvé autour de formules *comme celles des jardins familiaux*. Je plaiderais pour une réappropriation du voisinage, celui des espaces verts près de nos blocs habités, des aires de jeux, parkings, montées *d'escaliers, jusqu'aux berges* des rivières à entretenir, des garrigues et des forêts à débroussailler et, pourquoi pas, des puits à creuser dans ces autres pays que la faim et la *sécheresse ravagent*. On peut ici s'inspirer des réalisations de la vie associative et de l'économie sociale.

Ne pas s'enfermer dans la crise et *opérer des redressements industriels* est indispensable. Mais que signifie la « sortie de crise » pour ceux qui ont vingt-cinq ans aujourd'hui et qui ont vécu près de la moitié de leur vie dans cette crise-là ! Comment apprendre à vivre mieux en mêlant les types d'activités ? Comment promouvoir un autre mode de développement ? En consommant peut-être *moins, mais des produits de meilleure qualité* ? Une gauche « moderne » devrait poser les problèmes des mutations industrielles autrement que sous le coup de la *double fascination de l'économique* et du technologique. L'homme dominé par la machine, ce n'est pas seulement le manuel rivé à sa chaîne ou à son clavier. Ce peut être aussi le *politique devenu incapable de penser* au-delà de ce que lui dictent ce qu'il nomme des impératifs économiques et techniques. Le marché est une réalité incontournable ? C'est vrai, mais la qualité fait partie des arguments de vente.

La réduction du temps du travail serait, paraît-il, une mauvaise solution. Mais nous la pratiquons de manière honteuse en excluant une part de plus en plus importante des actifs en puissance. Des tâches indispensables ne peuvent être prises en charge par le budget de l'Etat ? Et si l'on encourageait, fût-ce par quelques initiatives budgétaires légères, l'initiative démultipliée des agents sociaux du changement ? Peut-être qu'au bout du compte nous pourrions alors non seulement moderniser notre industrie mais aussi, pourquoi pas, notre société. La dureté même de la crise ne constituerait-elle pas ici pour la France une « chance » que seul un gouvernement de gauche peut saisir ?

(*) Secrétaire d'Etat à l'environnement et à la qualité de la vie.



EN 1983

Bonnes performances de la chimie française à l'exportation

Avec la reprise observée dans le monde, la chimie française a retrouvé en 1983 un peu des couleurs que les trois précédentes années de crise lui avaient fait perdre. Néanmoins, malgré les résultats obtenus, supérieurs aux prévisions les plus optimistes, son état de santé reste encore précaire.

Selon les statistiques provisoires établies par l'UIC (Union des industries chimiques) et présentées par son président, M. J.-C. Achille, son chiffre d'affaires devrait avoisiner 235 milliards de francs (dont 38 % à l'exportation), faisant ainsi ressortir une progression de plus de 16 %. Ce résultat est d'autant plus intéressant qu'il a été obtenu avec un accroissement en volume de 3,8 % (0,6 % en 1982), taux très supérieur à la hausse de l'indice de production industrielle quand les professionnels voici un an tablaient sur une croissance limitée à 1 %.

C'est surtout la forte augmentation des exportations comprise entre 8 % et 9 % (+ 19,3 % en valeur) qui a permis ces résultats. Elle a été favorisée durant le second semestre par la hausse du dollar, dont les entreprises françaises ont tiré avantage en prenant dans bien des cas le relais de la concurrence américaine, même sur les marchés des commodités (produits de chimie lourde, *matières plastiques standard, etc.*). Le taux de couverture du commerce extérieur de la chimie française (129 %) a presque rejoint ses niveaux records de 1979 et de 1981.

Ce bilan général ne saurait toutefois dissimuler des situations très dissemblables. Certes, la chimie organique s'est bien redressée (+ 6,8 % en volume contre 0,8 %), en raison notamment d'une demande accrue pour l'éthylène (+ 11 %) et les matières plastiques (+ 8 %), et la pharmacie a créé la surprise (+ 6 % contre 3,5 %). Mais la chimie minérale, tout en affichant une meilleure situation après ses revers de l'année précédente (– 4,6 %), n'a encore obtenu qu'un médiocre résultat (+ 1,6%).

Toutefois, la chimie française a effectué un moins bon parcours que la plupart de ses grandes rivales étrangères. Championne, la chimie américaine a enregistré un taux de croissance de 9,5 %. L'expansion a été de 7 % pour la chimie hollandaise et de 6 % pour les firmes allemandes et britanniques. Seule la chimie italienne a régressé (– 4 %).

Enfin, autre bémol ; la chimie française n'a pas réussi en 1983 à restaurer sa situation financière. Globalement, les résultats d'exploitation, tombés au voisinage de 2 milliards de francs, en 1982, ont assez fortement augmenté pour atteindre près de 4 milliards de francs. Mais de très lourdes pertes (3,5 milliards de francs contre 5 milliards en 1982) ont encore été enregistrées dans la chimie lourde (1,5 milliard dans la pétrochimie de 2 milliards dans les engrais), de sorte que la masse nette des profits a représenté tout juste 1 % du chiffre d'affaires, soit 2,3 milliards de francs. Même bien amélioré (0,5 % en 1982), ce résultat est maigre comparé à ceux dégagés à l'étranger (3,8 % environ pour les trois grands Allemands Hoechst, Bayer, BASF).

M. J.-C. Achille voit l'avenir avec confiance parce que la chimie, en France comme dans les pays voisins *« demeure un élément moteur de l'économie »* avec une progression de 70 % entre 1970 et 1983 (contre 30 % pour l'ensemble de l'industrie). Mais il refuse de se prononcer au-delà de 1984. Le président de l'UIC s'est dit *« inquiet du handicap financier* des entreprises françaises, dont les fonds propres représentent 20 % des bilans (au lieu de *30 % à 40 % en RFA et 50 %* aux Etats-Unis) à cause de frais trop lourds et de prix trop peu rémunérateurs.

A.D.

● **Cheikh Yamani réclame un traitement particulier pour le Nigéria.** – *« Pour des raisons évidentes »*, le Nigéria devrait obtenir un *« traitement spécial »* de l'OPEP pour ce qui concerne son quota de production, a affirmé le ministre saoudien du pétrole, Cheikh Yamani, *cité* par l'agence de presse de l'OPEP.

Le quota actuel du Nigéria est de 1,3 million de barils par jour, mais, pour faire face à un endettement de plus de 15 milliards de dollars, Lagos produit plus que son quota. Le nouveau chef d'Etat, le général Buhari, a affirmé récemment qu'un quota *« supérieur de 500 000 barils par jour »* aiderait beaucoup son pays.

PARIS ET RABAT SIGNENT UN ACCORD GÉNÉRAL DE COOPÉRATION MARITIME

Plusieurs cargos construits dans les chantiers français ?

Au terme d'un voyage de M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat à la mer, à Casablanca et à Rabat, la France et le Maroc ont signé un accord de coopération en matière de pêche – et visant d'autres secteurs maritimes, – valable pour cinq ans.

Ce texte met l'accent, notamment, sur la formation des pêcheurs et des techniciens marocains, la création de sociétés mixtes et de coopératives, de circuits de financement sur le modèle du Crédit mutuel, de conserveries, d'ateliers de réparation navale. D'autre part, les Marocains ont besoin de renouveler leur flotte de sardiniers et de chalutiers, et ces navires pourraient être construits en France.

Les pêcheurs français, de leur côté, pourront obtenir des droits de capture plus larges, notamment pour la langouste et les poissons de fond.

Au cours des entretiens avec ses homologues marocains, M. Lengagne a abordé d'autres questions, concernant plus directement la marine marchande : stages d'équipages marocains sur des cargos français ; coopération en matière de dragage des ports, d'équipement (phares, balises), d'hydrographie.

Enfin, il a été question de commandes éventuelles de navires, outre un car-ferry. En effet, le Maroc exporte de l'acide phosphorique à destination de l'Inde et de l'Indonésie. Ces deux pays veulent s'équiper d'une flotte pour le transport de ces marchandises (six ou sept navires), en association, éventuellement, avec le Maroc. Or les chantiers navals français, notamment ceux de Dunkerque, ont acquis une bonne réputation dans la construction de ce type de navires.

APRÈS AVOIR ÉPONGÉ L'ESSENTIEL DES PERTES DE LA SOCIÉTÉ RIBOUREL

Le Crédit du Nord est redevenu bénéficiaire en 1983

« L'année 1983 n'aura pas été une année brillante pour le Crédit du Nord, mais elle aura permis d'enregistrer un bénéfice convenable », après les pertes subies l'année précédente, a indiqué, le 10 février, son président, M. David Dautresme, lors d'une réunion organisée par l'Association des journalistes économiques et financiers (AJEF). En 1982, en effet, cet établissement, qui figure parmi les principales banques françaises de dépôts, avait clôturé l'exercice sur un déficit de quelque 60 millions de francs (après un bénéfice de 85,5 millions l'année précédente), conséquence d'une baisse de la rentabilité mais, surtout, des lourdes pertes enregistrées par la société de promotion immobilière Ribourel SA.

Évaluées à plusieurs centaines de millions de francs, selon les milieux professionnels, elles avaient contraint la banque du boulevard Haussmann à prévoir cette année-là de très importantes provisions, qui avaient pesé d'autant sur les résultats. En 1983, l'année où le Crédit du Nord est *« sorti du rouge »* (pour gagner environ 10 à 20 millions de francs), la banque a pratiquement fini de provisionner cette affaire, dont elle s'est assurée le contrôle à 100 % en juillet dernier (elle en détenait auparavant 50 %) après le « départ » de M. Jacques Ribourel. Toutefois, Ribourel SA *devrait encore subir une perte de* près de 10 millions de francs durant l'exercice actuel avant de parvenir – enfin – à l'équilibre à l'horizon 1985.

Au cours de l'année 1984, a précisé M. Dautresme, le Crédit du Nord, qui progressera de 6 % à 7 % en termes de résultat net, va poursuivre ses efforts dans trois domaines :

● La modernisation de l'outil informatique, afin de rattraper le retard par rapport à ses concurrents ;

● La réorganisation du réseau : à l'heure actuelle, le Crédit du Nord exploite environ 520 agences et bureaux en France (outre le réseau *indépendant de 25 agences du Crédit du Nord Belgique*, filiale à 96,1 %), ainsi que des participations majoritaires dans une demi-douzaine de banques locales et minoritaires dans plusieurs banques associées. Celles-ci ont été regroupées en décembre 1983 dans une société-holding baptisée groupe Crédit du Nord. Ces agences vont être progressivement spécialisées en fonction de leur clientèle (entreprises ou particuliers), ce qui provoque des réactions du côté du personnel et même de la part de certains clients contraints de changer d'agence pour cause de spécialisation ;

● L'ouverture internationale : aux deux succursales de Londres et de New-York, en activité « satisfaisante » depuis un an, viendra s'ajouter, sans doute à la fin de 1984, une troisième succursale en Asie, probablement à Singapour ou à Djakarta.

Enfin, en 1984, qui sera marquée par le lancement de Nord-Extel, un service destiné aux entreprises moyennes afin de faciliter la tenue de leurs comptes et la gestion de leur trésorerie (la banque entend mettre l'accent, d'une manière générale, sur son activité « placements »), devrait être créé le 5 mars prochain, avec Paribas, un fonds commun de placement à risque. Cette formule permettra des opérations en fonds propres, mais, aussi, donnera aux cadres d'une entreprise la possibilité d'acquérir des actions pour créer eux-mêmes une entreprise.

Sans arrêter complètement l'embauche, M. Dautresme prévoit *de réduire ses effectifs (10 200* personnes environ) à l'occasion des départs dits naturels (retraites, démissions, etc.). Le même phénomène concernera l'ensemble des banques, où, selon lui, de 50 000 à 60 000 postes de travail devraient être supprimés au cours des dix prochaines années, en raison des gains de productivité et de la mise en place de l'informatique (1).

Le Crédit du Nord, qui a mis finalement dix ans pour mener à terme une difficile fusion avec la *Banque de l'union* parisienne – c'était en juin 1974, – entend développer ce qu'il appelle *« le deuxième fonds de commerce de la place en PME »*, héritage direct de la BUP, mais aussi accroître les ouvertures de comptes de particuliers, l'objectif ambitieux de 250 000 ouvertures nouvelles étant assigné au réseau pour les trois prochaines années.

SERGE MARTI.

(1) M. Dautresme avait déjà fait cette prévision à l'occasion de la rédaction du rapport Nora-Minc sur « L'informatisation de la société en 1978 ».

LE FONDS INDUSTRIEL DE MODERNISATION ACCORDE 750 MILLIONS DE FRANCS A RENAULT

Le comité directeur du Fonds industriel de modernisation (FIM) vient de donner un avis favorable au dossier déposé par Renault. Cette décision devrait prochainement être *entérinée* par M. Fabius. La Régie recevra ainsi un prêt participatif (à 9,75 % d'intérêt) de 750 millions de francs pour mette au point un véhicule économe en énergie et équiper certaines usines en machines et en équipement à haute technologie. Le dossier déposé par Peugeot, d'un montant, dit-on, de 500 millions de francs, devrait faire l'objet d'une décision prochaine.

C'est ainsi 1,25 milliard de francs que recevrait l'industrie automobile française pour se moderniser et améliorer sa compétitivité face à une concurrence étrangère très vive. Soit une bonne part des 7 milliards de francs (auxquels se sont ajoutés 2 milliards de francs pour les conversions annoncées la semaine dernière par M. Mauroy) que doit distribuer le FIM en 1984.

Pour favoriser l'innovation dans l'industrie, les « créneaux » tels que la voiture économe en énergie, les équipements à haute technologie, la bureautique et les cartes à mémoire, les biotechnologies, l'équipement des établissements d'éducation en *micro-ordinateurs, sont des priorités* du Fonds.

INFORMATIONS « SERVICES »

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 12 février :

UN DÉCRET

• Portant création d'un comité national de coordination pour l'année internationale de la jeunesse.

• Modifiant le décret du 23 décembre 1970 portant classement des investissements publics.

• Relatif au statut des infirmiers et infirmières des services médicaux des administrations centrales de l'Etat, des services extérieurs qui en dépendent et des établissements publics de l'Etat.

DES ARRÊTÉS

• Instituant un tableau d'avancement supplémentaire pour l'année 1984 (magistrature).

• Instituant une liste d'aptitude spéciale supplémentaire pour l'année 1984 aux fonctions de conseiller référendaire à la Cour de cassation.

CONCOURS

« Dessine-moi la Chine »

Un concours sur le thème « Dessine-moi la Chine » est organisé par l'association des Amitiés franco-chinoises, à l'occasion du vingtième anniversaire des relations diplomatiques entre la France et la Chine.

Ce concours s'adresse, d'une part, aux élèves des classes primaires, du cours préparatoire au CM 2, et, d'autre part, aux élèves des classes secondaires des collèges, de la sixième à la troisième. Les premiers doivent illustrer sous forme de dessin, encre, collage, etc., le thème « Dessine-moi la Chine », les *seconds présenter, sous forme* de bande dessinée, le thème « Histoires de Chine ». La sélection portera sur la qualité esthétique du dessin et le caractère original de l'image de la Chine.

Les quatre premiers lauréats gagneront un voyage en Chine de trois semaines pour les premiers prix, de quinze jours pour les seconds prix. Dans chaque catégorie, cent prix et des cadeaux collectifs récompenseront les classes de chacun des lauréats. Les meilleures œuvres figureront dans une exposition présentée à Paris, puis dans toute la France et en Chine. Le même concours est proposé aux écoliers chinois sur le thème « La France que je connais ». Un ouvrage regroupant les meilleurs dessins français et chinois sera édité.

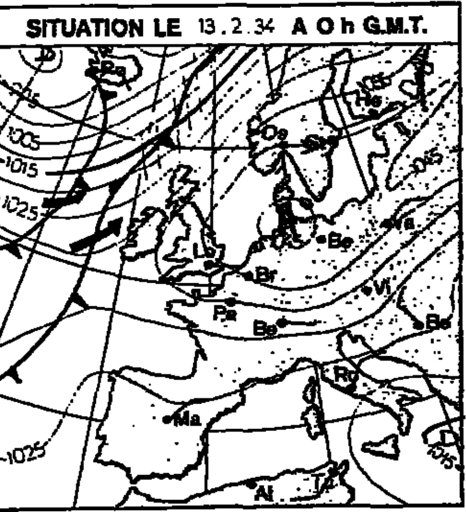
Bien que le concours soit individuel, le Centre national de documentation pédagogique met à la disposition des enseignants un matériel culturel et pédagogique réalisé par l'association des Amitiés franco-chinoises : expositions légères, fiches pédagogiques et diaporamas.

Un calendrier fixe chaque étape de cette manifestation : 15 mars : clôture des inscriptions au concours ; 30 avril : clôture du concours ; proclamation des prix en mai, *voyages et séjours* des gagnants des deux pays en août et septembre, vernissage de l'exposition et remise des prix en octobre, parution de l'album en décembre.

★ *Retrait du bulletin de participation* (avant le 15 mars) aux Amitiés franco-chinoises, 36, rue des Bourdonnais, 75001 Paris. Tél. : 236-44-30 et 236-37-70.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 13.2.84 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 14.2.84 DÉBUT DE MATINÉE

Brouillard – Verglas dans la région

Front quasi stationnaire – Front chaud – Front froid – Pluie – Brouillard – Verglas – Neige – Averses – Vent fort – Occlusion

PRÉVISIONS POUR LE 14 FÉVRIER 0 HEURE (G.M.T.)

Evolution probable du temps en France entre le lundi 13 février à 0 heure et le mardi 14 février à 24 heures.

Persistance d'un anticyclone centré vers la mer du Nord au voisinage du 55e parallèle nord, le courant perturbé circulant essentiellement à l'ouest et au nord de cette cellule en la contournant. D'autre part, par suite d'un léger creusement en *Méditerranée*, le *flux de* nord-est à est s'accentuera un peu sur le sud-est du pays.

Pour mardi, c'est un temps anticyclonique froid, sec et ensoleillé qui prédominera, avec du vent de secteur est modéré. On observera seulement quelques nuages dans l'est, quelques passages nuageux s'accompagnant rarement d'averses faibles de la Provence-Côte d'Azur à la Corse.

Les minima relevés sous abri le matin seront de – 2 à + 2 degrés en régions méditerranéennes, – 4 à – 1 degrés dans l'ouest du pays, – 3 à – 6 degrés localement et – 10 degrés ailleurs, en particulier dans le Nord-Est, le Centre-Est et le Massif Central. Les maxima atteindront 2 à 5 degrés dans le Nord-Est et même seulement 0 degré localement, 7 à 9 degrés dans le Sud-Ouest, 9 à 11 degrés sur le pourtour méditerranéen, 5 à 7 degrés ailleurs.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 12 février, à 8 heures, de 1036,1 *millibars*, soit 777,1 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 12 février ; le second le minimum de la nuit du 12 février au *13 février) : Ajaccio, 13 et – 1 degrés* ; Biarritz, 8 et 5 ; Bordeaux, 10 et – 1 ; Bourges, 7 et – 2 ; Brest, 8 et – 2 ; Caen, 10 et – 1 ; Cherbourg, 7 et 0 ; Clermont-Ferrand, 4 et – 6 ; Dijon, 5 et – 5 ; Grenoble-St-Martin-d'Hères, 6 et 0 ; Grenoble-Saint-Geoirs, 4 et – 3 ; Lille, 7 et – 3 ; Lyon, 4 et – 5 ; Marseille-Marignane, 13 et 1 ; Nancy, 4 et – 4 ; Nantes, 10 et – 1 ; Nice-Côte d'Azur, 13 et 3 ; Paris-Montsouris, 9 et – 1 ; Paris-Orly, 8 et – 2 ; Pau, 8 et 2 ; Perpignan, 11 et 0 ; Rennes, 10 et – 1 ; Strasbourg, 2 et – 4 ; Tours, 7 et – 2 ; Toulouse, 9 et – 1 ; Pointe-à-Pitre, 28 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 15 et 2 degrés ; Amsterdam, 5 et – 2 ; Athènes, 9 et 6 ; Berlin, 3 et – 1 ; Bonn, 5 et – 7 ; Bruxelles, 6 et – 3 ; îles Canaries, 26 et 14 ; Copenhague, 1 et – 2 ; Dakar, 24 et 18 ; Djerba, 12 et 9 ; Genève, 2 et – 4 ; Jérusalem, 14 et 4 ; *Lisbonne, 18 et 8 ; Londres, 10 et – 1* ; Luxembourg, 3 et – 4 ; Madrid, 14 et – 5 ; Moscou, – 5 et – 14 ; Nairobi, 30 et 13 ; New-York, 13 et 3 ; Palma-de-Majorque, 15 et 7 ; Rome, 10 et 0 ; Stockholm, 1 et 0 ; Tozeur, 15 et 6 ; Tunis, 12 et 3.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

EN BREF

JEUNES SALARIÉS

« DÉCOUVERTE » PAR LA POSTE. – *Pour la troisième* année consécutive, l'administration des PTT organise une opération « Jeunes interentreprises ». Comme les précédentes, cette opération a pour but de permettre à des salariés de dix-huit à trente-cinq ans, à l'occasion d'un voyage, de nouer des contacts avec d'autres jeunes venus d'horizons divers et d'apprendre à connaître la vie dans différentes administrations ou entreprises.

Ce séjour « Découverte » se déroulera du 24 au 31 mars 1984 dans un village de vacances (l'« eldorado » Alambra de Jet Tour), à Port-El-Kantaoui, au sud de la Tunisie.

★ **Renseignements et inscriptions : PTT-Vacances-Club. Tél. : (1) 575-44-44.**

MÉLOMANIAQUES

SOUFFLE ET DOIGTÉ. – Flûtistes et guitaristes, qu'ils soient néophytes ou professionnels, déclineront l'art du duo, du trio et du quatuor au Moulin de Bonneveaux (Doubs). Ils étudieront les aspects techniques et musicaux propres à chaque instrument et assoupliront leurs muscles en parcourant à ski de fond les forêts, lacs et pâturages du Haut-Jura. A l'initiative de la Fédération nationale des activités musicales (FNAMU), du 17 au 25 février.

★ **FNAMU, 41 bis, quai de la *Loire, 75019 Paris. Tél. : 201-95-98.***

RÉTROMANIE

LE DÉPISTAGE DES FAUX. – Pour *permettre aux amateurs d'antiquités* d'apprécier les meubles authentiques et d'éviter les copies, le CICMA (Centre d'initiation à la connaissance des meubles anciens) organise dès mainte*nant des cours pratiques* : ébénisterie d'art, restauration, marqueterie, vernis au tampon, dépistage des faux. Cet enseignement est complété par un historique du mobilier et des visites *commentées dans les musées* avec le concours de Jean Bedel.

★ **CICMA, 12, rue Desaix, 75015 Paris. Tél. : 273-02-05, 705-81-51, 783-71-14 (le matin).**

SWING

« JAZZONS SOUS LA CRISE ». – C'est le thème des Journées de jazz qui auront lieu à Albi les 16, *17 et 18 février. Au programme*, un échantillon de la musique de jazz pratiquée aujourd'hui : Steve Lacy, le Blue Note Quartet, le Five Minuts Sextet, le Tonton Quartet et Bernard Lubat.

★ **Centre culturel de l'Albigeois, place Edmond-Canet, 81000 Albi. Tél. : 16 (63) 54-11-11.**

PARIS EN VISITES

MERCREDI 15 FÉVRIER

« L'Opéra », 13 h 15, hall, Mme Colin (Caisse nationale des monuments historiques).

« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M. Guillier.

« La Conciergerie », 15 heures, 1, quai de l'Horloge, Mme Zujovic.

« Louvre », 14 h 30, pavillon de Flore, porte Jaujard (Approche de l'art).

« Palais du Luxembourg », 15 h 15, rue de Vaugirard (Arts et curiosités de Paris).

« Musée Cognacq-Jay », 14 h 30, 25, boulevard des Capucines (Arts et promenades).

« Hôtel de Sens », 14 h 30, métro Pont-Marie (Les flâneries).

« Musée de la coiffure », 14 heures, 28, rue Vivienne (La France et son passé).

« Les enfants du passé au Louvre des Antiquaires », 15 heures, 2, place du Palais-Royal, Mme M. Hager.

« Les chapelles italienne et arménienne », 15 heures, 15, rue Jean-Goujon (Paris et son histoire).

« Impasse des Vieilles-Tuileries », 15 heures, 5, rue du Cherche-Midi (Paris et son histoire).

« Hôtels du faubourg Poissonnière », 14 h 30, métro Poissonnière (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels de la rue de Richelieu », 14 h 30, métro Quatre-Septembre (Résurrection du passé).

« L'Ile Saint-Louis », 15 heures, métro Pont-Marie, Mme Rojon.

« Hôtel Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou (Tourisme culturel).

« Les Gobelins », 15 heures, 42, avenue des Gobelins (tourisme culturel).

« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 15, métro Hôtel-de-Ville, sortie Lobau, Mme E. Romann.

CONFÉRENCES

15 heures, Centre Chaillot-Galliera, 28, avenue George-V, Mme S. Egler : « César, Gäfgen, Klein, Vasarely... ».

15 heures et 18 h 15, 9 *bis*, avenue d'Iéna, Mme O. Boucher : « En Algérie : la Numidie de Timgad à Hippone ».

17 h 30, gare de l'Est, cour souterraine ATC, porte 18, M. Maumene : « Le nostalgique Orient-Express ».

18 h 30, Centre Georges-Pompidou, salle d'actualité, MM. M. Augé, A. Joxe, J.-M. Vincent : « La guerre : histoire, anthropologie, stratégie ».

19 h 30, amphithéâtre Bachelard, Sorbonne, M. R. Chauvin : « Les nouveaux problèmes de la biologie ».

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3645

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III			■						
IV				■					■
V			■			■		■	
VI		■							
VII							■		
VIII			■						
IX			■				■		
X		■					■		
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Comme une face dont on ne peut pas dire que c'est un visage pâle. – II. Voir d'une façon parfaite. – III. Mot d'enfant. Comme certains corps à la base du cerveau. – IV. Servie dans un pub. Peut être un piège pour une veuve. – V. Pronom. Bruit. – VI. Faire du repassage. – VII. Mettre du vin dans son eau. Démonstratif. – VIII. Pour lier. Nom donné à un compère. – IX. Règle. Mot de sauveur. Pronom. – X. N'a pas la parole. Au bout de l'anse. – XI. Traités comme un régicide.

VERTICALEMENT

1. Un véhicule dont on peut penser qu'il était réservé aux huiles. – 2. Ecrivit la première comédie en vers anglais. Soustrait. – 3. Article. Rigole quand il passe en ville. Possessif. – 4. Place de grèves. Un homme dont on attend une mise au point. – 5. On en connaît un rayon. – 6. Pays. Qui risque d'exploser. – 7. Qu'on rencontre fréquemment. – 8. Ville de France. Pays ou il y a beaucoup de rats. – 9. On peut en faire un plat. Louées comme de grandes vedettes.

Solution du problème n° 3644

Horizontalement

I. Garde-chasse. Ara. – II. Epi. Icône. Sèmes. – III. Mites. Ténesme. – IV. Oc. Télé. Nues. Ne. – V. Nus. Nesle. Out. – VI. Ilesha. Ecus. – VII. Etc. Tuileries. – VIII. Sée. W.-C. Ile. Edam. – IX. Uster. Et. Eue. – X. Ers. Rosée. Râ. – XI. Is. Tableaux. – XII. Evocation. It. Va. XIII. Inouï. Neutre. – XIV. – Os. Non. Réelle. – XV. Comtesse. Issues.

Verticalement

1. Gémonies. Eté. Oc. – 2. Apiculteur. Viso. – 3. Rit. Sécession. – 4. Et. Scout. – 5. Eisenhower. Au. – 6. C. C. Léa. Crottins. – Hôtes. Saï. Os. – 8. Ane. Louise-bonne. – 9. Senne. Il. Elne. – 10. Eu. Elée. Uri. – 11. Essence. Traites. – 12. Ems. Ure. Autres. – 13. Ame. Oside. Elu. – 14. *Ré. Nu. Eaux. Le.* – 15. Ascétisme. Fates.

GUY BROUTY.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Schlumberger

Le bénéfice net de Schlumberger en 1983 est de 1,08 milliard de dollars, contre 1,35 milliard en 1982. Le bénéfice par action est de 3,73 dollars, comparé à 4,60 dollars l'an dernier, soit une baisse de 19 %. Le chiffre d'affaires est de 5,80 milliards de dollars, soit une diminution de 8 %.

Le bénéfice net du quatrième trimestre est de 260 millions de dollars. Il était de 311 millions de dollars pour la même période de l'an dernier. Le bénéfice par action est de 0,90 dollar, soit une baisse de 15 % par rapport au chiffre de l'an dernier, qui était de 1,06 dollar. Le chiffre d'affaires est de 1,49 milliard de dollars, très voisin du chiffre d'affaires de 1,51 milliard de dollars pendant la même période de 1982.

Les résultats de 1983, a indiqué Jean Riboud, président-directeur général, sont proches de ce qui était escompté. *Les résultats du second semestre ne sont* pas sensiblement différents de ceux du premier semestre.

La reprise du forage en Amérique du Nord a été sensible depuis le mois de mai dernier ; l'activité offshore a nette*ment progressé en fin d'année. Le chif*fre d'affaires des services pétroliers pour les troisième et quatrième trimestres est chaque fois en augmentation sur le trimestre précédent. En dehors de l'Amérique du Nord, l'activité dans les champs de pétrole se stabilise à un niveau en baisse sensible. Cela est particulièrement le cas en Amérique latine et en Afrique. Au total, le chiffre d'affaires des services pétroliers au cours du quatrième trimestre a décliné de 11 %, comparé à celui de l'an dernier.

Le chiffre d'affaires du secteur mesure, régulation et composants pour le quatrième trimestre a progressé de 12 %. Les résultats de Fairchild et du groupe Systèmes assistés par ordinateurs sont en progrès ; cette améliora*tion provient d'une forte demande de* semi-conducteurs et d'équipements de test automatique en Amérique du Nord.

DUMEZ

Le chiffre d'affaires du groupe réalisé au cours du quatrième trimestre 1983 s'élève à 3 434 millions de francs TTC et à 3 396 millions de francs hors taxes.

L'année 1983 marque encore une forte progression de l'activité : les travaux exécutés par le groupe ont représenté 12 075 millions de francs TTC (rappel 1982 : 8 764), soit 11 894 millions de francs hors taxes (rappel 1982 : 8 559).

Le volume des travaux restant à exécuter au 31 décembre 1983 représente environ 14 milliards de francs. Les résultats nets consolidés de l'exercice 1983 seront supérieurs à ceux de 1982 (310 millions de francs).

Il est rappelé que le versement d'un acompte (10 F) sur dividende a commencé le 7 février.

CAMPENON BERNARD

Le conseil de surveillance de Campenon Bernard Construction, holding bâtiment du groupe Campenon Bernard, vient de nommer au directoire Bernard Vergne, lors de sa séance du 26 janvier 1984. Il y rejoint ainsi Gilbert Simonet, *président*, et Henri Becq.

L'activité bâtiment du groupe, de l'ordre de 1,650 milliards de francs en 1983, devrait dépasser les 2 milliards en 1984.

Bernard Vergne, HEC 59, a commencé sa carrière dans l'industrie routière à l'entreprise Jean Lefebvre. En 1971, il devient directeur financier de la Société des Produits du Maïs, filiale française du groupe américain C.P.C.

Depuis octobre 1980, il est secrétaire général du groupe Campenon Bernard.

SFI

société française d'investissement en France et à l'Etranger

SICAV

Situation au 30 décembre 1983

Valeurs françaises	47 %
Valeurs étrangères	44 %
Liquidités	9 %

Valeur liquidative 451,17 F
Rappel du dividende brut attribué en 1983 18,31 F

(Rappel de la valeur liquidative au 31 décembre 1982 : 331,73 F)

France Garantie

SICAV

Situation au 30 décembre 1983

Valeur liquidative 276,63 F

Rappel du dividende brut attribué en 1983 (net 26,00 + avoir 1,97) *27,97 F*

Rappel de la valeur liquidative au 31/12/1982 258,43 F

COMPAGNIE DE FIVES-LILLE

La Compagnie de Fives-Lille informe qu'elle contrôle à ce jour 51 % du capital de chacune des sociétés constituant le groupe Nasa Electronique, conformé*ment aux dispositions arrêtées en dé*cembre 1983.

Ces différentes participations sont actuellement détenues par une société intégralement contrôlée par la Compagnie de Fives-Lille ; elles seront ultérieurement regroupées, avec celles du groupe *fondateur*, au sein d'une *même entité* juridique qui deviendra le pôle de développement des activités du groupe Nasa Electronique.

TENNECO

Tenneco Inc. a annoncé qu'un bénéfice net de USD 716 millions a été réalisé en 1983 comparé à USD 819 millions en 1982, cette différence étant due principalement à une baisse des prix et du volume des ventes de brut et à une baisse du volume des ventes de gaz naturel mais aussi aux pertes subies dans le secteur de la construction et du matériel agricole. Le bénéfice par action ordinaire a été de USD 4,75 en 1983 contre USD 5,74 en 1982.

Les ventes et recettes d'exploitation *ont atteint* USD 14,4 *milliards* en 1983 comparé au chiffre de USD 15 milliards atteint l'exercice précédent.

Au 31 décembre (en dollars)	1983	1982
Chiffre d'affaires	14 449 000 000	14 979 000 000
Bénéfice (des opérations courantes)	716 000 000	840 000 000
Pertes (des opérations terminées)	–	(21 000 000)
Bénéfice net	716 000 000	819 000 000
Bénéfice net par action (A)	4,75	5,74

4e trimestre (en dollars)	1983	1982
Chiffre d'affaires	3 841 000 0000	3 896 000 000
Bénéfice (des opérations courantes)	241 000 000	278 000 000
Bénéfice (des opérations terminées)	–	10 000 000
Bénéfice net	241 000 000	288 000 000
Bénéfice net par action (B)	1,63	2,04

(A) Sur la base d'une moyenne de 137,6 millions en 1983 et 131,8 millions en 1982.
(B) Sur la base d'une moyenne de 138,8 millions en 1983 et 134,6 millions en 1982.

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 2-2-1984
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	381 438
dont :	
Or	258 980
Disponibilités à vue à l'étranger	30 439
ECU	76 893
Avances au Fonds de stabilisation des changes	15 125
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	14 444
dont :	
Concours au Trésor public	8 240
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	201 394
dont :	
Effets escomptés	87 488
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	75 723
5) DIVERS	7 926
Total	680 928

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	188 127
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	12 748
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	13 317
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	72 099
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution des réserves	15 099
5) ECU A LIVRER AU FECOM	76 200
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	303 915
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	2 583
8) DIVERS	10 956
Total	680 928

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949

	3 fév.	10 fév.
Valeurs franç. à revenu variable	1412,3	1381,9
Valeurs étrangères	4136,7	3763,1
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	203,8	199,7
Dont valeurs industrielles	208,4	205,1
Valeurs étrangères	559,7	507,8
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	177,1	173,5
Dont valeurs industrielles	182,3	179,4
Pétroles-Énergie	149,5	154
Métallurgie	98	95,2
Chimie	187,5	180,8
Bâtim., mat. constr., trav. publics	128,1	121,8
Constructions mécaniques	134,9	134,9
Matériel électrique	195,5	186,2
Automobile et accessoires	149	144,6
Industr. de consom. non alim.	272,4	268,4
Agro-alimentaire	244,6	238,5
Distribution	107	103,7
Transports	167,1	165,5
Services	208,7	203,7
Assurances	161,7	157,8
Banques	209,3	206,8
Immobilier et foncier	161,4	157,1
Investissement et portefeuille	198,5	191,4
Base 100 : 26 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe	106,7	105,7
Emprunts d'État	108,2	106,2
Emprunts garantis et assimilés	105,5	105,8
Sociétés	108,2	108,2
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés	92,7	92,8
Sociétés	101	101
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	168,1	165
Produits de base	161,5	164,3
Construction	128	119,9
Biens d'équipement	143,8	145,2
Biens de consom. durables	185,9	181,2
Biens de consom. non durables	232,2	228,6
Biens de consom. alimentaires	240,5	233
Services	137,5	133,1
Sociétés financières	200	193,3
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	139,6	136,4
Valeurs industrielles	172,3	170,5
BOURSES RÉGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	136,8	133,3

LA VIE DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE BANCAIRE. – Dans une lette adressée aux actionnaires en prévision de la prochaine publication des résultats 1983, M. André Lévy-Lang, président du directoire de la Compagnie bancaire, indique que cette dernière a enregistré, l'année dernière, une progression de 14 % de ses financements nouveaux, lesquels ont atteint quelque 34 milliards de francs, en dépit du resserrement des normes de l'encadrement du crédit. Pour pallier ces restrictions, le groupe a eu recours au marché obligataire l'année dernière, à hauteur de 1,5 milliard de francs pour la Compagnie bancaire et l'Union de crédit pour le bâtiment, 1 milliard de francs pour Locabail et 500 millions de francs pour Cetelem. De ce fait, les encours du groupe ont pu être portés à plus de 86 milliards de francs en 1983, soit une progression de 11 % sur l'année précédente.

RHONE-POULENC/SOFINDAS. – Les sociétés Rhône-Poulenc et Sofindas (Société de financement des assurances) viennent d'entrer au capital de Sofinindex (Société de financement des industries exportatrices), créée en *1976* par la Sofinnova (Société financière d'innovation) et par la Banque française du commerce extérieur. Cette opération s'est effectuée à l'occasion d'une augmentation de capital de Sofinindex (de 45 à 50 millions de francs), qui a également permis à la Caisse des dépôts, à l'UAP et à la Coface de renforcer leurs participations existantes dans cet organisme. Elle permettra une coopération élargie entre, d'une part, Rhône-Poulenc et Sofindas et, d'autre part, le groupe Sofinnova/Sofindex en matière d'investissements de haute technologie. Pour sa part, Rhône-Poulenc favorise depuis plusieurs années le développement des exportations des PMI par l'intermédiaire de son propre réseau à l'étranger, selon une technique connue sous le nom de *piggy back*.

BTP. – Après la Banque industrielle et *mobilière privée (pour 50 millions de* francs) et la banque Indosuez (1 milliard de francs), la Banque du bâtiment et des travaux publics lance une émission de 75 millions de francs de titres participatifs qui ne seront ni amortissables ni remboursables, la banque se réservant la possibilité de procéder à des rachats en Bourse.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1981)

	9 fév.	10 fév.
Valeurs françaises	106	106,6
Valeurs étrangères	102,3	101,1

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

	9 fév.	10 fév.
Indice général	106,1	106,8

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 13 février .... 11 3/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	10 fév.	13 fév.
1 dollar (en yens)	234,35	234,08

BOURSE DE PARIS — Comptant — 10 FÉVRIER

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]														

Obligations convertibles

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]		

Actions au comptant

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]		

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]		

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]		

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]		

SICAV 10/2

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
[illegible]					

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en *pourcentages*, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ◆ : prix précédent.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –	Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1835	4,5 % 1973	1908	1905	1905	– 0 15	760	Euromarché	715	717	717	+ 0 27
3240	C.N.E. 3 %	3328	3325	3330	+ 0 06	640	Europe n° 1	640	651	653	+ 2 03
225	Accor	204	210 30	212	+ 3 92	910	Facom	849	849	849	....
[illegible]											

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –	Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
280	Gencor	262	260	255 50	– 2 48	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
350	Gén. Belgique	344	340	340	– 1 16	1620	Siemens A.G.	1565	1558	1560	– 0 31
560	Gén. Electr.	582	591	595	+ 2 23	177	Sony	168	165 80	167	– 0 59
880	Gen. Motors	750	764	771	+ 2 80	280	T.D.K.	300	302	305	+ 1 66
83	Goldfields	87 80	85	85 10	– 3 07	1010	Unilever	909	878	878	– 3 41
205	Harmony	224	223 20	220 20	– 1 69	820	Unit. Techn.	701	695	700	– 0 14
41	Hitachi	39 50	39 50	40	+ 1 26	1160	Vaal Reefs	1314	1311	1311	– 0 22
810	Hoechst Akt.	730	727	727	– 0 41	550	West Deep	595	600	605	+ 1 68
101	*Imp. Chemical*	*92*	*89*	*94*	*+ 2 17*	*475*	*West Hold.*	*499*	*486*	*499*	....
167	Inco. Limited	145 10	140 50	141 50	– 2 48	565	Xerox Corp.	445	450	451	+ 1 34
1350	IBM	1205	1212	1226	+ 1 65	2 55	Zambia Corp.	2 42	2 40	2 40	– 0 82

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 10/2	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS — Achat	Vente
États-Unis ($ 1)	8 400	8 448	8 150	8 650
Allemagne (100 DM)	307 560	307 700	294	314
Belgique (100 F)	15 012	15 029	14 100	15 200
Pays-Bas (100 fl.)	272 600	272 600	259	279
Danemark (100 krd)	84 480	84 510	80	88
Norvège (100 k)	108 350	108 590	105	112
Grande-Bretagne (£ 1)	11 958	11 950	11 600	12 400
Grèce (100 drachmes)	8 277	8 280	8 250	8 500
Italie (1 000 lires)	4 991	4 998	4 700	5 200
Suisse (100 fr.)	379 080	378 820	366	387
Suède (100 krs)	104 050	104 190	101	108
Autriche (100 sch)	*43 680*	*43 635*	*42 700*	*44 700*
Espagne (100 pes.)	5 400	5 402	5	5 600
Portugal (100 esc.)	6 150	6 140	5 600	6 800
Canada ($ can 1)	6 781	6 775	6 500	6 840
Japon (100 yens)	3 587	3 606	3 440	3 800

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 10/2
Or fin (kilo en barre)	*103700*	*103400*
Or fin (en lingot)	103300	105000
Pièce française (20 fr)	651	654
Pièce française (10 fr)	475	.....
Pièce suisse (20 fr)	645	641
Pièce latine (20 fr)	620	619
Souverain	770	770
Pièce de 20 dollars	4455	4400
Pièce de 10 dollars	1955	1950
Pièce de 5 dollars	1200	.....
Pièce de 50 pesos	4095	4095
Pièce de 10 florins	660	654

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 12-13 février 1984 a été tiré à 470 335 exemplaires

A .B C D F G H

LA CRISE POLITIQUE AU LIBAN

M. Gemayel se déclare favorable à un « compromis historique »

Beyrouth *(AFP)*. – Le président libanais, M. Amine Gemayel, a indiqué dimanche 12 février qu'il voulait *former un gouvernement représentatif de toutes les fractions libanaises impliquées dans la crise*, et que celui-ci serait formé lors de la conférence de Genève qui doit se tenir le 27 février prochain.

Au cours d'une rencontre « informelle » avec les journalistes, M. Gemayel a indiqué que ce gouvernement *« sera le résultat de la solution et non pas la solution elle-même ». « Si nous sommes d'accord sur les grandes options au moment de Genève, il sera facile d'avoir un nouveau gouvernement »*, a-t-il dit.

A propos de la demande de sa démission par M. Walid Joumblatt, chef du Parti socialiste progressiste (PSP, opposition), le chef de l'Etat libanais a déclaré : *« L'important n'est pas la personne mais les institutions. Les institutions sont plus importantes que la personne. Dans la démocratie, chacun a le droit de demander ce qu'il veut. »* M. Gemayel a précisé que *« ce n'est pas cette présidence qui est remise en cause. Depuis le début du Liban, nous avons eu le même problème »*, a-t-il affirmé.

Pour M. Gemayel, *« chaque fois que s'est posé ce genre de problème, cela était dû à des interventions étrangères sur les problèmes intérieurs libanais ». « Nous avons bien sûr des problèmes intérieurs, cela existe dans chaque pays démocratique. La différence au Liban vient du fait que les problèmes intérieurs sont renforcés par des facteurs externes et que les conflits internes prennent une dimension internationale et parfois sanglante. » « Les Libanais*, a-t-il ajouté, *quand ils sont seuls et quand ils font preuve de bonne volonté, sont capables de trouver un compromis. Maintenant, nous sommes capables de trouver ce compromis historique. »*

M. Gemayel a rappelé à ce propos qu'il avait fait une série de propositions pour la conférence de Genève dans ce sens. *« Notre Constitution*, a-t-il dit, *est la plus vieille du Moyen-Orient. Elle a été écrite en 1926. Mais c'est une Constitution forte et jusqu'à maintenant je la considère comme le point de départ pour toute évolution ou réformes. »*

Interrogé sur l'accord libano-israélien du 17 mai 1983, le président libanais a indiqué *« qu'il s'agissait du principal problème et qu'il l'étudiait ». « J'ai dit depuis le début que cet accord n'est pas un but en soi. Le plus important est le retrait des forces étrangères du Liban, et nous examinons les moyens pour trouver une solution à cette question »*, a-t-il ajouté.

EFFRITEMENT DU DOLLAR : 8,42 F

Sur des marchés des changes extrêmement calmes après l'agitation de la semaine précédente, les cours du dollar se sont effrités, revenant, à Paris, de 8,4460 F à 8,42 F environ, et, à Francfort, de 2,7450 DM à 2,7375 DM. Le gonflement de 3 milliards de dollars de la masse monétaire des États-Unis n'a exercé aucune influence, dans la mesure où il était attendu et où il s'inscrit dans les objectifs globaux de croissance fixés par la Réserve fédérale.

A Paris, le cours du mark s'est maintenu un peu en dessous de 3,08 F, la Banque de France intervenant modérément pour freiner sa hausse.

● **La production industrielle brésilienne** a baissé de 5,70 % en 1983. L'industrie des biens d'équipement a été la plus touchée, avec une chute de 20,21 % sur 1982, en raison de la grave récession économique que connaît le pays. Le seul secteur qui a vu sa production croître a été l'extraction minière, en progression de 14,58 % sur 1982. – *(AFP.)*

Les sureffectifs dans l'automobile

CITROEN VA UTILISER TOUTES LES POSSIBILITÉS DE MISE EN PRÉRETRAITE

Automobiles Citroën devait annoncer au comité central d'entreprise, réuni en début d'après-midi le 13 février, un plan de mises en préretraite qui porterait dans un premier temps sur un peu plus de 2 000 personnes. Ainsi M. Jacques Calvet, président d'Automobiles Peugeot comme d'Automobiles Citroën, a-t-il décidé d'adopter une politique plus souple que dans le dossier Talbot. Dans un premier temps, un recensement de tous les ouvriers et cadres à même de partir à cinquante-cinq ans sera effectué. Citroën compte actuellement 43 000 salariés dont 16 000 dans la région parisienne, principalement touchée, car c'est là que sont terminés les modèles déclinant de la marque (2 CV, GS et CX).

Les difficultés de Citroën sont connues. Elles sont d'abord industrielles. M. Jacques Calvet rappelait la semaine passée que *« depuis 1981 Citroën n'a pas réalisé de gains de productivité. Or les effets conjugués de l'alourdissement des charges et du chômage technique sont responsables d'un retard de productivité de l'ordre de 15 % par rapport à Volkswagen »*. D'importantes mises en chômage technique sont ainsi nécessaires chaque mois.

Mais cette moindre compétitivité et le faible renouvellement de la gamme ont aussi des conséquences financières dramatiques. Non seulement cette filiale de Peugeot SA a perdu plus de 3 milliards de francs depuis 1980, mais elle a dépassé ces dernières semaines les crédits que lui avaient accordés ses banquiers.

Les réductions d'effectifs sont donc inéluctables, mais la direction voudrait éviter les licenciements. Le recours comme chez Peugeot aux possibilités offertes par le Fonds national de l'emploi (préretraites à cinquante-cinq ans) pourrait ne pas suffire s'il s'agit bien, comme on le dit, de réduire les effectifs actuels de l'ordre de 10 %. Aussi Citroën *attend-il avec impatience les* mesures prévues par les pouvoirs publics sur l'aide au retour des travailleurs immigrés. Ce n'est qu'en cas d'insuffisance de ces diverses possibilités et si les ventes de Citroën régressent sur un marché français que l'on attend médiocre en 1984 qu'il faudra envisager des licenciements.

Mais le pire n'est pas sûre. Même si l'exemple Peugeot-Talbot (où près de 8 000 suppressions d'emplois avaient été demandées aux pouvoirs publics, qui n'en ont accepté que moins de 7 000) doit pousser la direction à prévoir large.

B. D.

Deux élections municipales

OISE : Venette (2e tour).

Inscr., 1 253 ; vot., 823 ; suff. ex., 797. MM. Leduc, sout. PS, 498 voix, *ELU* ; Ledoux, opp., 296 ; divers, 3.

[Il s'agissait de compléter le conseil municipal après le décès du maire, André Ledoux (opp.). En mars 1983, tous les membres de la liste d'opposition conduite par André Ledoux avaient été élus.

M. Leduc, soutenu par le PS, est l'unique représentant de la majorité au sein du nouveau conseil municipal. Les résultats du premier tour de cette élection partielle avaient été les suivants : inscr., 1 253 ; vot., 853 ; suff. ex., 827. MM. Leduc, 316 ; Ledoux, 265 ; Mme Termacle, s. étiq., 166 ; M. Montfourny, PC, 79 ; divers, 1.

***YVELINES :* Carrières-sous-Poissy (1er tour)**

Insc., 3 801 ; vot., 2 598 ; suff. ex., 2 554. Oppos. (M. Blervaque, RPR), 1 307 (51,17 %) *25 ELUS* ; maj. (M. Thouzeau, PC), 1 247 (48,82 %), 8 ELUS.

[Cette élection partielle était consécutive à l'annulation par le Conseil d'Etat du scrutin de mars dernier. Un tract de la liste conduite par M. Blervaque avait été distribué la veille du scrutin, et vingt et une voix séparaient les deux listes à l'issue du premier tour. Les résultats avaient été les suivants : inscr., 4 010 ; vot., 2 791 ; suff. ex., 2 705 ; oppos. (M. Blervaque), 1 363 (50,38 %), 25 ELUS : un. g. (M. Thouzeau), 1 342 (49,61 %), 8 ELUS.

Les électeurs ont confirmé leur choix du 6 mars dernier, l'écart entre les deux listes étant cette fois de 60 voix.]

Sur le vif

Denrée rare

Dites donc, les filles, je ne voudrais pas vous faire de la peine, mais je vous préviens que dans les années qui viennent les hommes, les hommes à femmes, *vont devenir une denrée rare*. Si vous êtes de celles qui ne peuvent pas s'en passer – ça, ça ne se discute pas, c'est comme le chocolat – *quand vous en trouverez un*, ou même un demi, un tiers ou seulement un quart, vous aurez intérêt à sauter dessus et à *ne pas le lâcher*.

Aux Etats-Unis déjà – vous le savez sans doute – on commence à manquer sérieusement de mecs. D'abord on en fabrique moins, bien qu'il y ait toujours une demande pour ça. Ensuite, depuis la révolution sexuelle, *ceux qu'il y a s'intéressent* de moins en moins à la chose du machin. Ils optent volontiers pour le célibat. Les femmes ne les attirent pas. Ou elles les barbent, ou elles les agacent, ou elles leur font peur ou elles leur collent de l'herpès ou ils aiment les hommes ou ils préfèrent leur mère.

Résultat, outre-Atlantique, on croule sous des montagnes de papier journal consacrées aux joies et aux avantages du partage. On se met à deux ou trois sur un type, marié le plus souvent. On prend et on attend son tour. On a ses jours. On dîne avec lui un vendredi sur deux, on part en week-end toutes les cinq semaines et on y a droit quinze jours l'été, en juillet ou en août, selon les années. Il paraît que c'est super, qu'on n'a pas le temps de s'en lasser. Et qu'avec un peu de chance et d'organisation on peut mener de front une ou deux autres affaires du même style en variant ainsi les plaisirs et les genres. Ça permet d'aller au cinéma et au musée avec un intellectuel, au restaurant avec un gourmet et au ski avec un sportif.

Moi, je ne serai pas contre si, comme pour les bagnoles, le marché de l'homme, déjà extrêmement réduit, ne risquait pas de souffrir encore de l'importation massive de filles *made in* India, Philippines ou Thaïlande. Le magazine d'A2 présentait, dimanche après-midi, un reportage sur une société d'import-export prospère en RFA, spécialisée dans l'achat de femmes, d'épouses, *je précise, d'origine* orientale, ravissantes, minces, légères, soumises, fidèles, solides, qui consomment peu, *enfin beaucoup moins qu'une* Allemande de série, pesante, émancipée, capricieuse et volage. Et qui ne coûtent rien : le prix du billet Bangkok-Francfort (et retour au cas où la marchandise ne vous conviendrait pas) et les frais d'agence, une agence matrimoniale qui vous donne à choisir entre cinq modèles sur photo et qui se charge de toute la paperasserie : traduction des lettres d'amour à ces belles étrangères, visas, publication des bans, etc.

Les T-shirts, les parapluies, les calculettes... décidément, l'Asie du Sud-Est n'a pas fini de nous envahir.

CLAUDE SARRAUTE.

LE FESTIVAL INTERNATIONAL DE TÉLÉVISION DE MONTE-CARLO

Une absence de chef-d'œuvre

Le XXIVe Festival international de télévision de Monte-Carlo s'est terminé vendredi 10 février, en même temps que le Colloque sur les nouvelles images, avec la remise des prix pour les deux concours. En compétition : vingt-neuf programmes de fiction, soixante documents d'actualités (allant du petit spot de quelques minutes au dossier d'une heure) venant d'une vingtaine de pays.

Près de sept heures de projection par jour pendant sept jours, soit trois à six dramatiques quotidiennes. En même temps, onze à vingt documents d'actualités, venant du monde entier, souvent mal traduits en français ou en anglais. Dur.

On pourrait croire qu'on ne voit que des chefs-d'œuvre dans un festival international, que chaque télévision s'acharne à ne montrer que ses pièces rares, ce qui s'est fait de mieux dans l'année. Pas du tout ! On voit beaucoup de choses médiocres et l'on n'arrive pas à comprendre comment, pourquoi, certains films arrivent là. *San Francisco*, très moyenne production belge, à peine sauvée par Rufus, *le Meilleur des deux mondes*, nouvelle version (canadienne) du couple à trois, *via* les nouvelles générations immigrées, les mariages arrangés, une lourde comédie.

La France, qui a choisi d'envoyer des émissions tout à fait honorables, même délicates (*les Tilleuls de Lautenbach, Fou comme l'oiseau* et *Deux filles sur un banc*), n'a pas montré son chef-d'œuvre, *Monsieur Abel*, de Jacques Doillon, l'événement télévisuel de l'année 1983. Pourquoi ? On ne le sait pas. Antenne 2 a créé un mini-scandale en projetant *Fou comme l'oiseau*, en (mauvaise) version anglaise, là non plus, on n'a jamais su pourquoi. C'est dommage, sans cette bizarrerie, la performance étonnante de Florent Pagny en adolescent à la tête trop lourde qui veut voler lui aurait peut-être valu un prix.

Le plus intéressant dans ce genre de compétition, c'est finalement de voir ce que les chaînes veulent montrer d'elles-mêmes et quelle image elles donnent de leur pays. On a vu énormément de films retraçant un épisode du nazisme, faisant revivre la montée antisémite pendant la deuxième guerre mondiale. La télévision brésilienne a présenté *Mort au paradis*, une fiction réalisée à partir de l'histoire vraie de l'écrivain juif autrichien, Stefan Zweig, réfugié au Brésil (et qui se serait suicidé en 1942). Le film est très psychologique – trop –, les rapports avec le couple de serviteurs caricaturaux. La télévision hongroise, avec *l'Ile de paix*, s'est appuyée, elle aussi, sur *des faits historiques, la prise de* conscience du maire d'une ville hongroise, Gaspar Alapy, pris dans l'engrenage de la montée de la persécution antisémite, *incapable* de l'arrêter, et qui s'est sacrifié volontairement en 1945, en rejoignant le troupeau qu'on emmenait à Dachau. Le film retrace bien l'atmosphère légère de l'époque et l'indifférence au massacre qui se prépare.

Les Etats-Unis semblent affectionner le type de dramatiques inspirées d'un fait réel d'aujourd'hui. La morale est typiquement américaine : on ne peut rien sans lutte, le bon droit finit toujours par triompher, etc. *Permis de tuer*, de William A. Schwartz (réalisation Jud Taylor) raconte l'histoire d'un couple dont l'enfant a été tué par un chauffard alcoolique, et qui se bat pour que justice soit faite. Les affres du couple, le procès qui traîne en longueur, le laxisme de l'administration, tout est montré de manière efficace, de façon à bien faire comprendre le poids d'un drame qui a valeur de fait de société (il meurt quelqu'un toutes les vingt-trois minutes aux Etats-Unis d'un accident dû à l'alcoolisme). Efficace comme *Adam*, destiné à faire prendre conscience de l'ampleur d'un autre phénomène : les disparitions d'enfants (un million chaque année aux Etats-Unis). *Adam* raconte le drame (réellement) vécu par un jeune couple dont l'enfant a été retrouvé mort, leur lutte contre les autorités pour rechercher les assassins. Problèmes du couple, suspense. Ces dramatiques édifiantes sont comme les westerns : très bien ficelés, simples et pédagogiques.

Il y a de moins en moins de monde, semble-t-il, chaque année, pour regarder les films en compétition. Est-ce le marché de plus en plus important qui « dévore » le concours ? Ou le manque d'intérêt de la *majorité des films* ? Faut-il revoir le règlement, qui pour l'instant ne permet pas au jury d'être plus sévère dans la sélection des œuvres *présentées* ?

CATHERINE HUMBLOT.

LE PALMARÈS

Le jury, présidé par le comédien italien Alberto Sordi, a décerné quatre prix pour les fictions. La Nymphe d'or du meilleur scénario a été remise au Japonais Takehiro Nakajima pour son film *Vers la lumière*, le pèlerinage dramatique d'une mère et de ses filles, dont l'une est handicapée, dans l'île Shikoku comme pour ses quatre-vingt-huit lieux de culte (NHK). La Nymphe d'or de la mise en scène a été attribuée au film de Bernard Saint-Jacques, *les Tilleuls de Lautenbach* produit par FR 3 Strasbourg, film à la fois beethovenien et rabelaisien sur l'Alsace déchirée entre deux histoires, deux cultures. Prix d'interprétation masculine à l'acteur tchécoslovaque, Vlastimil Brodsky dans *les Oiseaux de passage*, film qui a par ailleurs reçu deux autres prix, celui de l'Unda (Office catholique) et de l'Association mondiale des amis de l'enfance, AMADE. Prix d'interprétation féminine à la comédienne américaine, Ann Margret pour *Qui prendra soin de mes enfants*.

Dans la catégorie actualités, le jury a récompensé la BBC anglaise pour son reportage *l'Exode nigérian*, réalisé en janvier 1983, et le magazine de la télévision néerlandaise NCRV, *Tous les enfants de Dieu*, sur le drame des réfugiés du Salvador.

Sont distingués par deux mentions spéciales : la fiction espagnole *Total* (mention également de la critique internationale des magazines de télévision), le reportage de la télévision soviétique *l'Enfer au-dessus des nuages* sur l'éruption du plus haut volcan de l'Eurasie.